

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1910.

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques conclue, à Berlin, le 13 novembre 1908 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les rédacteurs de la « Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques » ont prévu la revision périodique de leur œuvre.

L'élaboration d'un code international de la propriété intellectuelle ne peut être l'œuvre d'un jour : c'est le but d'étapes successives à franchir, et l'on ne peut se rendre un compte exact des difficultés à surmonter qu'en jetant un regard en arrière sur le chemin déjà parcouru.

CHAPITRE PREMIER.

Préliminaires.

Quelle distance nous sépare de cette discussion au cours de laquelle, en 1839, la Chambre des Pairs prévoit l'élaboration d'une loi internationale « dont la possibilité sourit aux amis des lettres ⁽³⁾ ».

(1) Projet de loi, n° 122.

(2) La Commission, présidée par M. BEERNAERT, était composée de MM. CARTON DE WIART, DESTREE, HYMANS, WAUWERMANS.

(3) Rapport de M. le vicomte Simonin. *Moniteur* du 21 mai 1839. Procès-verbaux de la Chambre des Pairs, 1839. Tome I.

Lamartine proclame en 1844 à la Chambre des députés : « Tout le monde se plaint, tout le monde demande un droit international nécessaire à instituer pour tous (1) ».

Les Congrès internationaux substituent l'initiative des intéressés à celle des parlements, et il est permis de rappeler la part de la Belgique en cette œuvre :

Le *Congrès de la propriété artistique et littéraire*, tenu à Bruxelles en 1858, proclame : « Il est désirable que tous les pays adoptent pour la propriété des ouvrages de littérature et d'art une législation reposant sur des bases uniformes (2) ».

Le *Congrès artistique d'Anvers* renouvelle, en 1861 (3), cette déclaration sur la proposition de M. Vervoort; et, en 1877 (4), le nouveau Congrès, tenu à Anvers, accueille une proposition de M. Rolin-Jacquemyns tendant à une entente avec l'*Institut du droit international* « dans le but d'obtenir une loi qui aurait un caractère international ».

Ces vœux sont repris en 1878, à Paris, dans le *Congrès artistique* qui fut l'origine de l'*Association artistique et littéraire internationale*.

Les fondateurs de celle-ci lui assignèrent comme mission « la défense des principes de la propriété littéraire et l'initiative de toutes fondations présentant un caractère littéraire international (5) ».

Ce fut à Rome, le 23 mai 1882, lors du IV^e Congrès organisé par l'*Association artistique et littéraire* (6), que le projet de convention internationale entre dans la voie de la réalisation pratique par l'adoption de la résolution présentée par M. Paul Schmidt en sa qualité de représentant de la librairie allemande.

Cette résolution décidait de provoquer, à l'initiative de l'*Association* (7), la réunion d'une conférence dépourvue de tout caractère officiel ou diplomatique, mais « composée de délégués des sociétés littéraires, universités, académies, associations, cercles de littérateurs, artistes et éditeurs, appartenant aux diverses nations, en vue de discuter et de se concerter sur la création d'une union de propriété littéraire (8) ».

M. Torrès Caicedo, un des présidents perpétuels de l'*Association* et Ministre du Salvador à Paris, entama immédiatement, à l'intervention de M. Numa Droz, membre du Conseil fédéral, des négociations en vue de la

(1) Rapport à la Chambre des députés. Session 1844, tome IV, annexe n° 81.

(2) ROMBERG, *Comptes rendus*, Bruxelles 1859, tome I, p. 175.

(3) GRESSIN-DUMOULIN, *Comptes rendus* Anvers 1862, p. 249.

(4) *Comptes rendus*, Anvers 1878, pp. 111-115.

(5) *Statuts de l'Association*, art. 2. Cfr. son Annuaire publié en 1889 par JULES LERMINA.

(6) *Bulletin de l'Association artistique et littéraire*, n° 15, p. 32.

(7) Membre du Comité d'honneur pour la Belgique : M. E. Rolin-Jacquemyns ; membres du Comité exécutif : MM. Emile de Laveleye, Jules Carlier, Louis Cattraux.

(8) La Commission de rédaction était composée de M. E. Pouillet, président ; Ed. Clunet, rapporteur ; Carl Batz, Le Bailly, A. d'Orelli et Laurent de Rillé, membres.

tenue de cette conférence à Berne et de s'assurer l'appui du Gouvernement fédéral pour l'initiative ultérieure d'une action diplomatique.

Cette Conférence se poursuivit du 10 au 13 septembre 1883. Son travail se trouve résumé dans un projet de convention en dix articles, c'est le texte primitif d'où est sortie la convention d'union. Les discussions de 1883 conservent encore tout leur intérêt.

Ce texte fut transmis au Conseil fédéral suisse ⁽¹⁾.

C'est alors que celui-ci adressa, en date du 3 décembre 1883, une note circulaire aux gouvernements de tous les pays civilisés, leur proposant de rechercher les moyens de faire consacrer le principe « supérieur et pour ainsi dire de droit naturel » que « *l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique, quels que soient sa nationalité et le lieu de reproduction, doit être protégé partout, à l'égal des ressortissants de chaque nation* ».

Encouragé par l'accueil fait à ces avances, le Gouvernement suisse convoqua une première *Conférence diplomatique*, qui siégea du 8 au 19 septembre 1884 ⁽²⁾.

M. le conseiller fédéral Numa Droz, en ouvrant cette Conférence dans la même salle des États où s'était réunie la Conférence de 1883, constatait que l'initiative de l'Union était due « non point à un Gouvernement désireux d'aplanir des difficultés internationales, mais aux écrivains et artistes eux-mêmes qui, de tous pays et de toutes langues, se sont associés pour la sauvegarde et la défense de leurs droits ⁽³⁾ ».

Ce fut à Bruxelles, au cours du VII^e Congrès de l'Association artistique et littéraire internationale, tenu au Palais des Académies, sous la présidence d'honneur de M. Beernaert, alors Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics en présence de Sa Majesté le Roi des Belges, que furent rendus publics les premiers résultats de la Conférence diplomatique.

Celle-ci avait proclamé le principe de la protection de l'auteur dans tous les pays de l'Union, à la seule condition que les formalités fussent accomplies dans le pays d'origine.

Elle avait admis comme un *minimum de protection* l'application à l'auteur étranger, dans chacun des pays d'importation, du traitement national, mais limité par le système du traitement du pays d'origine.

Cette restriction avait été encore renforcée par cette seconde disposition que les avantages accordés aux œuvres étrangères ne devaient leur être assurés que pendant la durée d'existence des droits dans le pays d'origine.

Sans réaliser, en son entièreté, le desideratum de la Conférence privée de 1883 de voir assimiler complètement la traduction à la reproduction — ses auteurs reconnaissaient qu'ils se trouvaient « en avance sur leur

(1) *Annuaire* cité ci-dessus, pp. 133 et suiv.

(2) Voir pour l'historique : NUMA DROZ, *Journal de Clinet* 1885, p. 444, et *Annuaire*, p. 493.

(3) *Actes de la première Conférence*, p. 20.

époque » — la Convention de 1884 avait cependant déjà organisé la protection partielle des auteurs contre les traducteurs : pendant les trois premières années suivant la publication de l'œuvre originale, le droit restait absolu. La protection était prolongée de dix années au cas de traduction autorisée par l'auteur dans le premier délai.

Tels étaient les deux grands principes, formant la base d'une œuvre faite d'aspirations communes, mais nécessitant dans sa réalisation des concessions réciproques.

La Conférence s'étant réunie à nouveau du 7 au 17 septembre 1885, à Berne, de nouveaux progrès furent réalisés. Les textes primitifs subirent de nombreuses modifications et améliorations.

Appelée à choisir entre une *Union restreinte*, ne comprenant que les pays les plus avancés, et une *Union générale* embrassant presque tous les pays importants au point de vue de la littérature et des arts, la Conférence estima que cette seconde solution présentait plus d'avantages. Elle lui donna, en conséquence, la préférence, sauf à sacrifier quelque chose de la rigueur des principes.

Les articles votés en 1885 furent convertis, le 9 septembre 1886, en instrument diplomatique définitif par dix États : le Japon et les États-Unis, qui s'étaient fait représenter à la Conférence, ne signèrent point la Convention.

Aucune modification n'avait été apportée au texte de 1885, sauf une simple correction de rédaction proposée par la Suisse à l'article 7.

La République de Libéria, qui avait signé l'acte le 9 septembre 1886, n'était pas présente à l'échange des ratifications le 9 septembre 1887 ⁽¹⁾.

De 1886 à 1896, la Convention s'étendit par les adhésions successives du Luxembourg, de Monaco, du Monténégro ⁽²⁾ et de la Norvège.

L'article 17 de la Convention avait prévu des revisions périodiques en vue d'introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Une première Conférence devait se réunir à Paris, dans un délai de quatre à six ans, sur l'initiative du Gouvernement français (chiffre 6 du Protocole de clôture).

Cette réunion n'eut lieu qu'en 1896 et se prolongea du 15 avril au 4 mai.

Cette Conférence apporta au texte de la Convention une série de modifications qui ont été réunies dans un *Acte additionnel*.

Elles ont trait aux points suivants : Affirmation expresse de l'obligation de publier l'œuvre pour la première fois sur le territoire de l'Union ; pro-

⁽¹⁾ Elle a adhéré en 1908.

⁽²⁾ Sorti de la Convention de 1899 « pour des raisons d'économie ». La Convention a cessé ses effets dans ce pays le 1^{er} avril 1900.

tection des œuvres posthumes (art. 2); protection directe des auteurs non unionistes, dont l'œuvre est publiée pour la première fois dans l'Union (art. 3); assimilation du droit de traduction au droit de reproduction, mais sous réserve d'un délai d'usage de dix ans compté à partir de la publication de l'œuvre (art. 5); protection intégrale des romans-feuilletons et nouvelles insérées dans les journaux et revues, et indication obligatoire de la source, au cas d'emprunt d'articles non pourvus de la mention d'interdiction (art. 7); généralisation de la saisie des œuvres contrefaites (art. 12); traitement national garanti aux œuvres d'architecture ⁽¹⁾ et de photographie (n° 4 du Protocole de clôture); réglementation plus précise des effets rétroactifs de la Convention et de l'Acte additionnel (n° 4 du Protocole de clôture).

Certaines résolutions ont été considérées comme simplement explicatives de la Convention et elles ont trouvé place dans une Déclaration interprétative : celle-ci concerne l'accomplissement des conditions et formalités dans le seul pays d'origine de l'œuvre, ainsi que la définition des deux notions de la publication et de l'adaptation.

D'autres questions encore avaient à ce moment fait l'objet de propositions de revision, mais après délibération, on crut préférable de les laisser en suspens. C'est ainsi qu'il ne fut touché ni à l'article 4 contenant l'énumération des œuvres à protéger, ni à la mention de réserve nécessaire, d'après l'article 9, pour faire valoir le droit d'exécution publique des œuvres musicales publiées, ni au n° 3 du Protocole de clôture concernant la fabrication et la vente librés des instruments mécaniques reproduisant des airs de musique empruntés au domaine privé.

Enfin la Conférence avait posé quelques jalons pour l'avenir sous forme de vœux, dont trois se rapportaient à des changements à réaliser par la voie législative, savoir : la protection des photographies, les modalités de l'exercice du droit d'exécution publique des compositions musicales et l'usurpation des noms et signes des auteurs et artistes; un autre vœu visait la simplification des traités littéraires particuliers conclus entre pays unionistes, et le dernier vœu déclarait désirable « que des délibérations de la prochaine Conférence sorte un texte unique de Convention ⁽²⁾ ».

La Conférence de Paris n'a pas changé le système de la Convention d'Union. La tâche était « de faire disparaître des doutes qui avaient surgi sur certains points, de rendre plus claires certaines dispositions, de réaliser quelques progrès en continuant la marche en avant pour atteindre le but si ardemment désiré d'une protection vraiment complète et efficace du droit des auteurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques ».

Avant de se séparer, la Conférence de Paris désigna Berlin pour siège de la prochaine Conférence.

(1) Terme comprenant aussi bien les dessins que l'œuvre exécutée sur le terrain.

(2) Observations préliminaires des propositions du Gouvernement allemand, à la Conférence de Berlin.

La Conférence de Berlin siégea du 14 octobre au 14 novembre (1).

Dans l'intervalle, de 1896 à 1908, trois nouvelles adhésions s'étaient produites : le Japon en 1899, le Danemark en 1903, la Suède en 1904.

Elle vit assister à ses délibérations trente-quatre États, dont dix-huit non unionistes.

Les États représentés étaient (ceux appartenant actuellement à l'Union sont cités en italiques) : *Allemagne*, Argentine, *Belgique*, Chili, Chine, Colombie, *Danemark*, Équateur, *Espagne*, États-Unis, *France*, *Grande-Bretagne*, Grèce, Guatemala, *Italie*, Japon, *Libéria*, *Luxembourg*, Mexique, *Monaco*, Nicaragua, *Norvège*, Pays-Bas, Pérou, Perse, Portugal, Roumanie, Russie, Siam, *Suède*, *Suisse*, *Tunisie*, Uruguay, Venezuela.

Le travail préparatoire de la Conférence avait été confié à l'administration allemande.

Il s'inspirait nécessairement de l'esprit des nouvelles lois allemandes des 19 juin 1901 et 9 janvier 1907. La première concerne la protection des œuvres de littérature et de musique, la deuxième, les œuvres des arts figuratifs et de photographie.

Elles reflétaient la tendance double, qui fut d'ailleurs celle de la Conférence : étendre la protection des droits des auteurs dans la voie de l'unification ; simplifier la protection internationale et la rendre plus efficace.

Les propositions de l'administration allemande et les divers amendements proposés furent soumis à l'examen préalable d'une commission : M. Renault, le juriste distingué, le maître incontesté du droit international privé, qui avait participé aux Conférences antérieures, fut désigné comme rapporteur.

La Commission tint dix séances et se subdivisa en trois sous-commissions. Il fut, en outre, constitué une commission de rédaction pour reviser les textes résultant des votes successifs de la Commission : elle se réunit huit fois.

La Conférence fut ainsi en possession d'un texte définitif, voté le 13 novembre 1908.

Le rapporteur caractérisait l'œuvre, que nous analyserons ci-après dans chacun de ses articles :

« Nous vous soumettons en toute confiance le projet qui, après son adoption par vous, deviendra la Charte de l'Union. C'est le résultat d'un grand labeur qui s'est accompli pendant la Conférence et aussi avant la Conférence. C'est une œuvre de tradition en même temps que de progrès ; nous sommes restés fidèles à l'esprit de nos devanciers ; nous avons suivi, sur bien des points, leurs indications, donné satisfaction à leurs vœux ; nous avons été assez heureux pour faire disparaître un certain nombre de restrictions auxquelles ils avaient dû se résigner. Il suffira de citer ce qui concerne quelques œuvres d'art qui, après avoir fait un stage dans le Protocole de

(1) L'acte fut signé le 13 novembre.

clôture, ont fini par pénétrer dans la Convention même ; le droit de traduction reconnu avec la portée que la Conférence de 1884 lui avait déjà assignée ; la mention de réserve exigée pour l'exécution des œuvres musicales et que nous avons réussi à faire disparaître. Pour les matières proprement nouvelles dont nous nous sommes occupés, pour les phonographes et les cinématographes, nous nous sommes surtout inspirés des principes généraux qui avaient été posés déjà en 1886 et en 1896. Nous avons respecté autant que possible l'autonomie des législations intérieures. Il est à remarquer, en effet, que la Convention ne demande à aucun État le sacrifice d'un principe essentiel. »

On doit redire de la Conférence de Berlin ce que l'on écrivait de la Conférence de Paris ⁽¹⁾ :

« Pour mesurer le progrès dans la voie de la protection des auteurs et des artistes, il faut prendre en considération les idées qui ont été échangées entre les délégués et les espérances que cet échange d'idées peut faire naître pour la prochaine revision de la Convention ⁽²⁾. »

Mais il est aussi permis, lorsque l'on compare ces textes fournis par la collaboration de toutes les nations à celui de la loi belge de 1886, — que l'étranger désigne du nom de son parrain « la loi Beernaert », — de constater avec une légitime fierté qu'elle a devancé tous les progrès réalisés aujourd'hui.

Il n'est pas un seul de ses articles qui doive être révisé pour mettre notre législation à la hauteur de la protection consacrée par la Convention de Berlin.

Elle réalise même déjà les espérances conçues pour les lendemains.

CHAPITRE II

Œuvres protégées

Le titre de la Convention porte *Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques*. Il ne constitue cependant pas une expression rigoureusement exacte : La Convention entend protéger les auteurs et non les œuvres.

Aussi l'article 1^{er} précise-t-il : Protection des droits des *auteurs* sur les *œuvres littéraires et artistiques*.

La même mention se retrouve dans le préambule des actes diplomatiques.

Les idées sont encore très divergentes sur la nature du droit de l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique. Est-ce une concession du législateur ou celui-ci ne fait-il que le reconnaître et le réglementer ?

En 1885 on a renoncé à l'expression de *Propriété littéraire et artistique*

(1) MAILLARD, *Examen des travaux de la Conférence de Paris*, p. 9.

(2) Cette réunion se tiendra à Rome dans un délai de six ans au minimum et de dix ans au maximum.

qui avait les préférences de nombreux délégués et que la majorité avait adoptée. En effet, ce terme implique une affirmation que les délégués de l'Allemagne déclaraient incompatible avec les notions juridiques reçues dans ce pays.

Le terme le plus exact était peut-être celui — mais il n'a point d'analogue en français — de *copyright* (droit de reproduction).

L'intitulé de la Convention dit : *Protection des œuvres littéraires et artistiques*, parce qu'ainsi on ne préjuge rien. Les rédacteurs de la Convention ont estimé qu'il était plus utile d'obtenir que les États protègent les œuvres artistiques et littéraires que de décider à quel titre ils doivent les protéger. « Si dans certains des textes de la Convention il est fait mention de droits *accordés* par la loi intérieure, on ne doit pas croire, dit le rapport à la Conférence de 1908, que nous avons pris parti sur la grave question de la nature du droit de l'auteur ; au point de vue où nous nous plaçons ici, *droits accordés* et *droits reconnus* sont des expressions absolument synonymes. »

Ce terme doit être interprété dans chaque pays par l'expression usuelle : *Urheberrecht* ; *diritti di autore*, *droit d'auteur*.

Cependant, nous verrons que cette divergence relative au fondement du droit peut entraîner d'autres conséquences que celles d'une querelle de terminologie.

La matière de la Convention est bien définie : les œuvres artistiques et littéraires.

Ces termes comprennent-ils les œuvres scientifiques et musicales ?

Lors des travaux préparatoires, en 1883, M. Clunet avait proposé d'insérer dans le texte du préambule « littéraires, *scientifiques* et artistiques » termes se retrouvant dans les conventions allemande et espagnole. M. Pouillet combattit cette proposition.

Les œuvres scientifiques sont protégées comme telles, non à raison de l'élément de science, mais à raison de la forme, de l'expression.

On avait songé à intituler la Convention : *Convention pour la propriété intellectuelle* ; mais c'eût été l'étendre en l'appliquant à des productions étrangères à son objet :

La Convention est étrangère aux dessins et modèles industriels ⁽¹⁾ considérés comme tels.

Elle ne s'occupe pas des inventions.

Les fruits du travail intellectuel s'exerçant dans un autre domaine sont l'objet d'une autre protection.

Ce n'est pas que l'on n'ait tenté d'étendre le champ d'action de la Convention.

Un vœu adopté par la Conférence de Paris en 1906, porte :

IV. *Il est désirable que des dispositions pénales soient insérées dans les*

(1) Cass. fr., 15 juin 1899, D. P., 1900, I., 81.

législations nationales afin de réprimer l'usurpation des noms, signatures ou signes des auteurs en matière d'œuvres littéraires et artistiques ⁽¹⁾.

On reconnaissait ainsi, par ce vœu, que c'est aux différents pays de l'Union qu'il appartient, s'ils le jugent à propos, d'introduire dans des lois nationales particulières des prescriptions destinées à donner satisfaction aux intéressés. (V. Actes de Paris, p. 50 et 178.)

Dans le même ordre d'idées, les « nouvelles du jour » et les « faits divers », lorsqu'ils ne sont que de simples informations de presse sans caractère littéraire, échappent au droit d'auteur : on a de même renvoyé aux législations nationales le soin de les protéger.

Lors de la Conférence de Berlin, la Délégation d'Allemagne avait introduit une proposition créant une protection spéciale pour les communications télégraphiques et téléphoniques. Elle fut repoussée : la Conférence serait ainsi sortie de son domaine pour s'engager sur celui de la concurrence déloyale, qui lui est étranger.

Mais la Délégation de Belgique proposa le vœu « que les législations internes des pays de l'Union recherchent et adoptent des dispositions efficaces et pratiques pour mettre un terme à des abus qui ne sont que trop réels et gravement dommageables aux journaux qui s'imposent le plus de sacrifices pour assurer au public l'information la plus rapide et la plus complète ».

La Conférence de Berlin fut de même saisie de nombreuses plaintes, formulées par des industriels ayant consacré des capitaux considérables à la fabrication de cylindres et disques destinés à l'exécution d'œuvres musicales par instruments mécaniques.

Ils ont signalé que, alors qu'ils avaient consenti d'importants sacrifices en vue de s'assurer la primeur de la reproduction de certaines œuvres ou le profit de leur interprétation par des artistes en renom, des concurrents, à tout le moins dépourvus de scrupules, se croyaient autorisés à reproduire ces disques et cylindres, s'exonérant ainsi de tous frais de premier établissement.

Ici encore, on déclara que la protection réclamée par les fabricants ne rentre point dans le domaine de la protection des œuvres artistiques et littéraires, mais se rattache au droit industriel, et qu'il ne pouvait dès lors être introduit des dispositions à cet égard dans la Convention. La Délégation belge tint à signaler qu'il serait désirable que les législations internes continssent les dispositions nécessaires pour mettre fin aux actes de pillage dont les fabricants se plaignent ⁽²⁾.

(1) Cfr. *Loi belge*, art. 25.

(2) « Pareille fraude peut être facilement réprimée là où la loi garantit à l'auteur le droit d'autoriser ou de refuser l'adaptation de son œuvre aux instruments de musique mécaniques : L'acte dont se plaignent les fabricants constitue tout à la fois l'usurpation de l'œuvre et de sa manifestation matérielle. Il suffira au fabricant de se présenter comme l'ayant droit de l'auteur pour faire prononcer le caractère délictueux de toute édition ou adaptation non autorisée.

A cet égard le texte, qui figurera désormais sous l'article 13 dans la Convention, est

Les mêmes considérations s'appliquent, par identité de motifs, à la reproduction des films cinématographiques, lorsqu'ils se bornent à consigner des scènes de la vie publique, en l'absence de toute œuvre personnelle de composition et de mise en scène par l'opérateur, et qu'ils ne peuvent invoquer dès lors le bénéfice de l'article 14, alinéa 2.

Comme matières ne rentrant pas davantage dans le domaine de la Convention, l'on peut citer les conceptions de travaux publics (projets de créations, de transformations de parties de villes, d'adduction d'eaux ou forces motrices, etc.) non traduites en plans.

Ou encore la protection des sites naturels, des monuments du passé.

Il n'y a point dans tout ceci un travail intellectuel créateur s'exerçant dans le domaine de la littérature ou des arts.

Le cadre des œuvres à protéger a été élargi par la revision de Berlin. Les mentions de protection antérieure ont été précisées.

La protection est *imposée* — avec la conséquence d'obligation pour les États unionistes de compléter à ces fins, si besoin était, leur législation interne — en faveur de toutes les œuvres considérées comme artistiques et littéraires dans chacun des pays, et notamment : les œuvres d'architecture, chorégraphiques et pantomimes, photographiques, cinématographiques et les productions de seconde main, telles les traductions, adaptations, arrangements, recueils de différentes œuvres, reproductions photographiques et cinématographiques.

Elle est *facultative* en ce qui concerne les œuvres d'*art industriel*.

Le mode de reproduction ou le fait de non-reproduction n'entrent pas en ligne de compte ⁽¹⁾.

L'article 2 indique sur quelles « matières » s'exerce la Convention. Il était naturel de placer cette définition au début de l'Acte, alors qu'elle figurait jadis à l'article 4.

L'article 2 contient une énumération. Quelle en est la portée et la valeur ?

Nombreuses avaient été les controverses à ce sujet.

Sous l'empire de la Convention de 1886, on a soutenu que les œuvres énumérées dans la nomenclature de l'article 4 (ancien) devaient être protégées quelle que fût la loi du pays d'importation, tandis que la protection

susceptible de fournir, dans un très grand nombre de cas, la protection que les fabricants réclament à bon droit.

Mais il n'est pas moins vrai que la situation reste entière en ce qui concerne les œuvres tombées dans le domaine public — que l'interprétation a remises en valeur particulière — et les œuvres dont le fabricant n'aura point obtenu soit le monopole de reproduction, soit la reproduction exclusive sous une interprétation spéciale. » (Note d'observations de la Délégation belge (P. W.), séance du 13 novembre 1908.)

(1) Lorsque la Convention de Berne énonçait « toute production qui pourrait être publiée par n'importe quel mode d'impression ou de reproduction », elle ne visait l'exclusion que des productions appartenant au domaine scientifique et non susceptibles d'être reproduites (D'ORELLI, *Droit d'auteur*, 1889, p. 2).

des autres était subordonnée à la loi de ce pays d'importation et dépendait de cette loi : Ces dernières seraient protégées selon que celle-ci leur reconnaîtrait ou non le caractère d'œuvres artistiques ou littéraires ⁽¹⁾.

C'est la théorie du *minimum de protection*.

On a d'autre part soutenu que, alors même qu'une œuvre figurait dans l'énumération de l'article 4, elle ne devait être protégée qu'à la condition que la législation interne lui reconnût en outre le caractère d'œuvre littéraire ou artistique.

L'avant-dernier alinéa de l'article 2 nouveau : « les pays contractants sont tenus d'assurer la protection des œuvres *mentionnées ci-dessus* », tranche la controverse et supprime toute équivoque. Sont désormais nettement déterminées d'une part, les œuvres qui *doivent* être protégées quelle que soit la législation des pays contractants, c'est-à-dire les « œuvres mentionnées » ; et, d'autre part, celles qui n'ont droit qu'à la protection existant en faveur des œuvres nationales qui sont exclusivement régies par la *lex fori*.

Rentrent dans la première catégorie, « *Toute production du domaine littéraire, scientifique ou artistique, susceptible d'être reproduite par un mode ou sous une forme quelconque telle que...* » suit l'énumération de ces œuvres auxquelles la Convention reconnaît, et à l'égard desquelles elle met à l'abri de toute contestation, le caractère d'œuvres du domaine artistique, scientifique et littéraire.

La protection est obligatoire à l'égard des œuvres mentionnées dans les deux premiers alinéas de l'article 2.

Il ne sera pas permis aux contractants de les exclure de la protection, même si la législation interne leur déniait ce caractère. Le droit d'exclusion n'appartient plus que pour les œuvres non mentionnées. La protection de toutes les œuvres mentionnées est *imposée* comme un minimum. L'énumération ne sert que d'exemple. La Délégation belge a provoqué cette déclaration ⁽²⁾.

Ces œuvres sont protégées, qu'elles soient ou non publiées et par n'importe quel mode. Les discours, productions orales sont ainsi obligatoirement protégés : l'expression employée dans le texte ancien de l'article 4 a été supprimée. Le mode de reproduction de la conception immatérielle de l'auteur n'entre pas en ligne de compte. Le fait de la publication ou de la non-publication est indifférent à cet égard.

L'énumération des œuvres dont la protection est obligatoire aux termes de la Convention est le fruit d'une évolution et de progrès assez long. Certaines se trouvaient encore reléguées dans les dispositions du protocole de clôture de la Convention de Berne.

(1) DARRAS n° 438. Cass. fr. 15 juin 1899. Droit d'auteur 1899, p. 147. Cfr. *ibid.* p. 130. Id. BASTINZ, *L'union de Berne*, p. 79.

(2) Mémoire de la Délégation belge, annexé au procès-verbal de la deuxième séance de la Conférence de Berlin.

OEUVRES DE CHROMOLITHOGRAPHIE.

Il n'a pas paru nécessaire de mentionner spécialement les œuvres de chromolithographie : l'exposé des motifs accompagnant les propositions du Gouvernement allemand, reproduit de façon expresse dans le rapport de la Commission, constate en effet que les chromolithographies ⁽¹⁾ sont « comprises certainement parmi les lithographies » et qu'il n'y a pas lieu de leur accorder une mention particulière, comme il était proposé pour les œuvres d'art appliqué à l'industrie ou d'art industriel.

OEUVRES CHORÉGRAPHIQUES.

Les œuvres chorégraphiques n'étaient admises à la protection aux termes du protocole de clôture n° 2 qu'à la condition d'être comprises implicitement par la loi interne parmi les œuvres dramatico-musicales. Ce n'était qu'à cette condition que chacun des États contractants devait les protéger.

Les pantomimes ne se trouvaient non plus nominativement désignées.

La proposition allemande tendait à subordonner leur protection à la condition que l'action dramatique fût fixée *par écrit*, en vue d'éviter des difficultés de preuve.

La Délégation italienne a proposé l'addition des mots « *ou autrement* », parce que parfois l'action est fixée par un dessin ou tout autre procédé qui ne constitue pas un écrit.

Le texte primitif demandait que l'action dramatique fût fixée par écrit. Les développements réclamaient un texte fixant la donnée dramatique, l'action, le scénario, et assurant à ces œuvres le caractère d'une véritable production littéraire.

Le texte actuel se borne à demander la fixation de la *mise en scène*.

La disposition s'inspire de la loi allemande : l'exposé des motifs de celle-ci indique que l'écrit pourra être tout à fait sommaire, il suffit d'une clef, d'un guide pour l'exécution de la pantomime.

La fixation pourra consister encore en des transcriptions en langage convenu, en dessins, en croquis, — même en une reproduction cinématographique, — alors que la loi interne ne les protégerait que si elles sont fixées *par écrit* ⁽²⁾.

La restriction n'est pas onéreuse, car on ne conçoit guère le moyen de réclamer la protection pour une œuvre qui n'a pas été consignée de façon à pouvoir être identifiée.

(1) Il faut entendre les œuvres de chromolithographie, de même que le texte nouveau dit « des œuvres de lithographie ». C'est l'œuvre qui est protégée, quel que soit le mode ou la forme de reproduction, et non le procédé.

(2) Cfr. Droit d'auteur 1909, p. 78.

OEUVRES D'ARCHITECTURE.

La Convention de 1886 protégeait bien *les plans et les croquis* comme œuvres d'art graphique, mais non l'œuvre d'architecture elle-même, c'est-à-dire la *construction*.

Dès 1896, les Délégations de Belgique et de France avaient fait valoir qu'il n'y avait pas de raison de distinguer entre le sculpteur et l'architecte.

Le Protocole de clôture décida que dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres seraient admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et de l'acte additionnel.

C'était une concession sans réciprocité. L'administration allemande proposa, en 1908 de la remplacer par une disposition de protection obligatoire au même titre que pour les autres œuvres artistiques.

La disposition ne vise évidemment que les œuvres originales révélant la personnalité de l'auteur et non les constructions banales.

Si l'article ne reproduit pas les termes « plans d'architecture » et se borne à viser les œuvres d'architecture, ce n'est point parce que l'on aurait, tranchant la controverse, décidé que l'œuvre d'architecture est constituée par un ensemble de dessins dont l'édifice n'est qu'une reproduction, sous forme de construction, ou que, au contraire, l'œuvre consiste dans cette construction ⁽¹⁾.

Ce n'est pas davantage, parce que l'on aurait entendu que les plans, croquis et ouvrages plastiques n'auraient plus de protection et que la notion des œuvres d'architecture pourrait varier de pays à pays.

L'introduction du terme « œuvres d'architecture » a pour effet de consacrer la protection des croquis et des édifices si ce terme comprend les uns et les autres, de maintenir la protection ancienne là où elle était accordée aux plans, de l'étendre, partout où elle n'était pas accordée, aux manifestations sous formes d'édifices.

OEUVRES DE TRADUCTIONS.

L'article 8 consacrerait le droit de traduction de l'auteur.

L'article 2 s'occupe des traductions considérées en elles-mêmes comme œuvres nouvelles.

Aux termes de cette disposition, la traduction est protégée comme toute

(1) L'article 4 assimile la construction d'une œuvre d'architecture à l'exposition d'une œuvre d'art, paraissant ainsi considérer l'œuvre d'architecture comme indépendante et antérieure à la construction. Mais il y a lieu de remarquer que la définition de l'article 4 « n'est obligatoire que dans les rapports internationaux » (dans le sens de la présente Convention) et que « la législation intérieure de chaque pays peut avoir d'autres règles pour les œuvres publiées sur son territoire. »

œuvre littéraire originale : L'auteur de la traduction qui adapte une œuvre étrangère au génie de sa langue se livre à un travail intellectuel et crée une œuvre personnelle. Il a donc droit à protection.

ADAPTATIONS.

Les adaptations ont — comme les traductions — pour point de départ le travail d'autrui ; elles constituent un remaniement, une transformation d'une autre œuvre. Ce que nous avons dit à propos des traductions leur est applicable.

Le travail d'adaptation sera licite ou illicite, selon qu'elle est ou non autorisée : il doit, dans tous les cas, être protégé.

La production d'une traduction ou d'une adaptation n'empêche pas toutefois qu'une autre traduction ou une autre adaptation ne constitue une autre œuvre originale, susceptible, elle aussi, de protection.

RECUEILS D'ŒUVRES.

Les « recueils » constituent un genre assez usité de publications ayant un marché international.

Ils peuvent comprendre des œuvres d'un seul et même auteur ou d'auteurs différents, d'œuvres littéraires, artistiques, musicales.

Les éléments peuvent être empruntés au domaine privé ou au domaine public.

Il ne s'agit pas ici de compilations et agglomérations, sans plan ni méthode, de fragments divers.

Pareils recueils peuvent être conçus de manière à présenter un plan, un groupement ingénieux, constitutif d'œuvre personnelle appartenant au domaine artistique ou littéraire.

Ce qui est susceptible de protection dans de pareils ouvrages, c'est l'ensemble, le plan, l'agencement, le groupement et non les articles, les emprunts pris isolément, ou la forme matérielle ou le titre de la collection.

Ces recueils sont constitués de deux éléments bien distincts :

1° La matière fournissant la base de la chrestomathie et employée en vertu du consentement de l'auteur ou du droit d'emprunt (voir article 10) — ici peut s'exercer le droit de l'auteur de l'œuvre originale ;

2° L'œuvre de groupement, le plan, élément nouveau, fournissant matière à la protection visée par la présente disposition, quels que soient les rapports entre l'auteur originaire et l'auteur second.

Faisons ici une remarque générale relative aux droits respectifs des auteurs et des transformateurs ou créateurs de formes nouvelles :

La protection indépendante des productions de seconde main ou plutôt des productions transformées, telles que les traductions, adaptations et films,

ne peut porter aucun préjudice au droit de l'auteur de l'œuvre originale traduite, remaniée ou adaptée.

Dans ces conditions, là où les traductions, les chrestomathies et, en général, les recueils d'œuvres de différents auteurs sont illicites sans l'autorisation de l'auteur on ne pourra conclure qu'une protection, qui leur est cependant accordée aux termes de l'article 2, fera obstacle à la revendication des droits de l'auteur en premier.

Il existe deux ordres de rapports distincts : traducteur à auteur, traducteur à reproducteur de la traduction.

La protection existera, que la traduction soit licite ou illicite. Le traducteur peut, sans doute, avoir besoin de l'autorisation de l'auteur et, à défaut d'autorisation, être coupable de contrefaçon à l'égard de cet auteur. Mais c'est là affaire entre auteur et traducteur, qui ne peut créer des droits à autrui : le vol ne justifie pas le vol ; l'auteur dépouillé ne doit pas être victime et du traducteur et du contrefacteur du traducteur. Le moment peut venir, d'ailleurs, où, par le fait de l'expiration du droit sur l'original ou de l'autorisation de l'auteur, la traduction deviendra licite. Aux tribunaux à apprécier dans chaque cas si la traduction est licite ou non. Ils interpréteront à cet égard les contrats ; ils appliqueront, entre unionistes, la Convention ; ils appliqueront la loi interne s'il s'agit de la traduction d'une œuvre d'un non-ressortissant ou non protégée par la Convention : Les droits de l'auteur restent toujours réservés. Mais que la traduction soit licite ou non, elle sera protégée. Le texte ancien de l'article 6 paraissait impliquer une solution contraire lorsqu'il parlait des « traductions *licites* ». Ce texte a été modifié, en conséquence, dans sa fusion en l'article 4 actuel.

Le second alinéa de cet article 6 a également disparu. Il était inutile : Si un traducteur ne peut se prévaloir du droit de l'auteur, son seul droit est d'empêcher qu'on ne s'approprie son œuvre personnelle. Il ne peut s'opposer à une autre traduction du même ouvrage.

ŒUVRES POSTHUMES.

L'article 2 de la Convention, amendé en 1896, mentionnait expressément que les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées.

Cette mention n'est pas reproduite. Le rapport constate que cela ne peut faire aucune difficulté et, bien que la Commission n'ait pas cru nécessaire de reproduire la disposition, elle déclara que l'état de choses n'est en rien modifié. La Convention s'occupe de la durée de la protection des œuvres posthumes (art. 7, alinéa 3) et suppose, par là même, que cette protection existe.

FILMS CINÉMATOGRAPHIQUES.

L'énumération de l'article 2 devrait être complétée par la mention des films cinématographiques, mais ceux-ci font l'objet d'une disposition spéciale (art. 14, alinéa 3).

OEUVRES DE PHOTOGRAPHIE ET PAR PROCÉDÉS ANALOGUES.

Les photographies et les œuvres obtenues par un procédé analogue étaient placées à l'écart dans le Protocole de clôture ; la Convention nouvelle (art. 3) les ramena de cette place dans un endroit en vue. Mais forcée a été de les traiter à part dans cet article 3, afin de respecter les tendances particularistes de certaines législations.

Certains pays unionistes assimilent les œuvres photographiques aux œuvres artistiques et les protègent comme telles.

Certains autres, sans reconnaître aux photographies le caractère d'œuvres artistiques, leur accordent une protection de nature spéciale.

Enfin, il est des pays de l'Union dans lesquels aucune protection n'est accordée à ces œuvres.

La Convention de 1886 régla la situation en ce qui concerne l'obligation des premiers de ces pays — ceux d'assimilation, expresse ou permise.

Le Protocole de clôture porte (n° 1, alinéa 1) que ceux des pays de l'Union où le caractère d'œuvres *artistiques* n'est pas refusé aux œuvres photographiques s'engagent à les admettre, à partir de la mise en vigueur de la Convention, au bénéfice de ses dispositions. Ils n'étaient, d'ailleurs, tenus de protéger les auteurs desdites œuvres, sauf les arrangements internationaux existants ou à conclure, que dans la mesure où leur législation permettait de le faire.

La Conférence de Paris régla la situation concernant l'obligation des autres pays unionistes, pays de protection spéciale :

Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue furent admises au bénéfice des dispositions des actes de 1886 et 1896, en tant que la législation intérieure de chacun des États permettait de le faire et dans la mesure de la protection spéciale qu'elle accordait aux œuvres nationales similaires.

Elle respectait les divergences de ces principes quant à la nature de ces œuvres : l'essentiel était qu'une protection fût assurée.

Mais c'était une concession sans réciprocité vis-à-vis des derniers pays où toute protection était refusée.

Aussi la Conférence de Paris émit-elle le vœu suivant :

» Il est désirable que, dans tous les pays de l'Union, la loi protège les œuvres photographiques ou les œuvres obtenues par des procédés analogues, et que la durée de la protection soit de quinze ans au moins. »

Or, plusieurs pays unionistes persistent encore à refuser aux œuvres photographiques ou obtenues par un procédé analogue le caractère d'œuvres artistiques. Dès lors, ces pays ne pouvaient consentir à ce que les photographies figurassent dans l'énumération que fait l'article 2 des œuvres « comprises » dans l'expression « œuvres littéraires et artistiques ». D'autre part, il paraissait difficile de demander aux pays accordant une protection d'en prolonger la durée, alors que celle-ci pourrait leur être refusée dans

d'autres pays. Dans ces conditions, un article spécial non seulement se justifiait, mais s'imposait pour respecter les tendances particularistes de ces législations. Mais — et c'est ici un progrès considérable — ces œuvres « jouiront sous le nouveau régime d'une protection obligatoire, si bien que la Convention primera ici, sans aucun doute possible, les législations intérieures, quelles qu'en soient les lacunes et les difficultés ⁽¹⁾ ».

A moins d'avoir fait usage des réserves sur cet article, tout signataire de la Convention devra être prêt à défendre les photographies unionistes contre toute piraterie.

Cette protection ne sera subordonnée à l'accomplissement d'aucune formalité ou condition. Elle s'exercera même au cas de la perte de cette protection dans le pays d'origine par omission de ces formalités et conditions, mais non au delà du délai de protection admis par la législation nationale.

Chaque pays unioniste sera tenu d'assurer à ces œuvres soit le traitement national, — qu'il les considère comme œuvres artistiques, produits industriels ou productions d'un genre particulier, — soit une protection spéciale aux auteurs étrangers, si les nationaux ne jouissent d'aucune protection.

En ce qui concerne la Belgique, cette disposition ne crée pas d'obligations nouvelles ⁽²⁾ :

Lorsque fut discutée la loi du 22 mars 1886, la photographie n'a pas été mentionnée expressément parmi les beaux-arts. Mais M. le Ministre de Moreau, sans rencontrer dans la Chambre aucune contradiction, rangeait la photographie parmi les procédés artistiques impliquant par leur forme la multiplicité des reproductions, et l'assimilait à ce titre à la statuaire et à la gravure.

Une autre considération tirée des conventions internationales en vigueur en 1886, permet d'interpréter la pensée du législateur de cette époque.

La Convention hispano-belge du 26 juillet 1880 (loi du 18 mars 1881) vise au § 3 de l'article 1^{er} « que sous la dénomination d'œuvres artistiques on comprendra les publications de *photographie*. »

La Convention franco-belge du 31 octobre 1881 (loi du 6 février 1882) parle des auteurs de photographie, et M. Demeur, rapporteur de cette dernière Convention, eut soin d'attirer l'attention des Chambres sur ce point : « La Convention, dit-il, tranche ainsi en faveur de la photographie une question qui a été controversée depuis son origine : elle reconnaît la photographie comme un art et la met, quant au droit de reproduction, sur la même ligne que le dessin ou la gravure ».

Sans doute, ce n'est pas la photographie comme telle, le procédé qui est protégé, mais l'œuvre photographique.

La loi de 1886 et la jurisprudence consacrent donc en Belgique la protection des œuvres photographiques.

⁽¹⁾ Droit d'auteur, 1909, pp. 3 et 78.

⁽²⁾ Voir *Pand. belges*, droit d'auteur, n° 287.

Les autres pays qui sont régis par une législation analogue et ceux qui accordent une protection à un titre quelconque n'auront d'autre obligation que de la maintenir.

Les autres sont obligés de légiférer.

En l'absence de cette législation, il faudra assurer le droit des auteurs par l'application des règles du droit commun : En cas d'insuffisance de la loi, le juge doit s'inspirer des textes applicables par analogie. Il doit, en tout cas, statuer en se conformant aux règles de l'équité ⁽¹⁾.

Le texte ancien énonçait que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale au sens de la Convention de Berne et de l'Acte additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même et dans les limites des conventions privées entre les ayants droit.

Cette disposition était absolument inutile ou susceptible d'interprétation erronée.

Il est interdit de reproduire une œuvre d'art par un procédé quelconque — aussi bien photographique que tout autre.

Le photographe autorisé à reproduire une œuvre d'art exerce un droit dérivé : si même sa photographie d'une œuvre d'art n'est pas protégée comme telle, il peut se plaindre de l'atteinte portée à son droit de reproducteur autorisé, comme ayant cause ou cessionnaire partiel des droits de l'auteur.

C'est à bon droit qu'on a supprimé cette disposition, qui équivalait à dire : l'on ne peut reproduire une reproduction sans reproduire *ipso facto* l'objet principal de la reproduction ⁽²⁾.

(1) La situation sera identique à celle créée par la jurisprudence des tribunaux mixtes d'Égypte, en l'absence de dispositions spéciales sur la propriété artistique et littéraire (Lyon, Caen et Delalain, II, pp. 21 et 59).

(2) *Régime de protection des œuvres photographiques adopté dans les pays de l'Union.*

ALLEMAGNE. — Loi du 9 janvier 1907 concernant le droit d'auteur sur les œuvres des arts figuratifs et de photographie. Durée : dix ans à partir de la publication de l'œuvre ; dix ans à partir du décès de l'auteur si l'œuvre est posthume.

BELGIQUE. — Comprises par la jurisprudence parmi les œuvres artistiques. Durée : vie de l'auteur et cinquante ans *post mortem* (loi du 22 mars 1886).

DANEMARK. — Loi du 24 mars 1865 concernant la reproduction des photographies. Durée : Cinq ans.

ESPAGNE. — Comprises, en vertu du règlement du 5 septembre 1880, parmi les œuvres protégées par la loi du 10 janvier 1879. Durée : vie de l'auteur et quatre-vingts ans *post mortem*.

FRANCE. — Comprises par la jurisprudence parmi les œuvres artistiques. Durée : vie de l'auteur et cinquante ans *post mortem*.

GRANDE-BRETAGNE. — Loi du 29 juillet 1862 relative aux œuvres des beaux-arts (et du 25 juin 1886 relative au droit d'auteur dans les rapports internationaux et coloniaux. Art. 11). Durée : vie de l'auteur et sept ans *post mortem*.

HAÏTI. — Aucune mention spéciale dans la loi du 8 octobre 1885. Durée (si comprises

OEUVRES D'ART APPLIQUÉ A L'INDUSTRIE.

Toute création originale dans le domaine de l'art doit, si l'on s'en tient à la rigueur des principes, rentrer dans la catégorie des œuvres artistiques et être protégée comme telle. Le mérite ou la destination d'une œuvre, de même que son importance plus ou moins considérable, sont des éléments étrangers à la nature même de celle-ci. On ne peut admettre qu'une œuvre d'art perde ce caractère parce que le sentiment esthétique du juge qui a mission de l'apprécier diffère de celui qui l'a créée; ou à raison d'une application industrielle ou d'utilité prévue et peut-être non encore réalisée; ou même réalisée, bien que non prévue lors de la création.

Si l'on s'en tient à cette théorie, elle supprime la difficulté qui consiste à fixer la ligne de démarcation entre le dessin « industriel » et le dessin « d'esthétique ».

Il semblerait donc simple et logique de protéger comme œuvre du domaine de l'art tout dessin, toute production de plastique, de sculpture, à la seule condition qu'elle constitue une production nouvelle et originale, sans devoir s'arrêter à peser le degré d'originalité ou l'emploi.

Si une œuvre mérite le titre d'œuvre d'art appliqué, c'est parce qu'elle est susceptible d'exister comme œuvre d'art, en dehors de son application.

La protection industrielle pourrait ainsi être réservée aux productions qui ne sont susceptibles d'existence qu'à raison de leur destination et de leur utilité; que l'on ne peut concevoir abstraction faite du support et de la matière.

parmi les œuvres artistiques) : vie de l'auteur et *post mortem*, durant la vie de la veuve, vingt ans au profit des enfants, dix ans au profit des autres héritiers.

ITALIE. — Comprises par la jurisprudence parmi les œuvres artistiques. *Durée* : double délai de protection : 1^o vie de l'auteur avec minimum de quarante ans; 2^o domaine public payant pendant les quarante années suivantes.

JAPON. — *Loi du 5 mars 1899* (art. 23). *Durée* : dix ans à partir de l'année qui suit celle de la première publication ou de la confection des négatifs au cas de non-publication.

LIBÉRIA. — Pas de législation nationale.

LUXEMBOURG. — Aucune mention spéciale. Paraissent comprises parmi les œuvres artistiques. *Loi du 10 mai 1898*. *Durée* : En cas de vie de l'auteur et cinquante ans *post mortem*.

MONACO. — Sont comprises parmi les œuvres artistiques. *Ordonnance du 27 février 1889* (art. 2). *Durée* : vie de l'auteur et cinquante ans *post mortem*.

NORVÈGE. — *Loi sur la protection des photographies du 12 mai 1877*. *Durée* : Cinq ans à partir de la fin de l'année de première publication de l'image photographique, avec expiration du droit au décès du photographe.

SUÈDE. — *Loi du 28 mai 1897 concernant le droit de reproduction des œuvres photographiques*. *Durée* : Cinq ans à partir de l'expiration de l'année où l'image a été publiée pour la première fois.

SUISSE. — Sont protégées par la *loi du 5 avril 1885* (art. 9). *Durée* : Cinq ans à partir du jour de l'enregistrement à effectuer dans les trois mois qui suivent la publication.

TUNISIE. — Aucune mention spéciale. Paraissent devoir être comprises parmi les œuvres artistiques. *Durée* : En ce cas, vie de l'auteur et cinquante ans *post mortem*.

Ici interviendrait une législation sur les modèles et dessins d'utilité.

Le principe que l'œuvre d'art appliqué à l'industrie conserve son caractère d'œuvre d'art est entré dans la législation de nombreux pays.

La Conférence de Berlin n'a pas réussi à le faire consacrer dans les rapports internationaux à raison de l'opposition de la Grande-Bretagne et de la Suisse, malgré les efforts des Délégations d'Allemagne, de Belgique, France et Italie.

Ces œuvres seront donc soumises à un régime spécial.

S'il s'était agi uniquement de permettre la limitation de la protection par la loi interne, la disposition de l'article 2, alinéa final, était inutile. La loi interne est souveraine pour fixer l'étendue de la protection.

Cette disposition — assurément regrettable — autorise, par une dérogation au principe général de protection des œuvres artistiques, de ne point ou de ne plus reconnaître comme telles certaines œuvres à raison de leur destination et de les exclure ainsi du régime de la Convention.

Il appartient donc à chaque législation de déterminer ce qu'il faut entendre par œuvre d'art appliqué à l'industrie, de fixer si ce caractère découle de la destination donnée par l'auteur lors de la création de l'œuvre, du but qu'il poursuivait dès l'origine, ou bien de l'application ultérieure à l'industrie d'une œuvre artistique créée dans un but purement esthétique ; donc de les comprendre ou non dans les œuvres artistiques.

Il appartiendra aux tribunaux d'apprécier si l'œuvre offre les caractères nécessaires pour justifier la protection.

Le droit du pays d'origine ne peut exercer son action au delà des frontières : il sera donc indifférent de rechercher si l'œuvre est considérée, dans ce pays, comme œuvre artistique.

La législation étrangère ne peut être invoquée ; et, en l'absence d'une disposition spéciale et protectrice dans la Convention, l'étranger ne peut jouir de droits plus étendus que les nationaux.

De même, l'étranger devra se soumettre à toutes les formalités et conditions exigées des nationaux.

Les œuvres d'art appliqué à l'industrie ne seront obligatoirement protégées que pour autant que la législation intérieure de chaque pays le permettra, c'est-à-dire dans la mesure de la protection accordée aux œuvres nationales similaires.

La protection que prévoit l'article 2, alinéa final, est celle résultant des lois internes comme et à titre d'œuvres artistiques. Si un pays protège les œuvres d'art appliqué à titre de dessins de fabrique ou de modèles industriels, il ne devra pas accorder cette protection en vertu de la Convention d'union.

Mais, d'autre part, si la loi interne permet de maintenir — comme c'est le cas en Belgique, en Luxembourg, en France, en Allemagne — l'œuvre des arts figuratifs dans la catégorie des œuvres artistiques pures, il n'y aura pas lieu de s'inquiéter de la protection autre, parfois plus parcimonieuse et formaliste, soumise à une réciprocité, — qui n'existe pas dans le fonction-

nement de la Convention, — accordée par la législation sur les dessins et modèles industriels.

Les œuvres énumérées dans les deux premiers alinéas de l'article 2 ont droit à protection.

Ce sera celle déterminée par la Convention et, en outre, celle de la loi nationale.

La protection de la loi nationale doit se compléter par l'affranchissement des formalités et conditions (art. 4) ⁽¹⁾ dès l'admission des présomptions relatives à la désignation d'auteur, etc.

« Si, par hasard, la protection est demandée par une de ces œuvres dans un pays de l'Union et si elle est refusée parce que la législation ne protège pas une œuvre de ce genre, le Gouvernement du pays sera en faute de n'avoir pas fait le nécessaire pour l'application de la Convention », dit le rapport.

On se demandera quelle sera la sanction de cette faute et si elle consistera uniquement en des représentations diplomatiques.

Non pas. Il ne pourra être question de protéger l'auteur en appliquant un texte de loi nationale, mais la décision judiciaire sera basée uniquement sur la loi internationale formée par la Convention. La situation sera exactement la même que si la Convention protégeait l'auteur au delà de ce qu'accorde la loi nationale. La protection n'est pas assurée par la loi nationale, les nationaux ne peuvent s'en prévaloir, mais les États étrangers ayant stipulé pour leurs propres nationaux, ceux-ci peuvent agir en vertu des principes généraux du droit.

C'est en ce sens qu'il faut interpréter le rapport.

CHAPITRE III.

Auteurs protégés.

A l'origine, lorsqu'il fut nécessaire de déterminer quels seraient les bénéficiaires de l'Union, deux systèmes se trouvèrent en présence.

Le premier système s'attachait à la nationalité de l'auteur : il consistait à identifier l'œuvre à cette nationalité, en quelque endroit qu'elle fut conçue, manifestée pour la première fois ou publiée. C'est le système du statut personnel : l'œuvre a une « nationalité de filiation ».

L'œuvre d'un auteur belge publiée pour la première fois sur territoire des Pays-Bas ou de Russie aurait, dans ce système, été considérée comme œuvre belge et soumise au régime de la Convention, bien que les Pays-Bas ou la Russie ne fassent pas partie de celle-ci.

Ce système paraît le mieux basé théoriquement : le droit à la protection a sa source dans la création de l'œuvre et non dans le fait ou le lieu de la publication. L'auteur est le maître absolu du fruit de son travail : il n'existe aucune

(1) *Droit d'auteur*, 1909, p. 113.

raison juridique de l'en dépouiller parce qu'il lui convient d'user de ses prérogatives là où ses intérêts moraux ou pécuniaires le lui commandent. Le droit de l'auteur est intimement lié à sa personnalité. Le choix de l'éditeur résulte le plus souvent de circonstances étrangères au domaine de la propriété intellectuelle.

Le système de la nationalité de l'auteur est le régime consacré par de nombreuses lois et les traités qui protègent « les nationaux » et les « ressortissants », sans rechercher le lieu de la publication de l'œuvre.

Sur quinze pays ressortissants de l'Union, sept au moins protègent d'une façon absolue les œuvres de leurs nationaux, même si elles sont publiées à l'étranger ⁽¹⁾ : seuls la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, Monaco et la Tunisie n'admettent pas ce principe.

Ce système a été préconisé par de nombreux auteurs, et dès le Congrès de Berne en 1883 ⁽²⁾. Il a fait l'objet de vœux de la part de l'Association artistique et littéraire (Congrès de Neuchâtel et de Mayence), de l'Académie royale de Belgique (Classe des lettres et des sciences) ⁽³⁾, du Cercle de l'imprimerie et de la librairie. Il a été défendu dans un mémoire de la Délégation belge à la Conférence de Berlin ⁽⁴⁾.

La seule difficulté pratique que peut offrir ce système réside en ce qu'il peut être parfois difficile de déterminer la nationalité d'un auteur et que celle-ci peut se modifier par la naturalisation, le mariage, etc. En outre, il est susceptible de faveurs non justifiées, accordées aux éditeurs des pays non unionistes ⁽⁵⁾.

Le second système est celui du *pays d'origine*, du *lieu de naissance* de l'œuvre — ce terme étant entendu dans le sens de la première publication.

Dans ce système, une œuvre d'auteur belge publiée pour la première fois en France ou en Allemagne sera considérée comme œuvre française ou allemande.

- La détermination de la protection dérivera d'un fait matériel.

C'est ce second système que la Conférence de 1885 a admis pour base, et ce pour des considérations économiques et diplomatiques.

Economiques aux fins d'éviter que des pays ne faisant partie de l'Union ne deviennent des centres d'édition pour les œuvres des auteurs unionistes.

Diplomatiques, parce qu'il fallait ménager la Grande-Bretagne qui tenait énormément au principe de ce système.

Le système de la Convention, maintenu en 1896 à Paris et confirmé en 1908 à Berlin, est donc celui de la nationalité du pays d'origine.

Mais ce n'est point à dire que la nationalité de l'auteur soit indifférente.

(1) Cf. Rothlisberger, p. 124.

(2) *Histoire de l'Association*, pp. 156 à 160.

(3) *Rapport de M. Beernaert*, p. 5.

(4) *Actes*, annexes.

(5) *Droit d'auteur*, 1908, p. 53.

La Convention détermine la nationalité de l'œuvre d'après le lieu de première publication. Mais elle protège également l'œuvre avant cette première publication.

Pendant toute la première période, elle s'attache à la nationalité de l'auteur, et c'est le premier système qui trouve son application.

Ensuite, et à partir de la publication, elle recourt à un autre critérium : la publication.

Une œuvre pourra donc avoir successivement deux « pays d'origine » d'après la nationalité de son créateur et, ensuite, le lieu de sa première publication.

La Convention protège :

a) Jusqu'au moment de la première publication, les œuvres des auteurs ressortissants ;

b) A partir de la première publication, les œuvres des auteurs ressortissants et des non ressortissants, si cette publication a eu lieu sur le territoire de l'Union.

Le terme « ressortissants » indique les auteurs ayant l'indigénat dans l'un des pays de l'Union ⁽¹⁾.

La seule différence de régime entre ressortissants et non-ressortissants ne porte donc que sur les œuvres inédites ou, pour préciser davantage, non publiées.

Etant donné le système que nous venons d'exposer, on aperçoit toute l'importance qui s'attache :

1° A déterminer ce qu'il faut entendre par publication ;

2° A dégager les œuvres protégées des liens de dépendance du pays d'origine.

La Conférence de Berlin s'est efforcée de réaliser ce double objet.

Quel que soit leur domicile, qu'il soit fixé sur le territoire de l'Union ou en dehors, tous les auteurs qui ont l'indigénat d'un des pays de l'Union sont compris dans le terme « ressortissants » et sont au bénéfice de l'Union.

S'ils peuvent invoquer un double indigénat dans un État de l'Union et dans un État non contractant, ils seront encore au bénéfice de la Convention ⁽²⁾. Comment les considérerait-on comme des étrangers, en faisant abstraction d'une des nationalités qu'ils revendiquent ?

La condition d'indigénat exigée des ressortissants doit s'apprécier au regard des auteurs et non des ayants cause : il ne suffirait pas qu'une œuvre passât à un successeur, à titre universel ou particulier, ressortissant de l'Union, pour que, *ipso facto*, elle jouisse de la protection qui existe, à raison de l'indigénat, au cas de non-publication, même lorsque son auteur est domicilié hors le territoire de l'Union.

(1) Actes, 1886, p. 41. SOLDAN. *Revue générale du droit* 1887, p. 405.

(2) SOLDAN, *loc. cit.*, p. 406.

COLLABORATEURS. PERSONNES MORALES.

La collaboration est la création commune par plusieurs personnes. Elle produit un tout indivisible. Chaque collaborateur est auteur : dans ces conditions, il suffit que l'un des collaborateurs soit ressortissant de l'Union pour que l'œuvre soit régie par la Convention.

Les États, provinces, communes, administrations publiques peuvent-ils être considérés comme des auteurs ?

L'auteur est celui qui conçoit et crée une œuvre. Une personne morale, être de fiction, agissant par des personnes physiques, ne peut être considérée comme un auteur. Mais ces individualités juridiques, ces collectivités peuvent être considérées comme les ayants droit d'auteurs qui demeurent anonymes. Elles seront dans la même situation qu'un éditeur d'œuvres anonymes réclamant la jouissance des droits non comme auteur, à titre personnel, mais comme auteur présumé et fidéicommissaire.

Où la question offre quelque intérêt, c'est à raison des dispositions de certaines législations, qui limitent la durée de protection de ces œuvres ou adoptent un mode de constatation spécial pour déterminer le point initial de cette durée.

Toute personne morale revendiquant pour les travaux qu'elle a publiés le bénéfice de la protection devra établir son existence juridique dans son propre pays et dans le pays de la contrefaçon.

AYANTS CAUSE.

Les ayants cause des auteurs sont les concessionnaires et héritiers des auteurs, leurs successeurs, à titre universel ou particulier ⁽¹⁾.

Une fois né, le droit à la protection fait partie du patrimoine de l'auteur et ne peut s'éteindre par une cession : La condition de l'indigénat n'est exigée que pour les auteurs : quant à leurs ayants cause, leur nationalité est indifférente.

L'Acte de Berlin ne mentionne plus les ayants cause. Cette mention était aussi inutile que celle des mandataires conventionnels ou légaux qui se trouvait dans les anciennes Conventions et que l'Acte de Berne n'a pas reproduite. Il est certain que si l'auteur a un mandataire légal, celui-ci est fondé à réclamer, mais au nom de l'auteur, la protection que la Convention lui accorde.

ÉDITEURS.

Le texte primitif de 1886 déclare la Convention applicable « aux *éditeurs* d'œuvres littéraires et artistiques publiées dans un des pays

⁽¹⁾ CLUNET, p. 48.

de l'Union, et dont l'auteur appartient à un pays qui n'en fait pas partie ».

Elle ne distinguait pas si l'éditeur était lui-même ressortissant ou non ressortissant de l'Union. Elle s'attachait au seul lieu de publication.

On conférait à l'éditeur un droit personnel, comme s'il avait été l'auteur : on espérait ainsi provoquer, de la part des éditeurs, un mouvement d'opinion en faveur d'adhésions nouvelles.

La Conférence de Paris est revenue au principe de la protection de l'auteur. La Conférence de Berlin l'a maintenu ⁽¹⁾.

Il n'est pas exigé que l'auteur ait recours à un éditeur domicilié ou ressortissant d'un pays de l'Union : l'auteur non ressortissant, peut publier lui-même son œuvre, être son propre éditeur.

Il n'est pas davantage requis que l'œuvre soit imprimée, gravée, reproduite sur le territoire de l'Union : il suffit qu'elle soit *publiée* pour la première fois, dans le sens d'interprétation donné à ce terme par l'article 4.

AUTEURS NON RESSORTISSANTS PUBLIANT DANS L'UNION.

Le texte ancien de l'article 3 pouvait laisser subsister des doutes sur le point de savoir si l'auteur non ressortissant jouissait dans le pays dans lequel l'œuvre a été publiée, de la protection de la Convention, ou s'il n'en jouissait que dans les autres pays. Ainsi, un auteur roumain publie son œuvre en Allemagne, un conflit surgit dans lequel ne sont point engagés d'autres ressortissants de l'Union. A quel titre la Convention intervient-elle?

La Convention eut pu sans doute se borner à indiquer quels étaient les droits de l'auteur non ressortissants hors du pays où il a naturalisé son œuvre par la publication, puisque dans ce pays la situation relève du droit interne. La remarque a déjà été faite en ce qui concerne les droits garantis par l'article 5 aux ressortissants.

Mais il a semblé inadmissible qu'un auteur qui peut invoquer sa protection dans l'Union à raison du fait de la publication dans un pays — et non d'un statut personnel — ne jouisse d'aucune protection dans ce pays, et en jouisse dans d'autres.

La protection doit s'étendre du pays d'origine aux autres pays associés.

On n'a d'ailleurs jamais contesté que ces auteurs dussent jouir de droits dans ce pays d'origine, mais on n'avait pas expressément distingué celle-ci de celle de la loi interne — conventionnelle — dans les autres pays.

L'auteur non ressortissant ne peut être traité autrement que l'auteur unioniste qui publie son œuvre dans les mêmes conditions et dont le sort vient d'être réglé par l'article 5. Il n'y a pas de raison d'accorder aux non ressortissants des avantages plus considérables qu'aux auteurs ressortissants se plaçant dans la même situation, ou qu'aux auteurs nationaux.

(1) *Droit d'auteur*, 1896, p. 36; 1902, p. 44.

L'article 6 n'exige pas davantage. Mais il n'interdit pas et ne constitue pas une disposition prohibitive.

Le traitement de l'article 6 comporte un minimum de droits que les pays signataires peuvent dépasser (au profit des ressortissants visés à l'article 5, comme des non ressortissants), s'ils espèrent attirer ainsi l'édition d'œuvres étrangères. Ils pourront offrir des faveurs spéciales.

L'UNION.

Par le fait de la première publication sur le territoire de l'Union, le non ressortissant jouit des mêmes droits que le ressortissant.

L'assimilation devient complète.

Il n'y a donc de distinction entre eux qu'en ce qui concerne les œuvres non publiées.

Certains ont pensé que la Convention était bien généreuse et que des raisons sinon de justice, au moins d'utilité semblaient exiger un autre régime et des différences assez notables pour engager les pays étrangers à adhérer à l'Union.

Cette considération allait à l'encontre de la politique qui a poussé nombre de pays à assurer la protection, même sans réciprocité, aux étrangers et à protéger leurs œuvres mêmes publiées à l'étranger ⁽¹⁾.

La première édition sur le territoire de l'Union doit être le fait de l'auteur. Ce que nous avons dit d'une publication faite contre le gré de celui-ci hors l'Union s'applique à une semblable publication dans l'Union.

Supposons un non ressortissant, auteur d'une œuvre inédite, qui voit son œuvre publiée dans un pays de l'Union. A raison de la non protection des étrangers dans ce pays (par exemple pour cause de non réciprocité), il ne pourra invoquer cette publication comme lui créant des droits par application de l'article 6 de la Convention.

Mais supposons qu'il publie ultérieurement cette œuvre sur le territoire de l'Union, soit : *a.* dans un autre pays de l'Union ; *b.* dans le pays où une première publication a été opérée contre son gré.

Quelle sera sa situation en ce qui concerne l'application des règles de la Convention ?

Il nous paraît d'abord hors de doute que cette publication par l'auteur placera l'œuvre sous le régime de l'Union dans tous les pays autres que celui où a été opérée la première publication.

Celle-ci restait ignorée au regard de l'Union : l'auteur, qui n'en a point bénéficié, ne peut, à plus forte raison, pâtir de ce que son droit n'était pas

(1) *Pays unionistes protégeant les œuvres étrangères publiées à l'étranger, sans traité :*
a) sous condition de réciprocité, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Monaco, Norvège, Portugal, Suède, Suisse ; *b)* sans obligation de réciprocité, Belgique, France, Luxembourg.

protégé dans un pays de l'Union. L'article 4 prévoit, d'ailleurs, que la protection de la Convention est indépendante de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre : si l'on considérait même l'œuvre comme ayant son pays d'origine dans le pays de la publication à laquelle l'auteur n'a pas contribué, et si l'on devait s'attacher au fait que la législation interne lui refuse en même temps toute protection à raison de sa situation d'étranger, encore cette absence de protection ne pourrait lui être opposée dans les autres pays.

La question paraît plus délicate en ce qui concerne la situation créée à l'auteur dans le pays où a été opérée la publication contre son gré. On aurait pu écarter ici sa solution en invoquant qu'elle sort du droit conventionnel.

L'œuvre publiée par un non ressortissant dans un pays de l'Union y est naturalisée par le fait de sa publication. C'est donc la loi interne qui devrait exclusivement régler la situation, et telle devait être la réponse sous le régime de l'article 3, révisé en 1896.

Mais l'administration allemande a tenu à faire établir quel serait le régime des non ressortissants dans le pays de première publication : l'œuvre devra être traitée dans le pays où elle a été publiée, sur le même pied et jouir de la même protection que l'œuvre d'un auteur national. « La protection s'étend naturellement du pays d'origine aux autres pays associés, mais l'absence de protection dans le pays d'origine se concilierait ici difficilement avec l'existence de la protection dans les autres pays. »

La question devra donc être tranchée par l'application des principes de la loi nationale : l'auteur non ressortissant se trouvera dans la même situation qu'un auteur national qui aurait subi la première publication contre son gré. Celui qui publie des œuvres artistiques ou littéraires sans l'agrément de l'auteur, parce que celui-ci n'est pas encore protégé, ne peut acquérir par le fait un privilège pour des contrefaçons ultérieures, ni créer des droits au domaine public. La publication par l'auteur n'a pas un effet rétroactif, en ce sens qu'elle détruirait des droits acquis, mais elle détruit ce qui n'était que tolérance ⁽¹⁾.

DÉFINITION DU TERME « PUBLICATION ».

L'article 2 de la Convention de 1886 ne s'expliquait pas sur la portée du terme « publication ».

La réunion de Paris estima utile de déterminer avec précision ce qui constitue la publication : laisser le soin de cette définition à chacune des diverses législations était de nature à créer des conflits de droits ; puisque la publication entraîne des conséquences internationales, le terme doit être interprété de même par tous les associés.

(1) Cfr. par analogie, DARSAS, n° 231.

Pour ces motifs, elle introduisit une déclaration interprétative ensuite du Mémoire présenté par la Délégation allemande. (Actes de 1885, p. 189.)

A. *Oeuvres littéraires.* — La publication est le fait d'édition. L'édition est la mise au jour ou en vente par une personne qui prend la charge et la responsabilité de l'édition. Ce n'est pas l'impression, qui ne constitue qu'un préliminaire, un préparatif de l'édition, qui se joindra le plus souvent à l'édition, mais pas nécessairement. (Actes de 1885, p. 162; *Droit d'auteur*, 1902, p. 28.)

Peu importe, dès lors, que l'impression ait lieu ou non hors de l'Union. Une œuvre imprimée pourra être considérée comme publiée, aussitôt que des exemplaires auront été mis à la disposition de personnes tierces ⁽¹⁾.

B. *Oeuvres dramatiques, musicales et dramatico-musicales.* — La simple lecture en public d'une œuvre littéraire, roman, poésie, par exemple, ne constitue pas une édition au regard de la Convention.

Par application du même principe, la Conférence a décidé qu'il ne faudrait pas considérer une représentation ou une exécution publique comme un fait d'édition, donc de publication en ce qui concerne les œuvres dramatiques ou musicales ⁽²⁾.

Si un auteur unioniste ne livre pas à l'impression le manuscrit d'une pièce représentée cependant nombre de fois à l'étranger, dont des contre-facteurs pourront s'emparer à la faveur de la sténographie, feront l'objet de traductions, ce drame, cette comédie continueront cependant à rester une œuvre non publiée au regard de la Convention et conservera ainsi la nationalité de leur auteur.

La publication résulte seulement de l'édition : cette solution est pratique : le fait de la représentation ou de l'exécution peuvent être difficiles à constater. Celui de l'édition est apparent.

C. *Oeuvres artistiques.* — La Conférence de Paris a admis que l'interprétation adoptée en ce qui concernait la représentation ou l'exécution publique entraînait la même solution au regard de l'exposition d'une œuvre d'art.

La publication existe par le fait de la photographie, de la gravure du tableau, suivis de mise au jour ou en vente.

Un artiste belge, donc unioniste, qui reproduirait son œuvre pour la première fois en une édition photographique ou en cartes postales dans le Congo belge cesserait d'être protégé par la Convention, si la Belgique n'avait pas étendu à sa colonie les effets de son adhésion.

D. *Oeuvres d'architecture.* — La Conférence de Berlin, qui a inscrit en bonne place les œuvres d'architecture, a complété l'interprétation en ce

(1) ERNST RÜTHLISBERGER, *Die Berner Uebereinkunft zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst*, etc. Berne, p. 93, n^o 6.

(2) La Délégation britannique a tenu à constater en 1896 que, selon la loi anglaise, la première publication d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale constitue publication, et a formulé des réserves.

qui concerne celles-ci : la construction d'une œuvre d'architecture ne constitue pas une publication.

Il faut une publication par un moyen graphique ou plastique.

Un architecte non ressortissant à l'Union, mais qui construit une œuvre sur territoire unioniste, sera privé des avantages de la Convention jusqu'à ce que l'œuvre soit éditée en un certain nombre d'exemplaires dans un pays contractant. Et c'est dans ce pays qu'elle sera nationalisée.

Mais, *a contrario*, l'érection d'un édifice, d'un monument dans un pays non unioniste ne privera d'aucun de ses droits l'architecte unioniste ⁽¹⁾.

L'édition consiste dans la mise à la disposition du public d'exemplaires de l'œuvre. Elle suppose l'usage par l'auteur de son droit de multiplication.

Mais cette édition peut être faite par « arts différents » : photographie ou gravure d'un tableau, — c'est l'hypothèse formellement prévue par la Conférence de Paris, — exécution d'un dessin de médaille par la frappe des médailles elles-mêmes, d'un dessin de tentures par le tissage ⁽²⁾.

En vertu du texte précis et formel de l'article 4, l'auteur unioniste est protégé pour les œuvres exécutées, représentées, exposées ou construites, n'importe où, pourvu qu'il n'en fasse pas faire ou répandre les premières reproductions multiples dans un pays non unioniste. Un auteur belge pourra faire représenter pour la première fois un opéra à Amsterdam ou exposer un tableau à Saint-Petersbourg sans perdre aucun de ses droits au regard de la présente Convention.

Cette règle s'imposera à tous les signataires et même désormais à la Grande-Bretagne, à moins que celle-ci ne formule à cet égard les réserves prévues par l'article 27, alinéa 2, de l'Acte.

Est-ce à dire que ce texte ne fournira pas matière à certaines difficultés ?

Il se peut qu'au regard des lois internes l'interprétation de la Convention aille à l'encontre de celle de la loi interne et engendre des conflits, ou permette l'attribution à une œuvre d'une double nationalité.

Le présent texte tranchera la question de publication ou non-publication, celle de nationalité et, par conséquence ultérieure, de durée de protection, dans les rapports conventionnels. Le texte dit : il faut entendre « dans le sens de la présente Convention ».

La loi interne régira les rapports entre nationaux et non-unionistes.

La Convention a tranché également le cas d'édition simultanée dans un pays de l'Union et un pays hors l'Union.

Quelle sera la nationalité de l'œuvre ? La question n'est pas sans intérêt : la durée du droit peut différer selon que l'œuvre, publiée simultanément

(1) Ce qui était une interprétation en 1896 se trouve aujourd'hui inséré dans le texte même de la Convention.

(2) Sauf les dispositions particulières à certains pays en ce qui concerne les applications industrielles

dans deux pays de l'Union, sera ou non nationalisée dans celui où les délais de protection sont les moins étendus. (Art. 7, al. 2.)

Mais elle est d'une importance capitale, si la publication a été faite en même temps dans et hors l'Union.

La protection de l'Union peut disparaître, si l'œuvre est considérée comme publiée pour la première fois hors l'Union.

La Convention de Berne avait déjà résolu la première controverse (art. 2, al. 3) : L'auteur ne pourra réclamer que la durée de protection la plus courte au cas de publication simultanée dans deux pays de l'Union ⁽¹⁾.

La Conférence de Berlin tranche le second litige dans un sens plus favorable aux auteurs de l'Union.

L'Union retient l'œuvre au cas de publication simultanée opérée dans un pays étranger à l'Union et dans un pays de l'Union.

Il va de soi que nous supposons une publication sérieuse, effective dans le pays de l'Union. Ceci posé, l'œuvre appartient à l'Union.

Il eût été injuste d'ajouter au dommage que peuvent déjà subir les auteurs du chef de la clause de re-fabrication un second dommage.

Il va de soi que la publication visée par l'article 4 est celle à laquelle l'auteur s'est livré.

S'il était victime d'actes de piraterie, si son œuvre était éditée contre son gré hors l'Union, à la suite d'une représentation, d'une exécution ou d'une exposition, on ne pourrait lui opposer ce rapt pour prétendre que l'œuvre a perdu sa nationalité.

Une œuvre ainsi éditée ne cesserait pas cependant d'être une œuvre « non-publiée » au regard de l'auteur.

La publication ou la non-publication doivent être appréciées en ce qui concerne chaque œuvre en elle-même.

Une traduction, une adaptation, un arrangement, une chrestomathie constituent des œuvres ayant leur existence propre.

Si un auteur, renonçant à publier l'œuvre originale, éditait une traduction de celle-ci, cette œuvre originale ne cesserait pas d'être inédite, et l'auteur ressortissant de l'Union continuerait à être protégé en ce qui concerne cette œuvre quel que soit l'endroit où cette traduction aurait été publiée hors l'Union.

L'œuvre originale peut avoir une autre nationalité que sa traduction ou une de ses appropriations indirectes.

MAINTIEN DE LA LÉGISLATION INTERNE DES UNIONISTES.

Dans le cas de publication dans un pays de l'Union, l'œuvre est protégée de la même façon, qu'il s'agisse d'un ressortissant ou d'un non-ressortissant.

⁽¹⁾ SOLDAN, p. 409 ; *contra* POUILLET, n° 860 ; Cfr. *Droit d'auteur*, 1902, p. 15.

On aurait donc pu condenser en un seul texte la disposition de l'article 5 et celle de l'article 6.

On a admis la division de texte aux fins d'une clarté plus grande et pour permettre de constater plus aisément l'évolution du principe consacré à l'origine par l'article 3 de la Convention de Berne, transformé aujourd'hui en l'article 6.

La disposition de l'article 4 eût pu même, à la rigueur, suffire en ce qui concerne les ressortissants.

Une Convention internationale ne règle que les rapports internationaux.

La question de savoir si une œuvre doit ou non être protégée dans son pays d'origine apparaît donc comme du domaine exclusif du droit interne.

Tel eût été le cas en l'absence de la disposition de l'article 5 : les législations internes auraient pu refuser aux étrangers publiant pour la première fois leurs œuvres dans le pays une protection quelconque ou subordonner cette protection à des conditions spéciales : l'article 4 n'attribue une protection aux *auteurs* étrangers qu'aussi longtemps que leur œuvre n'est pas publiée. Aussitôt cette publication opérée, leur statut personnel s'efface, leur droit de ressortissant disparaît.

Une législation interne subordonnant la protection des œuvres publiées à la condition d'indigénat de l'auteur aurait donc pu laisser sans protection un auteur publiant son œuvre pour la première fois dans ce pays. La naturalisant dans ce pays, privé de droits aux termes de la loi interne, il n'aurait, d'autre part, aux termes de la Convention (art. 4, alinéa 3), pu réclamer aucune protection *conventionnelle*.

La disposition nouvelle de l'article 5 garantit à cet auteur, *ressortissant à l'un des pays de l'Union*, les mêmes droits dans ce dernier pays que ceux accordés aux auteurs nationaux pour l'œuvre qu'il vient de publier.

Il est assimilé aux auteurs indigènes.

Il ne bénéficiera pas dans ce pays des dispositions de la Convention qui seraient plus favorables : la Convention règle des rapports internationaux ou non exclusivement nationaux.

Il pourra se faire que l'auteur voit restreindre dans ce pays les droits qui lui auraient été reconnus dans le même pays sur la même œuvre, s'il l'avait publiée dans son propre pays. Ce sera le cas lorsque la législation du pays de la première publication sera moins libérale que la Convention : il ne pourra revendiquer que le bénéfice de la loi interne et non celui de la Convention.

Au regard de la Convention, l'œuvre aura la nationalité du pays de première publication. C'est ainsi que l'œuvre d'un auteur belge publiée pour la première fois en Allemagne sera assimilée par la Convention à une œuvre allemande et jouira de la protection unioniste même en Belgique.

Le juge belge aura, dans les rapports internationaux, à lui appliquer les dispositions spéciales de la Convention.

Mais la situation peut être toute différente, si l'auteur se place sur un autre terrain que celui de la Convention et réclame la protection à un autre titre : il est de nombreuses législations qui n'admettent point le principe de la

« naturalisation par la première publication » et se refusent à considérer l'œuvre comme étrangère par le seul fait qu'elle est publiée hors du pays.

C'est ainsi qu'une œuvre d'auteur belge publiée dans un pays où la protection est d'une durée moindre que celle consacrée par la loi belge — par exemple en Allemagne — ne pourra plus réclamer la protection dans les autres pays de l'Union après expiration de la trentième année, et ce à raison d'« expiration dans le pays d'origine » (art. 38).

Cette exception sera opposée en Belgique par les unionistes (art. 7).
Que pourra-t-on leur répondre?

Mais, d'autre part, entre Belges ou vis-à-vis de non-ressortissants, l'auteur pourra continuer à jouir de la protection de cinquante années. L'article 38 de la loi belge vise, en effet, les étrangers et le pays des étrangers, et non le pays étranger où a eu lieu la publication d'œuvres de Belges ⁽¹⁾.

Cela ne paraît pas très logique, mais c'est une des conséquences que peut produire le système de la première publication et le conflit de nationalités de l'œuvre.

CHAPITRE IV.

Étendue et conditions de la protection.

§ 1^{er}. — ÉTENDUE DES DROITS.

Le principe fondamental de la Convention ⁽²⁾ est l'assimilation de l'auteur unioniste à l'auteur national, mais sous réserve des dispositions impératives de la Convention qui consacrent un minimum de protection (droits spécialement accordés).

(1) LOI BELGE, art. 38 : « Les étrangers jouissent des droits garantis par la présente loi sans que la durée de celle-ci puisse, en ce qui les concerne, excéder la durée fixée par la loi belge. Toutefois, s'ils viennent à expirer plus tôt dans leur pays, ils cesseront au même moment en Belgique. »

(2) *Liste des pays faisant partie de l'Union et date d'entrée :*

ALLEMAGNE (9 septembre 1886) et pays de protectorat (1^{er} janvier 1909).

BELGIQUE (9 septembre 1886).

DANEMARK (1^{er} juillet 1903).

ESPAGNE et colonies (9 septembre 1886).

FRANCE avec l'Algérie et ses colonies (9 septembre 1886).

GRANDE-BRETAGNE avec ses colonies et possessions (9 septembre 1886).

HAÏTI (9 septembre 1886).

ITALIE (9 septembre 1886).

JAPON (15 juillet 1899).

LIBÉRIA (16 octobre 1908).

LUXEMBOURG (20 octobre 1888).

MONACO (30 mai 1889).

NORVÈGE (13 avril 1896).

SUÈDE (1^{er} août 1904).

SUISSE (9 septembre 1886).

TUNISIE (9 septembre 1886).

Lors de la Conférence de Berne, deux systèmes se présentaient : le système d'une codification uniforme pour tous les pays de l'Union et le système du traitement national, ou application pure et simple de la loi territoriale.

La Conférence combina les deux systèmes : l'inégalité de protection qui eût été le résultat de l'application pure et simple du traitement national eût été telle que l'on résolut d'établir au moins quelques règles uniformes sur certaines questions.

Il en résulta un régime mixte, consacré dans l'Acte de 1885, qui constitue le *traitement unioniste* que la Convention assure aux membres de l'Union. Il consiste en :

A) *Un traitement variable*, soit le traitement national ou, pour mieux dire, celui consacré au profit des nationaux de chaque pays ressortissant, et ce dans toute son étendue de protection.

Le droit interne reste intact dans toutes les dispositions qui pourraient aller au delà du minimum garanti par la Convention : *il peut ajouter, il ne peut retrancher*.

L'Anglais qui aura publié son œuvre en Suisse, l'Espagnol qui aura gardé son œuvre manuscrite seront protégés en Italie à l'égal des Italiens, en Belgique à l'égal des Belges, etc., si, toutefois, la législation de ces pays, des Conventions particulières ou la Convention ne leur accordent pas des droits plus étendus (1).

S'il avait fallu s'en tenir à la Convention sans appliquer la loi nationale, les unionistes auraient été souvent moins bien traités que les non-unionistes.

C'eût été le cas dans tous les pays où — comme en Belgique ou en Luxembourg — la loi nationale est plus libérale que la Convention (voir loi belge, art. 4-38, loi lux., art. 39).

Ces principes ne paraissaient pas devoir être mis en doute. Cependant l'on constata que certaines controverses juridiques avaient surgi, la Conférence, sur l'initiative des Délégations italienne et belge, a tenu à les trancher. Les propositions formulées à cet égard n'ont rencontré aucune objection.

B) *Un minimum de protection* consacrée par les dispositions de la Convention. Ces droits sont garantis dans tous les pays ressortissants, alors même qu'ils n'y seraient point reconnus par la législation interne.

A. — *Traitement variable.*

Les législations nationales fixent une des mesures dans lesquelles l'auteur — ou ses ayants cause — pourra exploiter son œuvre sur le territoire étranger, soit en y répandant des exemplaires de l'œuvre, soit en réclamant une juste rétribution en échange de la cession du droit de reproduction, de traduction, d'exécution publique, etc.

(1) SOLDAN, *ibid.*, p. 408.

La Convention s'est abstenue, nous l'avons constaté, de se prononcer sur la nature et sur le fondement juridique du droit des auteurs.

Les modalités de la protection, l'interprétation des lois internes qui la consacrent, différeront cependant selon que l'on considérera que le droit doit être protégé en lui-même, que « la propriété artistique et littéraire est une propriété » ou bien que l'auteur jouit d'un privilège, d'une concession de loi positive. Sous l'empire du premier système, le droit est absolu, et l'auteur se trouve exproprié, subit des restrictions de son droit, lorsqu'il est privé de l'une ou l'autre des manifestations dont il est susceptible. Dans le second, il ne peut que se plaindre d'une absence de générosité.

Chaque pays peut avoir une conception différente de la nature et de la base fondamentale du droit de l'auteur : il peut, en conséquence, le concevoir avec une étendue plus ou moins grande en ce qui concerne les personnes devant jouir de la protection, — indigènes ou non-indigènes, — le lieu de naissance de l'œuvre, les objets à protéger.

Certaines législations tiennent compte du mérite de l'œuvre ou de sa destination : On a discuté si la *Salomé* d'Oscar Wilde n'était pas privée de protection en Angleterre, la législation de ce pays exigeant comme une condition d'*existence* de l'œuvre littéraire qu'elle ne soit pas blasphématoire.

Ces notions variant de pays en pays ont trait au droit dans ses conditions d'existence et ses éléments constitutifs : ils concernent la *reconnaissance du droit* dans chaque pays.

Le droit étant *reconnu* et le principe de la protection étant proclamé, quelle sera *l'étendue de la protection*?

Elle peut comprendre les droits d'ordre moral ou les droits aux bénéfices d'ordre matériel. Ceux-ci peuvent provenir du droit de reproduction par des modes bien divers : traduction, représentation, exécution, etc.

Ces droits peuvent être plus ou moins limités par le temps.

Certaines législations établissent que les droits reconnus aux auteurs peuvent recevoir des tempéraments.

Ainsi, par exemple, en matières de reproductions d'articles de journaux, de recueils d'emprunts pour des publications d'enseignement, sciences, chrestomathies, d'exécutions musicales dans les solennités civiles et religieuses, ou gratuitement, en plein air pour le public, ou dans un but de bienfaisance, etc.

Des *conditions* peuvent constituer d'autres limites à la reconnaissance totale ou partielle du droit ou à son exercice. (Mention de réserves, déclarations.)

Enfin, des *formalités*, des modes particuliers, des mesures d'exécution peuvent être édictés comme *moyen de sanction* : elles visent la constatation du droit, la reconnaissance vis-à-vis des tiers ou la poursuite des atteintes portées aux droits dans l'étendue qui leur aura été préalablement reconnue.

Est-il utile d'anticiper et de signaler que tout ce qui dans ces législations internes contredira le minimum conventionnel de protection sera réputé non avenu dans l'application de cette convention ?

Tous ces droits, tels quels, sont attribués aux unionistes dans toute leur ampleur s'ils sont plus étendus, sans les restrictions si elles vont à l'encontre d'une disposition impérative. La Convention consacre à cet égard le principe d'une réciprocité consistant en ce que chaque étranger unioniste jouira dans un autre pays non pas de tous les droits qu'il possédait dans son propre pays, mais des droits que possèdent les nationaux de ce pays. C'est la réciprocité des régimes nationaux.

Il n'est pas nécessaire que la législation interne affirme par un texte exprès que la protection qu'elle consacre est assurée aux étrangers *sous* ou *sans* conditions de réciprocité. Une telle disposition dans la loi nationale ne pourrait concerner que les étrangers *au régime d'Union* : en effet, l'on ne peut dire qu'elle concerne les nationaux comme tels. Or, en vertu de l'article 4, § 1^{er}, les étrangers unionistes sont assimilés complètement aux nationaux : ils sont chez eux.

Si leur caractère d'étranger devait être pris en considération, ce ne pourrait être que dans le cas où un régime plus favorable aux étrangers serait attribué, soit en vertu d'un traité particulier prévu à l'article 20, soit en vertu d'une disposition de loi interne, en faveur de *tous* les étrangers en général. En ce dernier cas, les unionistes pourraient réclamer ce régime, non pas en vertu de l'article 4, comme assimilés aux nationaux, mais de l'article 19 et du principe qu'un unioniste ne peut avoir chez un autre unioniste moins de droits qu'un non-unioniste ⁽¹⁾.

B. — *Droits spécialement accordés par la Convention.*

La Convention édicte certaines règles qui doivent être appliquées en tout état de cause, quel que soit le traitement national : elle veut que dans les pays qui n'accordaient aux nationaux que peu de chose les cocontractants jouissent cependant d'un *minimum* déterminé.

Ces droits sont :

a) *En ce qui concerne la reconnaissance du droit :*

Obligation de protéger certaines œuvres (art. 2 et 3; 14, al. 3);

Obligation de protéger les ressortissants (art. 4, 5 et 6).

b) *En ce qui concerne l'étendue de la jouissance :*

Fixation d'un délai minimum (art. 7, al. 1 et 3);

Protection complète des droits de traduction (art. 8), d'exécution et de représentation publique des œuvres musicales et dramatico-musicales (art. 11) et par cinématographie (art. 14);

Protection contre les appropriations indirectes (art. 12);

Protection conditionnelle de certaines matières publiées dans les journaux et recueils (art. 9).

(1) Sauf, bien entendu, les droits qui pourraient résulter des conventions particulières entre un Etat unioniste et un Etat non unioniste : *Res inter alios acta*. La Convention d'Union ne contient pas la clause de la nation la plus favorisée.

c) *En ce qui concerne les conditions de reconnaissance :*

Suppression de toute justification de l'accomplissement de formation dans le pays d'origine (art. 4, al. 2).

d) *En ce qui concerne les moyens de sanction :*

Présomption légale établie en faveur de l'auteur et de l'éditeur (art. 15);
Droit de saisie (art. 16).

Une loi interne ne pourrait modifier ce régime. L'ordonnance anglaise du 28 novembre, relative à l'entrée en vigueur de la Convention de Berne ⁽¹⁾, porte dans son article 3 qu'il est décrété que ni « *les droits* ni la durée de protection dont l'auteur jouira n'excèdent *les droits* et la durée de protection accordés dans le pays où l'œuvre a été publiée pour la première fois ».

Prendre en considération l'étendue des droits dans le pays d'origine — sauf en ce qui concerne la durée — est une restriction à la Convention, et pareille clause est directement contraire à celle-ci. Si l'on pouvait soutenir qu'elle a eu une valeur, ce serait non point parce qu'elle a valablement restreint la Convention, mais parce que le pouvoir appelé à ratifier la Convention n'a point validé celle-ci telle qu'elle devait l'être. Aussi le 6 décembre 1895, la *Royal Court of Justice* (Londres) a-t-elle décidé qu'il ne fallait admettre aucune interprétation de la loi anglaise rendue en vue d'adopter le traité d'union, qui fût en contradiction avec celui-ci ⁽²⁾.

C. — *Principe du minimum de protection.*

Les bases de protection à combiner sont donc :

1° *Les lois internes, savoir :*

- a) La loi du pays d'importation, *lex fori* ;
- b) La loi du pays d'origine, mais uniquement sur ce point précis : la durée;

2° *La Convention ;*

3° Et subsidiairement *les Conventions particulières* dans leurs dispositions plus favorables (voir ci-après art. 20).

La Convention ne constitue qu'un *minimum* de protection. Son système est complété par la revendication autorisée des dispositions plus larges édictées dans chaque pays en faveur des étrangers en général (art. 19). Il peut se trouver complété également par des traités à conclure (art. 20).

Le caractère d'instrument, n'ayant d'autre portée que de consacrer un

⁽¹⁾ *Droit d'auteur*, 1888, p. 65.

⁽²⁾ Voir *ibid.*, 1895, pp. 8 et 10 et cfr., 1894, pp. 77 et 117.

minimum, ne faisant nul obstacle à l'application de dispositions plus larges consacrées par la législation actuelle de certains pays, se dégage nettement des travaux préparatoires ⁽¹⁾.

Du mécanisme de la Convention il ne peut résulter « aucun recul » dans aucun, ni pour aucun cas possible.

A la séance du 17 septembre 1885, le Président Numa Droz disait :

« Ce qu'il y a lieu de constater hautement, c'est que notre Convention est destinée à réaliser des progrès sur toute la ligne; elle est un *minimum* à atteindre pour les pays qui n'accordent pas encore tous les droits qu'elle consacre, mais qui ne manqueront pas, nous le savons à n'en pas douter, de réformer leur législation pour la mettre en harmonie avec les principes proclamés par l'Union. Elle donne aux autres pays le gage certain que leurs auteurs seront protégés sur un territoire beaucoup plus vaste et dans une mesure en partie plus grande que ce n'est le cas en vertu des Conventions existantes. Ainsi pour eux *aucun recul*; mais, au contraire, sous le rapport international, progrès sensible. *Les lois et les Conventions les plus libérales pour l'auteur seront maintenues*, les autres seront améliorées par le fait même de la Convention. »

La Convention de Berne a formellement entendu laisser intact le droit interne de chacun des pays qui y sont intervenus. Dans ceux de ces pays où le droit n'accorde pas aux étrangers une protection au moins équivalente au minimum défini par la Convention, *elle ajoute* à cette protection les éléments nécessaires pour l'élever au niveau du minimum garanti à tout ressortissant. Dans les pays qui, comme la Belgique, dépassent le minimum et consacrent l'assimilation complète de l'étranger à l'indigène en ce qui concerne la pleine jouissance de toutes les prérogatives du droit d'auteur, *elle ne touche en rien* à ce surplus de protection internationale ajouté par le droit interne au minimum conventionnel.

Ce n'est pas une obligation morale d'accorder ce régime. C'est une obligation conventionnelle.

Ce principe est si important qu'il a encore été précisé par un texte spécial :

La disposition de l'article 19 a pour origine une proposition de la Délégation belge à la Conférence de Berlin, appuyée par la Délégation italienne.

Celles-ci pensaient que l'esprit de la Convention ne permettait pas d'admettre « que les unionistes ne pourraient pas dans un pays bénéficier du traitement plus libéral assuré aux étrangers par la législation interne, que

(1) Cfr. CONFÉRENCE DE 1884, *Actes*, p. 42, Déclaration de M. Baetzmann; Rapport de la Commission, *Actes*, p. 47 et 59; Procès-verbal final, *Actes*, p. 66. CONFÉRENCE DE 1885, Déclaration de M. Ruchonnet, *Actes*, p. 27; Rapport, *Actes*, p. 45. CONFÉRENCE DE 1896, Rapport *passim*. Voir *Droit d'auteur*, 1892, p. 106.

la Convention formerait un tout indivisible, que les règles de la Convention sont seules applicables aux unionistes ».

Elles estimaient « qu'il convenait de s'expliquer à cet égard, parce que des *doutes* avaient été exprimés à cet égard par certaines juridictions ».

Pour sortir du domaine des abstractions, un exemple fut cité : une œuvre anglaise a été traduite, le droit de traduction ne pourra-t-il plus être protégé en Belgique après expiration des délais de protection consacrés par la Convention de 1886, ou bien l'auteur anglais pourra-t-il invoquer la disposition de l'article 38 de la loi belge et invoquer, comme tout autre étranger, la protection pendant un terme aussi long que dans son pays d'origine?

Un auteur non unioniste pourrait-il se trouver mieux protégé qu'un auteur unioniste?

La Convention peut-elle faire obstacle à l'application de dispositions plus larges consenties dans chacun des pays en faveur d'étrangers non unionistes?

La Délégation belge estimait que non et développa cette thèse dans un mémoire très détaillé.

Le rapport fait à la Conférence conclut que la proposition n'a pas rencontré d'objection. « La Commission vous soumet la rédaction suivante » (suit le texte de l'article 19 nouveau).

C'est à tort que l'on interpréterait ce texte en le comparant à la rédaction primitive pour soutenir qu'il ne vise que celles des dispositions plus larges édictées en faveur des étrangers *en général*, et que, dès lors, les unionistes ne doivent pas nécessairement être admis au bénéfice du traitement national tel quel.

La protection du traitement national est assurée en vertu de l'article 4. Cet article tranche définitivement et souverainement cette question.

Mais il ne faut pas confondre entre le traitement des nationaux et le traitement attribué aux étrangers par la loi nationale.

Sur ce point, l'article 4 restait muet. Une loi interne peut stipuler que les étrangers jouiront des mêmes droits que les nationaux. Elle peut même décider que les étrangers jouiront de droits plus étendus que les nationaux.

C'est là une disposition étrangère au traitement des nationaux : en vertu de l'article 4 de la Convention, les unionistes n'auraient pu en réclamer le bénéfice. Cependant, elle peut leur être favorable puisque les droits ainsi concédés aux étrangers en général seront plus étendus que ceux résultant soit de la Convention, soit de la Convention combinée avec la loi interne. Ainsi l'article 39 de la loi luxembourgeoise n'applique point aux étrangers la restriction de dépendance de durée résultant de la loi du pays d'origine.

Les unionistes y bénéficieront du régime concédé aux étrangers, en général, par la loi nationale comme étrangers en vertu de cette loi nationale confirmée par l'article 19 de la Convention, comme ils bénéficieront du traitement des nationaux par application de l'article 4. Ils choisiront les dispositions les plus favorables.

Il va de soi que ce régime — à l'application duquel la Convention déclare ne pas faire obstacle — leur est concédé dans les mêmes limites et conditions qu'aux autres étrangers.

S'il est soumis à une condition de réciprocité, ils devront s'y soumettre. C'est un régime autre que celui de la Convention qui leur est accordé tel quel.

Il s'agit du régime accordé par la *législation* nationale au profit des étrangers *en général*.

Ces termes excluent le régime des traités particuliers ou des *unions restreintes* en faveur de certains étrangers : l'article 19 n'introduit pas la clause de la nation la plus favorisée.

Les auteurs unionistes avaient, en vertu de l'article 4, le traitement national tel quel : on ne devait pas le répéter ici. La Convention ne fait nul obstacle à ce qu'ils bénéficient d'un traitement plus libéral assuré par la législation du pays d'importation à tous les étrangers — ce traitement également tel quel. Ils peuvent le revendiquer. L'article 19 saisit cette occasion de fournir une application nouvelle de ce que la Convention ne constitue qu'un minimum de protection.

Ayons donc toujours présent à l'esprit ce principe, qui domine le traité :

La Convention de Berne est une convention de protection, rien que de protection — et non modificative, par voie de restriction, des dispositions plus favorables.

« Les auteurs ou autres protégés dans l'Union pourront toujours invoquer celle des dispositions existantes qui leur est la plus favorable, qu'elle appartienne à un traité particulier ou à la Convention de 1886. Cette situation est conforme à l'esprit de la Convention nettement marqué dans ce sens, d'abord par les travaux préparatoires des conférences de Berne. Il a été dit formellement, en effet, que le traité d'union représentant un minimum toute disposition plus favorable, soit dans les lois intérieures, soit dans les traités séparés, doit prévaloir dans l'intérêt des personnes protégées. Par contre, le traité de 1886 rend caduques, pour la durée de son application, toutes les prescriptions moins favorables que les siennes propres; cela est vrai, même dans les cas où il en résulte pour l'auteur étranger unioniste un traitement plus avantageux que celui dont jouit l'étranger non unioniste, en vertu d'un traité particulier, ou le national lui-même, en vertu de la loi intérieure ⁽¹⁾. »

Ce commentaire de M. Poincard ⁽²⁾ n'a rien perdu de sa force.

Il ne pourrait être apporté de restrictions au régime de l'Union que si celui-ci en formulait expressément, et dans la stricte mesure de celles-ci.

⁽¹⁾ C'est ce qu'a reconnu notamment le Tribunal civil d'Anvers, le 24 mai 1898 (*Pas.* 1898, III, 121) dans un jugement confirmé par la Cour d'appel de Bruxelles.

⁽²⁾ *Étude de droit international*, p. 531.

La jurisprudence belge a admis la thèse de restrictions contenues dans la Convention en ce qui concernait l'interprétation de l'article 3 du Protocole de clôture (fabrication et vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique).

« Attendu, dit l'arrêt de Bruxelles du 29 décembre 1905, que si la Convention de Berne a eu pour but principal de formuler des règles internationales constituant le minimum de protection... l'article 3 du Protocole de clôture, de même que la disposition finale de l'article 7, a une portée toute différente. »

On a donc interprété cette disposition comme une mesure de protection industrielle plaçant certains instruments à l'abri des revendications des compositeurs. Un jugement de Milan a paru admettre la même thèse et s'est refusé pour ce motif à reconnaître la force exécutoire de la Convention en Italie : « Le pouvoir qui l'avait promulguée était sans droit d'imposer une disposition dérogeant à la loi interne du 19 septembre 1882 (1). »

Quelle que soit la valeur de cette interprétation, à laquelle le texte de l'article 13 nouveau enlève une grande partie de son intérêt, nous sommes aujourd'hui fondés, par l'examen des textes et des discussions, à penser que cette restriction était en tout cas la seule que la Convention pût contenir.

Le texte de l'article 7 ancien pouvait fournir matière à doutes et permettre cette interprétation que la reproduction des articles scientifiques était autorisée de par la Convention nonobstant et malgré toute défense.

Si cette expropriation des auteurs au profit de rédacteurs de journaux avait existé, elle a, en tous cas, disparu aujourd'hui, puisque seule la reproduction de faits divers et nouvelles n'ayant pas le caractère d'œuvres littéraires reste permise.

Mais ici encore — et le commentaire de l'article 13 le développera plus en détail — l'esprit de la Convention s'affirme de laisser le champ libre aux législations internes, sans les modifier par voie de restrictions.

En ce qui concerne, enfin, la durée (art. 7), il est formellement prévu que les législations internes peuvent, à l'exemple de la législation grand-ducale, se montrer plus libérales.

La seule restriction donc qui pourrait se rencontrer serait dans ce qui subsiste de l'ancien chiffre 3 du protocole dans les dispositions de l'article 13, al. 3, relatives à la non-rétroactivité.

Plusieurs questions fort délicates surgissent en ce qui concerne la combinaison du principe d'obligation de protéger certaines œuvres, posé en termes impératifs, de cet autre qui laisse aux législations internes — sauf obligation expresse — le soin d'organiser la protection.

Tel est le cas en matière d'exécutions musicales.

La loi interne peut fixer les limites et modalités de la protection qu'elle juge convenable.

(1) Civ. Milan, 27 juillet 1906, *Droit d'auteur*, 1907, p. 33.

On peut admettre que la protection se trouve réalisée par le payement d'un droit dont le montant est fixé par un tarif. On peut de même considérer que l'obligation de délivrer des licences ne va pas à l'encontre du principe de la protection.

La loi interne peut de même définir la publicité et décider que des exécutions musicales accomplies dans un local privé ou devant certaines catégories de personnes n'ont pas le caractère d'exécutions publiques, refuser en ce cas l'action en constatation ou en réparation.

L'auteur est titulaire du droit, si amoindri soit-il. Une telle loi satisferait donc à l'obligation de protection inscrite en termes généraux dans l'article 2 et l'article 11.

Mais pourrait-on considérer le droit d'exécution comme protégé, si l'on autorisait le premier venu à exécuter des œuvres sans recours au consentement de l'auteur, parce que l'organisateur de l'exécution agit sans esprit de lucre ou bien parce qu'il est une société, une musique militaire, l'agent d'une commune ou de l'État?

Que reste-t-il à l'auteur en de telles conditions et quelle différence existe-t-il, au regard de ces exécutions, entre l'auteur d'un pays où il n'existe pas de loi sur le droit d'auteur et celui d'un pays où la loi autorise, ou ne fournit aucun moyen d'empêcher ces exécutions?

Nous aurons à revenir sur ce sujet lors de notre examen de l'article 11.

§ II. — FORMALITÉS ET CONDITIONS.

L'auteur était déjà dispensé de l'obligation de remplir les conditions et formalités exigées dans le pays d'importation. Son œuvre y était protégée dans la même mesure que les œuvres nationales ayant rempli les conditions de forme exigées⁽¹⁾.

Mais, sous l'empire de la Convention de Berne la jouissance des droits était subordonnée à l'accomplissement des formalités et conditions imposées dans le pays d'origine.

Les tribunaux étaient ainsi amenés à interpréter la législation étrangère, à s'enquérir de l'existence légale de la protection dans le pays d'origine non seulement en ce qui concerne l'élément de durée et des conditions de forme, ou extrinsèques, mais même des conditions intrinsèques.

L'Acte de Berlin supprime cette obligation : le juge n'a plus à vérifier si les formalités, qu'elles soient constitutives ou déclaratives de droit ou introductives d'action, ont été ou non accomplies. Et, comme conséquence, aucune justification ne pourra plus être exigée sous forme d'un certificat, comme le prévoyait l'article 11 ancien (voir article 15 actuel).

C'est le principe de l'*indépendance des droits*.

La protection unioniste est ainsi assurée dans le pays d'importation, lors

(1) Voir étude. *Droit d'auteur*, 1889, p. 30.

même que dans le pays d'origine l'œuvre aurait appartenu dès le début au domaine public, faute de disposition légale la protégeant, ou parce qu'elle y serait tombée par l'effet du non-accomplissement d'une formalité.

Le juge n'a pas à s'assurer si par ses caractères constitutifs l'œuvre est de celles que la législation du pays d'origine protège comme littéraires ou artistiques.

Le principe n'est cependant pas absolu, car la loi d'origine continue à exercer son empire en ce qui concerne l'élément « *durée* » (art. 7, al. 2 et 3).

Qu'entend-on par conditions et formalités ?

Il s'agit ici de l'exercice des droits réclamés par les unionistes en vertu de la Convention et non des droits accessoires. Ainsi, le cessionnaire peut être soumis aux obligations de droit civil ou fiscal relatives à la forme de tous les actes de cession. L'étranger peut rester tenu des obligations générales de fournir caution en toutes matières.

Il a fallu l'intervention des articles 15 et 16 de l'Acte pour régler certaines dispositions relatives à la preuve ou à la procédure.

D'autre part, la législation du pays où l'œuvre est publiée conserve le droit de subordonner à telles conditions qu'elle estime convenir l'existence ou l'exercice du droit à la protection dans ce pays en ce qui concerne ses nationaux. C'est affaire de droit interne.

Le texte proposé, à l'origine de l'Union, par la Délégation allemande disait « conditions formelles et matérielles ». Il a été remplacé par « formalités et conditions », formalités étant pris comme synonyme de *conditions* formelles.

Par formalités, il faut entendre les obligations de pure forme imposées à un auteur pour qu'il soit admis à la reconnaissance de ses droits. On peut les considérer comme les conditions d'exercice du droit. C'est le dépôt, l'inscription sur un registre, la remise d'une déclaration, la mention d'interdiction de reproduction, du nom d'auteur, la mention de réserve, etc. ⁽¹⁾.

« L'expression *formalités*, disait M. Soldan, vise les exigences de pure forme; celle de *conditions*, les conditions matérielles, les exigences matérielles. La principale, et ce n'est pas la seule de ces exigences matérielles, est l'obligation d'achever la traduction dans un délai déterminé ⁽²⁾. »

A cet égard, on pouvait dire que les mots conditions et formalités ont le même sens. Ce sont des éléments extrinsèques de l'existence de l'œuvre. Les mots formalités et conditions comprennent l'ensemble de ce qui doit être observé pour que les droits de l'auteur, par rapport à son œuvre, puissent prendre naissance (en allemand : *Voraussetzungen*).

Les effets et les conséquences de la protection (en allemand : *Wirkungen*), notamment en ce qui concerne l'étendue de la protection, doivent rester subordonnés au principe du traitement en vigueur à l'égard des nationaux.

⁽¹⁾ Cour de Londres, 6 mai 1908. *Droit d'auteur*, 15 juin 1901.

⁽²⁾ *Revue du droit*, p. 407.

Il ne faut pas confondre les conditions imposées pour la possession du droit avec les modalités.

Le projet de l'administration allemande précisait que la disposition ne vise pas « les conditions internes dont dépendent les différents droits de l'auteur, par exemple, la condition de non-édition d'une œuvre, pour que le droit exclusif de la réciter en public soit reconnu ».

L'auteur unioniste est dispensé d'accomplir dans le pays d'importation les actes déterminés que l'auteur national est tenu d'accomplir pour s'assurer la conservation et l'exercice de ses droits.

Il n'exerce sans doute pas son droit dans une condition ou situation plus favorable que celle où se trouve l'auteur national. Mais il ne faut pas confondre les conditions dans lesquelles s'exerce le droit et qui constituent la protection, la condition de l'auteur, avec les conditions ou charges imposées pour être mis dans cette condition.

La situation de l'étranger n'est meilleure que celle du national que par la dispense de ces charges.

L'article 4, qui vise les « formalités » du pays d'origine, est muet sur les « conditions ». Pourrait-on en conclure devant les tribunaux de France ou d'Angleterre, par exemple, qu'un auteur étranger devra déposer son œuvre, — la production du certificat de dépôt étant dans ces pays une « condition » — pour pouvoir poursuivre le contrefacteur?

Ce serait plutôt un recul sur l'état de choses actuel que nous aurions en tel cas à enregistrer.

Mais il n'en est point ainsi. Le mot « conditions » a été supprimé parce que dans l'état actuel du droit conventionnel, avons-nous dit, il ne dit rien que le terme « formalités » ne dise déjà. Ainsi, la formalité du dépôt peut être « une condition » de la poursuite en France et en Angleterre mais n'en constitue pas moins une formalité.

Le progrès réalisé consiste à avoir dégagé l'action des formalités du pays d'origine. Le rapport enlève tout doute : « L'article du projet ne parle que des formalités, mais on entend viser les *conditions et formalités* que mentionne la Convention de 1886. »

Le rapport reflète à cet égard l'opinion unanime des délégués. Les législations internes, qui font de la production du certificat de dépôt une condition, ne pourront le réclamer même s'il est exigé des nationaux.

Le texte, au surplus, qui ajoute que la jouissance et l'exercice des droits sont indépendants de l'existence et de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre, tranche tout doute possible à cet égard.

§ III. — DÉPENDANCE DE DURÉE.

La Conférence de Berlin n'est point arrivée à ce résultat souhaité et préconisé par l'administration allemande : dégager de toute dépendance les situations juridiques de l'œuvre dans le pays d'origine, les dégager aussi

bien au point de vue de l'existence et de l'étendue de la protection que de celui de sa durée.

La première partie de ce programme a été réalisée par l'article 4, qui impose la protection dans les pays d'importation, même en l'absence de protection dans le pays d'origine.

La seconde partie du programme a échoué devant l'impossibilité d'un accord sur la durée de protection dont l'uniformité avait été considérée par les Délégations française, belge, italienne et suédoise comme une condition essentielle de la suppression complète de dépendance.

Le principe de la dépendance a donc été maintenu en ce qui concerne la durée.

Ce système est celui de la plupart des conventions : « Maintenir un droit pour des étrangers lorsqu'ils sont dessaisis de ce droit dans leur propre pays, — invoquent-elles, — c'est interdire la libre concurrence aux nationaux alors qu'elle serait permise aux étrangers ».

La théorie en vertu de laquelle un auteur étranger au pays dans lequel il réclame une protection conventionnelle ne peut jouir dans ce pays de droits d'une durée plus longue que dans le pays d'origine continuera à exercer son influence.

Le système préconisé par l'administration allemande aurait présenté l'avantage d'une simplicité extrême : les tribunaux n'auraient plus eu, dans chaque pays unioniste, à consulter que la loi nationale pour les œuvres dont ce pays est le pays d'origine, et la loi nationale combinée avec le seul texte de la Convention pour les œuvres publiées dans les autres pays.

Cependant l'effort de la Conférence s'est dirigé vers l'unification ultérieure de la durée de protection.

Elle a formulé plus qu'un vœu : elle a indiqué un but précis à atteindre.

Elle a admis que la protection doit, en principe et règle, comprendre la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort ⁽¹⁾. Les Délégations des pays dont la législation interne consacre une durée moindre ont, toutefois, entendu réserver l'action de cette législation et ne vouloir prendre aucun engagement ferme quant à une modification qui se serait imposée en Allemagne, en Suisse, au Japon, en Grande-Bretagne.

La durée de cinquante années *post mortem* ne s'appliquera dès à présent que dans les rapports entre les pays dont la législation interne est au moins aussi perfectionnée.

En attendant que l'unification soit opérée, une œuvre ne pourra pas être protégée dans un autre pays pendant une durée plus longue que dans le pays d'origine.

C'est, en ce qui concerne la durée, le maintien de la situation antérieure.

(1) La Délégation britannique a cependant déclaré expressément qu'elle ne donnait pas une approbation de principe à la durée ainsi fixée et que le Gouvernement britannique entendait garder sa liberté entière d'application pour les propositions qu'il pourrait faire au Parlement.

La réduction éventuelle de la durée de protection dans le pays d'importation se calcule en tenant compte de la durée de la protection accordée dans le pays d'origine à chacun des droits revendiqués : Si la durée de protection d'un droit dérivé était moindre que celle pour le droit principal, il faudrait distinguer et appliquer le terme fixé pour chacun. Supposons que le droit de traduction ne soit garanti que pendant dix années là où les droits de reproduction dans la langue originale subsistent cinquante ans : le pays d'importation ne *devra* pas consentir une protection supérieure à dix années par les traductions.

La loi norvégienne permet la lecture à haute voix d'une œuvre publiée, trois ans après la publication; la loi suédoise n'interdit la représentation d'une œuvre dramatique ou dramatico-musicale que pendant la vie de l'auteur et trente ans *post mortem*. Lors des discussions, il a été jugé inutile d'insérer un texte pour assurer le maintien de ces exceptions : Aussi longtemps que pareilles dispositions subsistent, la règle de protection de cinquante ans « ne se concilie pas avec le droit interne ».

Le texte dit « ne pourra ». Ces termes consacrent-ils une disposition restrictive d'ordre impératif, que les diverses législations ne pourraient modifier, dans un acte de générosité, par une disposition interne? Au cas d'existence d'une pareille disposition les unionistes devraient-ils renoncer à s'en prévaloir?

Le texte est ici en contradiction évidente avec l'esprit qui a inspiré la disposition.

« Une œuvre ne sera protégée dans un pays — dit le rapport — que durant le temps fixé par la loi de ce pays, par exemple trente ans en Allemagne, jusqu'à ce que la loi de 1901 ait été modifiée; mais on ne peut s'en tenir là, parce qu'alors une œuvre allemande *devrait* être protégée cinquante ans en France ou en Belgique, ce qui serait excessif, comme il a été montré plus haut. Il faut donc ajouter que la protection ne pourra être réclamée pour un temps plus long que dans le pays d'origine ⁽¹⁾. »

« Ne pourra être réclamée » doit s'entendre avec le sous-entendu « en vertu de la présente convention ».

C'est ce qui résulte des discussions de 1896.

Le terme « ne peut excéder » est repris par la Convention de 1886. La délégation suisse avait en 1896 proposé de dire : « aucun pays ne *sera tenu* d'accorder à cette jouissance une durée excédant la durée de la protection accordée dans le pays d'origine, aux fins d'exprimer que la formule ancienne avait un caractère purement facultatif et n'exclut nullement l'application de dispositions plus larges ⁽²⁾ ».

Cette proposition ne fut pas adoptée parce que, dit le rapport (p. 161), « la proposition suisse n'a soulevé aucune objection au sein de la Com-

(1) Séance du 16 avril 1896, *Actes*, p. 112.

(2) Rapport de la Commission.

mission qui a pensé qu'il suffisait d'une explication en ce sens dans le rapport, sans qu'il fût besoin de toucher au texte de la Convention ».

Le rapport, citant un exemple à cet égard, disait : « Rien n'empêche la France d'accorder, si elle le veut, la protection à une œuvre allemande ou suisse pendant cinquante ans, conformément à sa propre loi, sans tenir compte de la durée plus courte fixée par la loi d'origine. La Convention donne aux États unionistes la *faculté* de ne pas accorder, sur ce point la durée, la plénitude du traitement national; elle ne leur impose pas et ne saurait leur imposer l'obligation d'agir ainsi. Ils sont toujours libres d'aller au delà. »

Faut-il le répéter une fois de plus : la Convention consacre un minimum de droits en faveur des auteurs.

L'article 19 de la Convention peut être rappelé ici dans son texte et les motifs qui en inspirèrent l'initiative.

La jouissance et l'exercice des droits de l'auteur sont dépendants, en ce qui concerne la durée, de la loi du pays d'origine de l'œuvre.

Si une œuvre ayant droit à la protection aux termes de la Convention ne jouissait, aux termes de la législation interne, d'aucune protection dans le pays d'origine, on ne pourrait constater que la durée de protection fixée dans le pays d'origine est expirée, qu'elle a cessé d'être protégée... puisqu'elle ne l'a jamais été.

Si une législation interne refusait toute protection aux œuvres d'art appliqué à l'industrie, ou aux œuvres de la photographie, les auteurs de ce pays seraient donc dans une situation plus favorable que ceux des pays où cette protection est régie par des dispositions spéciales, mais pendant des délais limités.

Mais il ne faudrait pas en conclure que si une législation étrangère, tout en reconnaissant le droit lui-même pendant une durée déterminée, se refusait à le protéger dans l'une de ces manifestations, — par exemple l'adaptation ou la traduction, — celle-ci serait protégée pendant toute la durée fixée dans le pays d'importation. Le droit de protection sur l'œuvre existe bien qu'incomplet. Il ne doit être tenu compte ici de l'élément *durée*.

Les œuvres posthumes rentrent dans la sphère de la Convention, comme il a été expliqué plus haut. Mais leur durée de protection est fixée de manière très différente (par exemple : trente ans à partir de la mort de l'auteur ou dix ans à partir de la publication, en Allemagne; cinquante ans en France). Il peut aussi y avoir embarras à fixer la durée en ce qui concerne les œuvres anonymes ou publiées sous un pseudonyme. Il a paru difficile et sans intérêt suffisant de chercher une règle internationale. La Convention renvoie à la loi du pays où la protection sera réclamée, sous réserve de l'influence de la loi du pays d'origine, dans le sens qui vient d'être expliqué.

Si l'éditeur est une corporation, une personne morale, soutiendra-t-on que le droit doit durer aussi longtemps qu'elle-même, dût-elle toujours durer?

Cette thèse a été soutenue en France (voir POUILLET, n° 150), la loi étant muette. Nombre de législations ont apporté une solution en fixant une durée spéciale (Belgique, art. 11 ; Italie, art. 11 ; Suisse, art. 2 ; Hongrie, art. 15 ; Espagne, art. 28).

Il faudra s'en rapporter à la législation de chaque pays, à ce qui est admis dans le pays d'origine.

Il n'a pas été possible de s'entendre en ce qui concerne la durée uniforme de la protection à accorder aux photographies.

« Les pays où les photographies sont protégées comme œuvres artistiques leur accorderont la durée reconnue à celle-ci, ce qui s'appliquera, par exemple, dans les rapports entre la France, la Belgique et l'Italie. Si la protection est réclamée en Allemagne pour une photographie française, elle ne sera accordée que pour le temps limité qu'établit la loi allemande ; si la protection est réclamée en France pour une photographie allemande, celle-ci n'y sera pas protégée plus longtemps qu'en Allemagne. »

Il est certain que le système de la dépendance, en ce qui concerne la durée, est de nature à créer certaines complications lorsqu'il devra se combiner avec cet autre qui détermine la nationalité des œuvres par une règle différente : la nationalité de l'auteur ou le lieu de première publication, suivant qu'elles sont ou non publiées.

Une œuvre non publiée peut changer de nationalité à raison du changement de nationalité de l'auteur : mariage de la femme auteur, naturalisation.

Une œuvre peut encore changer de nationalité par le fait de sa publication dans un autre pays que celui dont l'auteur est ressortissant.

Supposons une œuvre photographique d'auteur allemand non publiée : elle sera protégée dix ans comme œuvre allemande.

Mais l'auteur la publie ensuite en Belgique, où la protection est de cinquante années ? Ou bien l'hypothèse inverse : une œuvre photographique d'auteur belge non publiée et jouissant de cinquante années de protection *post mortem* et publiée dix ou vingt ans plus tard en Allemagne.

Comment dénouer la situation ainsi créée ?

Il est d'abord certain qu'en dehors des rapports conventionnels les législations internes conserveront toute leur force : ainsi l'œuvre ne cessera pas d'être belge au regard de la loi belge, parce que celle-ci ne prévoit pas la naturalisation forcée.

Mais dans le domaine de la Convention ?

L'article 7 parle du pays d'origine de l'œuvre, mais ce texte ne fournit aucun élément de solution, puisque l'article 4 fixe le pays d'origine des œuvres publiées et le pays d'origine des œuvres non publiées.

Nous croyons qu'il faudra résoudre la question dans le domaine pratique en se guidant par la recherche suivante : Le changement de nationalité de l'œuvre s'est-il ou non opéré à une époque où, en tenant compte de la première nationalité, la durée existait encore ?

Il faudra certainement rechercher quelle est la nationalité de l'auteur si l'œuvre a été manifestée à l'origine dans une forme qui ne constitue cependant pas une publication au sens de l'article 4. Lorsqu'il résultera de cette constatation qu'avant le changement de nationalité le droit était expiré, ce droit ne pourra revivre par le fait de ce changement. Dans le cas contraire, il subira le régime de la nouvelle nationalité, fût-il moins favorable.

La dépendance des droits, en ce qui concerne la durée, repose sur l'intention des cocontractants d'organiser une protection uniforme quant au temps et d'empêcher qu'une œuvre puisse être protégée dans un pays de l'Union alors qu'elle pourrait être reproduite licitement dans un autre.

Or, tel serait le résultat, si l'on pouvait trouver le moyen de ressusciter la protection, de reprendre une œuvre au domaine public en l'enlevant à sa nationalité primitive; si une œuvre allemande devenue belge pouvait, comme étrangère, réclamer des droits expirés en Allemagne.

Une œuvre dont la protection a cessé ne ressort plus de l'Union. Elle ne peut donc plus changer de nationalité au regard de l'Union.

Mais si la durée de protection n'est pas expirée, s'il y a encore matière à une publication protégée, il faudra considérer le changement de nationalité, la nationalité nouvelle.

Et ceci amène à la conséquence voulue d'amener les auteurs à publier leurs œuvres dans les pays de l'Union où la protection atteint ou se rapproche le plus du délai des cinquante ans *post mortem* ⁽¹⁾.

(1)

Délais principaux de protection.

I. — PERPÉTUITÉ. Guatémala, Mexique, Nicaragua, Venezuela.

II. — 1^o VIE DE L'AUTEUR; 2^o PÉRIODE AU DELÀ PENDANT :

5 ans : Chili.

10 ans : Roumanie.

20 ans : Haïti (10 ans pour les héritiers autres que les enfants; la vie durant pour la veuve), Pérou.

25 ans : Salvador.

30 ans : Allemagne (et au minimum 10 ans après la première publication de l'œuvre littéraire ou musicale, Autriche, Japon, Suisse.

50 ans : Belgique, Bolivie, Costa-Rica, Danemark (Islande), Equateur, France, Hongrie, Luxembourg, Monaco, Norvège, Portugal, Russie (Finlande), Suède, Tunisie.

80 ans : Colombie, Espagne.

III. — DURÉE A PARTIR DE LA PUBLICATION :

15 ans : Grèce.

40 ans : Turquie (et, au minimum, pendant toute la vie de l'auteur).

50 ans : Brésil, Pays-Bas (et, au minimum, pendant toute la vie de l'auteur, s'il n'a pas cédé le droit).

IV. — SYSTÈMES DIVERS :

28 ans à partir de la première publication, avec 28 ans de prorogation en faveur des auteurs et des héritiers après nouvelle demande et enregistrement au cours de la 27^e année, *États-Unis*.

7 ans après la mort de l'auteur, ou 42 ans après la publication, pour les œuvres littéraires; 7 ans après la mort de l'auteur, pour les œuvres de peinture, de dessin et de photographie; 28 ans après la publication, pour les œuvres de gravure; 14 ans après la publi-

CHAPITRE V.

Dispositions relatives au minimum d'étendue de protection.

Nous abordons à présent l'examen des dispositions qui consacrent le minimum de protection obligatoire dans tous les pays et dont la reconnaissance ou le relèvement constitue le progrès réalisé par la Conférence de Berlin.

I. — PROTECTION COMPLÈTE DES DROITS DE TRADUCTION (art. 8).

Dès l'origine, l'assimilation, complète et sans réserve, du droit de traduction au droit de reproduction en général, figurait parmi les vœux à réaliser dans une unification conventionnelle ultérieure :

La traduction est le mode normal de reproduction dans les rapports entre pays ne parlant pas la même langue : traduire, c'est reproduire.

La proposition défendue à Berne par la Délégation française fut combattue par la Suède, tandis que l'Allemagne subordonnait son adhésion à un accord unanime.

La Convention de 1886 limita à dix années le droit exclusif de traduction.

En 1896, les Délégations allemande, belge, française et suisse demandèrent de réaliser le vœu de 1886 par un texte nouveau. On fut encore obligé de transiger.

L'Acte additionnel de Paris substitua à la limitation de la protection par terme de durée l'obligation de faire usage du droit dans un délai de rigueur pour le conserver.

L'Acte de Berlin complète l'œuvre poursuivie dès 1886 comme un idéal.

Il assimile purement et simplement la traduction à la reproduction.

C'est la consécration d'une règle équitable et logique : « Le droit de traduction est le droit international par excellence, puisqu'il équivaut au droit de reproduction lorsque l'œuvre doit pénétrer dans les milieux de langues différentes. »

La proposition était non seulement justifiée par des considérations théoriques, mais appuyée par l'expérience. L'Allemagne a passé par différents régimes en cette matière : celui de 1886, celui de 1896 et enfin celui de l'assimilation qui résulte de la loi de 1901 sur le droit d'auteur et de diverses conventions conclues récemment par l'Allemagne avec la Belgique, la France et l'Italie. Il a été reconnu que le public et les éditeurs n'ont qu'à se féliciter

cation, avec 14 ans de prorogation en faveur de l'artiste vivant, ayant conservé son droit, pour les œuvres de sculpture : *Grande-Bretagne*.

40 ans après la publication au minimum ou la vie de l'auteur, si elle dépasse ce minimum (1^{re} période). 40 ans du domaine public payant (5 p. c. du prix fort) (II^e période) : *Italie*.

V. — ABSENCE DE FIXATION. — *Libéria*.

de la protection accordée à l'auteur, et cela se comprend : la négation du droit de l'auteur augmentait parfois la *quantité* des traductions, mais au détriment de la *qualité*.

Le principe de l'assimilation a motivé des craintes de la part de la Délégation néerlandaise.

Celle-ci a invoqué qu'une règle trop stricte sur la traduction pourrait être un obstacle à l'entrée des Pays-Bas dans l'Union; « les raisons de justice invoquées en faveur du droit de l'auteur n'étaient pas méconnues, mais la transition devait être ménagée ». Une observation analogue a été faite au nom de la Délégation de Russie.

C'est une des raisons pour lesquelles il a été introduit une clause permettant aux Etats non unionistes d'adhérer en se tenant aux règles posées, soit en 1886, soit en 1896. (Voir l'article 25.)

Le Japon, qui est un Etat unioniste, a fait une proposition extrêmement simple : « La traduction en japonais d'une œuvre écrite en langue européenne, et réciproquement, est complètement libre ». Il ne s'agissait pas de proclamer un principe général, mais d'insérer une disposition visant la situation particulière du Japon à l'égard des autres pays de l'Union.

Il n'y avait pas de raison pour que l'exception réclamée par le Japon ne s'appliquât pas à d'autres langues qui, même dans l'Union, sont d'une traduction difficile. Le principe fondamental eût été ainsi renversé. La Conférence a rejeté l'amendement.

La disposition de l'article 8 constitue une des dispositions obligatoires qui assurent à l'auteur davantage que le régime national, en ce qui concerne le droit de traduction, si le régime interne est moins favorable que celui de la Convention. En 1886, aux termes de l'article 3, la durée ne pouvait être inférieure à dix années. C'était un minimum au-dessous duquel aucun pays ne pouvait descendre.

La durée fixée aujourd'hui est celle déterminée par l'article 7 pour le droit sur l'œuvre originale, alors même que la loi interne fixerait une durée moindre en ce qui concerne les traductions.

La différence du régime entre l'œuvre originale et la traduction inscrite dans une loi interne ne pourra exercer d'autre influence dans les rapports conventionnels que de limiter la durée de protection des traductions en ce qui concerne les seuls ressortissants *de ce pays*, et ce dans les autres pays, par application de la stipulation de déchéance de l'article 7.

Le droit de traduction consacré par la Convention n'est subordonné à aucune formalité ou condition spéciale.

Il n'est plus exigé que la traduction soit commencée dans un délai de rigueur, ainsi que le prévoyait l'article 5 ancien.

La Convention supprime, d'une manière absolue, non seulement le délai fixé par plusieurs législations pour l'utilisation du droit de traduction, mais encore celui que la Convention elle-même prévoyait antérieurement.

L'article 5 ancien réservait le droit de traduction aux auteurs de l'un des pays de l'Union, mais il était admis que le droit qu'il consacrait s'appliquait également aux non-ressortissants ayant fait publier leur œuvre sur le territoire de l'Union.

Le texte actuel s'accorde avec le système consacré par les articles 4 et 6 nouveaux, et dissipe tout doute.

Le droit est assuré aux auteurs non ressortissants qui font publier pour la première fois leur œuvre sur le territoire de l'Union. Il est enlevé aux ressortissants de l'Union, par voie d'indigénat, qui ont publié pour la première fois l'œuvre fournissant matière à la traduction en dehors du territoire de l'Union.

Comme il s'agit ici de la traduction d'œuvres *littéraires*, la publication dérive du fait d'édition de l'œuvre originale : l'œuvre dramatique représentée n'est pas considérée comme publiée. Le non-ressortissant ne tire son droit que de la publication dans l'Union et est sans titre au bénéfice du droit conventionnel à raison d'œuvres non publiées. Il ne pourrait donc se prévaloir de la Convention pour se plaindre de la traduction d'un drame ou d'une comédie représentée sur manuscrit sur territoire de l'Union.

Les auteurs dont les œuvres n'ont pas été traduites dans le délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale ont vu expirer leurs droits au regard de la Convention. Ils ne pourront donc pas se plaindre des traductions qui ont été faites après expiration de ce délai. L'article 18 réglera la situation à partir de l'approbation de la Convention.

Les auteurs dont l'œuvre n'a pas été publiée ou a été publiée depuis moins de dix ans sont désormais à l'abri de cette déchéance ⁽¹⁾.

(1) Il est utile d'indiquer les systèmes et l'étendue de la durée admise dans les divers pays de l'Union en ce qui concerne les traductions.

A. — *Régime d'assimilation complète au droit principal.*

ALLEMAGNE. — Trente ans *post mortem*.

BELGIQUE, FRANCE, LUXEMBOURG, MONACO. — Cinquante ans *post mortem*.

ESPAGNE. — Quatre-vingts ans *post mortem*.

HAÏTI. — Vingt et dix ans *post mortem*.

B. — *Régimes divers.*

DANEMARK. — a) Délai du principal pour le droit de traduire en une des trois langues scandinaves (danois, norvégien et suédois) ;

b) Délai du principal si dans les premiers dix ans l'œuvre a été traduite par rapport à la langue utilisée pour la traduction ;

c) Dix ans à partir de la fin de l'année de la première publication de l'œuvre originale, dans tout autre cas.

NORVÈGE. — a) Délai du principal pour le droit de traduire en une des trois langues scandinaves ;

b) Délai du principal si l'œuvre paraît simultanément, ou au plus tard dans un an, licitement en plusieurs langues ;

c) Dix ans à partir de la fin de l'année de la première publication de l'œuvre originale, dans tout autre cas.

II. — PROTECTION CONDITIONNELLE DE CERTAINES MATIÈRES PUBLIÉES DANS LES JOURNAUX ET RECUEILS (art. 9).

L'article 9 actuel — 7 ancien — est un de ceux dont l'élaboration a fourni matière aux plus longues et laborieuses discussions.

La Convention de Berne avait établi le système de l' « autorisation présumée de reproduction des articles de journaux ou de recueils périodiques ».

Cette présomption céda devant une mention d'interdiction expresse.

Cette interdiction ne pouvait pas s'appliquer :

- 1° Aux articles de discussion politique ;
- 2° Aux nouvelles du jour et faits divers.

L'article de journal n'est pas l'article publié dans un journal : le mode de publication ne change pas la nature propre d'une œuvre littéraire.

On entend par article de journal, « si l'on s'en tient à l'observation courante des faits, une courte et rapide étude portant sur un sujet d'actualité immédiate, et plus spécialement sur un sujet politique, d'administration et de critique. Cette définition répond bien à la nature des choses, qui veut que l'article vieillisse, en quelques heures, avec le fait accidentel qui l'a suggéré ⁽¹⁾ ».

C'est l'étude politique, de critique littéraire ou théâtrale, d'économie politique ou sociale, de législation, l'appréciation et la discussion des hommes et des choses, rentrant dans l'ordre des faits quotidiens qui constituent la vie publique d'un peuple ⁽²⁾.

Il était indiscutable qu'un roman-feuilleton ne constitue jamais un article de journal : la Délégation française l'avait toujours soutenu. Les Délégations de Grande-Bretagne, Italie et Suisse l'avaient admis en 1886. La déclaration de 1896 ne consacra à cet égard aucune innovation. Elle fut seulement explicative.

SUÈDE. — a) Délai du principal pour le droit de traduire en une des trois langues scandinaves ;

b) Dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, pour les autres langues.

GRANDE-BRETAGNE. — Application probable du délai principal pour les nationaux. Pour les étrangers, assimilation du droit de traduction au droit de reproduction, lorsque, dans les dix ans à partir de la fin de l'année de la publication de l'original, une traduction autorisée a paru en langue anglaise.

ITALIE. — Dix ans à partir de la publication.

JAPON. — Délai du principal, à condition qu'une traduction soit publiée dans les dix ans à partir de la publication de l'œuvre originale.

SUISSE. — Délai du principal, à condition que l'auteur publie une traduction dans les cinq ans à partir de la publication de l'œuvre originale.

(1) *La reproduction des romans-feuilletons dans les journaux*. DROIT D'AUTEUR 1893, p. 13. JOURNAL DES TRIBUNAUX, 1893, p. 303.

(2) Cfr. P. WAUWERMANS, *Le droit des auteurs en Belgique*, p. 264, n° 285.

Les nouvelles — ce terme rapproché de celui de romans-feuilletons et opposé à « nouvelles du jour » — désignent des petits romans, des contes, des dialogues, des récits historiques, des œuvres de fantaisie de peu d'étendue et concentrées souvent dans un petit espace du journal ou de la revue.

Ce sont les œuvres désignées par *works of fiction* en anglais et *novellen* en allemand.

La Conférence de 1896 constata que ce ne sont pas des articles de journaux. Elle aurait pu dès lors ne plus les mentionner, puisque, œuvres littéraires, elles doivent être régies par le droit commun de l'article 2.

Si le droit en ce qui les concerne fut nettement affirmé, sans restriction, ce fut pour le placer à l'abri de toute nouvelle controverse.

Il fut proposé à la Conférence de 1896 de décider que les autres articles de journaux (sauf les articles de discussion politique, les faits divers et les nouvelles du jour) seraient désormais présumés de reproduction interdite.

Ce système ne prévalut pas : on maintint à leur égard le système de l'autorisation présumée, mais on le tempéra en décidant que l'usage de cette autorisation présumée entraînerait l'obligation d'indiquer la source.

Si l'on considère ces œuvres dans les cas d'application où elles constituaient des œuvres littéraires et si l'on constate que l'article 7 interdisait toute interdiction de non-reproduction, on doit apprécier que cette disposition constituant une mesure d'expropriation, allait directement à l'encontre de l'idée mère de la Convention.

La Conférence de 1908, après des débats particulièrement longs, dont les multiples formules d'amendements révèlent les tendances, aboutit finalement au système suivant :

1° Toutes les œuvres susceptibles de rentrer dans la catégorie d'œuvres littéraires et artistiques, de même que les dessins ou autres œuvres artistiques, sont soumises au régime dont les romans-feuilletons et les nouvelles jouissaient déjà : Protection absolue, sans obligation de mention de réserves.

2° Le régime de l'autorisation présumée est maintenu en ce qui concerne toutes les œuvres qui peuvent être rangées dans les articles de journaux. Mais il est stipulé que si des œuvres littéraires, scientifiques ou littéraires peuvent revêtir ce caractère d'article de journal, il n'en peut jamais être ainsi des romans-feuilletons et des nouvelles. Ils sont protégés comme toutes les autres œuvres du domaine littéraire et scientifique, et aucune restriction n'est autorisée ;

3° Les œuvres littéraires (autres que les romans et les nouvelles), y compris désormais les articles de discussion politique, bien que publiées dans un journal, ou ayant le caractère d'article de journal, peuvent jouir de la protection complète, à la condition qu'une défense ait été formellement exprimée et moyennant indication de la source.

Le régime de l'autorisation présumée constitue assurément une restriction à l'exercice du droit des auteurs.

La Délégation belge qui l'a soutenu fournissait pour arguments à l'appui de son maintien :

« Cette restriction répond aux vœux des corporations intéressées ; elle est » justifiée par les intérêts mêmes des auteurs journalistes. La reproduction » de leurs articles par d'autres journaux est, en effet, la meilleure récompense de leur travail intellectuel et la plus désirée. En affirmant et en » fortifiant leur autorité et leur mérite, elle sert leurs intérêts pécuniaires » autant que leurs intérêts moraux. Elle intéresse les journaux auxquels ils » collaborent et auxquels la reproduction de leurs articles, avec la mention » de la source bien entendu, fait une réclame. Elle sert enfin les intérêts du » public, car un grand nombre de journaux, disposant de peu de ressources, » surtout parmi les journaux locaux, seraient d'une insignifiance déplorable » s'il leur était interdit de puiser leurs meilleurs éléments dans la reproduction » d'articles empruntés aux grands quotidiens. La faculté, au surplus, réservée » à l'auteur d'interdire la reproduction de son article par une mention » spéciale sauvegarde son droit en toute hypothèse, même dans le cas fort » exceptionnel où il aurait des raisons spéciales de désirer que l'article ne » soit point reproduit.

» Si, pour reproduire un article de journal, il faut demander préalablement l'autorisation de l'auteur, si cette autorisation ne peut être *présumée* en l'absence d'une interdiction, dans la pratique des choses elle ne sera » guère demandée ; les exigences croissantes d'actualité dans le journalisme » moderne n'en laisseraient pas le temps. Et la reproduction n'aurait pas » lieu au grand dam du triple intérêt que nous venons de rappeler. »

Comme il s'agit d'une restriction, elle ne peut être étendue au delà des termes qui la consacrent :

1° Elle ne s'applique point aux œuvres artistiques : la Délégation belge, appuyée par la Délégation suédoise, avait proposé de l'appliquer aux *dessins*. La Conférence constata que c'eût été « une restriction à laquelle on n'avait pas songé jusque là ». La proposition fut retirée ;

2° La reproduction n'est autorisée que d'un journal en un autre journal.

Déjà en 1896, le rapport avait énoncé : « La commission pense que, bien que cela ne soit pas dit expressément, la reproduction qui peut avoir lieu ainsi en l'absence de réserve est la reproduction dans d'autres journaux ou recueils. On ne pourrait publier sans l'autorisation de l'auteur un volume composé d'une série d'articles. »

L'application du droit commun est aujourd'hui formellement affirmée : « Il n'est point permis de reproduire en tiré à part, en brochures ou en volumes, sans l'autorisation des auteurs, leurs articles parus dans les journaux. »

C'est une précision, non une innovation.

La disposition ne pourra être davantage appliquée aux articles publiés dans des recueils.

Le texte nouveau réagit à cet égard sur les errements anciens :

Si la restriction se justifie lorsqu'il s'agit de reproduction de journal à journal, il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de recueils périodiques.

« Aucune des raisons professionnelles qui font que le journaliste accorde la présomption de son consentement à la reproduction de ses articles de journaux, à défaut de réserve, ne s'applique aux articles de recueils périodiques. D'autre part, on chercherait en vain un motif juridique quelconque qui autorise à réglementer différemment le droit d'auteur sur une œuvre littéraire d'après qu'elle aura été publiée ou isolément ou dans un recueil périodique. L'identité de l'œuvre entraîne l'identité du traitement. Dès lors il n'est pas admissible que le droit de l'auteur doive être restreint par une obligation de réserve ou d'interdiction s'il publie son œuvre dans un recueil, alors que son droit sur la même œuvre ne comporte aucune restriction ni aucune réserve s'il la publie isolément, en tiré à part ou en brochure ⁽¹⁾. »

Aucune mention de réserve ne sera plus nécessaire pour les articles de recueils : c'est un progrès.

Que faut-il entendre par journal, puisque les recueils périodiques se trouvent écartés ?

D'après l'étymologie, un journal est ce qui paraît jour par jour ou au jour le jour. Si nous ne nous attachons pas strictement à ce terme et admettons qu'il y a des journaux hebdomadaires, mensuels, il faudra cependant s'arrêter au caractère propre de ces publications, dont la caractéristique est le but d'information : le journal fait connaître, dit l'Académie, « les nouvelles politiques, scientifiques et littéraires, les articles nouveaux ». Il contient le compte rendu d'événements, des faits, fussent-ils purement scientifiques, mais postérieurs aux numéros précédents. « Le journal est toute publication destinée à tenir le lecteur au courant de ce qui se passe dans le domaine dont sa publication s'occupe. »

La Convention de 1886 énonçait que l'interdiction devait être expresse, et, s'il s'agissait d'un article publié dans un recueil, l'interdiction pouvait être faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

On a voulu éviter une mention générale, qui deviendrait de style, mais le libellé n'a rien de sacramentel ⁽²⁾.

La Convention n'indique pas en quelle langue doit être formulée la réserve : le principe général étant qu'aucune formalité ne doit être remplie

(1) Mémoire de la Délégation belge.

(2) ROTHLSBERGER, p. 225.

dans le pays d'importation, nous trouvons là une première raison de nous attacher à la langue du pays d'origine.

Mais une raison pratique plus forte appuie cette solution : les États unionistes emploient huit langues en trois écritures.

Comment faire suivre chaque article de journal de réserves en tous ces idiomes. C'est pour ce motif que le problème a été tranché en notre sens par la jurisprudence anglaise ⁽¹⁾.

A défaut d'interdiction, un article de discussion politique publié dans un journal peut être librement reproduit dans un autre journal, mais il faut indiquer la source. A la demande de la Délégation italienne, il a été entendu en 1896 que la mention de la source comprend « non seulement l'indication du journal où l'article a paru, mais aussi celle du nom de l'auteur si l'article est signé ».

Quelle sera la conséquence, si un article de ce genre est reproduit sans cette indication? On peut soutenir qu'il y a là une reproduction non autorisée ou une contrefaçon, puisque la condition par laquelle la reproduction était licite n'a pas été remplie.

Un législateur peut juger cependant que cette conséquence strictement logique est trop rigoureuse et qu'il suffit d'une amende ou même d'une réparation civile.

Dans chaque pays, on sera libre de procéder comme on le jugera bon.

L'expression française « la sanction de cette dernière obligation » est une reproduction plus concise de la formule *les conséquences légales de la violation* de cette obligation. Il a été entendu que l'on pourrait y substituer, dans la traduction officielle, les mots soulignés, qui ont exactement le même sens que celui de sanction.

Ces différents points réglés, l'on ne trouvait plus à régler que la manière de la reproduction des nouvelles du jour, simples informations de presse sans caractère littéraire.

La matière sortait comme telle du domaine de la Convention : La formule qui figure à cet égard dans l'Acte doit être étudiée sous l'empire de cette considération que le rapport de la Commission tint à acter expressément : « Nous déclarons seulement que la protection de la Convention ne s'y applique pas, parce que cela ne rentre pas dans le droit d'auteur. Il peut s'élever à ce sujet des questions commerciales, mais elles sont en dehors de notre domaine. »

Il faut distinguer, en effet, entre la partie intellectuelle et la partie commerciale d'un journal. La première appartient au domaine du droit d'auteur; tout ce qui est littérature dans un journal doit être protégé par les lois et les conventions sur la propriété littéraire et artistique; tout ce qui est une

(1) *Royal Court of justice de Londres*, 6-7 mai 1908. *Droit d'auteur*, 1908, p. 79. Cfr. étude *eod loco.*, 1908, p. 30.

simple information doit être nettement séparé. Le droit commun en matière de concurrence déloyale doit ici trouver son application ⁽¹⁾.

C'est ainsi qu'il eût été fâcheux d'introduire dans la Convention des dispositions relatives aux communications télégraphiques et téléphoniques et de décider, par exemple, qu'elles ne pourraient être reproduites que dans un délai de vingt-quatre heures. Cette défense eût d'ailleurs rencontré des difficultés de preuve extrêmement délicates.

Nous avons signalé les tentatives d'extension de la Convention et le vœu émis par la Délégation belge en ce qui concerne la répression du pillage d'informations.

Les informations de toute nature sont un élément important dans la presse moderne. Elles nécessitent, pour être recueillies et pour être transmises, des frais et des sacrifices considérables.

Leur valeur ne réside pas dans la forme sous laquelle elles sont présentées : elles sont le plus souvent publiées, à raison des nécessités d'une transmission rapide et d'une publication immédiate, sans être revêtues d'une empreinte personnelle au rédacteur qui se borne à faire office de greffier, mais ont entraîné des débours plus considérables que telle étude documentée d'un écrivain de renom.

Il semble contraire à la justice que l'éditeur qui a recueilli ces renseignements ne possède de ce chef aucun droit privatif, aucun droit de propriété.

Certaines associations de journalistes avaient préconisé une disposition assurant à ceux qui publient les premiers une information la propriété exclusive de celle-ci pendant vingt-quatre heures.

Mais comment créer un monopôle au profit de l'un des témoins souvent nombreux, d'un fait publié ; comment établir la priorité de l'information ? N'est-il pas aussi nombre de cas où l'intérêt général exige qu'une information reçoive la plus large publicité ?

Ce qu'il faut atteindre, c'est la concurrence déloyale, le « démarquage », la *piracy*, le vol des dépêches ⁽²⁾.

L'article 9 ne contient aucune restriction conventionnelle au droit des auteurs par la suppression d'un régime plus favorable qui serait consacré par les lois internes.

Lorsque le paragraphe 2 dit : « si la reproduction n'en est pas expressément interdite », il va de soi que cette interdiction peut résulter d'une disposition des lois internes. Bien plus, en ce qui concerne les faits divers, le paragraphe 3 a soin de dire que c'est la protection « de la présente convention » qui ne leur est pas accordée.

(1) Voyez DUPLAT, *Le Journal*, pp. 54 et suiv.

(2) Cour de Paris, 16 nov. 1893. D. 1894, II, 217. — Cass. française, 23 mai 1900, *Ann. prop. ind.*, 1902, p. 79. Naples, 14 sept. 1898, *Droit d'auteur*, 1898, p. 132.

III — PROTECTION CONTRE LES APPROPRIATIONS INDIRECTES (art. 10-12).

§ 1^{er}. — *Chrestomathies*.

La Convention affirme le droit de l'auteur sur son œuvre en ce qui concerne la reproduction. Si des conventions particulières s'occupaient antérieurement des chrestomathies, c'était ordinairement pour restreindre le droit des auteurs dont les écrits sont insérés dans ces recueils et qui a été consacré par la Convention.

A défaut d'une disposition spéciale maintenant les dispositions des conventions actuellement existantes, celles-ci seraient donc devenues sans application. L'article 20 maintient en effet seulement les arrangements particuliers conférant aux auteurs des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union ou non contraires à la Convention. Les accords sur cette matière sont cependant maintenus.

C'est la seule raison d'être de cet article introduit en 1886.

Mais on ne peut en aucun cas le considérer comme instituant une autorisation d'opérer des emprunts ou une reconnaissance du principe que ces emprunts ne constitueraient pas une restriction au droit de l'auteur ⁽¹⁾.

L'absence d'accord, malgré les tentatives faites en 1884, où un texte avait même été adopté, a empêché la réglementation du droit d'emprunt.

On n'est point parvenu ici à relever le minimum de protection assuré aux auteurs par une codification internationale.

Le droit pour les législations internes de ne point consacrer le droit absolu de l'auteur reste donc maintenu sur ce point : la Convention n'autorise ni défend, elle s'abstient de statuer, elle a tranché la question d'une façon « purement abstentionniste ».

La question demeure du domaine des législations internes et des arrangements particuliers.

La Conférence n'a même pas cru pouvoir subordonner la faculté d'emprunt à ce que « les emprunts soient faits sans aucune modification ».

Le droit d'emprunt continuera donc à subsister là où il existe et permettra même, sans consentement de l'auteur, la création d'œuvres nouvelles, de recueils qui pourront jouir eux-mêmes, le cas échéant, d'une protection spéciale à raison du plan qui les aura inspirés.

A côté de ces emprunts — qu'il ne faut point confondre avec la reproduction des articles de journaux, que la nature des œuvres reproduites différencie — se placent les citations : Elles amènent à des emprunts de moindre importance, en vue de corroborer une thèse, de fournir un exemple. Elles constituent l'ornement d'un texte, le témoignage documentaire. L'article 10 ne parle pas des citations, parce qu'il n'a pas été contesté qu'un droit existait partout à ce sujet.

(1) Cfr. SOLDAN, *Rev. du droit*, p. 498. LAVOLLÉE, *Conf. de Berne*, p. 24.

Mais il sera malaisé parfois de mesurer et peser le caractère réel de l'emprunt, de discerner si la citation n'invoque pas la critique comme un simple prétexte. C'est une question de fait ⁽¹⁾.

La disposition relative au droit d'emprunt vise, mentionne seulement, aux termes de l'article 10, les œuvres littéraires et artistiques.

Nous croyons cependant que l'on ne pourrait invoquer cette émunération pour interdire aux législations et aux traités le droit de statuer également en ce qui concerne les chrestomathies et les citations d'œuvres musicales : l'article 10 ne réglant pas cette matière, le champ reste libre.

A Berne, lors de la première Conférence, les plénipotentiaires allemands défendirent énergiquement un amendement aux termes duquel l'insertion de compositions musicales dans les recueils destinés à des écoles de musique, par application du droit de citation ou chrestomathies, serait interdite : cette proposition ne fut admise. Toutes les conventions antérieures à 1886 comprennent les œuvres musicales dans l'expression œuvres artistiques et littéraires, sans former pour celles-ci une section à part ⁽²⁾.

Les lois internes et les conventions fixeront donc les droits des auteurs.

Les emprunts et citations resteront licites là où le législateur ne croira pas devoir étendre la protection dans des textes qui permettent de les interdire.

Le droit d'emprunt continuera donc à subsister en faveur des commentateurs, études critiques et autres travaux.

Il subsistera dans les limites et sous les conditions de cette liberté : Ainsi, en Allemagne, les citations d'œuvres littéraires ne sont licites qu'à la condition de ne pas déformer l'œuvre, les œuvres musicales peuvent être transcrites, mais toute citation d'œuvre artistique est formellement interdite.

La France reconnaît, au contraire, le droit de citation graphique. (Civil Seine, 28 octobre 1903. *Ann. Pataille*, 1903, p. 314.)

§ 2. — ADAPTATIONS, ARRANGEMENTS, ETC.

Dès 1878, les appropriations indirectes — que, par une terminologie d'importation récente, le langage juridique français comprend sous le terme générique d'adaptations — avaient été dénoncées et condamnées ⁽³⁾.

L'adaptation, dans la matière spéciale qui nous occupe, est, selon la définition de M. L. Ulbach, « l'arrangement — ou le dérangement — de l'œuvre primitive en vue de l'adapter aux goûts ou aux aptitudes d'un autre

(1) Voir *Jurisprudence française*, citée par POUILLET, pp. 511 et 512.

(2) Les lois française et belge ne prévoient pas expressément la citation des œuvres musicales, mais la jurisprudence l'admet en principe. Seine, 25 mars 1865. — Namur, 19 janvier 1895. — *Journ. Trib.*, 1895, p. 363.

(3) Voir Mémoire de Jules Claretie. *Bulletin de l'Ass. art. et littéraire*, 1879, n° 4.

public. C'est l'arrangement particulier, personnel, qui prend la substance de l'œuvre sans en prendre la forme ».

L'adaptation prend place entre la contrefaçon déguisée et la transformation qui fait disparaître complètement l'œuvre. Elle constitue une œuvre susceptible de protection spéciale ⁽¹⁾.

La Conférence de 1884 se bornait à interdire les « arrangements de musique ». La Conférence de 1885 étendit le domaine des prohibitions, se bornant à faire figurer le terme « adaptations » à titre d'exemple et visant d'une façon générale toute appropriation indirecte.

La Conférence de Paris, à défaut d'un accord unanime des Délégations, n'avait point réussi à consacrer dans le texte même de la Convention « ce qu'elle considérait, non comme une *innovation*, mais une *interprétation* », que la « dramatisation » d'une œuvre pouvait être considérée comme constituant une appropriation indirecte. Cette disposition, par suite de l'opposition de la Grande-Bretagne, a dû figurer dans la déclaration interprétative ⁽²⁾.

La même opposition ne s'est plus produite en 1908 : il a été possible d'insérer cette « interprétation », avec une légère addition (*d'une nouvelle ou d'une poésie*) cette ajoute a pour conséquence d'étendre la disposition à la transformation d'un écrit quelconque en pièce de théâtre ou réciproquement.

La portée du second alinéa de l'article 10 ancien avait donné matière à critiques.

Il ne pouvait, pour rester conforme à l'esprit de la Convention, signifier autre chose ; que ceci : les tribunaux de chaque pays devaient apprécier en fait s'il y avait ou non appropriation. Si la pièce était ou non tirée du roman : le pouvoir d'appréciation et naturel et nécessaire, les auteurs étant assez portés à se plaindre d'un plagiat.

Avec cette portée, la disposition était inutile. Mais elle devenait dangereuse si elle permettait cette interprétation que le juge, constatant qu'une pièce a bien été tirée d'un roman, aurait pu se refuser à admettre la réclamation, parce que sa loi y était contraire. « Ici, la Convention doit primer la loi interne. Sans doute, si, d'après les dispositions constitutionnelles d'un pays, la Convention n'a pas été incorporée dans la législation, si la législation intérieure n'a pas été modifiée dans le sens de la Convention, le juge ne peut appliquer que sa loi, mais il y aura un juste motif de plainte contre son Gouvernement qui ne se serait pas mis en mesure de faire respecter sur son territoire la Convention qu'il a signée » ⁽³⁾.

(1) D'après l'article 2, alinéa 2, de la Convention, les appropriations dont il est question ici sont protégées comme ouvrages originaux sans préjudice des droits de l'auteur de l'œuvre originale.

(2) La loi anglaise interdisait de tirer un roman d'une pièce de théâtre, mais non une pièce de théâtre d'un roman — sauf à ne point publier la pièce.

(3) Rapport de la Conférence de Berlin.

IV. — PROTECTION DES ŒUVRES MUSICALES ET DRAMATICO-MUSICALES
(art. 14).

L'article 14 de la Convention assure à l'auteur étranger le bénéfice du traitement national et le protège ainsi à l'égal des nationaux contre la représentation ou l'exécution publique non autorisées de son œuvre.

On pourrait donc estimer qu'il était superflu de consacrer à cette matière un article spécial.

Une modification a été apportée au second alinéa de l'article 9 de la Convention de 1886 pour tenir compte de la réforme opérée en ce qui concerne le droit de traduction : L'auteur est désormais protégé contre la représentation publique non autorisée de la traduction de son ouvrage aussi longtemps que dure le droit sur l'œuvre originale.

La durée de protection accordée à la traduction ne peut plus désormais entrer en ligne de compte.

La Convention rangeant en principe la traduction parmi les œuvres protégées, la conséquence logique en est que le traducteur possède notamment le droit de représentation publique de la traduction, sous réserve des restrictions apportées à son droit par celui de l'auteur original.

S'il a traduit l'œuvre sans l'autorisation nécessaire, il pourra être poursuivi par l'auteur pour la publication de la traduction comme pour la représentation qu'il en donnerait. Cela ne le prive pas du droit qu'il aurait de poursuivre celui qui se serait approprié sa propre traduction pour la publier ou la faire représenter.

Cela résulte de l'assimilation de la traduction à une œuvre originale. Cette solution s'imposait déjà par application de l'article 6 de la Convention de 1886, dont l'alinéa 1^{er} dit que les « traductions licites sont *protégées comme des ouvrages originaux* ». On ne parle que de la *reproduction* non autorisée et non du *droit de représentation*, de la protection de *l'auteur original* contre la représentation publique non autorisée de la traduction, mais cela importe peu, puisque la traduction est protégée comme un ouvrage original.

La Conférence de Paris avait adopté, le 1^{er} 1906, le vœu :

II. Il est désirable que les législations des pays de l'Union fixent les limites dans lesquelles la prochaine Conférence pourrait adopter le principe que les œuvres musicales publiées doivent être protégées contre l'exécution non autorisée, sans que l'auteur soit astreint à la mention de réserve.

Ce vœu reçoit satisfaction par la suppression de la mention de réserve.

Cette suppression d'une formalité qui était prévue et autorisée par la Convention « se présente comme un retour au droit commun. Les autres droits dérivés du droit principal, le droit de traduction et le droit de représentation, étant garantis sans condition spéciale, il n'existait aucun motif

doctrinal pour maintenir cette exigence par rapport au droit d'exécution, tout aussi digne de respect ⁽¹⁾ ».

La Conférence de Paris avait dû ajourner cette réforme, parce qu'elle avait rencontré l'opposition absolue de certaines Délégations. Celles-ci « avaient fait valoir notamment que l'opinion publique n'admettrait pas dans leurs pays que, en l'absence de réserve expresse, l'auteur ou ses agents pussent entraver l'exécution publique de ses œuvres musicales dans certaines circonstances (concerts donnés sans aucune préoccupation de lucre, exécution d'œuvres musicales par des sociétés populaires, par des étudiants, des corps de musique militaires); on ne contestait pas qu'il y eût un progrès à réaliser, mais le progrès semblait dépendre d'un travail préliminaire à faire par les législateurs nationaux, parce qu'il y avait lieu de tenir compte des habitudes spéciales à certains pays ⁽²⁾ ».

S'il est vrai que l'on rentre dans le droit commun, — comme l'administration allemande le constate, et comme le rapport le rappelle, — on aurait pu s'abstenir d'insérer dans la Convention le nouveau texte du paragraphe 3 et se borner à la suppression pure et simple de la disposition ancienne.

On a été au delà pour marquer nettement l'abandon d'une très ancienne pratique et parce que, d'autre part, il faut qu'il soit bien entendu que la mention de réserve ne peut être exigée dans le pays où la protection est réclamée en vertu de la Convention, lors même que la loi de ce pays la prévoit encore pour les nationaux.

La disposition nouvelle de l'article 14 a un effet immédiat : les propriétaires d'œuvres musicales non munies de mentions de réserves ne pourront se prévaloir de la possession de celles-ci pour exécuter ces œuvres sans le consentement de l'auteur. L'absence de mention n'a jamais été considérée comme un abandon au domaine public. C'était une formalité qui se trouve supprimée. Les renonciations ne se présument pas.

Les législations internes régleront la matière des sanctions.

La Délégation britannique se préoccupa de la situation des personnes qui, sous l'empire d'anciennes habitudes, croiraient, de bonne foi, pouvoir exécuter des œuvres musicales sur lesquelles elles ne verraient pas de mention de réserve. Il a été répondu que la Convention obligeait de protéger les auteurs sans spécifier la forme de la protection.

Chaque pays peut tenir compte des circonstances dans lesquelles les infractions se produiront et graduer les peines suivant les circonstances. La seule chose qu'il ne pourrait faire légitimement serait de distinguer suivant que les œuvres à protéger seraient nationales ou étrangères, la même protection devant être assurée à toutes.

Un progrès notable se trouve donc réalisé; « toutefois, il ne faut pas que les compositeurs de musique dont le droit se trouve ainsi mieux affirmé

(1) Propositions du Gouvernement allemand.

(2) Rapport de la Conférence de Berlin. Voir *Actes de Paris*.

croient que, désormais, leurs œuvres ne pourront plus être exécutées publiquement dans le territoire de l'Union sans leur autorisation », dit le rapport à la Conférence. Ils ont à compter avec les législations nationales, qui peuvent, dans des conditions déterminées, autoriser cette exécution et qui ont le droit de se prononcer sur la sanction à donner au droit d'exécution et, le cas échéant, sur les restrictions jugées nécessaires pour éviter des entraves aux habitudes musicales d'un pays ⁽¹⁾.

« En ce qui concerne ces restrictions, — écrit M. Osterrieth, un des délégués allemands ⁽²⁾, — il n'est pas douteux que chaque pays a le droit de statuer que des exécutions d'un genre déterminé, par exemple des concerts de bienfaisance, ne tombent pas sous le coup du droit du compositeur. »

D'autre part, l'exposé du projet de loi de ratification au Parlement français rappelle « qu'il a été bien entendu que l'article 11 n'affecterait pas les législations particulières qui autorisent les représentations et exécutions publiques sans le consentement de l'auteur dans un but de bienfaisance ou de philanthropie ⁽³⁾ ».

Sous l'empire du texte ancien, cette interprétation était soutenue par M. Dunant.

Mais elle avait pour adversaires MM. Darras ⁽⁴⁾ et M. d'Orelli, qui enseignaient ⁽⁵⁾ que le dernier alinéa de l'article 9 du traité d'union était une mesure de minimum d'unification. La mettant au regard de l'article 7 de la loi suisse, ce dernier disait : « Si l'auteur a pris soin de déclarer expressément qu'il interdit expressément l'exécution publique de son ouvrage, il semble que le versement des 2 % de la recette n'est point capable de suppléer à son défaut de consentement. »

« Néanmoins une disposition légale rendant le droit d'exécution illusoire serait contraire à l'esprit de la Convention », dit M. Osterrieth ⁽⁶⁾.

C'est indiscutable.

En ce qui concerne la Belgique, l'article 16 de la loi du 22 mars 1886 consacre le droit absolu de l'auteur en matière d'exécutions publiques.

(1) Citons, par exemple, la disposition de l'article 27 de la loi allemande du 19 juin 1901 sur le droit d'auteur : « Le consentement de l'ayant droit n'est pas nécessaire pour les exécutions publiques d'une œuvre musicale éditée qui ne sont pas organisées dans un but d'exploitation et auxquelles les auditeurs peuvent prendre part gratuitement. Au reste, des exécutions semblables non consenties par l'ayant droit sont permises dans les cas suivants : 1° lorsqu'elles ont lieu dans des fêtes populaires, à l'exception des fêtes musicales ; 2° lorsque les recettes sont destinées exclusivement à une œuvre de bienfaisance et que les exécutants n'obtiennent aucune rétribution pour leur coopération ; 3° lorsqu'elles sont organisées par des sociétés dont les membres seuls, y compris leur famille, sont admis comme auditeurs. Ces dispositions ne s'appliquent pas à la représentation scénique d'un opéra ou d'une autre œuvre musicale accompagnée d'un texte.

(2) RAPPORT AU CONGRÈS DE COPENHAGUE, *Bulletin de l'Assoc. art. et litt.*, n° 28, p. 49.

(3) Chambres des députés, document 2402, session 1909, p. 13.

(4) *Journal de droit international privé*, 1892, p. 823.

(5) *Ibid.*, 1891, p. 306.

(6) *Loc. cit.*

V. — PROTECTION DES OEUVRES ARTISTIQUES AU REGARD : *a*) DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE MÉCANIQUES (art. 13); *b*) DE LA CINÉMATOGRAPHIE (art. 14).

Il est peu de dispositions de la Convention de Berne qui aient fourni plus ample matière à controverses que le chiffre 3 du Protocole de clôture.

Son interprétation trouvait en conflit les revendications des artistes et celles des fabricants, mettait aux prises la propriété artistique et la propriété industrielle.

Il n'est pas douteux que, au moment où les plénipotentiaires introduisaient en 1885 cette disposition dans la Convention, ils avaient en vue de protéger ces instruments de musique mécanique dont la Suisse avait le quasi-monopole de fabrication et de vente, et en faveur desquels ce pays avait fait introduire dans divers traités de commerce une disposition consignée d'ailleurs dans la loi nationale suisse.

Mais il serait cependant contraire à la réalité des faits de soutenir que les seuls instruments de mécanique connus à cette époque fussent les boîtes à musique, orgues de barbarie, montres à carillons et autres pièces d'industrie plutôt horlogère.

L'invention d'Edison remonte à 1877 et fut présentée, à cette date, à l'Académie de France. Les premiers brevets furent sollicités en 1878.

Le phonographe n'avait pas atteint en 1886 sa vogue : il était jusqu'alors l'objet d'expériences scientifiques ou récréatives. C'est dans ces limites qu'il était connu et exploité.

Postérieurement à 1886 se développa, dans des proportions extraordinaires, l'industrie de fabrication d'organes interchangeables, permettant de varier à l'infini le répertoire des anciens instruments de musique mécanique. Ce furent d'abord les cartons, disques perforés pour acolians et pianolas. Bientôt, le gramophone et le phonographe cessèrent d'être des instruments de cabinets de physique et de pure démonstration scientifique, d'innombrables rouleaux et cylindres empruntèrent tout le répertoire, au fur et à mesure de l'apparition de toute œuvre nouvelle; et les fabricants revendiquèrent pour ces appareils l'application du chiffre 3 du Protocole.

Ce n'était plus désormais l'industrie suisse qui se trouvait intéressée à réclamer vis-à-vis des auteurs la libre disposition de ce que seule elle considérait jadis comme une matière première indispensable : c'étaient l'industrie française et allemande, c'étaient des intérêts économiques considérables qui réclamaient une protection : fabricants contre auteurs.

Signalons tout d'abord les divers terrains sur lesquels porta la controverse, et les divergences qui existaient relativement à la portée à attribuer à ce chiffre du Protocole, lors de l'ouverture des travaux de la Conférence de Berlin, dans la doctrine et la jurisprudence :

1° La disposition du Protocole doit-elle être considérée comme *interprétative* des textes de la Convention qui la précèdent et a-t-elle comme

unique portée de déclarer que la fabrication et la vente des instruments de musique mécaniques ne sont point interdites aux termes de cette Convention, chaque nation restant libre, au surplus, de légiférer à l'intérieur sur cette matière?

Doit-on, au contraire, y trouver une disposition *restrictive* du droit des auteurs?

2° Si la disposition est restrictive, vise-t-elle tous les instruments de musique mécaniques, cette expression désignant tous ceux à l'aide desquels on peut reproduire mécaniquement des airs de musique, ou seulement ceux connus en 1886 ou auxquels les négociateurs de l'époque avaient pu vraisemblablement songer (boîtes à musique, orgues de barbarie, carillons à musique ou instruments analogues, à organes non interchangeables)?

3° Vise-t-elle les seuls airs de musique ou également les sons-paroles?

Ajoutons enfin que, par extension de la thèse « que le chiffre 3 laissait aux pays contractants le droit de légiférer sur la matière de reproduction sonore par instruments mécaniques » l'opinion fut défendue en Allemagne « que la loi interne pourrait, sans aller à l'encontre de la Convention, autoriser les exécutions au même titre que la reproduction ». Cette opinion invoquait une phrase du rapport de la Commission de 1886 (Actes p. 55) : « Vu la difficulté qu'il y a à régler la question de la reproduction sonore, la Commission propose que la Conférence ne se prononce pas sur la question de savoir si l'exécution publique d'une œuvre musicale au moyen d'un des instruments mentionnés au chiffre 3 est ou non licite. »

Vainement l'on avait tenté de mettre fin aux controverses lors de la Conférence de Paris.

Les tentatives des auteurs à ces fins furent poursuivies dans des termes qui étaient plutôt de nature à confirmer la thèse des fabricants, à savoir que le chiffre 3 du Protocole autorisait expressément certaines adaptations. Les compositeurs de musique demandaient, en effet, que « dans la rédaction de la Convention il soit bien spécifié que l'article 3 du Protocole de clôture de ladite Convention, *qui crée un privilège en faveur des fabricants d'instruments de musique*, ne doit pas s'appliquer à la fabrication et à la vente de bandes de cartons perforés et autres objets similaires, indépendants de l'instrument, se vendant à part, lesquels ne sont qu'une forme d'édition musicale ».

La Conférence de Paris n'étant pas parvenue à un accord, la question revint entière devant la Conférence de Berlin.

Il semble que l'interprétation du chiffre 3 du Protocole, sous l'empire de laquelle la majorité des Délégués a délibéré, est la suivante :

1° Il fallait tout d'abord repousser la prétention de la libre exécution d'œuvres musicales par instruments musicaux. (Cfr. Cour de Bruxelles, 29 décembre 1905. *Pas.*, 1907, t. I, p. 184. — Chimay, 18 septembre 1908. *Droit d'auteur*, 1909, p. 37. — Corr. Seine, 24 novembre 1877. *Le Droit*,

30 novembre 1877. — Cass. française, 21 juillet 1881. DALLOZ, 1881, I, p. 391. Lyon, 14 novembre 1900.)

2° Le chiffre 3 constitue non une disposition *interprétative*, mais une disposition *restrictive* du droit des auteurs. Il s'applique à tous les instruments mécaniques ;

3° La restriction qu'il contient se limite aux seuls *airs* de musique, soit aux œuvres exclusivement musicales, sans paroles ⁽¹⁾.

C'est ce qu'avaient décidé les Cours d'appel de Paris et de cassation de France (1^{er} février 1905 et 24 juillet 1908. — *Gazette des Tribunaux*, 6, 7 août 1908. — *Gazette du Palais*, 5, 6, 7 août 1908) ⁽²⁾.

En ce qui concerne la jurisprudence contraire, celle des tribunaux allemands s'était, dans le principe, prononcée dans le sens « interprétatif » (tribunal de l'Empire, 24 février 1899. Droit d'auteur 1901, p. 5) amenant bientôt le législateur à user de la liberté lui réservée pour édicter la loi du 19 juin 1904.

L'Italie avait adopté la même solution, soit celle du maintien exclusif du droit des auteurs (Cour de Florence, 1^{er} juillet 1905. Civil Milan, 8 février 1906 et 27 juillet 1906. *Droit d'auteur*, 1906, pp. 59 et 103; 1907, p. 32. Cassation Turin, 5 décembre 1908. *Ibid.*, 1909, p. 27).

La Conférence de Berlin tout d'abord a tenu à affirmer que, interprétative ou déclarative, la disposition du chiffre 3 ne pouvait aller au delà des seuls airs de musique.

« Pour les airs de musique, — dit le rapport, — une certaine dérogation a été introduite par le Protocole de clôture de 1886, mais cette dérogation ne peut avoir d'effets au delà des termes du texte qui l'établit. Les *airs de musique* ne comprennent pas des paroles, même accompagnées de musique. Et la portée de l'expression est encore fixée par ce fait qu'en 1886 on avait en vue principalement les boîtes à musique, les orgues de Barbarie, qui ne reproduisaient que des airs de musique. »

Visant expressément l'arrêt de la Cour de Bruxelles du 29 décembre 1905 ⁽³⁾, le rapport continue :

« Aussi, avons-nous constaté avec regret que des tribunaux se sont quelquefois mépris à ce sujet.

(1) « La loi a autorisé les fabricants de phonographes à s'installer gratuitement à la table des musiciens; cela ne leur permet pas, après avoir déjeuné chez ceux-ci, d'aller dîner chez les poètes. » POINCARÉ, *Plaidoirie devant la Cour de Paris*.

(2) « Notre proposition tend à supprimer le privilège établi par le chiffre 3 du Protocole de clôture », dit l'exposé à l'appui des propositions du Gouvernement allemand. Le rapport de M. Renault parle de l'immunité accordée par la Convention de Berne.

(3) *Pas.*, 1907, I, 181. « La Cour de cassation de Belgique a, par arrêt du 2 mai 1907, rejeté le pourvoi pour des motifs spéciaux, le dispositif de l'arrêt se trouvant soutenu par des constatations de fait, « même à supposer que la Cour d'appel ait étendu à tort l'article 5 » précité aux paroles, au lieu de le restreindre à la musique ». Ainsi la Cour suprême de Belgique ne s'est pas prononcée sur la question, tout en ne s'appropriant pas les motifs de l'arrêt d'appel. » Rapport de M. Renault.

» Nous tenons à affirmer que la Convention de Berne n'a pas à être modifiée pour que les auteurs de paroles soient protégés contre la reproduction de ces paroles par un phonographe ou un gramophone; que l'article 13 de notre Convention, qui parle *d'œuvres musicales*, doit être entendu dans le même sens que le Protocole de 1886 qui parle des airs de musique. La reproduction des paroles avec ou sans musique est en dehors des prévisions de notre projet.

» Nous avons tenu à donner ces explications, parce qu'on aurait pu s'étonner du silence du projet sur une partie aussi importante de la matière. La disposition de l'article 13 sur les œuvres musicales *laisse intacte la question relative à la reproduction ou à l'exécution de morceaux de chant, de morceaux littéraires; elle doit être résolue par les principes généraux de la Convention* ⁽¹⁾ ».

La Conférence avait donc à régler uniquement la question de l'adaptation des *airs* de musique aux instruments de mécanique.

Il ressortait des délibérations tenues avec les représentants de l'industrie des instruments mécaniques en Allemagne que l'industrie se trouvait entre les mains de deux groupes : d'un côté, quelques grandes maisons qui disposent de capitaux considérables; de l'autre, un groupe nombreux de fabricants d'une situation plus modeste et qui redoutaient que la grande industrie ne se créât, par des traités particuliers à conclure avec les compositeurs les plus en vue et avec les éditeurs de musique, un véritable monopole et qu'ils ne fussent ainsi privés de tout moyen d'utiliser, dans leur fabrication, les compositions d'actualité.

C'est dans ces circonstances que l'Administration allemande essaya de concilier les parties. L'exposé soumis à la Conférence porte :

« Ces considérations, dont un État soucieux des intérêts économiques des nationaux doit nécessairement tenir compte, ont amené le Gouvernement impérial à vous proposer un système transactionnel : Le droit exclusif du compositeur de transcrire son œuvre sur des instruments de musique mécaniques et d'exécuter l'œuvre au moyen de ces instruments serait reconnu en principe. Mais il lui serait imposé en même temps l'obligation d'accorder à tous les fabricants qui le demandent une licence, à un prix équitable, dès qu'il aura donné une autorisation à l'un d'eux. Le compositeur aurait donc toute liberté d'accorder ou de refuser une autorisation à celui qui la demande le premier. Mais lorsqu'il aura donné une licence il n'aura pas le droit de la refuser à d'autres ou de leur faire des conditions impossibles ⁽²⁾. »

(1) Rapport de M. Renault au nom de la Commission.

(2) Exposé de M. Osterrieth à l'appui de la proposition de l'administration allemande :

« PROTOCOLE DE CLÔTURE N° 2. — *Les auteurs d'œuvres musicales, ou leurs ayants cause, auront, dans les pays de l'Union dans lesquels leurs œuvres sont protégées par la présente Convention, le droit exclusif : a) de transcrire ces œuvres sur des parties d'instruments de*

Cette proposition ne fut pas admise : Elle aurait maintenu dans la Convention, à titre impératif, une disposition restrictive du droit des auteurs.

Les pays qui, comme l'Italie, se refusaient à reconnaître le caractère restrictif au chiffre 3 ancien n'auraient pu l'admettre davantage que ceux qui avaient, dès 1895, poursuivi la suppression de l'immunité et du privilège des fabricants.

La situation antérieure, pour partie *de droit*, pour partie *de fait*, fut modifiée.

L'adaptation des airs sans paroles avait été autorisée par le chiffre 3.

Cette autorisation disparaît.

Mais il pouvait être insuffisant de supprimer l'autorisation ; on y substitua une défense : défense d'adapter les œuvres musicales, avec ou sans paroles, ceci à l'adresse de ceux qui auraient prétendu maintenir la controverse antérieure.

L'Union avait commis une faute en 1886, à tout le moins en acceptant un texte ambigu.

Donc on rechercha le moyen de ménager la transition, d'accorder une satisfaction aux industriels dans les pays qui croiraient devoir souscrire à leurs demandes.

La règle de protection fut proclamée, mais elle ne rentre pas dans le minimum obligatoire pour tous les signataires de la Convention. Il leur est permis d'y déroger, mais seulement en ce qui concerne leur territoire, par les réserves et conditions qu'ils jugeront convenables.

En quoi ces réserves et conditions prévues pourront-elles consister ?

Le législateur de chaque pays est libre de les fixer en s'inspirant des circonstances locales : elles pourront restreindre le droit des auteurs, mais non l'abolir ; il eût été sinon inutile d'inscrire dans la Convention le principe du premier alinéa.

Le texte des propositions primitives soumises par le Gouvernement allemand fournit un exemple des systèmes qui se concilieraient avec l'esprit qui inspire la transaction : Elles prévoyaient que lorsqu'un auteur aurait utilisé l'adaptation de son œuvre sur des instruments de musique mécaniques, il serait obligé d'accorder la même autorisation à tout tiers, moyennant une équitable indemnité. La législation de chaque pays devait fixer les

musique servant à reproduire mécaniquement les œuvres musicales ; b) d'autoriser leur exécution publique au moyen de ces instruments.

» Lorsque l'auteur aura utilisé ou permis d'utiliser l'œuvre dans les conditions sus-indiquées, toute personne tierce pourra, en offrant une indemnité équitable, réclamer le droit de transcription et d'exécution publique définis sous les lettres a) et b) de l'alinéa précédent.

» Il est réservé à la législation intérieure des pays de l'Union de déterminer la manière en laquelle le montant de l'indemnité sera fixé dans les cas litigieux. »

règles pour l'établissement de cette indemnité. C'est le système de la licence obligatoire ⁽¹⁾.

Le texte actuel de la Convention aboutit ainsi au même résultat que si elle avait interprété le texte primitif avec la portée que certains lui attribuaient : droit réservé à chacun des pays de réglementer la matière.

Il est à observer cependant que la réglementation restrictive autorisée peut porter désormais non plus seulement sur l'adaptation, mais aussi sur l'exécution par instruments mécaniques.

Le droit absolu des auteurs en ce qui concernait l'exécution paraissait, jusqu'en 1908, hors de toute atteinte au regard du chiffre 3 du Protocole. Nous ressentons ici les effets de la législation allemande qui revendiquait, en cette matière, le droit de réglementation et de réserves pour les législations internes.

Ses délégués signalèrent à la Conférence qu'il est des instruments de musique — de fabrication plus spécialement allemande — dont l'acquisition implique nécessairement l'usage en public : tels les orgues et les orchestrons des salles de danse.

La Convention s'est ralliée, toujours dans la même pensée de transaction, à la proposition qui lui était faite, estimant préférable de subir dans certains pays l'éventualité de conditions et de réserves, au prix de la reconnaissance du principe inséré dans le premier paragraphe de l'article (littera *b*), que de maintenir l'incertitude et les controverses que suscitait la déclaration allemande.

Les réserves et conditions sont facultatives. Le texte l'indique clairement « *Des réserves... POURRONT* ». Elles doivent être stipulées expressément, le principe de protection est formel. Aussi longtemps que dans l'un des pays signataires il n'aura pas été pris de dispositions contraires à la faveur de la liberté qui a été réservée, les auteurs jouiront de la plénitude de leurs droits, et l'article 13 de la Convention sortira son entière application.

Mais il ne faudrait pas cependant, pensons-nous, passer à l'extrême ce principe et décider que les lois antérieures, telles la loi française de 1866, la loi allemande de 1901, la loi anglaise de 1906, la loi monégasque se trouvent abrogées par le fait de la Convention et que le législateur devrait user d'une déclaration expresse pour en maintenir à l'avenir les effets. La portée de la Convention est de réserver la liberté des États signataires, de leur permettre, avant tout, de maintenir ce qui existe à titre de temporairement en ce qui concerne les *airs de musique*.

(1) Il fut signalé, à cet égard, qu'il existerait une réelle difficulté d'établir des principes uniformes pour le calcul du montant de la redevance : le système de la redevance proportionnelle était combattu par les fabricants, qui indiquaient que le prix fixé pour la vente n'a aucun rapport avec la valeur de l'œuvre musicale : celui-ci provient principalement de la personnalité et de l'importance de l'artiste qui a interprété devant l'appareil et de la perfection technique de la reproduction.

Le texte nouveau de l'article 13 dit « les œuvres musicales », tandis que le texte ancien du chiffre 3 disait « les airs de musique ».

Il ne faudrait pas en conclure toutefois que les restrictions autorisées par les alinéas 2 et 3 peuvent s'appliquer à une matière plus étendue qu'antérieurement et atteindre les mélodies vocales, les airs avec paroles.

Il résulte clairement des travaux préparatoires, des déclarations échangées à la Conférence, du rapport de M. Renault que la Conférence a seulement admis la constitution d'un domaine public par le maintien, à la disposition de tous, de ce que le chiffre 3 du Protocole y avait fait entrer, et cela après avoir reconnu que le texte de 1886 ne s'appliquait qu'aux airs sans paroles ⁽¹⁾.

Les réserves et conditions fixées par un pays sont sans influence en dehors des limites de ce pays. Il a été bien entendu que l'on ne pourrait soutenir que des œuvres licites en vertu d'une législation licite elle-même au regard de la Convention emprunteraient à cette circonstance un caractère qui devrait faire reconnaître ces œuvres licites sur tout le territoire de l'Union. Les conditions et réserves ont un effet purement territorial.

Mais *sur ce territoire* les réserves et conditions concernant les airs sans paroles, peuvent atteindre les œuvres des étrangers au même titre que celles des nationaux ⁽²⁾.

Sans doute, les fabricants avaient réclamé qu'il en fût autrement, invoqué la divergence de régime, invoqué les difficultés d'application résultant la saisie aux frontières. Ces considérations ne furent point accueillies, et l'on répondit que la situation ne serait pas différente de celle qui existe en matière « d'éditions partagées ».

L'article 13, alinéa 3, a déjà fourni matière à controverses en ce qui concerne la rétroactivité.

Les fabricants qui se seront précédemment soustraits aux redevances qu'ils auraient dû payer au compositeur resteront-ils dans la suite, et pour les éditions futures des œuvres ainsi appropriées par eux, exempts de toute redevance?

Constatons tout d'abord que la question ne peut se poser que dans les limites restreintes suivantes, limites qui sont fixées rigoureusement par la combinaison des trois éléments ci-après :

1° *Ouvres musicales*, et non les œuvres littéraires et dramatico-musicales;

2° Pays où la législation antérieure (soit la loi interne ou l'interprétation

⁽¹⁾ Voir CONFORME, *Rapport de M. Reinach*, p. 33.

⁽²⁾ Voir REINACH, *Rapport*, p. 39, note.

de la Convention) autorisait ces adaptations des œuvres *musicales* et les considérait comme *licites*;

3° Et exclusivement, en ce qui concerne la circulation de ces adaptations, dans les limites du territoire de ces pays.

Ceci bien déterminé, il paraît résulter de la disposition de l'alinéa 3 qu'il faut entendre par « œuvres adaptées » non pas les exemplaires des œuvres, les éditions elles-mêmes, mais la production créée par le musicien telle qu'elle a fourni la matière à l'adaptation.

Lorsque la Convention parle en d'autres endroits des œuvres artistiques et littéraires, elle a toujours en vue la production de l'auteur, même s'il ne l'a point encore publiée, s'il n'en existe aucun exemplaire.

Et dès lors, lorsque l'alinéa 4 vise les adaptations faites par application de l'alinéa précédent, il ne faut pas comprendre par là uniquement les disques ou cylindres fabriqués à la date d'octobre 1910, mais tous les exemplaires qui dans certains pays continueront à être fabriqués, les nouvelles éditions même fournies par des interprétations ou des adaptations ultérieures de ces œuvres.

La France a voulu préserver son industrie de l'effet rétroactif de la disposition nouvelle. Elle a voulu conserver à celle-ci une « matière à adaptations » et non pas jusqu'à la date d'octobre 1910, mais sans délais stipulés. C'est ainsi qu'a été maintenue une sorte de domaine public en faveur des industriels qui avaient d'abord sollicité le régime de la liberté absolue, ensuite celui de la licence obligatoire. « Il fut nettement spécifié — dit l'exposé des motifs à la Chambre des députés de France — que les *airs de musique* qui antérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention auraient été adaptés aux instruments de musique seraient considérés comme tombés dans le domaine public ⁽¹⁾. »

Les œuvres musicales adaptées avant octobre 1910 se trouvent donc soustraites du bénéfice de l'article 13, alinéa 1 nouveau, dans les limites de cette adaptation, et l'auteur ne recouvre point, en vertu de cette disposition, ses pleins droits sur les œuvres musicales : « C'est certainement une

(1) Doc. 2402, p. 16. Séance du 25 mars 1909. Cfr. Rapport de M. Reinach. Doc. 3226, p. 34. Séance du 17 mars 1910.

M. Jules de Borchgrave, dans sa brochure sur *Les résultats de la Conférence de Berlin*, p. 15, interprète cependant la disposition en ce sens qu'il faut entendre « œuvres » dans le sens d'exemplaires.

M. Taillefer interprète le texte de la disposition dans notre sens, mais en affirmant « que ce n'est pas, évidemment, ce qu'ont voulu les signataires » (?)

Le Congrès de Copenhague admet qu'il s'agit des œuvres, mais limite sa disposition aux *beat possidentes*. (*Droit d'auteur* 1909, pp. 96 et 99.)

M. Poinsard, directeur du Bureau de Berne, dit : « tout morceau de musique utilisé licitement avant la mise en vigueur de l'Acte élaboré à Berlin demeurera acquis à la libre reproduction mécanique ». (*Annales des sciences politiques*, mars 1910, p. 235.)

infraction au droit strict du compositeur » — reconnaît l'exposé des motifs cité plus haut, — « mais, ajoute-t-il, on peut lui faire observer que, sous l'empire de la Convention de 1886, il en eût également été dépossédé et que, par conséquent, son sort n'a pas empiré. »

Sans nous prononcer sur la valeur de l'argument, nous devons retenir la constatation.

Dans cette interprétation, ce ne sont pas seulement les fabricants qui se sont servis d'une œuvre déterminée, qui pourraient s'en servir encore, mais tous les fabricants.

Mais, d'autre part, l'on ne pourra perdre de vue que cette disposition maintient les effets d'un texte restrictif aux droits des auteurs et doit, dès lors, être strictement interprétée.

Elle exige donc que l'œuvre ait été l'objet d'une adaptation non seulement licite mais *effective*.

Elle ne s'étend pas au delà des limites de cette adaptation. L'œuvre adaptée sous l'interprétation d'un artiste pourra sans doute être adaptée à nouveau avec l'interprétation d'un autre artiste. Mais on ne pourrait conclure de la reproduction d'un fragment d'une œuvre au droit de reproduire l'œuvre tout entière, ni *a fortiori* toutes celles de ce même auteur, de les modifier, de les transformer, de reprendre l'œuvre originale parce qu'elle a fait l'objet d'un arrangement ou d'un « pot pourri », de conserver une œuvre composée de paroles et musique parce qu'on l'a adaptée sans les paroles.

En outre, l'article 13, alinéa 3, constitue une dérogation au principe posé par l'alinéa 1.

Ce sera donc au fabricant, à l'importateur, au débitant qu'incombera la preuve que l'œuvre fait partie du domaine public concédé aux fabricants dans ce pays, à raison d'une adaptation licite avant octobre 1910.

Quelle sera, à défaut de réserves insérées dans notre loi interne, la portée de cette disposition en ce qui concerne la Belgique?

Si l'on adopte la jurisprudence consacrée par la Cour de cassation et si l'on admet dès lors que le chiffre 3 du Protocole, dérogeant à la loi du 22 mars 1886, autorisait l'adaptation en Belgique des airs de musique des auteurs ressortissant aux autres pays de l'Union, adaptés avant la mise en vigueur (au plus tard le 1^{er} octobre 1910, art. 28 et 29) de la Convention.

A. Conserveront leur caractère *licite* les adaptations d'airs de musique sans paroles ;

B. Devront, au contraire, être considérées comme *illicites* :

1^o Toutes les adaptations de paroles, avec ou sans musique ;

2° Toutes les adaptations d'œuvres, *quelles qu'elles soient*, opérées postérieurement à la mise en vigueur de la Convention ;

3° Continueront à être illicites, les adaptations d'œuvres quelconques qui ne ressortissaient pas de l'Union (roumaines, russes, hollandaises, etc., ou encore belges adaptées en Belgique par des Belges) ;

4° Continueront à être illicites, tous arrangements et transformations d'airs de musique opérés sans le consentement des auteurs et adaptés ensuite à des instruments de musique mécaniques ;

5° Continueront à être illicites, toutes exécutions publiques non autorisées d'airs de musique par instruments mécaniques.

B. — *Cinématographie.*

Le premier alinéa de l'article 14 est conforme aux principes généraux qui réservent aux auteurs d'œuvres artistiques et littéraires le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la reproduction et la représentation publiques de ces œuvres, d'en former la matière d'appropriations indirectes.

Une simple adjonction aux énumérations des articles 2 et 12 eût pu à cet égard suffire, s'il n'avait semblé préférable de ranger sous un même texte tout ce qui se rapporte à une invention bien moderne ⁽¹⁾.

Le second alinéa vise le cas où l'œuvre reproduite ou représentée n'est pas une œuvre artistique ou littéraire, ayant une existence propre, antérieure, et dont le cinématographe consigne la représentation en vue d'un autre mode de reproduction, mais une création originale, une manifestation scénique en vue d'un enregistrement cinématographique.

L'auteur imagine un sujet, dispose des scènes, règle les scènes, les mouvements, les trucs.

Il existe là une manifestation d'un travail intellectuel créateur.

(1) Le cinématographe a été inventé par Skladanowsky, qui présenta, en juillet 1895, son appareil « Bioscope » au *Wintergarten*, à Berlin. (Voir *Schweizer Photographenzeitung*, du 3 février 1909, article de M. F. Hansen.)

Cette invention industrielle a fourni des résultats dont l'importance est considérable.

Une seule usine française fabrique 100,000 mètres de film par jour.

M. Ch. Pathé évalue à 500 millions le chiffre des recettes annuelles que réalisent les cinématographes et fixe la part pour la France dans ces recettes à environ 40 millions.

Il s'est constitué deux sociétés, ayant chacune leur personnel et leur théâtre, en vue de l'exécution de scénarios d'auteurs en renom par des acteurs de premier ordre : Le *Film d'art*, dirigé par MM. Lavedan et Le Bargy, et la *Société cinématographique des auteurs et gens de lettres* qui a groupé un grand nombre des écrivains et des artistes les plus célèbres.

Combinant le phono et le ciné, le phono-ciné a résolu un nouveau progrès : Il établit une concordance rigoureuse absolue entre le développement du film sur le cylindre denté, du disque sur le gramophone. Un organe appelé chef-d'orchestre commande le départ simultané et rétablit la concordance si elle vient à fléchir pour une cause quelconque.

L'article 2 déclare comprendre dans l'expression œuvres littéraires et artistiques « les pantomimes dont la mise en scène est fixée par écrit ou autrement ». L'article 14 est en réalité un rappel de cette disposition : Que l'auteur fournisse un plan ou un scénario en vue d'une exécution par un mécanisme muet, qu'il songe ou non au complément que le même y apportera par son interprétation, il fournit œuvre de l'intelligence. Il suffit que le fond lui appartienne.

Si la projection cinématographique est, en l'absence de dialogue, impuissante à reproduire, dans toutes ses finesses et ses nuances, l'analyse de caractères, l'étude psychologique auxquelles se serait livré l'auteur d'une œuvre dramatique, elle peut, tout en ne reproduisant que des scènes mimées d'ordre purement matériel, constituer une représentation, si elle fait revivre devant les yeux du spectateur, à l'aide du développement de tableaux successifs, l'œuvre de l'auteur. Il en est surtout ainsi en matière de féerie, de pantomime ou d'opéra, avec mise en scène, qui se prêtent particulièrement à la projection cinématographique.

Un auteur ne peut revendiquer un droit exclusif de propriété sur une idée prise en elle-même, celle-ci appartenant, en réalité, au fonds commun de la pensée humaine. Mais la composition du sujet, l'arrangement et la combinaison des épisodes, présentant une idée sous une forme concrète et lui donnant la vie, constitue une création sur laquelle un auteur dramatique peut prétendre à un droit de propriété privative. Celle-ci consiste, en dehors de la forme matérielle qu'il donne à cette conception, dans l'enchaînement des situations et des scènes, dans la composition du plan, comprenant un point de départ, une action et un dénouement. Que les personnages parlent au moyen de la combinaison du cinématographe et du phonographe ou qu'ils ne parlent pas, il y a là une œuvre dramatique d'un certain genre qu'on ne doit pas pouvoir s'approprier impunément. Toute atteinte portée à ce monopole d'exploitation, sous quelque forme qu'elle se dissimule, constitue la contrefaçon ⁽¹⁾.

Pour compléter le rapprochement établi entre productions cinématographiques et les autres œuvres littéraires et artistiques, il y avait lieu d'introduire ici une disposition analogue à celle de l'article 2, alinéa 2. Un roman a été utilisé pour combiner les scènes d'un cinématographe ; si ce travail a été fait sans le consentement du romancier, cela constitue une contrefaçon.

Néanmoins, il n'y a pas de raison pour qu'un concurrent s'approprie impunément le travail du contrefacteur. C'est ce qui a été dit plus haut relativement aux traductions.

(1) Civ. Seine, du 7 juillet 1909.

L'article 14 n'est pas autre chose que l'application du droit commun et des principes posés par la Convention.

Ce qui précède s'applique également aux procédés analogues à celui de la cinématographie, quels que soient le développement que prendra cette industrie et les moyens inventifs dont elle disposera ; cela explique le dernier alinéa de cet article.

Les productions cinématographiques seront donc protégées obligatoirement comme œuvres littéraires ou artistiques, lorsqu'elles offriront un caractère personnel et original.

Elles seront envisagées en elles-mêmes et non dans leur mode d'exécution.

Elles bénéficient de toutes les dispositions relatives à la contrefaçon, les appropriations indirectes, les reproductions partielles, les citations.

Mais ces productions pourront aussi, dans certains cas, être considérées non dans leur ensemble, comme une *série* de pellicules, mais dans leurs éléments constitutifs, soit des photographies isolées, et comme telles revendiquer une autre protection. Ainsi, si une pellicule était préparée isolément comme cliché, ce serait une œuvre de la photographie. Elle serait autorisée à réclamer comme telle le bénéfice de l'article 3.

Elle serait en ce cas admise au régime que consacrent les lois internes, tant au regard de l'organisation et de l'étendue de la protection que de la durée.

La Convention ne pouvait régler le sort des productions cinématographiques, abstraction faite d'un auteur ayant fait œuvre personnelle et originale.

L'article 14 ne peut donc viser les bandes films cinématographiques comme tels, abstraction faite du sujet qu'ils représentent et en considération uniquement du travail matériel de fabrication.

La cinématographie d'une scène, d'un cortège dépourvu de création originale, ne sera pas protégée en vertu de l'article 14 ni, éventuellement, de l'article 3. Mais la protection sera dans ce cas celle que le photographe aurait dans des conditions analogues pour le cliché qui sert à produire ces films : nous rentrons dans la matière de la concurrence déloyale.

Ainsi que nous le disions relativement aux télégrammes, aux disques et cylindres de phonographes, il serait souhaitable que chaque pays organise une protection spéciale de cette propriété d'une nature particulière.

CHAPITRE VI.

Poursuites et moyens de sanction.

§ 1^{er}. — POURSUITES.

L'article 15 règle des questions de procédure et non des conditions ou des formalités à l'observation desquelles la protection serait subordonnée.

L'article 4, alinéa 2, de la Convention consacre la suppression de tout lien entre la situation juridique de l'œuvre dans le pays où la protection est réclamée et la situation dans le pays d'origine. Il devait, dès lors, avoir pour conséquence de rendre superflue la production de certificats relatifs aux formalités dans le pays d'origine.

Le troisième alinéa de l'article 14 ancien était donc destiné à disparaître.

Les deux alinéas reproduits de l'article 14 ancien établissent des présomptions permettant de protéger l'auteur sans que celui-ci soit tenu d'indiquer son vrai nom ou de justifier quelle est la personnalité que couvre le pseudonyme qu'il a choisi.

A défaut de cette disposition, l'éditeur devrait, en cas de procès, faire la preuve que son droit lui vient régulièrement de l'auteur, produire le contrat. Ainsi serait, en toutes contestations, dévoilé le nom de l'auteur.

Le texte ne prescrit pas en détail ni d'une façon limitative comment le nom de l'auteur ou celui de l'éditeur doit être indiqué, ni en quel endroit : au bas de la dédicace ou de la préface, à la fin de l'ouvrage, etc.

La mention que l'auteur ou l'éditeur appose sur l'œuvre *vaut titre*, procure au demandeur présomption de la qualité, oblige la partie adverse à fournir une preuve contraire. Elle simplifie la procédure et fortifie la position de celui qui est en possession.

La disposition de l'article 15 est de droit impératif et prime toutes autres dispositions relatives à la preuve dans les législations nationales.

Lorsque l'œuvre a paru sous le vrai nom de l'auteur, la présomption profite à celui-ci, et l'éditeur devra établir son droit dérivé. Lorsque l'œuvre est anonyme ou pseudonyme, l'auteur devra au contraire justifier de son titre et établir la preuve de ses droits.

Si l'œuvre ne portait aucune mention ni d'auteur ni d'éditeur, elle n'en jouirait pas moins de protection ⁽¹⁾. C'est le cas pour un grand nombre d'œuvres artistiques.

(1) Voir : *Des moyens de prouver l'existence du droit d'auteur selon la Convention de Berne*. DROIT D'AUTEUR, 1899, p. 50.

L'article 13 n'a pas pour objet d'imposer une formalité, mais de consacrer une facilité ⁽¹⁾, une *juris presumptio*. L'auteur peut y renoncer, mais lorsqu'il a apposé sur l'œuvre un nom d'auteur ou d'éditeur, la justification à fournir en cas de poursuites devient particulièrement aisée.

Lors donc que l'œuvre sera « complètement anonyme, la preuve du droit d'auteur sera fournie par toutes voies de droit ⁽²⁾ : le demandeur ne bénéficiera pas d'une des dispositions favorables et efficaces de la Convention, mais il ne sera pas livré sans défense à la piraterie ⁽³⁾.

En conséquence du principe général posé dans l'article 4, alinéa 2, et de la suppression du 3^e alinéa de l'article 11 de la Convention de 1886, les auteurs n'ont plus à fournir aucune justification de l'accomplissement des formalités qui seraient exigées dans le pays d'origine, pour établir leur qualité et être admis devant les tribunaux des divers pays de l'Union.

Mais se trouvent-ils dispensés de fournir la caution *judicatum solvi*?

La Convention ne règle que la nature et l'étendue de la protection accordée — non la procédure et les formes qu'elle doit revêtir.

Les formalités visées sont celles qui concernent l'œuvre elle-même et non les actes de poursuites.

Autre chose est le droit d'être protégé, autre chose celui de réclamer devant les tribunaux sa protection due.

La matière de la caution *judicatum solvi* a fait l'objet d'autres conventions internationales ⁽⁴⁾.

§ 2. — SANCTIONS.

La Convention d'union a laissé à chacun des États contractants le soin de déterminer les sanctions des atteintes portées au droit des auteurs. Elle se borne à accorder le droit de saisie là même où des peines ne sont pas prévues.

Les législations internes seront donc appliquées : certaines autorisent les poursuites d'office (loi italienne de 1882, art. 35, France. Cf. Pouillet, n° 625). D'autres exigent la plainte préalable (Belgique 1886, art. 26; Suisse 1883, art. 13).

Peu de pays édictent des peines corporelles contre le contrefacteur. L'Espagne prévoit cependant l'emprisonnement de un à quatre mois (art. 552 Code pénal). La sanction la plus générale est l'amende ⁽⁵⁾.

(1) CONTRA, Cour de Milan, 10 janvier 1899; *Ibid.*, p. 54.

(2) WAUWERMANS, *Le droit des auteurs*, pp. 199 et 200.

(3) Rouen, 3 août 1891, *Pas.* 1893, p. 94, POUILLET, n° 880, WEISS, II, p. 251.

(4) Convention de La Haye du 14 novembre 1896, signée par la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse; adhésions ultérieures de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège.

(5) Voir ROTH LISBERGER, *Berner Uebereinkunft*, pp. 260 et 264. *Droit d'auteur*, 1904, pp. 15, 17 et suiv.

La plupart des pays admettent la confiscation des objets contrefaisants ou du produit de la contrefaçon : elles prévoient soit la destruction, soit l'attribution à l'auteur lésé des objets contrefaits : la vente n'en pourrait être opérée sans son consentement, puisqu'elle constituerait une nouvelle lésion de ses droits.

Si l'article 16 considère la saisie comme une mesure facultative, ce n'est pas au regard des pays de l'Union mais des intéressés. Ceux-ci peuvent recourir ou non à la saisie. S'ils entendent user de cette faculté, la législation des pays unionistes doit leur fournir les moyens d'y procéder.

Chacune doit fixer les formes de la saisie et les autorités compétentes : c'est ainsi qu'elle pourrait être abandonnée aux autorités administratives, fiscales, douanières. La liberté des pays unionistes n'existe que sur les formes et non sur le principe ⁽¹⁾. Le rapport à la Conférence de Berlin tranche en ce sens les interprétations contradictoires qui s'étaient produites ⁽²⁾.

Les saisies peuvent être opérées non seulement au moment de l'importation, mais à l'intérieur, si la législation intérieure du pays l'autorise.

L'Acte additionnel de Paris a supprimé à cet égard les mots « à l'importation », mais la Délégation britannique a signalé que si dans une colonie la saisie à l'intérieur n'était pas admise aux termes de la loi en vigueur, on ne pourrait reprocher au Gouvernement une inexécution de la Convention.

L'intéressé a le droit de faire saisir partout *au moment* de l'importation *et après*, mais dans les formes et par les autorités que les pays unionistes mettent à sa disposition.

La contrefaçon doit être appréciée au regard de la législation du pays où la mesure est sollicitée.

Une œuvre licitement reproduite dans un pays de l'Union peut constituer une contrefaçon dans un autre pays plus respectueux du droit des auteurs.

Ce sera le cas lorsqu'une œuvre dépourvue de protection dans le pays d'origine à raison d'inaccomplissement de formalités revendiquera cependant dans un autre pays le bénéfice de l'article 4, alinéa 2 ⁽³⁾. Ou encore des adaptations sur instruments mécaniques licites dans un pays par application de l'article 13, alinéa 2.

De même pour les éditions partagées ⁽⁴⁾.

Des contrefaçons d'œuvres unionistes confectionnées dans un pays de l'Union en vue de l'exportation dans un pays non unioniste, où elles seraient licites, devraient être saisies ⁽⁵⁾.

La saisie pourra être réclamée pendant toute la durée accordée pour la poursuite des contrefaçons.

(1) La Délégation britannique a signalé que la saisie ne pouvait être opérée que par les autorités douanières aux termes de la *Customs consolidation act*.

(2) D'ORELLI, *Droit d'auteur*, 1889, p. 14 et *eod. loco*, 1895, p. 164. SOLDAN, p. 49.

(3) Anvers, 24 mai 1898. *Pas.* 1898, III, 121. *Droit d'auteur*, 1898, p. 103.

(4) Appel, Bruxelles, 6 octobre 1897. *Pas.* 1897, II, 401. *Droit d'auteur*, 1898, p. 8.

(5) *Droit d'auteur*, 1890, p. 90.

La saisie doit comprendre tous les exemplaires de l'œuvre contrefaite : elle ne doit pas se limiter à un exemplaire qui peut suffire parfois au cas différent de saisie descriptive.

Elle ne *doit* pas comprendre les produits de la contrefaçon ni les instruments capables de la produire : ce n'est pas une confiscation.

Les législations internes peuvent autoriser toutes saisies conservatoires, descriptives, toutes saisies-confiscations.

En vertu du principe fondamental de la Convention de Berne, l'assimilation de l'auteur unioniste à l'auteur national, les auteurs ont le même recours légal contre toute atteinte à leurs droits que si l'atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs nationaux ⁽¹⁾.

§ 3. — DROIT DE POLICE DE CHAQUE ÉTAT.

La Convention de Berne a pour objet le règlement de droits et d'intérêts privés; elle ne touche en rien au droit de police de chaque Gouvernement, à la liberté de la presse, etc. Il était, en réalité, inutile de s'expliquer à ce sujet.

La Convention ne pouvait limiter le droit de police des Gouvernements : Ceux-ci ne pouvaient se dessaisir d'une émanation de leur droit de souveraineté. Ils devaient rester libres d'interdire, vis-à-vis des étrangers comme vis-à-vis de leurs nationaux, la circulation, l'exposition, la représentation de tout ouvrage qu'ils jugeraient contraires à la morale, à l'ordre public, constitutifs de dangers ⁽²⁾.

La disposition de l'article 17 est d'ordre public et non restrictive de la protection internationale.

La protection due au droit de l'auteur ne le garantit pas contre la peine qu'il encourt s'il commet quelque délit envers la société.

Mais de ce que la publication, la vente, l'exécution, la représentation sont déclarés illicites, l'auteur n'est point dépossédé de son droit et n'est pas privé de l'action en contrefaçon. La législation anglaise confond à cet égard le droit de l'auteur et le caractère délictueux de l'œuvre, lorsqu'elle refuse toute action pour contrefaçon des œuvres immorales, séditionnelles, diffamatoires : la législation française n'admet pas cette exception, « qui n'arriverait qu'à favoriser la propagation des mauvais livres ⁽³⁾ ».

(1) Cf. *Droit d'auteur*, 1904, p. 15.

(2) Certains chants nationaux ou révolutionnaires ont été interdits : Louis XIV interdit le *Ranz des vaches*, parce qu'il provoquait des désertions dans la garde suisse; l'Empire interdit la *Marseillaise*, le Gouvernement russe, le *Chant polonais*.

(3) RENOARD, I, p. 239; II, p. 96. — POUILLET, n° 532.

CHAPITRE VII.

Rétroactivité.

Seules échappent à l'application de la Convention, les œuvres qui, au moment de sa mise en vigueur, sont tombées dans le domaine public par expiration de la durée de protection dans le pays d'origine.

C'est l'application du nouveau principe des articles 4, alinéa 2, et 7, alinéa 2.

En conséquence, il n'y aura pas lieu de rechercher si une œuvre est tombée dans le domaine public dans le pays d'origine à raison d'omission de certaines conditions ou formalités, ou si, à raison de cette omission, elle ne pouvait bénéficier de la protection conventionnelle sous le régime de la Convention de Berne.

Mais l'on devra s'attacher à l'examen de l'élément d'expiration de durée.

Une œuvre tombée dans le domaine public dans le pays d'origine où la protection était de trente années *post mortem* ne pourra plus rentrer dans le domaine privé si la durée de protection est portée à cinquante ans pendant la période de vingt années qui suit ce décès.

Il en serait autrement si le décès de l'auteur remontait à moins de trente ans au moment de cette revision de la loi.

« La règle s'applique notamment au droit de traduction assimilé par l'article 8 du projet au droit de reproduction. Si une œuvre a été publiée depuis moins de dix ans lors de l'entrée en vigueur de la Convention, elle bénéficiera de la protection nouvelle; si elle a été publiée depuis plus de dix ans et qu'en vertu de la Convention des traductions aient été publiées licitement dans le pays où la protection sera réclamée, la disposition de l'article 8 ne pourra être invoquée contre les traductions; en dehors de cela, l'auteur aura le bénéfice de la nouvelle disposition ⁽¹⁾. »

L'adoption de la Convention de Berne substituait un régime de protection au régime de liberté de reproduction de certaines œuvres, qui existait jusqu'à ce moment.

Des reproductions licites sous le régime antérieur pouvaient se trouver en cours d'exécution : fallait-il arrêter les tirages commencés, interdire la vente d'une édition jusqu'alors licite, interrompre le cours des représentations? La Convention devait « surprendre un état de fait qui ne serait pas partout conforme aux principes qu'elle proclame ».

L'article 14 ancien a proclamé le principe que la Convention s'appliquait

(1) RENAULT, Rapport, article 18.

à toutes les œuvres non tombées dans le domaine public, sous les réserves des modalités à déterminer par les législations internes.

Certains pays ont pris, à cet égard, des mesures spéciales ⁽¹⁾.

Puisqu'il s'agit de modalités destinées uniquement à tempérer l'application des règles nouvelles vis-à-vis d'intérêts légitimes dans une certaine mesure, ces mesures ne peuvent viser que l'utilisation des exemplaires fabriqués ou en fabrication et des appareils servant à cette fabrication. Mais on a considéré comme excessive l'interprétation de la Grande-Bretagne, admettant que « si des instruments de reproduction ont été confectionnés avant la loi nouvelle, il pourra en être fait indéfiniment usage ⁽²⁾ ».

Les règles de 1886 continuent à subsister.

On aura encore à envisager la question de rétroactivité dans tous les cas de nouvelles accessions à l'Union : le bénéfice de cette accession profitera aux œuvres déjà publiées dans les pays autres que le pays adhérent ; le pays pourra, dans les termes de l'article 18 ci-dessous, régler la situation transitoire, mais non prétendre que les œuvres non protégées jusque là sur son territoire sont à considérer comme y étant tombées dans le domaine public.

Ainsi, si la Hollande entrait dans l'Union, toute œuvre hollandaise qui jouirait encore du délai de protection de sa loi locale serait protégée dans les autres pays unionistes dans les conditions indiquées plus haut, et réciproquement ce pays serait tenu de protéger, dans les mêmes conditions, les œuvres unionistes non encore tombées dans le domaine public chez elles « par l'expiration de la durée de protection ».

En dehors de cette éventualité, il est des cas d'application immédiate que crée le régime nouveau.

Est désormais protégée toute une catégorie d'œuvres dépourvues autrefois de protection sous l'ancien régime.

Telles sont notamment :

Les œuvres à l'égard desquelles l'auteur avait omis de remplir les conditions et formalités ;

Les œuvres nouvellement admises à la protection conventionnelle (photographies, œuvres d'architecture, œuvres d'art industriel.

(1) *Dispositions législatives spéciales concernant l'exécution des Conventions de Berne et Paris.*

ALLEMAGNE. — Loi du 4 avril 1888 ; décrets impériaux, 11 juillet 1888 et 29 novembre 1897.

BELGIQUE. — Arrêté royal, 15 novembre 1887.

GRANDE-BRETAGNE. — Ordonnance, 28 novembre 1887,

ITALIE. — Décret royal, 15 janvier 1898.

(2) RIVIERE, p. 192.

Il est juste de faire observer que l'alinéa 3 du nouvel article 18 continue à conférer aux États contractants la faculté de prendre toutes les mesures propres pour ménager la période transitoire.

De même les dispositions transitoires restent applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union. Les pays qui entrent dans l'Union peuvent avoir besoin de prendre ces mesures transitoires au même titre que les pays qui en faisaient partie antérieurement.

Qui bénéficiera de la prolongation de protection au cas où l'auteur n'est pas resté le titulaire du droit?

Cette question doit être résolue par la recherche des conventions des parties, l'examen des circonstances.

La Convention d'Union ne contient pas, en effet, une disposition analogue à celle de la loi belge aux termes de laquelle (art. 39) la prorogation des droits exclusifs bénéficiait au domaine public lorsque les auteurs ou héritiers avaient antérieurement cédé, et un tiers avait acquis, tout ce qui était protégé au moment du contrat.

En cas de silence absolu des contrats, les commentateurs estiment que les auteurs et leurs héritiers doivent avoir le pas sur leurs concessionnaires : quelques généraux que soient les termes d'une convention, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter et ils doivent être interprétés et réglés en égard aux lois en vigueur à l'époque à laquelle elles ont traité ⁽¹⁾.

C'est aux législations internes ou traités particuliers qu'il appartient de régler la situation.

Mais ce ne pourrait être dans le sens de l'article 39 de la loi belge en attribuant ces droits au domaine public.

Supposons que l'auteur d'une œuvre publiée dans un pays où le droit de traduction est protégé pendant cinquante ans *post mortem* ait, dix ans après la publication de celle-ci, cédé l'exercice de tous ses droits à un éditeur d'un autre pays de l'Union, sans qu'aucune traduction ait été faite pendant cette période de dix années.

Aux termes de l'article 5 ancien de l'Acte additionnel, le droit exclusif de traduction avait cessé d'être protégé au moment de cette cession, et la traduction était licite au regard des ressortissants des pays de l'Union et au regard de la Convention.

Le droit absolu est consacré actuellement par la disposition nouvelle dans toute l'Union.

On pourra discuter qui de l'auteur ou du cessionnaire désormais jouira de ce droit de traduction : on ne pourra, sans aller à l'encontre de la disposition de l'article 18, décider que ce ne sera ni l'un ni l'autre.

(1) POUILLET, n° 161 et note autorité.

CHAPITRE VIII.

**Adhésions partielles et nouvelles à la Convention
et Conventions particulières.**§ 1^{er}. — MODALITÉS D'ADHÉSION.

Le système de ratification pour partie, autorisé par l'article 27, est le produit d'une évolution de la diplomatie moderne, préconisée aux deux Conférences de La Haye.

Afin d'obtenir des résultats sur certains points sans devoir complètement abandonner d'autres, contestés ou délicats, on a renoncé à considérer les arrangements internationaux comme des ensembles à accepter ou repousser en totalité.

Chaque pays peut éliminer de ces pactes les dispositions qui ne lui agréent pas et déclarer qu'il n'entend pas être lié par telle ou telle disposition qui ne lui agréée pas.

Les Etats unionistes peuvent, en ratifiant le texte révisé à Berlin, déclarer vouloir rester régis par les dispositions qu'ils préféreront dans le texte primitif de Berne ou dans l'acte de Paris.

Ce système nouveau a fourni matières à critiques.

Pour bien l'apprécier, il y a lieu de considérer qu'une convention internationale ne peut être modifiée que de l'assentiment de l'unanimité des parties.

Une conférence diplomatique n'est pas un parlement où le vote de la majorité lie la minorité. C'est une réunion de délégués d'Etats également souverains, ayant des droits identiques, mais des intérêts souvent différents, et qui ne peuvent être liés par une règle nouvelle que pour autant que tous l'acceptent.

En 1896, à Paris, l'on fut obligé de faire deux actes distincts :

1^o Un *Acte additionnel* constatant les modifications apportées aux articles 2, 3, 5, 7, 12 et 20 de la Convention et nos 1 et 4 du Protocole de clôture de 1886;

2^o Une Déclaration interprétative de certaines dispositions des Conventions de 1886 et 1896.

L'Acte additionnel a été signé par tous les Etats de l'Union, excepté la Norvège (1). La Suède, qui est entrée dans l'Union depuis la Conférence de Paris,

(1) Le délégué de la Norvège à la Conférence de Berlin a déclaré que « les raisons qui ont motivé l'attitude de la Norvège n'existent plus » et que ce pays était résolu à faire « un double pas en avant ».

n'a pas adhéré non plus à cet Acte. La Grande-Bretagne n'a pas signé la Déclaration interprétative. Il en résulte que l'Union, dite de Berne, embrasse, en fait, deux Unions, l'Union générale basée sur la Convention de 1886 et l'Union restreinte basée sur la Convention de Berne révisée par la Conférence de Paris.

Si la Grande-Bretagne occupe une place à part, en tant qu'elle n'est pas obligée de donner à la Convention l'interprétation formulée dans la Déclaration interprétative, les autres pays de l'Union sont liés par celle-ci, même vis-à-vis de la Grande-Bretagne, de sorte qu'il n'y a pas lieu de parler à ce sujet d'une Union restreinte.

La Conférence de Berlin a proposé la modification d'un très grand nombre de dispositions : sur certaines d'entre elles l'accord unanime ne put être obtenu.

Il fallait prendre l'un des trois partis :

Ou bien maintenir le *statu quo* complet;

Ou bien constituer des *unions restreintes* entre les États constituant la majorité ;

Ou bien autoriser la majorité à faire des réserves, ne point présenter la Convention comme un « tout indivisible ».

Le premier parti eût été sinon un aveu d'impuissance, tout au moins une gêne dans les rapports de certains États dont la législation est plus avancée. C'était renoncer à toute marche en avant, abandonner la propagande de l'exemple.

Le système des Unions restreintes était de nature à amener des complications nombreuses. D'autre part, un nouvel *Acte additionnel* à la Convention de Berne, apportant des modifications à presque tous les articles de cette Convention et, on peut le dire, à tous ceux qui ont quelque importance, présente un aspect un peu bizarre.

Le même résultat en fait que celui de la constitution d'Unions restreintes a été obtenu par la faculté laissée aux États signataires de déclarer, lors de l'échange des ratifications, qu'ils entendent, sur tel ou tel point, rester encore liés par les dispositions des Conventions auxquelles ils ont souscrit antérieurement.

Il permet de réaliser le vœu V de la Conférence de Paris :

V. *Il est désirable que des délibérations de la prochaine Conférence sorte un texte unique de Convention.*

Ce texte ne se substituera sans doute aux textes antérieurs que pour les Puissances qui l'adopteront dans son intégralité. Mais il est permis de prévoir l'avenir où l'abandon de toutes réserves amènera ainsi l'uniformité sans devoir recourir au passage d'une Union restreinte dans une autre moins restreinte.

Les délibérations de la Conférence de Berlin ont eu pour résultat de modifier ou de remplacer les articles 2 à 7, 9 à 12, 14 et 18 de la Convention de 1886, nos 1, 2, 3 et 4 du Protocole de clôture et les dispositions de l'Acte additionnel de Paris.

Les États unionistes peuvent faire des réserves en ce qui concerne les dispositions nouvelles « ne pas suivre », mais ils ne peuvent pas reculer au regard de la situation actuelle : Ainsi un État est actuellement lié par la Convention de 1886 et l'Acte additionnel de 1896 ; il ne veut pas de la règle du nouvel article 8, sur le droit de traduction : il pourra s'en tenir à l'article 5 de l'Acte additionnel de 1896, qui régira ses rapports avec les autres États, mais non pas revenir à l'article 5 de la Convention de 1886.

Les États qui ne ratifieront pas la Convention de Berlin demeureront régis ou par l'Acte de Paris ou par celui de Berne, *d'après que l'un ou l'autre de ces deux actes conventionnels constitue, pour eux, le régime actuel* ; mais ils n'auront aucun choix *entre les deux*. Il est inexact, radicalement et en toute hypothèse, qu'il soit loisible aux États adhérents de choisir, au moment des ratifications, entre le texte nouveau et l'un ou l'autre des deux textes anciens dans leur ensemble.

Au cas de non-adoption du texte nouveau de Berlin, le texte à substituer sur ce point doit être celui de la Convention antérieure, maintenue sur ce point.

Les réserves pourront porter sur certains points déterminés que la Convention de Berlin a modifiés ; elles pourront être faites pour une période transitoire ou concernant une partie du territoire.

On pourrait concevoir un État, ayant adhéré aux Actes de 1886-1896 et de 1896 pour ses colonies, qui souscrirait à la Convention nouvelle pour lui-même, en laissant ses colonies sous le régime antérieur.

On peut donc prévoir les éventualités suivantes ⁽¹⁾ :

- a) Adhésion à la Convention de Berne dans son texte primitif ;
- b) Combinaison de cette Convention primitive avec la déclaration de Paris ;
- c) Application simultanée de la Convention de 1886 et de l'Acte additionnel de 1896 ;
- d) Application partielle de l'Acte de Berlin, certaines innovations étant réservées ;
- e) Adhésion pure et simple à l'Acte de Berlin.

(1) Fr. POINSARD, *La propriété artistique et littéraire et la Conférence de Berlin* (ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES, 1910, p. 226).

Le tableau ci-après indique la concordance entre le texte nouveau de Berlin et les dispositions des Actes de Berne, modifiés à Paris.

CONVENTION DE BERNE REVISÉE A BERLIN.	CONVENTION DE 1886.		ACTE DE PARIS (1896).	
	Acte.	Protocole.	Acte.	Déclaration.
Article 1	1			
— 2, alinéa 1	4	n° 2	Article 2, I A.	
— 2, alinéa 2	6			
— 3		n° 1	Article 2, I B.	
— 4	2		Article 1 ^{er} , I.	1 ^o -2 ^o
— 5				
— 6	3		Article 1 ^{er} , II.	
— 7, alinéas 1-2	2, alinéa 2.		Article 1 ^{er} , I.	
— 8	5		Article 1 ^{er} , III.	
— 9, alinéa 1			Article 1 ^{er} , IV.	
— 9, alinéas 2-3	7		Article 1 ^{er} , IV.	
— 10	8			
— 11	9			
— 12	10			3 ^o
— 13		n° 3		
— 14				
— 15	11			
— 16	12		Article 1 ^{er} , V.	
— 17	13			
— 18, alinéas 1-2	14			
— 18, alinéa 3		n° 4	Article 2, II.	
— 18, alinéa 4			Article 2, II.	
— 19				
— 20	15 et additionnel.			
— 21	16	n° 5		
— 22		5, alinéas 3 et 5.		
— 23		n° 5, alinéa 8.		
— 24	17	n° 6		
— 25	18			
— 26	19			
— 27				
— 28	21			
— 29	20		Article 1 ^{er} , VI.	
— 30				

Le texte nouveau ne se substituera aux textes antérieurs que pour les Puissances qui l'adopteront dans son intégralité; pour celles qui ne l'adopteront pas du tout ou qui ne l'adopteront pas en entier, les textes actuels subsisteront en tout ou en partie.

*Effet de la Convention nouvelle en ce qui touche
les Actes conventionnels antérieurs.*

Cet effet ne pourra se produire que dans les rapports entre les États qui accepteront la Convention nouvelle dans son entier. Quant à ceux qui y resteront étrangers, les rapports entre eux et avec les autres États continueront à être régis par les Actes antérieurs, c'est-à-dire, suivant les cas, par les Actes de 1886 et de 1896, ou par la Convention de 1886 seule.

C'est ainsi que le délégué de la Grande-Bretagne a formellement déclaré, dès le début de la Conférence, qu'il fallait « qu'il fût entendu que, jusqu'au moment où la Grande-Bretagne se trouvera en mesure d'accepter une Convention révisée, les relations entre la Grande-Bretagne et les autres États de l'Union, en ce qui concerne le droit d'auteur, doivent rester sous le régime de la Convention de Berne et de l'Acte additionnel de Paris. »

Quels sont les pays dont il y avait à craindre des réserves?

La Grande-Bretagne en a formulé relativement à la durée de protection.

Mais ce point ne constitue pas, en présence de la rédaction de l'article 7, une matière aux réserves ici prévues.

L'Espagne en a formulé sur deux points : le droit de traduction (art. 8) et l'indépendance des droits. Le Japon n'a repoussé que l'assimilation du droit de traduction au droit de reproduction. La Suède a marqué des hésitations sur le principe de l'indépendance des droits, sur la protection des œuvres d'architecture, sur l'exécution publique des œuvres musicales. En supposant même que l'effort international n'aient pas amené ces trois États à faire le sacrifice de leurs réserves dans l'intérêt de l'œuvre considéré dans son ensemble, il n'y a point à craindre une grande complication résultant de ce fait que, en ce qui concerne les rapports avec l'Espagne, le Japon et la Suède, il faudrait, sur les points réservés par eux, substituer aux dispositions de la Convention nouvelle celles du régime actuel?

D'autre part, la déclaration du délégué de la Norvège permettait d'espérer la ratification pure et simple du texte intégral de la Convention révisée.

En ce qui concerne la Belgique, il n'y a point lieu pour elle d'user de la faculté de l'article 27, ainsi que le constate l'exposé des motifs et que nous l'avons signalé : le pas fait en avant à Berlin par les autres signataires nous laisse encore au premier rang.

§ 2. — ACCESSIONS NOUVELLES.

Le principe est que les États étrangers à l'Union peuvent y adhérer sur leur demande.

On aurait pu laisser subsister la Convention primitive et permettre d'y adhérer à ceux qui, sur certains points, par exemple sur celui de la traduction, ne veulent pas en ce moment aller plus loin. On a estimé préférable d'autoriser les Etats à adhérer à la Convention nouvelle, sauf à réserver les points qu'il ne leur paraît pas possible d'accepter pour le moment. Cette disposition concorde avec le système de l'article 27.

En notifiant leur adhésion, ils feront connaître les stipulations auxquelles provisoirement ils ne croient pas pouvoir souscrire. Est-ce à dire qu'ils pourront à ces stipulations substituer les dispositions qui leur conviendront? Evidemment non, ce serait l'anarchie. Ils pourront choisir, mais dans la Convention de 1886 ou dans l'Acte additionnel de 1896, les stipulations auxquelles ils donneront leur préférence.

La seule différence entre la situation des unionistes et des non-unionistes en ce qui concerne les réserves consiste donc en ce qu'ils ont le droit d'adopter la Convention de Berne telle qu'elle a été adoptée en 1886, sans plus, tandis que ce même droit n'appartient plus aux Etats unionistes (à l'exception de la Suède et de la Norvège), pour lesquels l'Acte additionnel de Paris constitue l'étape en deçà de laquelle ils ne peuvent rester.

§ 3. — ACCESSION DES COLONIES.

Les accords diplomatiques ne s'appliquent pas *ipso facto* aux colonies et possessions étrangères : il faut à cet égard une stipulation spéciale ⁽¹⁾. Mais les Etats contractants peuvent les y étendre par une déclaration de volonté lors de la signature ou de la ratification de la Convention, ou par une notification postérieure. Le principe de l'article 18 de la Convention de 1886 est maintenu avec le complément que l'accession des colonies postérieure à la ratification doit donner lieu à une notification comme l'accession d'un Etat. Il va sans dire que les déclarations faites en 1886 et 1887 par l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne au sujet de leurs possessions ou colonies (Procès-verbal de signature du 9 septembre 1886 et Protocole d'échange des ratifications du 5 septembre 1887) conservent toute leur valeur.

§ 4. — ARRANGEMENTS PARTICULIERS.

Par l'article 15 de la Convention de 1886, les Gouvernements des pays de l'Union se sont réservé respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers. C'est le système des *Unions restreintes* auquel il a été fait allusion dans les considérations générales de ce Rapport. Un groupe d'Etats pourrait se former, par exemple, pour protéger davantage les auteurs contre les adaptations de leurs œuvres par les phonographes, contre leur appropriation dans les chrestomathies ou relativement aux reproductions par les journaux.

(1) Cour de Paris, 5 juillet 1879. *Journal de Clunet*, 1879, p. 548

Un *article additionnel* était conçu dans le même ordre d'idées. « La Convention conclue à la date de ce jour n'affecte en rien le maintien des conventions actuellement existantes entre les pays contractants, en tant que ces conventions confèrent aux auteurs ou à leurs ayants cause des droits plus étendus que ceux accordés par l'Union, ou qu'elles renferment d'autres stipulations qui ne sont pas contraires à cette Convention. » La France avait proposé cette disposition, parce qu'elle avait des conventions qui protégeaient mieux les auteurs que la Convention de Berne, notamment au point de vue de la traduction ⁽¹⁾.

Tout traité qui contiendrait des dispositions moins favorables et ferait obstacle à l'application du traitement favorable plus avantageux ou de la Convention est annulé en vertu de l'article 20.

L'article 20 interdit d'en conclure de nouveaux qui restreindraient les droits des auteurs, et ce sous la forme de traités particuliers ou d'unions restreintes.

En vue de faire cesser les hésitations sur le point de savoir quelles sont les stipulations qui peuvent encore être considérées comme en vigueur, la Conférence de Paris avait le vœu émis :

III. Il est désirable que les conventions spéciales conclues entre des pays faisant partie de l'Union soient examinées par les Parties contractantes respectives en vue de déterminer les clauses pouvant être considérées comme restées en vigueur conformément à l'article additionnel de la Convention de Berne; que le résultat de cet examen soit consacré par un acte authentique et porté à la connaissance des pays de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international avant la réunion de la prochaine Conférence.

Le Gouvernement de l'Empire allemand a réalisé ce vœu pour ce qui le concernait et, d'accord avec les pays avec lesquels il était lié, a renouvelé, dans le sens indiqué, ses traités avec la Belgique, la France et l'Italie. La nouvelle Convention avec la France a été signée le 8 avril 1907; celle avec la Belgique, le 16 décembre 1907, celle avec l'Italie, le 9 novembre 1907.

Dans ces traités spéciaux se trouvaient déjà réalisées, par anticipation, quelques propositions soumises par le Gouvernement impérial à l'approbation de tous les États appartenant à l'Union, notamment en ce qui concerne le droit de traduction et la suppression de la mention de réserve. Ces conventions spéciales serviront encore d'instruments d'unification, grâce à la clause de la nation la plus favorisée. Enfin, la disposition transitoire qui se trouve dans les trois traités forme encore un moyen d'unification sur un point de grande importance.

(1) Cfr. interprétation de l'article 20 du traité franco-suisse de 1882. — Cour civile de Genève, 23 mai 1889. — Tribunal de Berne, 26 juillet 1889. — Tribunal fédéral, 25 septembre 1891 — *Droit d'auteur*, 1889, pp. 77-99; 1891, p. 130.

Une fois ces traités nouveaux ratifiés et mis en vigueur, le changement ainsi intervenu dans les rapports internationaux entre pays unionistes a été communiqué aux Administrations des pays signataires de la Convention de Berne par une circulaire du Bureau international, datée du 27 juillet 1908.

Il est à souhaiter que le mouvement de simplification inauguré à l'initiative de l'Allemagne trouve des imitateurs, que tous les textes devenus inutiles ou faisant double emploi à la suite de la mise en vigueur de la présente Convention disparaissent, que le nombre des arrangements spéciaux subsistant à côté du Traité d'union diminue et que les dispositions maintenues soient réduites au strict minimum. Les pays qui suivront cette règle faciliteront sûrement la tâche de leurs tribunaux en rendant plus aisée l'application de la Convention.

Les traités et arrangements entre pays unionistes qui subsistent encore sont énumérés dans le tableau ci-dessous, annexé aux « Actes de la Conférence ».

A. — Traités littéraires proprement dits.

Allemagne-Belgique	16 octobre 1907	Substitué au traité du 12 décembre 1883.
Allemagne-France	8 avril 1907	Substitué au traité du 19 avril 1883.
Allemagne-Italie	9 novembre 1907	Substitué au traité du 20 juin 1884.
Belgique-Espagne	26 juin 1880	9 articles.
Espagne-France	16 juin 1880	11 articles, protocole de clôture; procès-verbal d'échange.
Espagne-Italie	28 juin 1880	8 articles.
France-Italie	9 juillet 1884	15 articles; protocole. France: décret et circulaire du 20 avril 1885. Italie: circulaire du 14 avril 1885.
Italie-Suède et Norvège	9 octobre 1884	5 articles. Italie: circulaire du 1 ^{er} janvier 1885. Norvège: arrêté royal du 6 décembre 1884. Suède: arrêté royal du 7 novembre 1884.

B. — Simples arrangements.

Danemark-Suède-Norvège	27 novembre 1879	Déclaration échangée: traitement national réciproque.
Danemark-France	6 novembre 1858 et 5 mai 1866.	Ordonnances royales danoises: traitement national réciproque.
France-Monaco	9 novembre 1885	Convention douanière et de voisinage, article 8: interdiction des publications françaises prohibées.
France-Suède et Norvège	30 décembre 1881 et 13 janvier 1892.	Traité de commerce, article additionnel: traitement national réciproque.
France-Suède	15 février 1884	Arrangement ne liant que la Suède et prévoyant la forme du certificat à produire devant les tribunaux de l'autre pays.
Japon-Suisse	10 novembre 1896	Traité d'amitié, d'établissement et de commerce, article 11: traitement national réciproque.
Norvège-Suède	17 novembre 1877 et 4 février 1881.	Doubles arrêtés royaux: traitement national réciproque.

CHAPITRE IX.

Mesures d'organisation.

La Suisse partage avec la Belgique la faveur d'assurer, par l'assentiment cordial des autres peuples, le *home* des Unions internationales ⁽¹⁾.

La cause de cette inclination des Gouvernements réside évidemment dans le désir des nations de placer ces institutions en des lieux de refuge, à l'abri des rivalités entre nations et des risques de guerre : la neutralité du pays, la stabilité des institutions doivent entourer les centres directeurs des Unions d'un double rempart contre les troubles du dehors et contre les perturbations du dedans.

Il existe à Berne cinq de ces offices, savoir :

- 1° celui de l'Union postale universelle ;
- 2° celui de l'Union des Télégraphes ;
- 3° celui de l'Union industrielle ;
- 4° celui de l'Union littéraire et artistique, et enfin
- 5° celui de l'Union pour les transports par chemin de fer.

Ces bureaux ne jouissent pas de l'exterritorialité, mais suivent le sort du pays lui-même.

Créés par une loi internationale, ils ont une existence propre, reconnue et consacrée par les nations contractantes.

Un projet de loi a été déposé en Belgique en vue de permettre d'accorder la personnalité civile à des institutions de ce genre : il est souhaitable qu'une solution intervienne aussi rapidement que possible en vue d'assurer et développer le fonctionnement complet de ces utiles organismes dans notre pays ⁽²⁾.

Le Conseil fédéral exerce la haute surveillance qui lui appartient par l'entremise d'un de ses départements qui nomme les directeurs et les secrétaires, arrête les budgets, y compris le traitement du personnel, fait les avances de fonds nécessaires, contrôle les rapports annuels et les distribue.

Ces bureaux ne sont pas installés dans le Palais fédéral, mais sont dispersés dans la ville et comme dissimulés dans des appartements pris en location ⁽³⁾.

Le Bureau pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ouvert le 1^{er} janvier 1888, a été placé, pour des raisons de simplification et d'économie, sous la même direction que le Bureau de la propriété industrielle.

(1) Discours de M. Adams à la Conférence de Berne en 1886.

(2) On consultera avec intérêt le travail si complet relatif à la vie et aux institutions internationales : *Annuaire de la vie internationale*, publié par l'OFFICE CENTRAL DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES.

(3) MOYNIER. *Les bureaux internationaux*, passim.

Un règlement élaboré en 1892 et appliqué depuis le 1^{er} janvier 1893 règle son fonctionnement ⁽¹⁾.

La haute surveillance, appartenant au Conseil fédéral, est ici exercée par le Département de Justice et Police.

La Conférence s'est occupée du fonctionnement de ce Bureau.

Ce ne pouvait être que pour consolider une institution qui a rendu tant de services et qui, par son activité intelligente, a beaucoup contribué aux progrès de l'Union. Elle n'a eu qu'à conserver les dispositions existantes, qui se trouvaient soit dans la Convention même de 1886, soit dans le Protocole de clôture annexé, en les faisant entrer toutes dans le texte de la nouvelle Convention, ce qui constitue une simplification. La Conférence a adopté à ces fins le texte préparé par l'Administration allemande.

Il n'y avait pas à parler de la création ou de l'institution d'un Bureau qui fonctionne depuis plus de 20 ans, mais de son maintien.

En exécution des prescriptions du Protocole de clôture, le Bureau de Berne réunit et publie la législation spéciale sur la matière.

Il a en outre, depuis sa fondation, centralisé un nombre considérable de documents et renseignements de tous genres ayant trait à la protection des œuvres littéraires et artistiques : à ces fins, il se tient en rapports constants avec les associations d'écrivains, d'artistes, d'éditeurs et de libraires, et a assisté officieusement aux réunions et congrès dont il a aidé la préparation et la bonne tenue.

L'organe dont le Protocole de clôture prévoyait la publication paraît mensuellement à Berne depuis le 15 janvier 1888 sous le titre : *Le Droit d'auteur*. C'est la plus précieuse et considérable source de documents, d'études, le plus prompt et le plus complet organe de renseignements concernant la matière spéciale qui nous occupe.

Aux termes de la Convention du 9 septembre 1886, les dépenses du Bureau ne pouvaient, jusqu'à nouvelle décision, dépasser par année la somme de soixante mille francs, susceptible, toutefois, d'augmentation par une simple décision des conférences prévues à l'article 17 (N° 5 du Protocole de clôture).

Il a été signalé par l'Administration allemande que, seul des cinq Bureaux établis à Berne, le Bureau de l'Union littéraire et artistique ne possédait pas une Caisse de secours, assurant à chaque fonctionnaire que l'âge, la maladie ou l'affaiblissement de ses facultés empêcheraient de remplir ses fonctions une pension calculée sur la base du quart de son dernier traitement, augmenté d'un quatre-vingtième dudit traitement pour chaque année de service au-dessus de dix.

La Conférence décida la création de cette caisse. Il restait, en conséquence, à déterminer la constitution de son fonds de garantie à former au moyen d'un ou de plusieurs versements.

(1) Annexes des Actes de la Conférence de Paris, page 206.

Il devrait s'élever approximativement au même montant que celui du Bureau de l'Union industrielle, qui est d'environ 70,000 francs, somme qui s'augmente chaque année de ses intérêts.

La moyenne des dépenses annuelles du Bureau s'est élevée pendant les cinq dernières années (1903 à 1907) à 38,500 francs, somme à laquelle a été limitée la contribution des pays contractants. On décida donc de porter la contribution annuelle au chiffre maximum de 60,000 francs, jusqu'à constitution totale du fonds de secours. On disposera ainsi d'une moyenne annuelle d'une vingtaine de mille francs, après paiement des dépenses ordinaires du Bureau, en sorte que ce fonds sera constitué dans un court délai.

Pour ces raisons, la Conférence a adopté la double proposition du Gouvernement allemand :

1° *La Conférence de Berlin prie le Gouvernement suisse d'organiser, pour le personnel du Bureau de l'Union internationale littéraire et artistique, une Caisse de secours fondée sur les mêmes bases que celles existant dans les quatre autres Bureaux internationaux établis à Berne ;*

2° *Pour les années 1908 à 1911, la contribution annuelle des Etats de l'Union sera portée au chiffre de soixante mille francs, prévu par le N° 5 du Protocole de clôture de la Convention de Berne du 9 septembre 1886, et la somme restant disponible après le paiement des dépenses au Bureau pendant ces quatre années formera le fonds de garantie de la Caisse de secours de cet office.*

La classification des pays de l'Union, en vue du règlement de la part contributive, s'établit comme suit :

- 1^{re} CLASSE. — Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie ;
- 2^e CLASSE. — Espagne, Japon ;
- 3^e CLASSE. — Belgique, Suisse, Suède ;
- 4^e CLASSE. — Danemark, Norvège ;
- 5^e CLASSE. — Haïti, Libéria ;
- 6^e CLASSE. — Tunisie, Luxembourg, Monaco.

CHAPITRE X.

Ratifications et notifications diverses.

§ 1^{er}. — RATIFICATION.

Les clauses de la Convention qui concernent ces objets ne peuvent soulever de difficultés et n'appellent pas de commentaire.

On a proposé de donner un délai assez long pour l'échange des ratifications.

Conformément à une pratique de ces dernières années, il n'a été fait qu'un exemplaire de l'Acte, portant la signature des divers Plénipotentiaires; des copies certifiées conformes seront ensuite remises par la voie diplomatique aux diverses Puissances. Il y a là une grande simplification.

§ 2. — NOTIFICATION DES RÉSOLUTIONS PRISES PAR LES ÉTATS CONTRACTANTS EN CE QUI TOUCHE LA DURÉE DE LA PROTECTION ET LA RENONCIATION A LEURS RÉSERVES.

Il peut se produire, dans les divers pays de l'Union, des faits que tous ont intérêt à connaître, parce qu'ils entraînent des conséquences sur les rapports réglés par la Convention.

1° D'après l'article 7 du projet, la durée de la protection comprend la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort. Tous les Etats ne sont pas prêts à appliquer cette disposition, parce que la législation de quelques-uns d'entre eux n'admet qu'une durée plus courte. Jusqu'à ce qu'une telle législation soit changée, c'est la durée de trente ans qui sera prise en considération dans les rapports de ces Etats avec ceux qui ont une durée de 50 ans. Si un Etat modifie sa législation et y introduit le délai de 50 ans, c'est un fait qui intéresse tous les autres pays de l'Union, spécialement ceux qui ont déjà fixé ce délai. Il s'appliquera dans leurs rapports avec l'Etat dont la législation vient d'être modifiée. Il faut donc que ce fait soit régulièrement porté à la connaissance de tous.

2° Des Etats unionistes peuvent ne ratifier la Convention qu'en faisant des réserves aux fins de maintenir sur tel ou tel point la règle existante. La même chose peut avoir lieu pour les Etats non unionistes qui, désireux d'entrer dans l'Union, veulent s'arrêter à quelques stations intermédiaires avant de rejoindre leurs aînés. Il est à espérer qu'il n'y aura là qu'une situation transitoire et qu'après un certain temps tous renonceront à leurs réserves et accepteront la Convention nouvelle dans son ensemble.

Ces faits motivent un acte officiel des divers Gouvernements au même titre qu'une accession nouvelle.

Il faut que les diverses résolutions prises dans l'ordre d'idées qui vient d'être indiqué soient portées à la connaissance de tous.

Les Etats ainsi avertis prendront les mesures nécessaires pour que la nouvelle situation produise ses effets sur leur territoire. Par exemple, une promulgation officielle avertira les tribunaux et les particuliers.

La réunion de la prochaine Conférence a été fixée dans un délai compris entre six ans au minimum et dix ans au maximum, aux termes d'une décision prise par la Conférence de Berlin le 13 novembre 1908.

Elle se tiendra à Rome.

Les décisions prises par la Conférence de Berlin ont fait l'objet de procédures de ratification dans divers pays de l'Union.

Le message du *Conseil fédéral suisse*, daté du 8 octobre 1909, conclut à la ratification de la Convention, sans réserves. Cette ratification fut votée le 16 décembre 1909, à l'unanimité, par le *Conseil national*.

La Grande-Bretagne a constitué une Commission préconsultative chargée de donner son avis sur la revision de Berlin et d'indiquer les changements qu'elle est de nature à entraîner pour mettre à l'unisson le régime légal intérieur ⁽¹⁾.

Le Parlement français a renvoyé d'abord le texte de Berlin à sa Commission de l'enseignement et des beaux-arts. Celle-ci a également reçu les avis des principaux groupements intéressés. Sur le rapport de M. Th. Reinach, la Chambre des députés a ratifié la Convention le 1^{er} avril dernier, mais en invitant le Gouvernement à user de la réserve de l'article 27, pour subordonner la protection des œuvres d'art à l'industrie, à l'accomplissement des conditions et formalités dans le pays d'origine.

Le Gouvernement allemand a déposé au *Reichstag*, le 15 février 1910, un projet de loi destiné à mettre la Législation interne en rapport avec la Convention révisée.

De l'examen de cet important document l'on peut déjà conclure que le Gouvernement impérial ne proposera pas l'extension de la durée de protection et organisera en Allemagne, à la faveur de l'article 27, le système de la licence obligatoire — préconisé d'ailleurs par ses délégués à la Conférence — en matière d'adaptation aux instruments mécaniques.

Il résulte des éléments que nous venons d'analyser que l'œuvre de la Conférence de Berlin a reçu dans tous les pays représentés le meilleur accueil.

La Belgique ne peut que s'en féliciter, car chaque adhésion nouvelle, chaque suppression de réserves entraîne, en faveur de nos nationaux, des avantages dont nous avons acquitté par avance le prix.

Il serait à souhaiter que lors de l'échange des ratifications — *qui doit être opérée à Berlin au plus tard le 1^{er} juillet 1910* — un nouvel accord des délégués pût amener l'abandon des réserves qui semblent devoir se manifester de la part de certains signataires. La Commission est persuadée que si une proposition se trouvait formulée à ce moment en vue d'assimiler, purement et simplement, les œuvres d'art appliqué aux autres œuvres artistiques, cette disposition additionnelle conforme à l'article 24 de notre loi trouverait un appui auprès du Gouvernement belge.

(1) Cette Commission a tenu seize séances et entendu quarante-cinq témoins (*witness*). Son rapport est consigné dans le « *Blue book* » : *Minutes of evidence taken before the law of copyright Committee together with an appendix and table of contents.*

La question s'est également posée de savoir si cette ratification devait limiter ses effets au seul territoire de la Belgique.

L'article 26 de la Convention décide, en effet, que les pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la Convention pour leurs colonies ou possessions étrangères.

L'État Indépendant du Congo ne figurait pas parmi les signataires de la Convention de Berne et n'a point pris part comme tel aux travaux de la Conférence de Berlin.

Depuis lors sont intervenus le traité et la loi d'annexion.

La Commission a prié le Gouvernement de bien vouloir examiner cette situation nouvelle, et, déférant à ce désir, l'honorable Ministre des Affaires étrangères a déposé le 7 avril un amendement complétant le projet primitif.

Cet amendement, auquel la Commission se rallie, est ainsi conçu :

Ajouter un article 2 ainsi conçu :

Le Gouvernement est autorisé à accéder à ladite Convention pour le Congo belge.

Een artikel 2 toevoegen, luidende aldus :

De Regeering is gemachtigd, tot gezegde Overeenkomst voor Belgisch-Congo toe te treden.

Il y a lieu de signaler que la Belgique se trouve liée vis-à-vis l'Allemagne par la Convention du 16 octobre 1907.

Un échange de notes a eu lieu entre l'Allemagne et la France les 13-14 novembre 1908 ⁽¹⁾.

Il constatait que le Gouvernement impérial a fait déclarer, par l'organe de la Délégation allemande à la Conférence de Berlin, que l'Empire avait adhéré à la Convention de Berne pour ses pays de protectorat à partir du 1^{er} janvier 1909. Le Département des Affaires Étrangères de l'Empire estimait que cette accession à la Convention de Berne impliquait également l'accession de ces territoires à la Convention spéciale franco-allemande du 8 avril 1907 conclue en vue de compléter, selon son article 2, la Convention de Berne.

Il sollicita la déclaration que ce traité était dès lors applicable *ipso jure* aux colonies des deux pays contractants.

Le Gouvernement de la République française s'est déclaré d'accord sur cette interprétation.

Il semble que la même interprétation doit être donnée de la Convention germano-belge que nous venons de rappeler, et, ensuite de l'accession du Congo belge au régime de la Convention de Berne révisée, le traité devra sortir ses effets de colonies à colonies comme de mère patrie à colonies ou pays de protectorat de l'autre cocontractant.

(1) Notes insérées dans la *Feuille impériale des lois* (*Reichsgesetzblatt* du 27 novembre 1908), reproduites dans le *Droit d'auteur* de 1909, p. 18.

La ratification que la loi soumise au Parlement consacrera aura cette conséquence que le Gouvernement se trouve investi de tous les pouvoirs nécessaires pour échanger les notes et déclarations nécessaires.

La Commission a donc l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi ratifiant purement, simplement et sans réserves (art. 25), la Convention de Berlin et permettant au Gouvernement de fournir l'adhésion de la Belgique à cette Convention pour le Congo belge.

Toutefois il semble que cette déclaration devra être différée jusqu'à ce que la protection du droit des auteurs ait été assurée par la législation interne de la Colonie.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. BEERNAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 APRIL 1910.

Ontwerp van wet houdende goedkeuring van de Internationale Overeenkomst voor de bescherming der letterkundige en kunstwerken, gesloten te Berlijn op 13 November 1908 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **WAUVERMANS**.

MIJNE HEEREN,

De opstellers van de « Overeenkomst van Bern voor de bescherming der letterkundige en kunstwerken » voorzagen de periodieke herziening van hun arbeid.

Het vervaardigen van een internationaal wetboek van den verstandelijken eigendom kan niet het werk zijn van één dag : dat moet trapsgewijze geschieden en men kan zich slechts nauwkeurig rekenschap geven van de te overwinnen moeilijkheden, als men een terughlik werpt op den reeds doorloopen weg.

EERSTE HOOFDSTUK.

Voorafgaande beschouwingen.

Hoever zijn wij verwijderd van die bespreking in den loop waarvan, in 1839, de « *Chambre des Pairs* », de bereiding voorziet van eene internationale wet wier mogelijkheid den vrienden der fraaie letteren toelacht ⁽³⁾.

(1) Wetsvoorstel, n° 122.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren **BEERNAERT**, voorzitter, **CARTON DE WIART**, **DESTHÉE**, **HYMANS** en **WAUVERMANS**, leden.

(3) Verslag van den heer burggraaf Siméon. *Staatsblad* van 21 Mei 1839. Processen-verbaal van de *Chambre des Pairs*, 1839. Deel I.

Lamartine roept uit in 1844 in de Kamer der afgevaardigden : « Iedereen beklagt zich, iedereen vraagt dat men een internationaal recht, noodig voor allen, zou instellen ⁽¹⁾ ».

De Internationale Congressen doen het initiatief nemen door de belanghebbenden in plaats van door de Parlementen, en men mag in herinnering brengen het deel dat België in dit werk had :

Het *Congres voor den kunst- en letterkundigen eigendom*, te Brussel gehouden in 1858, verkondigt : « Het is wenschelijk dat alle landen voor den eigendom van letterkundige en kunstwerken eene wetgeving aannemen, die op eenvormige grondslagen berust ⁽²⁾ ».

Het *Kunstcongres van Antwerpen* herhaalt in 1864 ⁽³⁾ deze verklaring op voorstel van den heer Vervoort; en, in 1877 ⁽⁴⁾, neemt het nieuw Congres, te Antwerpen gehouden, een voorstel aan van den heer Rolin-Jacquemyns, strekkende om in overeenstemming met het *Instituut voor internationaal recht*, « eene wet te bekomen die een internationaal karakter zou dragen ».

Deze wenschen worden hernomen in 1878, te Parijs, door het *Kunstcongres* dat de oorsprong was van het *Internationale kunst- en letterkundig Genootschap*.

De stichters daarvan droegen hem als zending op « de verdediging van de beginselen van den letterkundigen eigendom en het initiatief van alle stichtingen die een internationaal letterkundig karakter dragen ⁽⁵⁾ ».

Het was te Rome, 23 Mei 1882, tijdens het IV^e Congres bijeengeroepen door het *Kunst- en letterkundig Genootschap* ⁽⁶⁾, dat het ontwerp van internationale overeenkomst den weg insloeg der practische verwezenlijking door aanneming van het besluit, voorgesteld door den heer Paul Schmidt, als vertegenwoordiger van den Duitschen boekhandel.

Dit besluit nam aan, op initiatief van het *Genootschap* ⁽⁷⁾, de samenkomst te bewerken van eene Conferentie, ontbloomt van elk officieel of diplomatiek karakter, doch « samengesteld uit afgevaardigden van letterkundige genootschappen, hoogeschoolen, academiën, vereenigingen, kringen van letterkundigen, kunstenaars en uitgevers, behoorende tot verschillende natiën, ten einde te bespreken en met elkander te overleggen de vorming van een bond voor letterkundigen eigendom ⁽⁸⁾ ».

(1) Verslag in de Kamer der afgevaardigden. Zittijd 1844, deel IV, bijlage n^o 81.

(2) ROMBERG, *Verslagen*, Brussel 1859, deel I, bl. 175.

(3) GRESSIN-DUMOULIN, *Verslagen*, Antwerpen 1862, bl. 249.

(4) *Verslagen*, Antwerpen 1878, bldzn. 111-115.

(5) *Statuten van het Genootschap*, art. 2. Cfr. zijn Jaarboek uitgegeven in 1889 door JULES LERMINA.

(6) *Bulletin van het kunst- en letterkundig Genootschap*, n^o 15, bl. 32.

(7) Lid van het Eerecomiteit voor België : de heer E. Rolin-Jacquemyns; leden van het Uitvoerend Comité : de heeren Emile de Laveleye, Jules Carlier en Louis Cattreux.

(8) De Commissie van redactie bestond uit de heeren : M. E. Pouillet, voorzitter; Ed. Clunet, verslaggever; Carl Batz, Le Bailly, A. d'Orelli en Laurent de Rillé, leden.

De heer Torrès Caicedo, een der bestendige voorzitters van het *Genootschap* en Gezant van Salvador te Parijs, knoopte, door tusschenkomst van den heer Numa Droz, lid van den Bondsraad, terstond onderhandelingen aan, opdat de Conferentie zou gehouden worden te Bern, en hij zich den steun zou verzekeren van de Bondsregeering voor het latere initiatief van eene diplomatieke handeling.

Deze Conferentie had plaats van 10 tot 13 September 1883. Hare arbeid is samengevat in een ontwerp van overeenkomst in tien artikelen. 't Is de oorspronkelijke tekst waaruit de bondsovereenkomst is gesproten. De besprekingen van 1883 behouden nog hare volle waarde.

Deze tekst werd overhandigd aan den Zwitserschen Bondsraad ⁽¹⁾.

Toen richtte deze, op 3 December 1883, een omzendbrief tot de regeeringen van alle beschaafde landen, haar voorstellende de middelen te beramen tot heiliging van het beginsel « zoo verheven en om zoo te zeggen van natuurlijk recht » dat « *de auteur van een letterkundig of kunstwerk, welke ook zijne nationaliteit en het oord van wedervoortbrenging zij, overal moet worden beschermd, op gelijken voet als de onderdanen van elke natie* ».

Aangemoedigd door het onthaal dat hare pogingen ontmoetten, riep de Zwitsersche Regeering eene eerste *Diplomatieke Conferentie* bijeen, die vergaderde van 8 tot 19 September 1884 ⁽²⁾.

De heer Numa Droz, bondsraadslid, deze Conferencie openende, in dezelfde Statenzaal, waar die van 1883 was bijeengekomen, merkte op dat het initiatief van den Bond te danken was « niet zoo zeer aan eene Regeering, die wenschte internationale moeilijkheden uit den weg te ruimen, dan wél aan de schrijvers en kunstenaars zelven, die van alle landen en talen zich hadden verbonden tot vrijwaring en verdediging van hunne rechten ⁽³⁾ ».

Het was te Brussel, in den loop van het VII^{de} Congres van het Internationale kunst- en letterkundig Genootschap, gehouden in het Paleis der Academiën, onder eerevoorzitterschap van den heer Beernaert, toenmalige Minister van Landbouw, Nijverheid en Openbare Werken, in tegenwoordigheid van Zijne Majesteit den Koning der Belgen, dat de eerste uitslagen van de diplomatieke Conferentie openbaar werden gemaakt.

De Conferentie had als beginsel gehuldigd de bescherming van den auteur in al de landen van de Unie, op de enkele voorwaarde dat de formaliteiten vervuld werden in het land van herkomst.

Zij nam aan als een *minimum van bescherming* de toepassing op den

(1) Bovengemeld *Jaarboek*, bladz. 133 en volgende.

(2) Zie voor het historisch gedeelte: NUMA DROZ, *Journal de Clunet*, 1883, bldz. 441, en *Jaarboek*, bl. 493.

(3) *Handelingen van de eerste Conferentie*, bl. 20.

auteur, vreemdeling, in elk der landen van invoer, van de nationale behandeling, doch beperkt door het stelsel van behandeling in het land van herkomst.

Die beperking werd nog versterkt door eene tweede bepaling, namelijk deze, dat de voordeelen, verleend aan de vreemde werken, aan deze slechts moeten verzekerd worden, gedurende het bestaan der rechten in het land van herkomst.

Zonder in al zijne uitgestrektheid den wensch te verwezenlijken van de bijzondere Conferentie van 1883, namelijk de vertaling volkomen gelijk te zien stellen met de reproductie, — zij die dien wensch uitten hadden erkend dat zij « hunnen tijd vooruit waren », — had de Overeenkomst van 1884 toch reeds de gedeeltelijke bescherming der schijvers tegen de vertalers ingericht: gedurende de eerste drie jaren volgende op de uitgave van het oorspronkelijk werk, bleef het recht volkomen. De bescherming werd met tien jaar verlengd in geval van vertaling, door den schijver veroorloofd gedurende den eersten termijn.

Dit waren de twee groote beginselen die de grondslag waren van een werk, bestaande uit gemeenschappelijke verlangens, maar dat in zijne verwezenlijking wederkeerige toegevendheid noodzakelijk maakte.

De Conferentie kwam opnieuw bijeen van 7 tot 17 September 1885, te Bern; nieuwe vorderingen werden gemaakt. De oorspronkelijke teksten ondergingen talrijke wijzigingen en verbeteringen.

Geroepen tot eene keuze tusschen eene *beperkte Unie*, begrijpende alleen de meest ontwikkelde landen, en eene *algemeene Unie*, omvattende bijna al de landen, gewichtig uit het oogpunt van letterkunde en kunst, achtte de Conferentie dat deze tweede oplossing de meeste voordeelen aanbod. Dientengevolge gaf zij daaraan de voorkeur, behoudens kleine opofferingen ten aanzien van de gestrengheid der beginselen.

De artikelen, in 1885 gestemd, werden op 9 September 1886 omgezet in een diplomatiek stuk, verbindend voor tien Staten: Japan en de Vereenigde Staten, die zich deden vertegenwoordigen bij de Conferentie, teekenden de Overeenkomst niet.

Geen enkele wijziging werd aangebracht in den tekst van 1885, behalve eene eenvoudige verbetering van opstel, voorgesteld door Zwitserland, voor artikel 7.

De Republiek van Liberia, die de akte geteekend had van 9 September 1886, woonde de bekrachtigingen van 9 September 1887 niet bij ⁽¹⁾.

Van 1886 tot 1896, breidde de Overeenkomst zich uit door de achtereenvolgende toetredingen van: Luxemburg, Monaco, Montenegro ⁽²⁾ en Noorwegen.

(1) Zij trad toe in 1908.

(2) Uit de Overeenkomst van 1899 getreden « om redenen van bezuiniging ». De Overeenkomst hield op te werken in dit land den 1^{en} April 1900.

Artikel 17 van de Overeenkomst voorzag periodieke herzieningen ten einde de veranderingen aan te brengen van aard het stelsel van de Unie te verbeteren.

Eene eerste Conferentie moest bijeenkomen te Parijs, binnen een tijdsverloop van vier tot zes jaar, op initiatief van de Fransche Regeering (cijfer 6 van het Protocol van sluiting).

De bijeenkomst had slechts plaats in 1896 en duurde van 15 April tot 4 Mei.

Deze Conferentie bracht in den tekst van de Overeenkomst eene reeks wijzigingen aan, die werden samengevoegd in eene *Bijkomende Akte*.

Zij betreffen de volgende punten: uitdrukkelijke bevestiging van de verplichting het werk voor de eerste maal uit te geven op het grondgebied van de Unie; bescherming der nagelaten werken (art. 2); rechtstreeksche bescherming der auteurs, die niet tot de Unie behooren, wier werk voor de eerste maal wordt uitgegeven in de Unie (art. 3); gelijkstelling van het recht van vertaling met het recht van reproductie, doch onder voorbehoud van een gebruikelijk verloop van tien jaren, te rekenen van de uitgaaf van het werk (art. 5); volkomene bescherming van de « *romans-feuilletons* » en novellen, voorkomende in dagbladen en tijdschriften, en verplichte aanwijzing van de bron, in geval van ontleening van artikelen die niet vermeld zijn als « *verboden nadruk* » (art. 7); algemeenmaking van het in beslag nemen der nagemaakte werken (art. 12); dezelfde behandeling als voor de nationale werken, voor de werken van bouwkunde⁽¹⁾ en van photographie (n° 1 van het Protocol van sluiting); meer nauwkeurige regeling der terugwerkende kracht van uitwerking der Overeenkomst en der bijkomende Akte (n° 4 van het Protocol van sluiting).

Sommige besluiten werden beschouwd als enkel de Overeenkomst omschrijvende en werden opgenomen in eene uitleggende Verklaring: deze betreft de vervulling der vereischten en formaliteiten, alleen in het land van herkomst van het werk, alsmede de bepaling der twee begrippen, dat van de uitgave en dat van de adaptatie.

Nog andere vragen had men toen voorgesteld te herzien, maar, na beraadslaging, vond men het beter deze hangende te laten. Zoo raakte men niet aan artikel 4, houdende de opsomming der te beschermen werken, noch aan de melding van voorbehoud noodig, volgens artikel 9, om het recht te doen gelden van openbare uitvoering der uitgegeven muzikale werken, noch aan n° 3 van het Protocol van sluiting, betreffende het vrij vervaardigen en verkoopen van mechanieke muziekinstrumenten, die arias weergeven welke ontleend zijn aan het particulier domein.

Eindelijk had de Conferentie eenige bakens gesteld voor de toekomst, in den vorm van wenschen, waarvan drie betrekking hadden op door de

(1) Deze benaming bedoelt evenzeer de teekeningen als het werk uitgevoerd op het terrein.

wetgeving te verwezenlijken veranderingen, te weten : de bescherming der photographiën, de verschillende wijzen van uitoefening van het recht van openbare uitvoering der muzikale composities en het onrechtmatig zich toeëigenen van de namen en de teekens der schrijvers en der kunstenaars; een andere wensch betrof de vereenvoudiging der particuliere letterkundige tractaten, gesloten tusschen landen tot de Unie behorende, en de laatste wensch verklaarde het verkieslijk « dat, uit de beraadslagingen van de volgende Conferentie, een eenige tekst van Overeenkomst zou voortkomen ⁽¹⁾. »

Door de Conferentie van Parijs werd het stelsel van de Overeenkomst van Unie niet gewijzigd. De taak was « den twijfel, die op sommige punten was ontstaan, te doen verdwijnen, sommige bepalingen duidelijker te maken, sommige vorderingen te verwezenlijken door voort te gaan op den weg om het zoo vurig verlangde doel te bereiken van eene waarlijk volledige en doeltreffende bescherming van het recht der auteurs op hunne letterkundige en kunstwerken.

Alvorens uiteen te gaan, wees de Conferentie van Parijs Berlijn aan als vergaderplaats voor de volgende Conferentie.

De Conferentie van Berlijn had plaats van 14 October tot 14 November ⁽²⁾.

Intusschen, van 1896 tot 1908, hadden drie nieuwe toetredingen plaats : Japan in 1899, Denemarken in 1903, Zweden in 1904.

Vier en dertig Staten namen deel aan hare beraadslagingen; achttien daarvan hoorden niet tot de Unie.

De vertegenwoordigde Staten waren (zij die thans tot de Unie behooren zijn cursief gedrukt) : *Duitschland*, *Argentinië*, *België*, *Chili*, *China*, *Colombië*, *Denemarken*, *Ecuador*, *Spanje*, *Vereenigde Staten*, *Frankrijk*, *Groot-Brittannië*, *Griekenland*, *Guatemala*, *Italië*, *Japan*, *Liberia*, *Luxemburg*, *Mexico*, *Monaco*, *Nicaragua*, *Noorwegen*, *Nederland*, *Peru*, *Persië*, *Portugal*, *Rumenië*, *Rusland*, *Siam*, *Zweden*, *Zwitserland*, *Tunis*, *Uruguaij*, *Venezuela*.

Het voorbereidend werk van de Conferentie werd toevertrouwd aan het Duitse bestuur.

Het was natuurlijk doordrongen van den geest der nieuwe Duitse wetten van 19 Juni 1904 en 9 Januari 1907. De eerste betreft de bescherming der werken van letterkunde en van muziek, de tweede, der werken van de beeldende kunsten en van photographie.

Zij geven de dubbele strekking weder, welke trouwens die der Conferentie was : de bescherming der auteursrechten uitbreiden door middel van

(1) Voorafgaande beschouwingen der voorstellen van de Duitse Regeering op de Conferentie te Berlijn.

(2) De akte werd geteekend 13 November.

éénmaking; de internationale bescherming vereenvoudigen en ze meer doeltreffend maken.

De voorstellen van het Deutsche bestuur en de verschillende voorgestelde amendementen werden onderworpen aan het voorafgaand onderzoek van eene commissie: de heer Renault, de beroemde rechtsgeleerde, de ontegensprekelijke meester op 't gebied van privaat volkenrecht, die had deel genomen aan de vorige Conferenties, werd aangewezen als verslaggever.

De Commissie hield tien zittingen en werd onderverdeeld in drie sub-commissiën. Bovendien werd eene commissie van opstelling gevormd om de teksten te herzien, voortvloeiende uit de opvolgende stemmingen van de Commissie: zij kwam achtmaal bijeen.

Zoo kwam de Conferentie in het bezit van een definitieven tekst, gestemd op 13 November 1908.

De verslaggever kenschetste het werk, dat wij hierna ontleden in elk zijner artikelen:

« Wij bieden u met vol vertrouwen het ontwerp aan, dat, na door u te zijn aangenomen, de Oorkonde van de Unie zal worden. Het is de vrucht van een grooten arbeid, verricht gedurende de Conferentie en ook vóór de Conferentie. Het is een werk van overlevering, ter zelfdertijd als van vooruitgang; wij zijn getrouw gebleven aan den geest van onze voorgangers; wij hebben op vele punten hunne aanwijzingen gevolgd, voldoening gegeven aan hunne wenschen; wij waren zoo gelukkig een zeker aantal beperkingen te doen verdwijnen, waaraan zij zich moesten onderwerpen. Het zij genoeg aan te halen wat eenige kunstwerken betreft die, nadat zij een tijd verbleven in het Protocol van sluiting, ten slotte zijn doorgedrongen in de Overeenkomst zelf; het recht van vertaling erkend, met de beteekenis daaraan reeds gegeven door de Conferentie van 1884; de melding van voorbehoud geeischt voor de uitvoering der muzikale werken en die het ons gelukte te doen verdwijnen. Voor de eigenlijk gezegde nieuwe zaken, waarmede wij ons bezig hielden, de phonographen en de cinematographen, waren wij hovenal doordrongen van de algemeene beginselen, reeds vooruitgezet in 1884 en in 1898. Wij hebben, zooveel mogelijk, de autonomie der inlandsche wetgevingen geëerbiedigd. Men dient inderdaad op te merken dat de Overeenkomst van geen enkelen Staat vergt de opoffering van een hoofdzakelijk grondbeginsel. »

Men moet betreffende de Conferentie van Berlijn herhalen, wat men schreef over de Conferentie van Parijs⁽¹⁾:

« Om den vooruitgang te meten in de richting van de bescherming der auteurs en der kunstenaars, moet men in aanmerking nemen de gedachten die werden gewisseld tusschen de afgevaardigden en de hoop welke die

(1) MAILLARD, *Examen des travaux de la Conférence de Paris*, bl. 9.

wisseling van gedachten mag doen ontstaan voor de aanstaande herziening van de Overeenkomst ⁽¹⁾. »

Maar het is ook geoorloofd, wanneer men deze teksten, gevolg van de medewerking van alle natiën, vergelijkt met de Belgische wet van 1886, — door den vreemdeling aangeduid met den naam van haar vader « de wet Beernaert », — met een wettigen trots vast te stellen, dat zij alle de thans verwezenlijkte vorderingen heeft vooruitgelopen.

Geen enkele van hare artikelen moet herzien worden om onze wetgeving op de hoogte te stellen van de bescherming, door de Overeenkomst van Berlijn gehuldigd.

Zij verwezenlijkt zelfs reeds de hoop, voor de komende tijden gekoesterd.

HOOFDSTUK II.

Beschermde werken.

De titel van de Overeenkomst luidt : *Internationale Unie voor de bescherming der letterkundige en kunstwerken*. Dit is echter niet een volkomen juiste uitdrukking : De Overeenkomst wil de *auteurs* beschermen en niet de werken.

Ook zegt artikel 1 meer juist : Bescherming van het recht der *auteurs* op de *werken* van letterkunde en kunst.

Men vindt dezelfde melding in de voorrede der diplomatieke oorkonden.

De denkbelden loopen nog zeer uiteen over den aard van het recht van den auteur van een letterkundig of van een kunstwerk. Is het een recht door den wetgever verleend of alleen door dezen erkend en geregeld?

In 1885 zag men af van de uitdrukking : *Kunst- en letterkundige eigendom*, door talrijke afgevaardigden verkozen en door de meerderheid aangenomen. Inderdaad sluit deze benaming eene bevestiging in zich welke de afgevaardigden van Duitschland onvereenbaar verklaarden met de in dit land erkende rechtsbegrippen.

Het meest nauwkeurige woord ware misschien dat van kopierecht (*copyright*).

De titel van de Overeenkomst luidt : *Bescherming der letterkundige en kunstwerken*, omdat men daarmede niets vooraf beslist. De opstellers van de Overeenkomst achtten het nuttiger te verkrijgen dat de Staten de kunst- en letterkundige werken beschermen, dan te bepalen op welken grond zij ze moeten beschermen. « Indien men, zegt het verslag van de Conferentie van 1908, in sommige teksten van de Overeenkomst spreekt

(1) Deze bijeenkomst zal te Rome plaats hebben, binnen een termijn van ten minste zes jaar en ten hoogste tien jaar.

van door de inlandsehe wet *verleende* rechten, moet men niet gelooven dat wij partij kozen in de ernstige kwestie van den aard van het recht van den auteur; van het standpunt waarop wij ons hier plaatsen, zijn *verleende rechten* en *erkende rechten* uitdrukkingen van volkomen gelijke beteekenis. »

Deze term moet in elk land worden verklaard door de gebruikelijke uitdrukking : *Urheberrecht*; *diritti di autori*; *auteursrecht*.

Wij zullen echter zien dat deze strijdigheid van gevoelens omtrent de gegrondheid van het recht andere gevolgen kan na zich slepen dan die van een twist van kunstbewoording.

De stof, het onderwerp van de Overeenkomst is wel aangewezen: de kunst- en letterkundige werken.

Zijn daaronder begrepen de wetenschappelijke, de muzikale werken?

Tijdens den voorbereidenden arbeid, had de heer Clunet voorgesteld in den tekst van de voorrede te voegen « letterkundige, *wetenschappelijke* en kunstwerken » uitdrukkingen die men terugvindt in de Duitse en Spaansche Overeenkomsten. De heer Pouillet bestreed dit voorstel.

De wetenschappelijke werken worden, als zoodanig, beschermd, niet uit hoofde van de wetenschap, maar uit hoofde van den vorm, van de uitdrukking.

Men had er over gedacht de Overeenkomst te noemen : *Overeenkomst voor den verstandelijken eigendom*; maar dat ware de bescherming uitbreiden door de toepassing op voortbrengselen buiten haar doel.

De Overeenkomst blijft vreemd aan de teekeningen en modellen voor nijverheid ⁽¹⁾, als zoodanig beschouwd.

Zij bemoeit zich niet met de uitvindingen.

De vruchten van den geestesarbeid, in een ander domein uitgeoefend, zijn het voorwerp van eene andere bescherming.

Niet, dat men niet getracht zou hebben het veld van werkzaamheid van de Overeenkomst uit te breiden.

Een wensch, aangenomen door de Conferentie van Parijs in 1906, luidt :

IV. *Het is wenschelijk dat strafbepalingen worden opgenomen in de nationale wetgevingen, ten einde tegen te gaan het onrechtmatig zich toe-eigenen van de namen, handteekeningen of teekens van de auteurs, in zake van letterkundige en kunstwerken.* ⁽²⁾.

Men erkende dus, door dien wensch, dat het aan de verschillende landen van de Unie toekwam, indien zij het noodig achtten, in de bijzondere nationale wetten voorschriften op te nemen, bestemd om voldoening te geven aan de belanghebbenden. (Z. Akten van Parijs, bl. 50 en 178).

⁽¹⁾ Cass. fr., 15 Juli 1899, D. P., 1900, I., 81.

⁽²⁾ Cfr. *Loi belge*, art. 25.

In dezelfde orde van denkeelden ontsnappen de « nouvelles du jour » en de « faits divers » wanneer zij slechts eenvoudige persverhalen zijn, zonder letterkundig karakter, aan het auteursrecht; ook voor hen droeg men aan de nationale wetgeving de zorg op ze te beschermen.

Tijdens de Conferentie van Berlijn had de Afvaardiging van Duitschland een voorstel ingediend tot het instellen van eene bijzondere bescherming voor de telegraphische en telephonische mededeelingen. Dit werd verworpen: de Conferentie zou aldus buiten haar domein zijn getreden, om zich te begeven op dat van de oneerlijke mededinging, die haar vreemd is.

Maar de Afvaardiging van België uitte den wensch « dat de inlandsche wetgevingen van de landen der Unie doelmatige en praktische bepalingen zouden opzoeken en aannemen om een einde te stellen aan misbruiken die maar al te werkelijk zijn en hoogst schadelijk voor de dagbladen, die zich de grootste opofferingen getroosten om aan het publiek de meest snelle en volledige berichten te kunnen geven ».

Ook kwamen er bij de Conferentie te Berlijn talrijke klachten in, van nijveraars, die aanzienlijke kapitalen hadden besteed voor het maken van cylindrs en platen, bestemd voor de uitvoering van muzikale werken door mechanische muziekinstrumenten.

Zij hebben te kennen gegeven dat, terwijl zij aanzienlijke opofferingen zich getroosten ten einde het eerst zekere werken weer te geven of voordeel te trekken van de uitvoering ervan door bekende kunstenaars, mededingers, die voor het minst geheel ontbloot waren van gewetensbezwaren, zich gemachtigd waanden deze platen en cylindrs na te maken, zich dus onttrekkende aan alle kosten van eerste inrichting.

Ook hier verklaarde men dat de bescherming, ingeroepen door de fabrikanten, niet behoort tot het domein van de bescherming van de kunst- en letterkundige werken, maar wél tot het industrieel recht en dat er dus geen sprake van kon zijn bepalingen daarover in de Overeenkomst op te nemen. De Belgische Afvaardiging wees er op, dat het wenschelijk zijn zou dat de inlandsche wetgevingen de noodige bepalingen behelsden, om een einde te stellen aan de daden van roof, waarover de fabrikanten klagen ⁽¹⁾.

(¹) « Dergelijk bedrog kan gemakkelijk voorkomen worden dàar, waar de wet aan den auteur het recht verleent toe te staan of te weigeren de aanpassing van zijn werk op de mechanische muziekinstrumenten. De daad, waarover de fabrikanten klagen, is tegelijkertijd de onrechtmatige toeëigening van het werk en van zijne stoffelijke openbaring. Het zal genoeg zijn dat de fabrikant zich voorstelt als rechthebbende van den auteur om het strafwaardig karakter te doen uitspreken van elke uitgaaf of adaptatie, die niet toegestaan was.

In dit opzicht kan de tekst, die voortaan zal voorkomen onder artikel 23 van de Overeenkomst, in een groot aantal gevallen, de bescherming uitmaken, welke de fabrikanten terecht vragen.

Maar het is niet minder waar, dat de toestand dezelfde blijft wat betreft de werken die in het publiek domein vallen — waaraan de uitvoering eene bijzondere waarde gaf — en de werken, waarvan de fabrikant niet heeft verkregen, hetzij het monopolie voor de reproductie, hetzij de uitsluitende reproductie door eene bijzondere uitvoering. » (Nota van opmerkingen van de Belgische Afvaardiging (P. W.), zitting van 13 November 1908.)

Dezelfde beschouwingen zijn, door gelijkheid van beweegredenen, toepasselijk op de reproductie der cinematographische films, wanneer deze zich bepalen tot het voorstellen van tooneelen uit het openbaar leven, zonder eenig persoonlijk werk van samenstelling en tooneelregeling door den bewerker en dat zij dus niet het voorrecht kunnen inroepen van artikel 14, lid 2.

Als zaken, die evenmin behooren tot het domein van de Overeenkomst, kan men opnoemen de opvatting van openbare werken (ontwerpen voor het maken of het vervormen van gedeelten van steden, voor waterleidingen of aanvoer van beweegkrachten, enz.), nog niet in plannen uitgewerkt.

Of ook de bescherming der landschappen in de natuur, der monumenten van het verleden.

In dit alles vindt men geen scheppenden geestesarbeid, die zich uitoefent op het domein der letterkunde of der kunst.

De omvang der te beschermen werken werd vergroot door de revisie te Berlijn. De meldingen betreffende vroegere bescherming werden meer nauwkeurig aangeduid.

De bescherming wordt *bevolen* — met, als gevolg voor de Staten die tot de Unie behooren, de verplichting, zoo noodig, hunne inlandsche wetgeving met dat doel volledig te maken — ten gunste van alle werken, die als kunst- of letterkundige beschouwd worden in elk der landen en met name: de werken van bouwkunde, dans en gebarenspeel, photographische, cinematographische, en de voortbrengselen uit de tweede hand, zooals de vertalingen, bewerkingen, schikkingen, verzamelingen van verschillende werken, photographische en cinematographische reproducties.

Zij is « *vrij* » wat betreft de werken van de *nijverheidskunst*.

Van de wijze van reproductie of het feit van niet-reproductie wordt geen rekening gehouden ⁽¹⁾.

Artikel 2 duidt aan in welke zaken de Overeenkomst tusschentreedt. Het was natuurlijk deze bepaling te plaatsen aan het begin van de Akte, terwijl zij vroeger voorkwam in artikel 4.

Artikel 2 behelst eene opsomming. Welke is daarvan de strekking en de waarde?

Daarover was er veel strijd.

Onder het gezag van de Overeenkomst van 1886, hield men staande, dat de werken opgesomd in artikel 4 (oud) moesten worden beschermd, welke ook de wet was van het land van invoer, terwijl de bescherming der overige werken ondergeschikt was aan de wet van dit land van invoer.

(1) Toen de Overeenkomst van Bern sprak van « elk voortbrengsel dat kon worden verkregen door om 't even welke wijze van druk of reproductie », doelde zij uitsluitend op de voortbrengselen, behorende tot het wetenschappelijk domein en die niet vatbaar waren voor reproductie. (D'ORELLI, *Droit d'auteur*, 1889, bl. 2).

en van die wet afhang : laatstgenoemde zouden worden beschermd naar gelang deze wet hun al of niet het karakter erkende van kunst- of letterkundige werken ⁽¹⁾.

Dit is de theorie van het *minimum van bescherming*.

Anderzijds beweerde men, dat zelfs al kwam een werk voor in de opsomming van artikel 4, het maar beschermd moest worden indien de inlandsche wetgeving aan het werk daarenboven het karakter erkende van letterkundig of kunstwerk.

Het voorlaatste lid van het nieuw artikel 2 : « de contracteerende partijen zijn gehouden bescherming te verleen en aan de werken hierboven *vermeld* » beslist den strijd en doet alle dubbelzinnigheid ophouden. Van nu af aan, zijn duidelijk aangewezen, eenerzijds, de werken die *moeten* worden beschermd, welke ook de wetgeving zij der contracteerende landen, dat is de « *vermelde werken* », en, anderzijds, zij die alleen recht hebben op de bescherming bestaande ten gunste van de nationale werken, die uitsluitend beheerscht worden door de *lex fori*.

Tot de eerste soort behooren : « *Elke voortbrenging van het letterkundig, wetenschappelijk of artistiek domein, die vatbaar is voor reproductie op welke wijze of onder welken vorm ook, zooals...* » volgt de opsomming van die werken, waaraan de Overeenkomst erkent, en ten opzichte waarvan zij tegen elke betwisting beveiligd, het karakter van werken van het artistiek, wetenschappelijk en letterkundig domein.

De bescherming is verplicht ten aanzien der werken, vermeld in de eerste twee alinea's van artikel 2.

Het zal aan overeenkomende partijen niet toegelaten zijn ze van de bescherming uit te sluiten, zelfs wanneer de wetgeving van hun land hun dat karakter ontzegde. Het recht van uitsluiting bestaat enkel nog voor de niet vermelde werken. De bescherming van al de vermelde werken is *verplicht* als een minimum. De opsomming dient slechts als voorbeeld. Deze verklaring werd door de Belgische Afvaardiging uitgelokt ⁽²⁾.

Deze werken worden beschermd of zij al dan niet zijn uitgegeven en om 't even op welke wijze. De redevoeringen, mondelinge voortbrengselen worden dus verplicht beschermd : de uitdrukking, gebezigd in den vroegeren tekst van artikel 4, werd weggelaten. Er wordt geen rekening gehouden van de wijze van reproductie der onstoffelijke opvatting van den auteur. Het feit van uitgave of niet-uitgave is, in dit opzicht, onverschillig.

De opsomming der werken, waarvan de bescherming verplicht is volgens de Overeenkomst, is de vrucht van vrij langdurige ontwikkeling en vooruitgang. Sommige berustten nog in de bepalingen van het Protocol van sluiting der Overeenkomst van Bern.

(1) DARRAS n^o 438. Cass. fr. 15 Juni 1899. Droit d'auteur 1899, bl. 147. Cfr. ibid. bl. 130. Id. BASTIDE, *De Unie van Bern*, bl. 79.

(2) Memorie van de Belgische Afvaardiging, gevoegd bij het proces-verbaal der tweede zitting van de Conferentie van Berlijn.

WERKEN VAN CHROMOLITHOGRAPHIE.

Het scheen niet noodig afzonderlijk de werken van chromolithographie te vermelden: de memorie van toelichting, die de voorstellen van de Deutsche Regeering vergezelde, opzettelijk weergegeven in het verslag van de Commissie, stelt inderdaad vast, dat de chromolithographiën ⁽¹⁾ « stellig zijn begrepen onder de lithographiën » en dat het niet noodig is er eene bijzondere melding van te maken, zooals was voorgesteld voor de werken van kunst, toegepast op de nijverheid, of van industriele kunst.

CHOREGRAPHISCHE WERKEN.

De choregraphische werken hadden geen recht op bescherming, volgens de bewoordingen van het Protocol van sluiting n° 2, dan op voorwaarde dat zij stilzwijgend door de inlandsche wet waren begrepen onder de dramatico-muzikale werken. Slechts op die voorwaarde moest elk der contracteerende Staten ze beschermen.

De pantomimes waren ook niet met name aangeduid.

Het Deutsche voorstel wilde de bescherming doen afhangen van de voorwaarde dat het dramatische spel werd vastgesteld *in geschrift*, ten einde moeilijkheden van bewijs te voorkomen.

De Italiaansche Afvaardiging stelde de toevoeging voor der woorden: « *of anders* » omdat somwijlen het spel wordt vastgesteld door eene teekening of op eene andere wijze, die geen geschrift uitmaakt.

De oorspronkelijke tekst vroeg dat het dramatische spel werd vastgesteld in geschrift. De toelichting eischt een tekst waardoor de dramatische gedachte, het spel, de groote lijnen ervan vastgesteld worden, en aan die werken het karakter geven van een wezenlijk letterkundig product.

De tegenwoordige tekst vraagt alleen het vaststellen van de *tooneel-inrichting*.

Deze bepaling komt voort uit de Deutsche wet: de toelichting daarvan zegt dat het geschrift zeer beknopt mag zijn, het is genoeg een sleutel, een leiddraad te hebben voor de uitvoering van de pantomime.

De vaststelling mag ook bestaan in overschrijvingen in overeengekomen taal, in teekeningen, in schetsen — zelfs in eene cinematographische reproductie — terwijl de inlandsche wet ze slechts zou verdedigen indien zij *in geschrift* zijn vastgesteld ⁽²⁾.

Deze beperking is niet bezwarend, want men ziet niet hoe men de bescherming zou kunnen vragen voor een werk, waarvan het niet mogelijk is de identiteit na te gaan, omdat het niet werd neergelegd.

(1) Men moet lezen: *werken* van chromolithographie, evenals de nieuwe tekst spreekt van « de werken van lithographie ». Het is het werk dat beschermd wordt, welke ook de wijze zij of de vorm van reproductie, het werk wordt beschermd en niet de werkwijze.

(2) Cfr. Droit d'auteur 1909, bl. 78.

WERKEN VAN BOUWKUNDE,

De Overeenkomst van 1886 beschermde wel *de plannen en de schetsen* als werken van graphische kunst, maar niet het werk van bouwkunde zelf, dat wil zeggen *de bouwning*.

Van 1896 af, hadden de Afgevaardigingen van België en van Frankrijk beweerd, dat men geen onderscheid moest maken tusschen een beeldhouwer en een bouwkundige.

Het Protocol van sluiting besliste dat in de landen van de Unie, waar de bescherming wordt verleend niet alleen aan de plannen van bouwkunde, maar ook aan de werken van bouwkunde zelf, deze werken het voordeel zouden mogen genieten van de bepalingen der Overeenkomst van Bern en der Bijkomende Akte.

Dit was eene toegeving zonder wederkeerigheid. Het Duitsche bestuur stelde voor, in 1908, ze te vervangen door eene bepaling van verplichte bescherming op denzelfden grond als voor de andere kunstwerken.

De bepaling bedoelt, natuurlijk, alleen de origineele werken, waaruit de persoonlijkheid van den auteur blijkt en niet de gewone gebouwen.

Indien het artikel niet de woorden « plannen van bouwkunde » herhaalt en er zich bij bepaalt de werken van bouwkunde te bedoelen, dan is dit niet, omdat men, het geschil beslechtende, zou besloten hebben dat het werk van bouwkunde bestaat uit een geheel van teekeningen, waarvan het gebouw slechts eene reproductie is, onder vorm van bouwning, of dat, integendeel, het werk bestaat in die bouwning ⁽¹⁾.

Het is evenmin, omdat men zou hebben begrepen dat de plannen, schetsen en plastische werken geene bescherming meer zouden genieten en dat het begrip der werken van bouwkunst zou mogen verschillen van land tot land.

Het aannemen van de woorden « werken van bouwkunst » maakt dat de bescherming verleend wordt aan de schetsen en aan de gebouwen, indien deze benaming de eene en de andere begrijpt; zij maakt dat de vroegere bescherming blijft behouden dáár, waar zij aan de plannen werd geschonken en, overal waar zij niet werd verleend, wordt uitgebreid tot de openbaringen onder vorm van gebouwen.

WERKEN VAN VERTALING.

Artikel 8 bevestigt het recht van vertaling voor den auteur.

Artikel 2 houdt zich bezig met de vertalingen op zich zelf beschouwd als nieuwe werken.

(1) Artikel 4 stelt de bouwning van een werk van bouwkunde gelijk met de tentoonstelling van een kunstwerk; het schijnt daardoor het werk van bouwkunde te beschouwen als onafhankelijk en bestaande eerder dan de bouwning. Maar men dient op te merken dat de bepaling vervat in artikel 4 « slechts verplichtend is in de internationale verhoudingen » (in den zin van de tegenwoordige Overeenkomst) en dat « de inlandsche wetgeving van elk land andere regelen kan hebben voor de werken op zijn grondgebied uitgegeven ».

Volgens deze bepaling wordt de vertaling beschermd zooals elk ander origineel letterkundig werk. De auteur van de vertaling, die een vreemd werk, naar den geest van zijne taal bewerkt, voert een geestesarbeid uit en schept een persoonlijk werk. Hij heeft dus recht op bescherming.

ADAPTATIES.

De adaptaties hebben — evenals de vertalingen — het werk van anderen tot uitgangspunt; zij bestaan in eene omwerking, eene hervorming van een ander werk. Wat wij gezegd hebben voor de vertalingen is op haar toepasselijk.

Het werk van « adaptatie » zal geoorloofd zijn of ongeoorloofd, naarmate het al of niet toegestaan is : het moet, in elk geval, beschermd worden.

Het voortbrengen van eene vertaling of van eene bewerking belet echter niet, dat eene andere vertaling of eene andere adaptatie een ander origineel werk uitmaakt, vatbaar, ook dit, voor bescherming.

VERZAMELINGEN VAN WERKEN.

De « verzamelingen » vormen een nog al gebruikelijk soort van uitgave, eene internationale markt hebbende.

Zij kunnen bevatten werken van één en denzelfden auteur of van verschillende auteurs, letterkundige, muzikale en kunstwerken.

De elementen mogen ontleend worden aan het particulier domein of aan het openbaar domein.

Het geldt hier niet de verzameling en bijeenvoeging, zonder plan noch regel, van verschillende fragmenten.

Dergelijke verzamelingen kunnen worden opgevat zóó, dat zij een plan vormen, eene vernuftige schikking, uitmakende een persoonlijk werk, behoorende tot het kunst- of letterkundig domein.

Wat in dergelijke werken vatbaar is voor bescherming, dat is het geheel, het plan, de schikking, de bijeenbrenging, en niet de artikelen, de ontleende stukken afzonderlijk genomen, of de stoffelijke vorm of de titel van de verzameling.

Deze verzamelingen bestaan uit twee wel onderscheiden elementen :

1^o De stof die de grondslag uitmaakt van de bloemlezingen, die gebruikt wordt, uit kracht van de toestemming van den auteur of van het recht van ontleening (zie artikel 10) — hier mag het recht van den auteur van het origineele werk uitgeoefend worden ;

2^o Het werk van bijeenschikking, het plan, nieuw element, aanleiding gevende tot de bescherming bij deze bepaling bedoeld, welke ook de verhoudingen zijn tusschen den oorspronkelijken auteur en den tweeden auteur.

Vergunt ons hier eene algemeene opmerking, betreffende de wederzijdse rechten der auteurs en der hervormers of scheppers van nieuwe vormen :

De bescherming, onafhankelijk van de voortbrengselen uit de tweede hand of liever van de hervormde voortbrengselen, zooals de vertalingen, bewerkingen en films, mag hoegenaamd niet schaden aan het recht van den auteur van het origineele werk dat vertaald, hervormd of geadapteerd werd.

Dit zoo zijnde, mag men dáár, waar de vertalingen, de bloemlezingen en, in het algemeen, de verzamelingen van werken ongeoorloofd zijn zonder de toelating van den auteur, niet tot het besluit komen, dat eene bescherming, die haar evenwel verleend wordt naar de bewoordingen van artikel 2, een hinderpaal zou zijn voor den eisch der rechten van den eersten auteur.

Er bestaan twee wél onderscheidene soorten van verhoudingen : vertaler tot auteur, vertaler tot weergever van de vertaling.

De bescherming zal bestaan, hetzij de vertaling geoorloofd is of ongeoorloofd. De vertaler kan, zonder twijfel, de toelating van den auteur noodig hebben en, bij gebrek van toelating, schuldig zijn aan namaak, ten opzichte van dien auteur. Maar dat is eene zaak tusschen schrijver en vertaler, die anderen geen rechten kan geven : de diefstal rechtvaardigt den diefstal niet ; de beroofde auteur moet niet het slachtoffer zijn én van den vertaler én van den namaker van den vertaler. Het oogenblik kan komen, overigens, dat, door het feit van het eindigen van het recht op het origineel of van de toelating van den auteur, de vertaling geoorloofd zal worden. Het komt aan de rechtbanken toe, voor elk geval, te beslissen of de vertaling geoorloofd is of niet. Zij zullen daaromtrent de contracten uitleggen ; zij zullen, tusschen leden van de Unie, de Overeenkomst toepassen ; zij zullen de inlandsche wet toepassen, waar het geldt de vertaling van een werk van eenen, die niet behoort bij of niet beschermd wordt door de Overeenkomst : De rechten van den schrijver blijven altijd voorbehouden. Maar, de vertaling zij geoorloofd of niet, zij zal beschermd worden. De vroegere tekst van artikel 6 scheen eene andere oplossing te behelzen, waar hij sprak van « *geoorloofde vertalingen* ». Deze tekst werd, dientengevolge, gewijzigd door smelting met het tegenwoordig artikel 4.

Het tweede lid van dit artikel 6 is ook verdwenen. Het was nutteloos : Indien een vertaler zich niet mag beroepen op het recht van den schrijver, bestaat zijn enig recht hierin, dat hij voorkomt dat men zich zijn persoonlijk werk toeëigent. Hij kan zich niet verzetten tegen eene andere vertaling van hetzelfde werk.

NAGELATEN WERKEN.

Artikel 2 van de Overeenkomst, gewijzigd in 1898, vermeldde uitdrukkelijk dat de nagelaten werken begrepen zijn onder de beschermde werken.

Deze melding werd niet overgenomen. Het verslag verklaart dat dit geenszins bezwaar kan opleveren en hoewel de Commissie het niet noodig vond de bepaling over te nemen, verklaarde zij dat de staat van zaken in

niets gewijzigd is. De Overeenkomst houdt zich bezig met den duur der bescherming van de nagelaten werken (art. 7, lid 3) en veronderstelt, juist daardoor, dat deze bescherming bestaat.

CINEMATOGRAPHISCHE FILMS

In de opsomming van artikel 2 moesten de cinematographische films worden vermeld, maar voor deze maakte men eene bijzondere bepaling (art. 14, lid 3).

WERKEN VAN PHOTOGRAPHIE EN WERKEN DOOR SOORTGELIJKE WERKWIJZEN VERKREGEN.

De photographiën en de werken verkregen door eene soortgelijke werkwijze waren ter zijde gesteld in het Protocol van sluiting; de nieuwe Overeenkomst (art. 3) stelde ze in eene plaats, die meer in het oog viel. Maar men was gedwongen ze afzonderlijk te behandelen in dit artikel 3, ten einde de particularistische strekkingen van sommige wetgevingen te eerbiedigen.

Sommige landen, tot de Unie behorende, stellen de photographische werken gelijk met de kunstwerken en beschermen ze als zoodanig.

Andere landen, zonder aan de photographiën het karakter toe te kennen van kunstwerken, verleenen haar eene bescherming van bijzonderen aard.

Eindelijk zijn er landen van de Unie, waarin geene enkele bescherming aan die werken wordt verleend.

De Overeenkomst van 1886 regelde den toestand, wat betreft de verplichting van eerstgenoemde landen — landen van uitdrukkelijke of toegestane gelijkstelling.

Het Protocol van sluiting zegt (n^o 4, lid 1) dat diegene der landen van de Unie, waar het karakter van *artistieke* werken niet wordt geweigerd aan de photographische werken, zich verbinden ze toe te laten, te rekenen van het in werking treden van de Overeenkomst, tot het voordeel van hare bepalingen. Zij waren, overigens, niet gehouden de auteurs van gezegde werken te beschermen, met inachtneming van de bestaande of de te sluiten internationale regelingen, dan slechts in zoo verre hunne wetgeving toestond het te doen.

De Conferentie van Parijs regelde den toestand van de verplichting der andere landen van de Unie, landen van bijzondere bescherming. :

De photographische werken en de werken verkregen door eene soortgelijke werkwijze werden toegelaten tot het voordeel der bepalingen van de akten van 1886 en 1896, voor zoover de inlandsche wetgeving van ieder der Staten toeliet het te doen en in de mate van de bijzondere bescherming, die zij verleende aan soortgelijke nationale werken.

Zij eerbiedigde de verschillen van deze beginselen, wat aangaat den aard van deze werken : het voornaamste was dat eene bescherming verleend werd.

Maar het was eene toegeving zonder wederkeerigheid, tegenover laatstgenoemde landen, waar elke bescherming geweigerd werd.

Ook sprak de Conferentie van Parijs den volgenden wensch uit :

« Het is wenschelijk dat, in alle landen van de Unie, de wet beschrme de photographische werken of de werken verkregen door soortgelijke werkwijzen en dat de duur van de bescherming ten minste vijftien jaar zij. »

Welnu, verscheidene landen van de Unie gaan voort met hunne weigering, aan de photographische werken of aan de werken door eene soortgelijke werkwijze verkregen, het karakter toe te kennen van kunstwerken. Daarom konden deze landen er niet in toestemmen, dat de photographiën voorkwamen in de opsomming, door artikel 2 gedaan, van de werken « begrepen » in de uitdrukking « letterkundige en kunstwerken ». Anderzijds, scheen het moeilijk te vragen aan de landen die eene bescherming verleenden, den duur ervan te verlengen, terwijl dit haar kon geweigerd worden in andere landen. Dit zoo zijnde, was een bijzonder artikel niet alleen gerechtigd, maar werd het noodzakelijk, ten einde de particularistische strekkingen van deze wetgevingen te eerbiedigen. Maar — en dit is een groote stap voorwaarts — deze werken « zullen onder het nieuw regiem eene verplichte bescherming genieten, zoowel, dat, in dit geval, de Overeenkomst zonder eenigen twijfel den voorrang zal hebben boven de inlandsche wetgevingen, welke ook de leemten en de moeilijkheden er van zijn ⁽¹⁾. »

Tenzij hij gebruik make van het voorbehoud betreffende dit artikel, moet elke onderteekenaar van de Overeenkomst gereed zijn de photographiën van de Unie te verdedigen tegen elken roof.

Deze bescherming zal niet afhangen van de vervulling van eenige formaliteit of voorwaarde. Zij zal geldig zijn, zelfs ingeval van het verlies dier bescherming in het land van herkomst, door nalating van deze formaliteiten en voorwaarden, doch niet boven den termijn van bescherming aangenomen door de nationale wetgeving.

Elk land van de Unie zal gehouden zijn aan deze werken te verzekeren, hetzij de nationale behandeling, — het beschouwe ze als kunstwerken, nijverheidsproducten of voortbrengsels van bijzonderen aard, — hetzij eene bijzondere bescherming aan de vreemde auteurs, indien de inboorlingen geene bescherming hoegenaamd genieten,

Aan België legt deze bepaling geene nieuwe verplichtingen op ⁽²⁾ :

Toen de wet van 22 Maart 1886 werd besproken, werd de photographie

(1) Droit d'auteur, 1909, bln. 3 en 78.

(2) Voir *Pand. belges*, droit d'auteur, n^o 287.

niet uitdrukkelijk vermeld onder de schoone kunsten. Doch de heer Minister de Moreau, zonder eenige tegenspraak in de Kamer te ontmoeten, rangschikte de photographie onder de artistieke werkwijzen, wegens haren vorm de menigvuldigheid harer reproductie medebrengende, en hij stelde ze daarom gelijk met de beeldhouwkunst en de graveerkunst.

Eene andere beschouwing, getrokken uit de internationale overeenkomsten, van kracht in 1886, laat toe de gedachte te vertolken van den wetgever van dien tijd.

De Spaansch-Belgische Overeenkomst van 26 Juli 1880 (wet van 18 Maart 1881) bedoelt in § 3 van artikel 7, « dat onder de benaming van kunstwerken men zal begrijpen de uitgaven van *photographie* ».

De Fransch-Belgische Overeenkomst van 31 October 1881 (wet van 6 Februari 1882) spreekt van de auteurs van photographiën, en de heer Demeur, verslaggever van deze laatste Overeenkomst, droeg zorg de aandacht van de Kamers te vestigen op dit punt : « De Overeenkomst, zegt hij, beslist dus ten gunste van de photographie eene kwestie die, van het begin af aan, werd betwist : zij erkent de photographie als eene kunst en stelt haar, wat het recht van reproductie betreft, op dezelfde lijn als de teekening of de plaat. »

Ongetwijfeld is het niet de photographie, als zoodanig, de werkwijze die wordt beschermd, maar het photographisch werk.

De wet van 1886 en de rechtspraak huldigen dus in België de bescherming der photographische werken.

De landen die eene dergelijke wetgeving bezitten en zij die eene bescherming verleenen, op welken grond ook, hebben geene andere verplichting dan ze te behouden.

De overige zijn genoodzaakt wetten te maken.

Bestaan er geene wetten daaromtrent, dan moet men het recht der auteurs verzekeren door toepassing van de regelen van het gemeene recht : Ingeval van ongenoegzaamheid van de wet, moet de rechter zich houden aan soortgelijke teksten, die er op toepasselijk zijn. Hij moet, in elk geval, uitspraak doen volgens de regelen van de billijkheid ⁽¹⁾.

De vroegere tekst zegde dat de toegelaten photographie van een beschermd kunstwerk, in alle landen van de Unie, de wettige bescherming geniet, in den zin van de Overeenkomst van Bern en van de Bijkomende Akte, zoolang het hoofdzakelijk recht van reproductie van dat werk zelf duurt en binnen de perken der particuliere Overeenkomsten tusschen de rechthebbenden.

Deze bepaling was volstrekt nutteloos of vatbaar voor verkeerde uitlegging.

(1) De toestand zal dezelfde zijn als die gemaakt door de rechtspraak der gemengde rechtbanken van Egypte, bij gebrek aan bijzondere bepalingen voor den artistieken en letterkundigen eigendom. (Lyon, Caen en Delalain, II, blz. 21 en 59.)

Het is verboden een kunstwerk na te maken, op welke wijze ook — zoo-
wel photographisch, als anders.

De photograaf, wien het toegestaan is een kunstwerk na te maken, oefent
een afgeleid recht uit : zelfs, indien zijne photographie van een kunstwerk
niet als zoodanig wordt beschermd, mag hij zich beklagen over den in-
breuk gemaakt op zijn erkend recht van reproductie, als rechthebbende of
gedeeftelijke overnemer van de rechten van den auteur.

Terecht heeft men deze bepaling weggelaten, die gelijk stond met te
zeggen : men kan eene reproductie niet weergeven zonder *ipso facto* het
voornaamste voorwerp van de reproductie weer te geven ⁽¹⁾.

(1) *Stelsel van bescherming der photographische werken, aangenomen in de landen
van de Unie.*

DUITSCHLAND. — *Wet van 9 Januari 1907 betreffende het recht van den auteur op de figuur-
lijke kunstwerken en de photographie. Duur : tien jaar, te rekenen van de uitgave van het
werk ; tien jaar, te rekenen van den dood van den auteur, indien het een nagelaten werk is.*

BELGIË. — Door de rechtspraak begrepen onder de artistieke werken. *Duur : het leven
van den auteur en vijftig jaar post mortem. (Wet van 22 Maart 1886.)*

DENEMARKEN. — *Wet van 24 Maart 1865 betreffende de reproductie der photographiën.
Duur : Vijf jaar.*

SPANJE. — Begrepen, uit kracht van het reglement van 5 September 1880, onder de werken
die beschermd worden door de wet van 10 Januari 1879. *Duur : het leven van den auteur
en tachtig jaar post mortem.*

FRANKRIJK. — Begrepen door de rechtspraak onder de artistieke wetten. *Duur : het leven
van den auteur en vijftig jaar post mortem.*

GROOT-BRITTANJE. — *Wet van 29 Juli 1862 betrekkelijk de werken der schoone kunsten (en
wet van 23 Juni 1886 betrekkelijk het auteursrecht in de internationale en koloniale betrek-
kingen. Art. 11). Duur : leven van den auteur en zeven jaar post mortem.*

HAÏTI. — Geen enkele bijzondere melding in de wet van 8 October 1855. *Duur : (indien
begrepen onder de artistieke werken) : leven van den auteur en post mortem, gedurende
het leven van de weduwe, twintig jaar ten voordeele van de kinderen, tien jaar ten voor-
deele van de andere erfgenamen.*

ITALIË. — Begrepen door de rechtspraak onder de artistieke werken. *Duur : dubbele
termijn van bescherming : 1^o leven van den auteur met minimum van veertig jaar ; 2^o publiek
domein betalende gedurende de veertig volgende jaren.*

JAPAN. — *Wet van 5 Maart 1899 (art. 23). Duur : tien jaar, van af het jaar volgende op
dat van de eerste uitgave of van de bereiding der negatieven, ingeval van niet-uitgave.*

LIBERIA. — Geen nationale wetgeving.

LUXEMBURG. — Geen bijzondere melding. Schijnen begrepen onder de artistieke werken.
Wet van 10 Mei 1898. Duur : Bij het leven van den auteur en vijftig jaar post mortem.

MONACO. — Begrepen onder de artistieke werken. *Wet van 27 Februari 1889 (art. 2).
Duur : leven van den auteur en vijftig jaar post mortem.*

NOORWEGEN. — *Wet op de bescherming der photographiën van 12 Mei 1877. Duur : Vijf
jaar te rekenen van het einde van het jaar der eerste uitgave van het photographisch beeld,
met ophouding van het recht bij den dood van den photograaf.*

ZWEDEN. — *Wet van 20 Mei 1897 betreffende het recht van reproductie der photographische
werken. Duur : Vijf jaar, te rekenen van het einde van het jaar, waarin het beeld voor
de eerste maal werd uitgegeven.*

ZWITSERLAND. — Worden beschermd door de wet van 5 April 1885 (art. 9). *Duur : Vijf
jaar van af den dag der registratie, die moet geschieden binnen drie maanden volgende op
de uitgave.*

TUNIS. — Geen bijzondere melding. Schijnen begrepen te moeten zijn onder de artis-
tieke werken. *Duur : In dit geval, leven van den auteur en vijftig jaar post mortem.*

KUNSTWERKEN TOEGEPAST OP NIJVERHEID.

Elke oorspronkelijke schepping in het domein van de kunst moet, wanneer men zich houdt aan de strengheid der beginselen, worden gerangschikt onder de kunstwerken en, als zoodanig, worden beschermd. De verdienste of de bestemming van een werk, evenals zijne min of meer groote belangrijkheid, zijn elementen vreemd aan den aard zelf van het werk. Men mag niet aannemen dat een kunstwerk dit karakter verliest omdat het kunstgevoel van den rechter, die het moet beoordeelen, verschilt van dat van hem die het heeft geschapen; of uit hoofde van eene toepassing, industriële of nuttige, die voorzien was en misschien nog niet verwezenlijkt; of zelfs verwezenlijkt, hoewel niet voorzien toen het werk gemaakt werd.

Houdt men zich bij deze theorie, dan wordt de moeilijkheid opgeheven, bestaande in het trekken van de lijn van afscheiding tusschen de « industriële » teekening en de « kunst » -teekening.

Het zou dus eenvoudig en logisch schijnen als werk, behoorende tot het domein van de kunst, te beschermen elke teekening, elk product van plastiek, van beeldhouwwerk, enkel op voorwaarde dat het een nieuw en origineel product is, zonder dat men behoefde te onderzoeken den graad van originaliteit of het gebruik.

Indien een werk den naam verdient van toegepast *kunstwerk*, dan is het omdat het vatbaar is te bestaan als kunstwerk, buiten zijne toepassing om.

De nijverheidsbescherming zou dus kunnen worden voorbehouden voor de voortbrengselen die niet anders kunnen bestaan dan uit hoofde van hunne bestemming en van hun nut; die men zich niet kan voorstellen, afgezien van den steun en de stof.

Hier zou eene wetgeving noodig zijn op de modellen en de teekeningen van nut.

Het beginsel dat het kunstwerk, toegepast op de nijverheid, zijn karakter van kunstwerk behoudt, bestaat in de wetgeving van talrijke landen.

Het mocht aan de Conferentie van Berlijn niet gelukken het te doen aannemen in de internationale betrekkingen, uit hoofde van den tegenstand van Groot-Brittannië en van Zwitserland, niettegenstaande de pogingen der Afvaardigingen van Duitschland, van België, van Frankrijk en van Italië.

Deze werken zullen dus aan een bijzonder regiem onderworpen worden.

Indien het enkel gold toe te staan de bescherming te beperken door de inlandsche wet, dan was de bepaling van artikel 2, slotalinea, nutteloos. De inlandsche wet is oppermachtig om de uitgestrektheid der bescherming vast te stellen.

Deze bepaling — voorzeker betreurenswaardig — machtigt, in afwijking van het algemeen beginsel van bescherming der kunstwerken, niet of niet langer als zoodanig te erkennen, sommige werken, uit hoofde van hunne

bestemming, en ze aldus buiten het regiem der Overeenkomst te sluiten.

Dus moet iedere wetgeving bepalen wat men heeft te verstaan door kunstwerk toegepast op de nijverheid, vaststellen of dit karakter voortvloeit uit de bestemming door den auteur eraan gegeven, bij de schepping van het werk, uit het doel dat hij van het begin af aan heeft vervolgd, ofwél uit de latere toepassing op de nijverheid van een artistiek werk, geschapen uit zuiver kunstgevoel; ze dus al dan niet begripen onder de kunstwerken.

Dus moeten de rechtbanken oordeelen of het werk de noodige hoedanigheden bezit om de bescherming te rechtvaardigen.

Het recht van het land van herkomst kan zijne werking niet uitoefenen over de grenzen: het is dus onverschillig na te gaan of het werk, in dat land, beschouwd wordt als kunstwerk.

De vreemde wetgeving mag niet worden ingeroepen; en, bij gebrek aan eene bijzondere en beschermende bepaling in de Overeenkomst, kan de vreemdeling geene meerdere rechten genieten dan de inboorlingen.

Evenzoo moet de vreemdeling zich onderwerpen aan alle formaliteiten en voorwaarden, van de inboorlingen geëischt.

De werken van kunst toegepast op de nijverheid zullen slechts verplicht beschermd worden, voor zoover de inlandsche wetgeving van ieder land het zal toelaten, dat wil zeggen in de mate van de bescherming verleend aan dergelijke nationale werken.

De bescherming, voorzien bij artikel 2, slotalinea, is die, welke voortvloeit uit de inlandsche wetten als en ten titel van artistieke werken. Indien een land de kunstwerken beschermt die werden toegepast als teekeningen voor nijverheidsfabrieken of modellen, moet het die bescherming niet verleen en uit kracht van de Overeenkomst van Unie.

Maar, anderzijds, indien de inlandsche wet toelaat — zooals het geval is in België, in Luxemburg, in Frankrijk, in Duitschland — het werk der beeldende kunsten te behouden in de soort der zuiver artistieke werken, dan behoeft men zich niet te bekommeren om eene andere bescherming, die soms meer karig en formalist is, en onderworpen aan eene wederkeerigheid — niet bestaande bij de Overeenkomst — door de wetgeving verleend aan de industriele teekeningen en modellen.

De werken, opgesomd in de eerste twee alinea's van artikel 2 hebben recht op bescherming.

Dit zal zijn de bescherming, bepaald door de Overeenkomst en, daarenboven, die van de nationale wet.

De bescherming van de nationale wet moet worden voltooid door de afschaffing der formaliteiten en voorwaarden (art. 4) ⁽¹⁾ zoodra het vermoeden wordt aangenomen omtrent de aanwijzing van auteur, enz.

« Indien, bijgeval, de bescherming gevraagd wordt voor een van die

⁽¹⁾ *Auteursrecht*, 1909, bl. 113.

werken in een land van de Unie, en indien zij wordt geweigerd, omdat de wetgeving niet een werk van die soort beschermt, zal het de fout van de Regeering van het land zijn, het noodige niet te hebben gedaan voor de toepassing van de Overeenkomst », zegt het verslag.

Men zal zich afvragen welke de bekrachtiging van die fout zal zijn en of zij enkel zal bestaan in diplomatieke bedenkingen.

Neen. Er kan geen sprake van zijn den auteur te beschermen door toepassing van een tekst van de nationale wet, maar de rechterlijke beslissing zal alleen gegrond zijn op de internationale wet, gevormd door de Overeenkomst. De toestand zal juist dezelfde zijn, als wanneer de Overeenkomst den auteur beschermde meer dan de nationale wet het toeliet. De bescherming is niet verzekerd door de nationale wet, de inboorlingen kunnen er zich niet op beroepen, doch daar de vreemde Staten voor hunne eigen inboorlingen bepalingen hebben gemaakt, mogen deze handelen uit kracht van de algemeene beginselen van het recht.

In dezen zin moet het verslag worden begrepen.

HOOFDSTUK III.

Beschermde auteurs.

In den aanvang, toen men moest bepalen welke personen voordeel zouden trekken uit de Unie, stond men tegenover twee stelsels.

Het eerste stelsel hechtte zich aan de nationaliteit van den auteur : het bestond in het vereenzelvigen van het werk met deze nationaliteit, in welk oord het ook werd opgevat, voor de eerste maal geopenbaard of uitgegeven. Dit is het stelsel van het persoonlijk statuut : het werk heeft eene « nationaliteit van afstamming ».

Het werk van een Belgisch auteur, voor de eerste maal uitgegeven in Nederland of in Rusland, zou, met dit stelsel, worden beschouwd als Belgisch werk en onderworpen aan het regiem van de Overeenkomst, hoewel Nederland of Rusland daarvan geen deel uitmaken.

Dit stelsel schijnt, theoretisch, het meest gegronde : het recht tot bescherming heeft zijne bron in het scheppen van het werk en niet in het feit of het oord van de uitgaaf. De auteur is volstrekt meester van de vrucht van zijn werk : er bestaat geen enkele juridische reden hem daarvan te berooven, omdat het hem past gebruik te maken van zijne voorrechten dàar, waar zijne zedelijke of geldelijke belangen het hem bevelen. Het recht van den auteur is innig verbonden met zijne persoonlijkheid. De keuze van den uitgever is meestal het gevolg van omstandigheden, die vreemd zijn aan het domein van den verstandelijken eigendom.

Het stelsel van de nationaliteit van den auteur is het regiem gehuldigd door talrijke wetten en door tractaten die de « landgenooten » en de « onderhoorigen » beschermen, zonder na te gaan in welk oord het werk werd uitgegeven.

Op vijftien landen tot de Unie behorende, beschermen zeven, ten minste, op volstrekte wijze de werken van hunne landgenooten, zelfs indien zij in den vreemde werden uitgegeven ⁽¹⁾: alleen Groot-Brittanie, Italië, Japan, Monaco, en Tunis nemen dit beginsel niet aan.

Dit stelsel werd door talrijke auteurs opgehemeld en, terstond na het Congres van Bern in 1883 ⁽²⁾ was het 't voorwerp van wenschen van de zijde der Kunst- en Letterkundige Vereeniging (Congres van Neuchâtel en van Mainz), van de Koninklijke Akademie van België (Klasse van letteren en wetenschappen) ⁽³⁾, van de Vereeniging voor boekdrukkunst en boekhandel. Het werd verdedigd door eene toelichting van de Belgische Afvaardiging op de Conferentie van Berlijn ⁽⁴⁾.

De eenige practische moeilijkheid, die dit stelsel kan opleveren, bestaat hierin, dat het soms moeilijk is de nationaliteit van een auteur te bepalen en dat deze gewijzigd kan worden door naturalisatie, huwelijk, enz. Verder geeft het aanleiding tot niet gerechtvaardigde gunsten, verleend aan uitgevers van de landen, die niet tot de Unie behooren ⁽⁵⁾.

Het tweede stelsel is dat van het *land van herkomst*, van het oord van geboorte van het werk — deze uitdrukking verstaan in den zin van de eerste uitgaaf.

Volgens dit systeem zal een werk van Belgisch auteur, voor de eerste maal uitgegeven in Frankrijk of in Duitschland, beschouwd worden als Fransch of Duitsch werk.

De bepaling van de bescherming zal voortvloeien uit een stoffelijk feit.

Dit tweede stelsel werd door de Conferentie van 1885 als grondslag aangenomen en zulks uit economische en diplomatieke beschouwingen.

Economische, ten einde te vermijden dat landen, die geen deel uitmaken van de Unie, centraums worden voor de uitgaaf van de werken der tot de Unie behorende auteurs.

Diplomatieke, omdat men Groot-Brittanie moest ontzien, dat bijzonder ijverde voor het beginsel van dit stelsel.

Het stelsel van de Overeenkomst, behouden in 1898 te Parijs en in 1898 te Berlijn bevestigd, is dus dit van de nationaliteit van het land van herkomst.

Maar dit wil niet zeggen, dat de nationaliteit van den auteur er niet op aankomt.

De Overeenkomst bepaalt de nationaliteit van het werk, volgens het oord van eerste uitgaaf, maar zij beschermt, evenzeer, het werk vóór deze eerste uitgaaf.

(1) Cf. Rothlisberger, bl. 124.

(2) *Histoire de l'Association*, bl. 156 tot 160.

(3) *Verslag van den heer Beernaert*, bl. 5.

(4) *Akten*, bijlagen.

(5) *Auteursrecht*, 1908, bl. 53.

Gedurende gansch het eerste tijdvak hecht zij zich aan de nationaliteit van den auteur en wordt het eerste stelsel toegepast.

Vervolgens, en te rekenen van de uitgaaf, neemt zij een anderen toets aan : de uitgaaf.

Een werk kan dus, achtereenvolgens, twee « landen van herkomst » hebben, volgens de nationaliteit van zijn auteur en, daarna, volgens het oord van zijne eerste uitgaaf.

De Overeenkomst beschermt :

a) Tot op het oogenblik van de eerste uitgaaf, de werken der onderhoorige auteurs;

b) Van af de eerste uitgaaf, de werken der onderhoorige en der niet-onderhoorige auteurs, indien deze uitgaaf plaats heeft binnen het grondgebied van de Unie.

De uitdrukking « onderhoorigen » bedoelt dus de auteurs hebbende het inboorlingsrecht in een van de landen der Unie ⁽¹⁾.

Het eenig onderscheid van stelsel tusschen onderhoorigen en niet-onderhoorigen slaat dus op de onuitgegeven werken of, om juister te spreken, de niet-uitgegeven werken.

Gegeven het stelsel door ons ontvouwd, bespeurt men al het belang dat bestaat :

1° In de bepaling van wat men moet verstaan door uitgaaf;

2° In het losmaken der beschermde werken uit de banden van afhankelijkheid van het land van herkomst.

De Conferentie van Berlijn heeft getracht dit dubbel doel te bereiken.

Welke ook hunne woonplaats zij, hetzij gevestigd binnen het grondgebied van de Unie of daarbuiten, zijn alle auteurs, hebbende het inboorlingsrecht in een der landen van de Unie, begrepen in den term « onderhoorigen » en genieten zij het voordeel van de Unie.

Indien zij een dubbel inboorlingschap kunnen inroepen in een der Staten van de Unie én in een Staat, die niet tot de Unie toetrad, dan nog zullen zij het voordeel van de Unie genieten ⁽²⁾. Hoe zou men ze als vreemdelingen beschouwen, door een der nationaliteiten, waarop zij zich beroepen, niet mede te rekenen?

De voorwaarde van inboorlingschap, vereischt voor de onderhoorigen moet worden in acht genomen, ten opzichte van de auteurs en niet van de rechthebbenden : het zou niet voldoende zijn dat een werk overging naar een opvolger, ten algemeenen of particulieren titel, die onderhoorige van de Unie is, opdat dit werk, *ipso facto*, de bescherming geniet die bestaat, uit hoofde van het inboorlingschap, in het geval van niet-uitgaaf, zelfs wanneer zijn auteur zijne woonplaats heeft buiten het grondgebied van de Unie.

⁽¹⁾ Akten, 1886, bl. 41. SOLDAN. *Revue générale du droit* 1887, bl. 405.

⁽²⁾ SOLDAN, *loc. cit.*, bl. 506.

MEDEWERKERS. RECHTSPERSONEN.

De medewerking is de gemeene voortbrenging door verscheidene personen. Zij brengt een ondeelbaar geheel voort. Elke medewerker is auteur : in deze voorwaarden is het voldoende dat een der medewerkers onderhoorige van de Unie zij, opdat het werk worde beheerscht door de Overeenkomst.

Kunnen Staten, provinciën, gemeenten, openbare besturen beschouwd worden als auteurs ?

De auteur is hij, die een werk opvat en schept. Een rechtspersoon, denkbeeldig wezen, handelende door werkelijke personen, kan niet beschouwd worden als een auteur. Maar deze juridische persoonlijkheden, deze collectiviteiten mogen beschouwd worden als de rechthebbenden van auteurs, die naamloos blijven. Zij zullen in denzelfden toestand verkeeren als een uitgever van naamloze werken, die het genot eischt der rechten niet als auteur, ten persoonlijken titel, maar als ondersteld auteur en fideicommissaris.

Waar de kwestie eenig belang aanbiedt, is het uit hoofde der bepalingen van sommige wetgevingen, die den duur der bescherming van deze werken beperken of die eene wijze van bijzondere vaststelling aannemen om het aanvangspunt van dien duur te bepalen.

Elke rechtspersoon die, voor de werken door hem uitgegeven, het voordeel der bescherming vraagt, moet zijn juridisch bestaan bewijzen in zijn eigen land en in het land van den namaak.

RECHTVERKRIJGENDEN.

De rechtverkrijgenden van de auteurs zijn de concessiehouders en erfgenamen der auteurs, hunne opvolgers, ten algemeenen of bijzonderen titel ⁽¹⁾.

Eenmaal ontstaan, maakt het recht op de bescherming deel uit van het erfdeel van den auteur en kan het niet door overdracht te niet gaan : De voorwaarde van inboorlingschap wordt alleen vereischt voor de auteurs : wat hunne rechtverkrijgenden betreft, dezer nationaliteit komt er niet op aan.

De Akte van Berlijn maakt geene melding meer van rechtverkrijgenden. Deze melding was even onnoodig als die van de conventioneele of wettige lasthebbers, voorkomende in de vroegere Overeenkomsten en door de Akte van Bern niet overgenomen. Het is zeker dat, indien de auteur een wettigen lasthebber heeft, deze gerechtigd is tot den eisch, maar in naam van den auteur, van de bescherming hem door de Overeenkomst verleend.

(1) CLUNET, bl. 48.

UITGEVERS.

De oorspronkelijk tekst van 1886 verklaart de Overeenkomst van toepassing « op de uitgevers van letterkundige en kunstwerken uitgegeven in een der landen van de Unie en waarvan de auteur behoort tot een land dat er geen deel van uitmaakt ».

Zij onderscheidde niet of de uitgever zelf onderhoorige of niet-onderhoorige was van de Unie. Zij hechtte zich alleen aan het oord der uitgaaf.

Men verleende aan den uitgever een persoonlijk recht, als ware hij de auteur; men hoopte, dusdoende, van de zijde der uitgevers, eene levendige uiting te verwekken ten gunste van nieuwe toetredingen.

De Conferentie van Parijs is teruggekeerd tot het stelsel van de bescherming van den auteur. De Conferentie van Berlijn behield het ⁽¹⁾.

Het wordt niet vereischt dat de auteur zich wende tot een uitgever, zijne woonplaats hebbende of onderhoorig zijnde aan een land van de Unie; de niet-onderhoorige auteur kan zelf zijn werk uitgeven, zijn eigen uitgever zijn.

Het is evenmin vereischt dat het werk worde gedrukt, gegraveerd, overgenomen op het grondgebied van de Unie: het is voldoende, dat het voor de eerste maal *uitgegeven* worde in den zin, waarin dit woord wordt uitgelegd door artikel 4.

NIET-ONDERHOORIGE AUTEURS, EEN WERK UITGEVENDE IN DE UNIE.

De vroegere tekst van artikel 3 kon twijfel laten bestaan omtrent het punt te weten, of de niet-onderhoorige auteur in het land, waar het werk werd uitgegeven, de bescherming van de Overeenkomst genoot of dat hij die slechts genoot in de andere landen. Zoo geeft een Rumeensch auteur zijn werk uit in Duitschland; een geschil ontstaat waarin niet zijn betrokken andere onderhoorigen van de Unie. Op welken grond zal de Overeenkomst tusschenbeide komen?

Zeker had de Overeenkomst er zich toe kunnen bepalen aan te wijzen welke de rechten waren van den niet-onderhoorigen auteur, buiten het land, waar hij zijn werk geboorterecht deed verkrijgen door de uitgaaf, daar in dit land de toestand afhangt van het inlandsch recht. Deze bemerking werd reeds gemaakt wat betreft de rechten door artikel 5 gewaarborgd voor de onderhoorigen.

Maar het scheen onaannemelijk dat een auteur, die zijne bescherming kan inroepen door de Unie, uit hoofde van het feit van de uitgaaf in een land, — en niet van een persoonlijk statuut, — geene enkele bescherming geniet in dat land en wel in andere landen.

⁽¹⁾ *Auteursrecht*, 1896, bl. 36, 1902, bl. 14.

De bescherming moet zich uitstrekken van het land van herkomst tot de andere verbondene landen.

Men heeft, trouwens, nooit betwist dat deze auteurs rechten moesten genieten in het land van herkomst, maar men had deze rechten niet bepaald onderscheiden van die der inlandsche wet — conventioneel-in de andere landen.

De niet-onderhoorige auteur kan niet anders behandeld worden als de tot de Unie behorende auteur, die zijn werk uitgeeft in dezelfde voorwaarden en waarvan het lot geregeld wordt door artikel 5. Er bestaat geen reden om aan niet-onderhoorigen grootere voorrechten te schenken dan aan de onderhoorige auteurs, die zich in denzelfden toestand plaatsen, of dan aan de nationale auteurs.

Artikel 6 eischt niets meer. Maar het ontzegt niet en maakt geene verbodsbepaling uit.

De behandeling van artikel 6 brengt mede een minimum van rechten, dat de landen die de Overeenkomst teekenden kunnen te boven gaan (ten gunste zoowel van de onderhoorigen, bedoeld bij artikel 5, als van de niet-onderhoorigen) indien zij daardoor hopen de uitgaaf van vreemde werken te bevorderen. Zij mogen bijzondere gunsten aanbieden.

DE UNIE

Door het feit van de eerste uitgaaf op het grondgebied van de Unie, geniet de niet-onderhoorige dezelfde rechten als de onderhoorige.

De gelijkstelling wordt volkomen.

Er bestaat dus geen onderscheid tusschen hen, dan in wat betreft de niet-uitgegeven werken.

Sommige meenden dat de Overeenkomst zeer edelmoedig was en dat redenen, zooal niet van rechtvaardigheid, dan ten minste van nut, een ander stelsel schenen te vereischen en een onderscheid, groot genoeg om de vreemde landen aan te sporen zich bij de Unie aan te sluiten.

Deze bescherming ging tegen de politiek in, welke vele landen er toe bracht de bescherming, zelfs zonder wederkeerigheid, te verleen en aan de vreemdelingen en hunne werken te beschermen, zelfs al werden deze in den vreemde uitgegeven ⁽¹⁾.

De eerste uitgaaf op het gebied van de Unie moet zijn de daad van den auteur. Wat wij gezegd hebben omtrent eene uitgaaf gedaan tegen zijnen wil, buiten de Unie, is van toepassing op eene dergelijke uitgaaf in de Unie.

Veronderstellen wij een niet-onderhoorige, auteur van een onuitgegeven

(1) Landen tot de Unie toetreden die de vreemde werken beschermen, in den vreemde uitgegeven, zonder tractaat : a) onder voorwaarde van wederkeerigheid : Denemarken, Spanje, Groot-Brittanje, Italië, Monaco, Noorwegen, Portugal, Zweden, Zwitserland; b) zonder verplichting van wederkeerigheid : België, Frankrijk, Luxemburg.

werk, die zijn werk ziet uitgegeven in een land van de Unie. Uit hoofde van de niet-bescherming der vreemdelingen in dit land (bijvoorbeeld om reden van niet-wederkeerigheid) zal hij deze uitgaaf niet kunnen inroepen als hem rechten gevende door toepassing van artikel 6 der Overeenkomst.

Doch veronderstellen wij dat hij later dit werk uitgeeft op het grondgebied van de Unie, hetzij : *a.* in een ander land van de Unie; *b.* in het land waar eene eerste uitgaaf geschiedde tegen zijn wil.

Welke zal zijn toestand zijn, wat betreft de toepassing van de regelen der Overeenkomst?

Vooreerst schijnt het ons buiten twijfel, dat deze uitgaaf door den auteur het werk zal plaatsen onder het regiem van de Unie in al de landen, andere dan het land waar de eerste uitgaaf geschiedde.

Deze bleef onbekend ten opzichte van de Unie : de auteur die er geen voordeel uit trok, kan, met des te meer reden, niet er onder lijden dat zijn recht niet werd beschermd in een land van de Unie. Artikel 4 voorziet, overigens, dat de bescherming der Overeenkomst onafhankelijk is van de bescherming in het land van herkomst van het werk : zelfs, al beschouwde men het werk als hebbende zijn land van herkomst in het land van de uitgaaf, waartoe de auteur niet heeft bijgedragen, en al moest men zich hechten aan het feit dat de inlandsche wetgeving hem terzelfder tijd alle bescherming weigert om reden van zijn toestand van vreemdeling, dan nog kan dit gemis van bescherming hem, in de andere landen, niet worden tegengesteld.

De kwestie schijnt kiescher wat betreft den toestand, aan den auteur berokkend in het land waar de uitgaaf geschiedde tegen zijn wil. Men zou hier hebben kunnen afzien van de oplossing dier kwestie, zeggende dat zij buiten het conventioneel recht treedt.

Het werk, uitgegeven door een niet-onderhoorige in een land van de Unie, verkrijgt daar inboorlingschap door het feit van zijne uitgaaf. Dus moest de toestand uitsluitend door de inlandsche wet geregeld worden, en dit moest het antwoord op de vraag zijn onder het regiem van artikel 3, herzien in 1896.

Doch het Deutsche bestuur hield er aan te doen vaststellen wat het regiem zou zijn der niet-onderhoorigen in het land van eerste uitgaaf : het werk zal in het land, waar het werd uitgegeven, moeten behandeld worden op denzelfden voet en geniet dezelfde bescherming als het werk van een nationalen auteur. « De bescherming strekt zich natuurlijk uit van het land van herkomst tot de andere verbondene landen, maar het gemis van bescherming in het land van herkomst zou hier moeilijk te vereenigen zijn met het bestaan der bescherming in de andere landen. »

De vraag zal dus moeten worden beslecht door de toepassing der beginselen van de nationale wet : de niet-onderhoorige auteur zal zich in denzelfden toestand bevinden als een nationale auteur die de eerste uitgaaf tegen zijn wil zag geschieden. Hij, die kunst- of letterkundige werken

uitgeeft zonder de toelating van den auteur, omdat deze nog niet beschermd is, kan door het feit zelf niet een voorrecht bekomen voor lateren namaak, noch zich rechten veroveren op het openbaar domein. De uitgaaf door den auteur heeft geene terugwerkende kracht, in dezen zin, dat zij verkregen rechten zou vernietigen, maar zij vernietigt wat slechts toegevendheid was ⁽¹⁾.

OMSCHRIJVING VAN HET WOORD « UITGAAF ».

Artikel 2 der Overeenkomst van 1886 legde niet uit hoever het woord « uitgaaf » reikt.

De bijeenkomst van Parijs oordeelde het nuttig met juistheid te bepalen waarin de uitgaaf bestaat : de zorg van deze bepaling overlaten aan elke der verschillende wetgevingen ware van aard betwistingen van rechten te doen ontstaan ; daar de uitgaaf internationale gevolgen medebrengt, moet de bewoording op dezelfde wijze worden uitgelegd door al de verbondenen.

Om deze redenen voegde zij eene uitleggende verklaring toe aan de Memorie, door de Deutsche Afvaardiging ingediend.

A. *Letterkundige werken.* — De uitgaaf is het feit van uitgifte. De uitgifte is het in 't licht geven of te koop stellen, door een persoon die de last en de verantwoordelijkheid van de uitgave op zich neemt. Het is niet de druk die maar een voorafgaand iets is, eene voorbereiding van de uitgave, die meestal maar niet noodzakelijk daarmee gepaard zal gaan. (*Akten* van 1885, bl. 162; *Auteursrecht*, 1902, bl. 28.)

Weinig doet het er dus toe of de druk, al dan niet, buiten de Unie geschiedt. Een gedrukt werk kan, zoodra exemplaren ter beschikking werden gesteld van derden ⁽²⁾, beschouwd worden als uitgegeven.

B. *Dramatische, muzikale en dramatico-muzikale werken.* — De enkele lezing in het openbaar van een letterkundig werk, roman, dichtstuk, bijvoorbeeld, maakt niet eene uitgave uit, ten opzichte van de Overeenkomst.

Met toepassing van hetzelfde beginsel, heeft de Conferentie besloten dat men niet eene openbare voorstelling of uitvoering moest beschouwen als een feit van uitgifte, dus van uitgaaf wat betreft de dramatische of muzikale werken ⁽³⁾.

Indien een auteur die tot de Unie behoort niet aan den druk overgeeft het handschrift van een stuk, dat nochtans meermalen in den vreemde werd opgevoerd, waarvan namakers zich kunnen weester maken door middel van

(1) Cfr. per analogie. DARSAS, n^o 231.

(2) ERNST RÖTHLISBERGER, *Die Berner Uebereinkunft zum Schutze von Werken der Literatur und Kunst*, enz. Berne, bl. 93, n^o 6.

(3) De Britsche Afvaardiging hield er aan vast te stellen dat, volgens de Engelsche wet, de eerste uitgifte van een dramatisch of dramatico-muzikaal werk, uitgaaf is, en maakte voorbehoudingen.

de stenographie, om het te vertalen, dan zal dit drama, dit blijspel toch voortgaan te zijn een niet uitgegeven werk, ten opzichte van de Overeenkomst, en zal het dus de nationaliteit behouden van zijn auteur.

De uitgaaf spruit alleen voort uit de uitgifte : deze oplossing is practisch ; het feit van de voorstelling of van de uitvoering kan moeilijk vast te stellen zijn. Dat van de uitgave is zichtbaar.

C. *Kunstwerken.* — De Conferentie van Parijs gaf toe, dat de uitlegging aangenomen, wat betrof de openbare voorstelling of uitvoering, dezelfde oplossing medebracht ten opzichte van de tentoonstelling van een kunstwerk. De uitgaaf bestaat door het feit van de photographie, den afdruk van de schilderij, gevolgd door het in 't licht geven of te koop stellen.

Een Belgisch kunstenaar, dus unionist, die zijn werk voor de eerste maal zou weergeven in eene photographische uitgave of in postkaarten in den Belgischen Congo, zou ophouden beschermd te zijn door de Overeenkomst, indien België niet de uitwerking van zijne toetreding tot de kolonie had uitgestrekt.

D. *Werken van bouwkunde.* — De Conferentie van Berlijn, die de werken van bouwkunde op den voorgrond plaatste, heeft de uitlegging, wat deze werken betreft, nader bepaald : de samenstelling van een werk van bouwkunde maakt niet eene uitgaaf uit.

Er is eene uitgaaf noodig door een graphisch of plastisch middel.

Een bouwkundige, niet behoorende tot de Unie, maar die een werk samenstelt op het grondgebied van de Unie, zal beroofd zijn van de voordeelen van de Overeenkomst totdat het werk zal zijn uitgegeven, op een zeker aantal exemplaren, in een verbonden land. En in dat land zal het zijn burgerrecht verkrijgen.

Maar, *a contrario*, zal de oprichting van een gebouw, van een monument in een niet-verbonden land van geen enkel zijner rechten berooven den bouwkundige die tot de Unie behoort ⁽¹⁾.

De uitgave bestaat in het ter beschikking stellen van het publiek van exemplaren van het werk. Zij veronderstelt het gebruik maken door den auteur van zijn recht van vermenigvuldiging.

Maar deze uitgave kan gescheiden door « verschillende kunsten » : photographie of afdruk van eene schilderij — dit is de onderstelling uitdrukkelijk voorzien door de Conferentie van Parijs — uitvoering van eene teekening van medaille door het slaan der medailles zelve, van eene teekening van behangsel door het weven ⁽²⁾.

Tegenover den juisten tekst van artikel 4, is de tot de Unie behorende

(1) Wat in 1896 eene uitlegging was, is thans ingeschreven in den tekst zelf van de Overeenkomst.

(2) Behalve de bepalingen eigen aan sommige landen, wat betreft de toepassingen op de nijverheid.

auteur beschermd voor de werken uitgevoerd, voorgesteld, tentoongesteld of opgericht, waar ook, mits hij de eerste reproducties ervan niet overvloedig doe maken of verspreiden in een niet-verbonden land. Een Belgisch auteur kan voor de eerste maal eene opera doen voorstellen te Amsterdam of eene schilderij tentoonstellen te St-Petersburg zonder een enkel van zijne rechten te verliezen ten aanzien van de bestaande Overeenkomst.

Deze regel zal worden opgelegd aan al de onderteekenaars en zelfs voortaan aan Groot-Brittannië, tenzij dit land, te dezen opzichte, het voorbehoud vormt, voorzien bij artikel 27, lid 2, van de Akte.

Wil dit zeggen dat deze tekst geene aanleiding zal geven tot zekere moeilijkheden?

Het zou mogelijk zijn dat, ten opzichte van de inlandsche wetten, de uitlegging der Overeenkomst die van de inlandsche wet dwarsboomt en geschillen doet ontstaan, of de toekenning vergunnen zou aan een werk van dubbele nationaliteit.

Deze tekst zal de vraag beslechten van uitgaaf of niet-uitgaaf, die van nationaliteit en, als later gevolg, van duur der bescherming, bij de conventionele betrekkingen. De tekst zegt: men moet verstaan « in den zin van deze Overeenkomst ».

De inlandsche wet zal de betrekkingen beheerschen tusschen nationalen en niet-onderhoorigen.

De Overeenkomst besliste ook het geval van gelijktijdige uitgave in een land van de Unie en een land buiten de Unie.

Welke zal de nationaliteit zijn van het werk? De vraag is niet zonder belang: de duur van het recht kan verschillen, naarmate het werk, gelijktijdig uitgegeven in twee landen van de Unie, al dan niet genationaliseerd zal worden in het land waar de termijnen van bescherming het minst zijn uitgebreid. (Art. 7, lid 2.)

Maar zij is van hoofdzakelijk belang, indien de uitgaaf geschiedde, tegelijkertijd, in en buiten de Unie.

De bescherming van de Unie kan ophouden, indien het werk wordt beschouwd als voor de eerste maal uitgegeven buiten de Unie.

De Overeenkomst van Bern had reeds het eerste geschil beslecht (art. 2, lid 3): De auteur kan slechts den kortsten duur van bescherming eischen ingeval van gelijktijdige uitgaaf in twee landen van de Unie ⁽¹⁾.

De Conferentie van Berlijn beslist het tweede geschil in een meer gunstigen zin voor de auteurs der Unie.

De Unie trekt het werk tot zich, bij gelijktijdige uitgave gedaan in een land vreemd aan de Unie en in een land van de Unie.

Het spreekt van zelf dat wij veronderstellen eene ernstige, wezenlijke

(1) SOLDAN, bl. 409; *contra* POUILLET, n^o 860; Cfr. *Auteursrecht*, 1902, bl. 15.

uitgaaf in het land van de Unie. Dit zoo zijnde, behoort het werk aan de Unie.

Het ware onrechtvaardig geweest, eene tweede schade toe te voegen aan de schade die de auteurs reeds kunnen lijden, uit hoofde van het beding van hermaking.

Het spreekt van zelf dat de uitgaaf, bedoeld in artikel 4, die is door den auteur zelf bewerkt.

Ware hij het slachtoffer van roof, werd zijn werk uitgegeven tegen zijn wil, buiten de Unie, ten gevolge van eene voorstelling, eene uitvoering of eene tentoonstelling, dan zou men hem dezen roof niet kunnen tegenwerpen om voor te geven dat het werk zijne nationaliteit verloren heeft.

Een aldus uitgegeven werk zou echter niet nalaten een « niet uitgegeven » werk te zijn, ten opzichte van den auteur.

De uitgaaf en de niet-uitgaaf moeten worden gewaardeerd, wat betreft elk werk op zich zelf.

Eene vertaling, eene adaptatie, eene schikking, eene bloemlezing zijn zoovele werken, die hun eigen bestaan hebben.

Indien een auteur, ervan afziende het oorspronkelijk werk uit te geven, er eene vertaling van uitgaf, dan zou dit oorspronkelijk werk niet ophouden onuitgegeven te zijn, en de schrijver, onderhoorig aan de Unie, zou voortgaan beschermd te zijn wat betreft dit werk, welk ook het oord zij, waar de vertaling werd uitgegeven buiten de Unie.

Het oorspronkelijk werk kan eene andere nationaliteit hebben als zijne vertaling of eene van zijne onrechtstreeksche toepassingen.

BEHOUD VAN DE INLANDSCHE WETGEVING DER UNIONISTEN.

In geval van uitgaaf in een land van de Unie, wordt het werk beschermd op dezelfde wijze, of het geldt een werk van een onderhoorige of van een niet-onderhoorige.

Men had dus in een enkelen tekst de bepaling van artikel 5 en die van artikel 6 kunnen samensmelten.

Men heeft de verdeeling van tekst aangenomen tot grootere duidelijkheid en om te gemakkelijker te kunnen nagaan de evolutie van het beginsel in den aanvang gehuldigd door artikel 3 der Overeenkomst van Bern, thans berschapen in artikel 6.

De bepaling van artikel 4 had zelfs, desnoods, kunnen volstaan wat betreft de onderhoorigen.

Door eene internationale Overeenkomst worden alleen de internationale betrekkingen geregeld.

De kwestie te weten of een werk, al dan niet, moet worden beschermd

in zijn land van herkomst, schijnt dus tot het uitsluitend domein van het inlandsch recht te behooren.

Dit zou het geval geweest zijn bij gebrek aan de bepaling van artikel 5: de inlandsche wetgevingen zouden aan de vreemdelingen, die hunne werken voor de eerste maal uitgaven in het land, eenige bescherming kunnen weigeren of die bescherming ondergeschikt maken aan bijzondere voorwaarden: artikel 4 kent slechts eene bescherming toe aan de vreemde auteurs zoolang hun werk niet werd uitgegeven. Zoodra deze uitgaaf is geschied, wordt hun persoonlijk statuut uitgewischt, hun recht van onderhoorige gaat te niet.

Eene inlandsche wetgeving, waarbij de bescherming der uitgegeven werken wordt ondergeschikt gemaakt aan de voorwaarde van inboorling-schap van den auteur, zou dus zonder bescherming hebben kunnen laten een auteur, die zijn werk voor de eerste maal zou uitgeven in dit land. Zijne naturalisatie in dit land verkrijgende, beroofd van rechten volgens de inlandsche wet, zou hij, anderzijds, volgens de termen der Overeenkomst (art. 4, lid 3), geene *conventioneele* bescherming hoegenaamd hebben kunnen eischen.

De nieuwe bepaling van artikel 5 waarborgt dien auteur, *onderhoorig aan een der landen van de Unie*, dezelfde rechten in dit laatste land als die, verleend aan de nationale auteurs, voor het werk dat hij heeft uitgegeven.

Hij wordt gelijkgesteld met de inlandsche auteurs.

Hij zal in dit land niet de voordeelen genieten van de bepalingen van de Overeenkomst die gunstiger zouden zijn: de Overeenkomst regelt internationale betrekkingen of niet-uitsluitend nationale betrekkingen.

Het kan gebeuren dat de auteur in dit land de rechten ziet beperken die hem erkend zouden zijn in hetzelfde land op hetzelfde werk, indien hij het had uitgegeven in zijn eigen land. Dit zal het geval zijn indien de wetgeving van het land, waar de eerste uitgaaf geschiedde, minder liberaal zal zijn dan de Overeenkomst: hij zal slechts het voordeel kunnen eischen van de inlandsche wet en niet dat van de Overeenkomst.

Ten opzichte van de Overeenkomst zal het werk de nationaliteit hebben van het land van eerste uitgaaf. Zoo zal het werk van een Belgisch auteur, voor de eerste maal in Duitschland uitgegeven, door de Overeenkomst worden gelijkgesteld met een Duitsch werk en zal het de bescherming van de Unie genieten, zelfs in België.

De Belgische rechter zal, bij de internationale betrekkingen, op hem de bijzondere bepalingen van de Overeenkomst moeten toepassen.

Maar de toestand kan geheel verschillend zijn, indien de auteur zich op een ander terrein plaatst als dat van de Overeenkomst en de bescherming eischt op een anderen grond: er zijn verscheidene wetgevingen die niet het beginsel aannemen van de « naturalisatie door de eerste uitgaaf » en die weigeren het werk te beschouwen als een vreemd werk alleen omdat het werd uitgegeven buiten het land.

Zoo zal een werk van een Belgisch auteur, uitgegeven in een land waar

de bescherming van korteren duur dan die door de Belgische wet gehuldigd — bij voorbeeld in Duitschland — niet meer de bescherming mogen eischen in de andere landen van de Unie, na afloop van het dertigste jaar, en dit uit hoofde van « afloop in het land van herkomst » (art. 38).

Deze exceptie zal in België worden tegengesteld door de unionisten (art. 7). Wat zal men hun kunnen antwoorden?

Maar, anderzijds, tusschen Belgen of tegenover niet-onderhoorigen, zal de auteur kunnen voortgaan de bescherming te genieten van vijftig jaar. Artikel 38 van de Belgische wet bedoelt, inderdaad, de vreemdelingen en het land der vreemdelingen en niet het vreemde land waar de uitgaaf geschiedde van werken van Belgen ⁽¹⁾.

Dit schijnt niet zeer logisch, maar het is een der gevolgen welke het stelsel van eerste uitgaaf en het geschil omtrent nationaliteiten van het werk kan opleveren.

HOOFDSTUK IV.

Uitgebreidheid en voorwaarden van de bescherming.

§ 1. — UITGEBREIDHEID DER RECHTEN.

Het grondbeginsel van de Overeenkomst ⁽²⁾ is de gelijkstelling van den auteur, die tot de Unie behoort, met den nationalen auteur, doch onder voorbehoud van de gebiedende bepalingen der Overeenkomst die een minimum van bescherming huldigen (bijzonderlijk verleende rechten).

Tijdens de Conferentie van Bern deden zich twee stelsels voor : het stelsel

(1) BELGISCHE WET, art. 58 : « De vreemdelingen genieten de rechten door deze wet gewaarborgd, zonder dat de duur van deze, wat hen betreft, den duur moge overtreffen door de Belgische wet vastgesteld. Echter, indien zij vóór dien tijd afloopen in hun land, zullen zij terzelfder tijd ophouden in België. »

(2) *Lijst der landen welke deel uitmaken van de Unie en datum van toetreding :*

DUITSCHLAND (9 September 1886) en beschermingsgebied (1 Januari 1909).

BELGIE (9 September 1886).

DENEMARKE (1 juli 1903).

SPANJE en koloniën (9 September 1886).

FRANKRIJK, inbegrepen Algerië, en zijne koloniën (9 September 1886).

GROOT-BRITTANJE met zijne koloniën en bezittingen (9 September 1886).

HAÏTI (9 September 1886).

ITALIE (9 September 1886).

JAPAN (13 Juli 1899).

LIBERIA (16 October 1908).

LUXEMBURG (20 October 1888).

MONACO (30 Mei 1889).

NOORWEGEN (13 April 1896).

ZWEDEN (1 Augustus 1904).

ZWITSERLAND (9 September 1886).

TUNIS (9 September 1886).

van eene gelijkvormige vereeniging van wetten voor al de landen van de Unie, en het stelsel van de nationale behandeling, of enkele en eenvoudige toepassing van de territoriale wet.

De Conferentie voegde de twee stelsels te samen : de ongelijkheid van bescherming, die het gevolg zou geweest zijn van de enkele en eenvoudige toepassing van de nationale behandeling, zou zóó groot zijn geweest, dat men besloot, voor sommige kwesties ten minste, enkele gelijkvormige regelen vast te stellen.

Daaruit ontstond een gemengd regiem, gehuldigd in de Akte van 1885, hetwelk de *unioniste behandeling* uitmaakt, door de Overeenkomst verleend aan de leden van de Unie. Het bestaat in :

A) *Eene veranderlijke behandeling*, dat is de nationale behandeling of, om beter te zeggen, de behandeling aangenomen ten gunste van de nationalen van elk onderhoorig land en zulks in hare geheele uitgebreidheid van bescherming.

Het inlandsch recht blijft ongeschonden in al de bepalingen die verder konden gaan dan het minimum, door de Overeenkomst gewaarborgd : *het kan bijvoegen, het kan niet afnemen*.

De Engelschman die zijn werk uitgeeft in Zwitserland, de Spanjaard die zijn handschrift behoudt, zullen in Italië beschermd worden zooals de Italianen, in België zooals de Belgen, enz., indien, wel te verstaan, de wetgeving van deze landen, particuliere Overeenkomsten of de Overeenkomst hun geen meer uitgebreide rechten verleen (1).

Had men zich moeten houden aan de Overeenkomst zonder de nationale wet toe te passen, dan werden de onderhoorigen dikwijls minder goed behandeld dan de niet-onderhoorigen.

Dit zou het geval zijn geweest in al de landen waar — zooals in België of in Luxemburg — de nationale wet meer vrijzinnig is dan de Overeenkomst. (Zie Belgische wet, art. 1-38, Lux. wet, art. 391.)

Deze beginselen schijnen niet te moeten worden in twijfel getrokken. Echter stelde men vast dat zekere juridische geschillen ontstaan waren; de Conferentie, op, initiatief van de Italiaansche en Belgische afvaardigingen, hield er aan ze te beslechten. De in dit inzicht gedane voorstellen ontmoetten geen enkele tegenwerping.

B) *Een minimum van bescherming*, gehuldigd door de bepalingen van de Overeenkomst. Deze rechten zijn gewaarborgd in al de onderhoorige landen, zelfs al werden zij niet erkend door de inlandsche wetgeving.

A. — *Veranderlijke behandeling.*

De inlandsche wetgevingen bepalen in hoeverre de auteur — of zijn rechtverkrijgenden — zijn werk kan exploiteeren op het buitenlandsch

(1) SOLDAN, *ibid.*, bl. 408.

grondgebied, hetzij door er exemplaren van het werk te verspreiden, hetzij door eene billijke vergoeding te vragen in ruil van den afstand van het recht van weergeving, van vertaling, van openbare uitvoering, enz.

De Overeenkomst onthield zich, wij stelden dit vast, uitspraak te doen over den aard en over de juridische gegrondheid van het recht der auteurs.

De voorwaardelijkheid van de bescherming, de uitlegging van de inlandsche wetten die haar aannemen, zullen echter verschillen, naar gelang men zal inzien dat het recht in zich zelf moet worden beschermd, dat « de kunst- en de letterkundige eigendom een eigendom is » ofwel dat de auteur een voorrecht geniet, eene positieve toegeving van wet. Onder het eerste stelsel, is het recht volstrekt, en de auteur bevindt zich onteigend, ondergaat beperkingen van zijn recht, wanneer hij wordt beroofd van de eene of andere der openbaringen, waarvoor het vatbaar is. Onder het tweede stelsel, kan hij zich alleen beklagen over een gebrek aan edelmoedigheid.

Elk land kan eene verschillende opvatting hebben van den aard en van den voornaamsten grondslag van het recht van den auteur: het kan, bijgevolg, dit opvatten in engere of ruimere uitbreiding wat betreft de personen die de bescherming moeten genieten, — inboorlingen of niet-inboorlingen, — de plaats van geboorte van het werk, de te beschermen voorwerpen.

Sommige wetgevingen houden rekening met de verdienste van het werk of met zijne bestemming: Men heeft zich afgevraagd of de *Salomé* van Oscar Wilde niet beroofd was van bescherming in Engeland, daar de wetgeving van dit land eischte als een voorwaarde van *bestaan* van het letterkundig werk, dat het niet godslasterlijk zou zijn.

Deze begrippen, van land tot land verschillende, hebben betrekking op het recht in zijne voorwaarden van bestaan en op de elementen die het recht uitmaken: zij betreffen de *erkenning van het recht* in elk land:

Het recht *erkent* zijnde en het beginsel der bescherming uitgeroepen, welke zal de *uitgebreidheid van de bescherming* zijn?

Zij kan begrijpen de rechten van zedelijke orde of de rechten op voordeelen van stoffelijke orde. Deze kunnen voortkomen uit het recht van reproductie en dat op zeer verschillende wijzen: vertaling, voorstelling, uitvoering, enz.

Deze rechten kunnen min of meer beperkt worden door den tijd.

Sommige wetgevingen stellen vast dat de rechten, aan de auteurs erkend, verzacht kunnen worden.

Zoo, bijvoorbeeld, in zake van overdruk van dagbladartikelen, van ontleende verzamelingen voor uitgaven van onderwijs, wetenschappen, bloemlezingen, muziekuitsvoeringen bij gewone of godsdienstige plechtigheden, of kosteloos, in de open lucht voor het publiek, of voor een doel van weldadigheid, enz.

Voorwaarden kunnen andere perken stellen aan de geheele of de gedeel-

telijke erkenning van het recht of aan de uitoefening daarvan. (Melding van voorbehoudingen, verklaringen.)

Eindelijk kunnen *formaliteiten*, bijzondere wijzen, maatregelen van uitvoering worden voorgeschreven als *middel van bekrachtiging* : zij bedoelen de vaststelling van het recht, de erkenning tegenover derden, of de vervolging van inbreuk op de rechten in de uitgebreidheid die hun vooraf erkend werd.

Is het noodig vooruit te loopen en aan te toonen dat al wat in deze inlandsche wetgevingen het overeengekomen minimum van bescherming zal tegenspreken, als niet bestaande zal worden gehouden in de toepassing van deze overeenkomst?

Al deze rechten, zooals zij zijn, worden toegekend aan de onderhoorigen in hun geheelen omvang, indien zij meer uitgebreid zijn, zonder de beperkingen indien ze strijdig zijn met eene gebiedende bepaling. De Overeenkomst past, in dit opzicht, het stelsel toe van eene wederkeerigheid, hierin bestaande, dat elke vreemdeling, die tot de Unie behoort, zal genieten in een ander land, niet juist al de rechten die hij in zijn eigen land genoot, maar de rechten die de inboorlingen van dat land bezitten. Dit is de wederkeerigheid der nationale stelsels.

Het is niet noodig dat de inlandsche wetgeving door een uitdrukkelijken tekst bevestigde dat de door haar aangenomen bescherming aan de vreemdelingen wordt verleend *onder* of *zonder* voorwaarde van wederkeerigheid. Zoodanige bepaling in de nationale wet zou alleen kunnen betreffen de vreemdelingen die buiten het *regiem van de Unie* staan : inderdaad kan men niet zeggen dat zij de nationalen, als zoodanig, betreft. Welnu, naar luid van artikel 4 § 1, worden de vreemdelingen, die tot de Unie behooren, volkomen gelijkgesteld met de nationalen : ze zijn te huis.

Moest hun karakter van vreemdeling in aanmerking worden genomen, dan zou het slechts kunnen zijn ingeval een gunstiger regiem op de vreemdelingen werd toegepast, hetzij krachtens een bijzonder tractaat, voorzien bij artikel 20, hetzij krachtens eene bepaling van inlandsche wet ten gunste van *al* de vreemdelingen in het algemeen. In dit laatste geval, zouden de onderhoorigen dit regiem kunnen eischen, niet uit kracht van artikel 4, als zijnde gelijkgesteld met de nationalen, maar uit kracht van artikel 19 en van het beginsel dat een onderhoorige niet bij een anderen onderhoorige minder rechten kan hebben dan een niet-onderhoorige ⁽¹⁾.

B. — *Bijzondere rechten door de Overeenkomst verleend.*

De Overeenkomst schrijft sommige regelen voor die moeten worden

(1) Behalve, wel te verstaan, de rechten die zouden kunnen voortvloeien uit particuliere overeenkomsten tusschen een Staat die wel en een Staat die niet tot de Unie toetrad : *Res inter alios acta*. De Overeenkomst van Unie behelst niet de bepaling van de meest begunstigde natie.

toegepast in allen stand van zaken, welke ook de nationale behandeling zij: zij wil dat in de landen die aan de nationalen slechts weinig toekenden, de medeverdragsluiters nochtans een bepaald minimum zullen genieten.

Deze rechten zijn :

a) *Wat betreft de erkenning van het recht :*

Verplichting om sommige werken te beschermen. (art. 2 en 3 ; 14, al. 3):

Verplichting om de onderhoorigen te beschermen. (art. 4, 5 en 6).

b) *Wat betreft de uitgebreidheid van het genot der bescherming :*

Vaststelling van een minimum tijdsverloop. (art. 7, lid 1 en 3);

Volledige bescherming der rechten van vertaling (art. 8), van uitvoering en van openbare voorstelling der muzikale en dramatico-muzikale werken (art. 11) en door cinematographie (art. 14);

Bescherming tegen onrechtstreeksche toeëigeningen (art. 12);

Voorwaardelijke bescherming van sommige onderwerpen, verschenen in dagbladen en verzamelingen (art. 9).

c) *Wat betreft de voorwaarden van erkenning :*

Afschaffing van elk bewijs van de vervulling van formaliteiten in het land van herkomst (art. 4, al. 2).

d) *Wat betreft de middelen van bekrachtiging :*

Wettelijk vermoeden vastgesteld ten gunste van den auteur en van den uitgever (art. 15).

Recht van inbeslagneming (art. 16).

Eene inlandsche wet kon dit regiem niet wijzigen. De Engelsche ordonantie van 28 November betrekkelijk het van kracht worden der Overeenkomst van Bern ⁽¹⁾ zegt in haar artikel 3 dat besloten wordt, dat noch « de rechten noch de duur van bescherming, die de auteur geniet, de rechten en den duur van bescherming te boven gaan, verleend door het land waar het werk voor de eerste maal werd uitgegeven ».

Het in overweging nemen van de uitgebreidheid der rechten in het land van herkomst — behalve wat den duur betreft — is eene beperking van de Overeenkomst, en zoodanig beding is rechtstreeks met haar in strijd. Indien men kon beweren dat het waarde had, dan zou dit niet zijn omdat het geldig de Overeenkomst beperkte, maar omdat de macht, geroepen om de Overeenkomst te bekrachtigen, deze niet heeft geldig verklaard zooals het had moeten zijn. Ook heeft op 6 December 1895 de *Royal Court of Justice* (Londen) besloten dat men geene enkele uitlegging van de Engelsche wet, gegeven met het oog op de aanneming van het tractaat van Unie en die daarmede in strijd was, moest veroorloven ⁽²⁾.

(1) *Auteursrecht*, 1888, bl. 65.

(2) Zie *ibid.*, 1895, bl. 8 en 10 en cfr., 1894, bl. 77 en 117.

C. — *Beginsel van het minimum van bescherming.*

De te vereenigen grondslagen van bescherming zijn dus :

1^o *De inlandsche wetten*, te weten :

a) De wet van het land van invoer, *lex fori*;

b) De wet van het land van herkomst, maar enkel op dit bepaalde punt : de duur;

2^o *De Overeenkomst*;

3^o En, op bijkomende wijze, de *bijzondere Overeenkomsten* in hare meest gunstige bepalingen. (Zie hierachter art. 20.)

De Overeenkomst maakt slechts een *minimum* van bescherming uit. Haar stelsel wordt aangevuld door den gerechtigden eisch van de ruimere bepalingen voorgeschreven in elk land ten gunste van de vreemdelingen in 't algemeen (art. 19). Het kan ook aangevuld worden door te sluiten tractaten (art. 20).

Het karakter van oorkonde, geen andere beteekenis hebbende dan een minimum vast te stellen, geenszins zich verzettende tegen de toepassing van ruimere bepalingen, gehuldigd door de tegenwoordige wetgeving van sommige landen, komt duidelijk te voorschijn uit de voorbereidende werken ⁽¹⁾.

Uit het samenstel van de Overeenkomst kan « geen achteruitwerking » volgen noch in, noch voor eenig mogelijk geval.

In de zitting van 17 September 1885, zegde de Voorzitter Numa Droz :

« Wat men luide moet verkondigen, is dat de Overeenkomst bestemd is vooruitgang te bewerken op de geheele lijn; zij is een te bereiken *minimum* voor de landen die nog niet al de door haar gehuldigde rechten verleen, maar die niet zullen nalaten, dit weten wij zeer zeker, hunne wetgeving te hervormen om haar in overeenstemming te brengen met de beginselen door de Unie uitgeroepen. Aan de andere landen geeft zij het vaste onderpand dat hunne auteurs zullen beschermd worden op een grondgebied, veel meer uitgestrekt en in eene mate gedeeltelijk grooter, dan het geval is, krachtens de bestaande Overeenkomsten. Dus voor hen « *geen achteruitwerking* », maar, daarentegen, in internationaal opzicht, merkbare vooruitgang. *De voor den auteur meest vrijzinnige wetten en Overeenkomsten worden behouden*, de andere verbeterd door het feit zelf van de Overeenkomst. »

De Overeenkomst van Bern heeft uitdrukkelijk gewild onaangeroerd te laten het inlandsch recht van elk der landen die er zijn tusschengekomen.

(1) Cfr. CONFÉRENCE DE 1884, *Akten*, bl. 42, Verklaring van den heer Baetzmänn; Verslag van de Commissie, *Akten* bl. 47 en 49; Eindproces-verbaal, *Akten*, bl. 66. CONFÉRENCE DE 1885, Verklaring van den heer Ruchonnet, *Akten*, bl. 27; Verslag, *Akten*, bl. 45. CONFÉRENCE DE 1896, Verslag *passim*. Zie *Auteursrecht*, 1892, bl. 106.

In datgene van deze landen, waar het recht niet aan de vreemdelingen verleent eene bescherming ten minste gelijkstaande met het minimum door de Overeenkomst bepaald, *voegt* zij aan deze bescherming *toe* de noodige elementen om haar te verheffen tot het peil van het minimum, aan elken onderhoorige gewaarborgd. In de landen die, zooals België, het minimum te boven gaan en de volkomen gelijkstelling van den vreemdeling met den inboorling huldigen, wat betreft het volle genot van al de voorrechten van het recht van auteur, *raakt zij in niets* aan dit meerdere van internationale bescherming, door het inlandsch recht gevoegd aan het conventioneel minimum.

Het is niet eene moreele verplichting dit regiem toe te staan. Het is eene conventioneele verplichting.

Dit beginsel is zóó gewichtig, dat het nog juister werd omschreven door een bijzonderen tekst :

De bepaling van artikel 19 heeft tot oorsprong een voorstel van de Belgische Afvaardiging bij de Conferentie van Berlijn, gesteund door de Italiaansche Afvaardiging.

Deze meenden dat de geest van de Overeenkomst niet toeliet aan te nemen « dat de tot de Unie behoorenden niet, in een land, mochten genieten de meer vrijzinnige behandeling aan de vreemdelingen verzekerd door de inlandsche wetgeving, dat de Overeenkomst een ondeelbaar geheel uitmaakte, dat alleen de regelen van de Overeenkomst toepasselijk zijn op de unionisten ».

Zij achtten « dat het noodig was elkander in dit opzicht te verstaan, omdat *twijfel* daaromtrent door sommige rechtsmachten werd uitgedrukt ».

Om niet verder voort te gaan met abstracte begrippen, werd een voorbeeld aangehaald: een Engelsch werk werd vertaald: kan het recht van vertaling niet meer beschermd worden in België, na afloop der termijnen van bescherming, gehuldigd door de Overeenkomst van 1886, of wel, kan de Engelsche auteur zich beroepen op de bepaling van artikel 38 van de Belgische wet en, even als elk andere vreemdeling, de bescherming invoeren gedurende een even langen termijn als in zijn land van herkomst?

Zoo een auteur, die niet tot de Unie behoort, beter beschermd kunnen zijn als een die er wél toe behoort?

Kan de Overeenkomst zich verzetten tegen de toepassing van ruimere bepalingen, in elk der landen toegestaan ten gunste van vreemdelingen die niet tot de Unie behooren?

De Belgische Afvaardiging dacht van neen en ontwikkelde deze stelling in eene zeer uitgewerkte memorie van toelichting.

Het verslag, aan de Conferentie gedaan, besluit dat het voorstel geene tegenwerping ontmoette. « De Commissie onderwerpt u de volgende redactie » (volgt de tekst van artikel 19, nieuw).

Ten onrechte zou men dezen tekst uitleggen, door hem te vergelijken met de oorspronkelijke redactie, om te beweren dat hij alleen doelt op

diegene der ruimere bepalingen, welke werden uitgevaardigd ten gunste der vreemdelingen *in het algemeen* en dat dus de tot de Unie behoorenden niet noodzakelijk moeten worden toegelaten tot het voordeel van de nationale behandeling, zooals deze is.

De bescherming van de nationale behandeling wordt verzekerd krachtens artikel 4. Dit artikel lost stellig en oppermachtig deze kwestie op.

Maar men moet niet verwarren de behandeling der nationalen en de behandeling aan vreemdelingen toegekend door de nationale wet.

Op dit punt zwijgt artikel 4. Eene inlandsche wet kan bepalen dat de vreemdelingen dezelfde rechten genieten als de nationalen. Zij kan zelfs beslissen dat de vreemdelingen meer uitgebreide rechten genieten dan de nationalen.

Dis is eene bepaling welke vreemd is aan de behandeling der nationalen: krachtens artikel 4 van de Overeenkomst, konden de tot de Unie behoorenden het voordeel ervan niet eischen. Echter kan zij hun gunstig zijn, omdat de aldus aan de vreemdelingen in het algemeen verleende rechten meer uitgebreid zijn dan die voortvloeiende, hetzij uit de Overeenkomst, hetzij uit de Overeenkomst verbonden met de inlandsche wet. Zoo past artikel 39 van de Luxemburgsche wet niet toe, op de vreemdelingen, de beperking van het afhangen van den duur voortvloeiende uit de wet van het land van herkomst.

De tot de Unie behoorenden genieten er het regiem, toegestaan aan de vreemdelingen, in het algemeen, door de nationale wet als vreemdelingen, krachtens deze nationale wet, bevestigd door artikel 49 van de Overeenkomst, zooals zij genieten de behandeling der nationalen, met toepassing van artikel 4. Zij zullen de meest gunstige bepalingen kiezen.

Het spreekt van zelf dat dit regiem — tegen welks toepassing de Overeenkomst verklaart zich niet te verzetten — hun wordt toegestaan binnen dezelfde perken en op dezelfde voorwaarden als aan de andere vreemdelingen.

Is het ondergeschikt aan eene voorwaarde van wederkeerigheid, dan moeten zij zich daaraan onderwerpen. Het is een ander regiem dan dat van de Overeenkomst dat hun wordt toegestaan, zooals het is.

Het is het stelsel toegestaan door de nationale *wetgeving* ten gunste van de vreemdelingen *in het algemeen*.

Deze termen sluiten het regiem buiten van de particuliere traktaten of van de *beperkte Unies* ten gunste van sommige vreemdelingen: artikel 49 houdt niet het beding in van de meest begunstigde natie.

De tot de Unie behorende auteurs hadden, krachtens artikel 4, de nationale behandeling, zooals zij is: men moest het hier niet herhalen. De Overeenkomst verzet er zich volstrekt niet tegen dat zij eene meer vrijzinnige behandeling genieten, door de wetgeving van het land van invoer verzekerd aan al de vreemdelingen — deze behandeling, insgelijks, zooals zij is. Zij kunnen die opeischen. Artikel 49 neemt deze gelegenheid te

baat om opnieuw aan te toonen, dat de Overeenkomst slechts een minimum van bescherming uitmaakt.

Laat ons dus altijd voor oogen houden dit beginsel, dat het tractaat beheert :

De Overeenkomst van Bern is eene overeenkomst van bescherming, enkel van bescherming — en niet wijzigende, langs den weg van beperking, meer gunstige bepalingen.

« De auteurs of andere beschermden door de Unie kunnen altijd inroepen diegene der bestaande bepalingen welke hun het meest gunstig is, zij behoore tot een particulier tractaat of tot de Overeenkomst van 1886. Deze toestand stemt overeen met den geest van den Overeenkomst, klaar uitgedrukt in dezen zin, allereerst door de voorbereidende werken der Conferenties van Bern. Inderdaad, werd uitdrukkelijk gezegd dat, daar het tractaat van Unie een minimum vertegenwoordigde, elke meer gunstige bepaling, hetzij in de inlandsche wetten, hetzij in de afzonderlijke tractaten, den voorrang moet hebben in het belang der beschermde personen. Daarentegen, maakt het tractaat van 1886 voor den duur van zijne toepassing, krachteloos alle voorschriften min gunstig dan zijne eigene; dit is waar, zelfs voor het geval dat er eene meer voordeelige behandeling uit zou voortvloeien voor den vreemden auteur, die tot de Unie behoort, dan die, genoten door den vreemdeling die er niet toebehoort, krachtens een particulier tractaat, of door den inboorling zelf, krachtens de inlandsche wet ⁽¹⁾.

Dit commentaar van den heer Poinsard ⁽²⁾ heeft niets van zijne kracht verloren.

Geen beperkingen kunnen worden gebracht in het regiem van de Unie, dan wanneer deze zelve er uitdrukkelijk vaststelt en binnen de stipte grenzen van deze beperkingen.

De Belgische rechtspraak nam de stelling aan van de in de Overeenkomst begrepen beperkingen, wat betreft de uitlegging van artikel 3 van het Protocol van sluiting (het fabricceeren en verkoopen van instrumenten, dienende om muziekarias mechanisch weer te geven).

« Gegeven, zegt het arrest van Brussel van 29 December 1905, dat, zoo de Overeenkomst van Bern hoofdzakelijk ten doel had internationale regelen vast te stellen, uitmakende het minimum van bescherming..., artikel 3 van het Protocol van sluiting, alsook de slothepaling van artikel 7, eene geheel andere beteekenis heeft. »

Men heeft dus deze bepaling uitgelegd als een maatregel van nijverheidsbescherming, waardoor sommige instrumenten beveiligd worden tegen de

⁽¹⁾ Dit werd namelijk erkend door de Burgerlijke Rechtbank van Antwerpen, 24 Mei 1898 (*Pas.* 1898, III, 121) in een vonnis bekrachtigd door het Hof van beroep van Brussel.

⁽²⁾ *Étude de droit international*, bl. 531.

terugvorderingen van de componisten. Een vonnis van Milaan scheen dezelfde stelling aan te nemen en weigerde, uit dien hoofde, de uitvoerende kracht van de Overeenkomst in Italië te erkennen : « De macht, die ze had uitgevaardigd, had geen recht eene bepaling op te dringen, afwijkende van de inlandsche wet van 19 September 1882 ⁽¹⁾. »

Welke ook de waarde zij van deze uitlegging, waaraan de tekst van het nieuw artikel 13 een groot deel van haar belang ontnemt, zoo hebben wij toch heden, door het onderzoek van de teksten en de besprekingen, recht te denken, dat deze beperking, in elk geval, de eenige was welke de Overeenkomst kon bevatten.

De tekst van het vroeger artikel 7 kon aanleiding geven tot twijfel en deze uitlegging toelaten, dat de weergeving van wetenschappelijke artikelen door de Overeenkomst gemachtigd was, niettegenstaande en trots elk verbod.

Indien deze onteigening der auteurs, ten gunste van dagbladschrijvers bestaan had, dan is zij, in elk geval, heden verdwenen, aangezien enkel de weergeving van « faits divers » en « nouvelles », die niet het karakter dragen van letterkundige werken, geoorloofd blijft.

Maar ook hier — en de commentaar van artikel 13 zal het meer omstandig ontwikkelen — bevestigt zich de geest van de Overeenkomst : het yeld vrij te laten aan de inlandsche wetgevingen, zonder ze te wijzigen door middel van beperkingen.

Wat, ten slotte, den duur (art. 7) betreft, is het uitdrukkelijk voorzien, dat de inlandsche wetgevingen, naar het voorbeeld van de wetgeving van het Groot-Hertogdom, zich vrijgevinger kunnen toonen.

De eenige beperking dus die men kan ontmoeten, zou zijn, in wat blijft bestaan van het vroeger nummer 3 van het Protocol, in de bepalingen van artikel 13, lid 3, betreffende de niet-terugwerkende kracht.

Vele zeer kiesche vragen rezen op, wat betreft de vereeniging van het beginsel van verplichting om sommige werken te beschermen, gesteld in gebiedende termen, met dat andere waardoor aan de inlandsche wetgevingen — behalve uitdrukkelijke verplichting — de zorg wordt overgelaten de bescherming in te richten.

Dit is het geval in zake van muzikale uitvoering.

De inlandsche wet kan de grens bepalen en de voorwaardelijkheid van de bescherming die zij gepast acht.

Men mag aannemen dat de bescherming verwezenlijkt wordt door de betaling van een recht, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door een tarief. Men mag ook aannemen dat de verplichting, vergunningen te verleenen, niet in strijd is met het beginsel van bescherming.

De inlandsche wet kan ook de openbaarheid bepalen en beslissen dat

(1) Civ. Milaan, 27 Juli 1906, *Auteursrecht*, 1907, bl. 33.

muzikale uitvoeringen, gehouden in een privaat lokaal of voor zekere soorten van personen, niet het karakter dragen van openbare uitvoeringen en, in dit geval, de rechtsvordering tot vaststelling of tot vergoeding weigeren.

De auteur is houder van het recht, hoe verkleind het ook zij. Zulk eene wet zou dus voldoen aan de verplichting van bescherming, in algemeene termen opgenomen in artikel 2 en in artikel 11.

Maar kan men het recht van uitvoering als beschermd beschouwen, indien men aan den eerste den beste toeliet werken uit te voeren zonder de toestemming te vragen van den auteur, omdat de inrichter van de uitvoering handelt zonder wintsbejag ofwel omdat hij is een gezelschap, eene militaire muziek, de agent van eene gemeente of van den Staat?

Wat blijft er, in dergelijke gevallen, aan den auteur over en welk verschil bestaat er, ten opzichte van deze uitvoeringen, tusschen den auteur van een land waar geene wet op het auteursrecht bestaat en dien van een land waar de wet geen enkel middel toelaat of verschaft om deze uitvoeringen te beletten?

Wij zullen op dit onderwerp terugkomen bij het onderzoek van artikel 11.

§ II. — FORMALITEITEN EN VOORWAARDEN.

De auteur was reeds vrijgesteld van de verplichting de voorwaarden te vervullen en de formaliteiten, geëischt in het land van invoer. Zijn werk werd daar beschermd in dezelfde mate als de nationale werken, die aan de vereischte voorwaarden van vorm voldeden ⁽¹⁾.

Maar onder het beheer van de Overeenkomst van Bern was het genot van de rechten ondergeschikt aan de vervulling der formaliteiten en voorwaarden vereischt in het land van toekomst.

Zoo werden de rechtbanken er toe gebracht de vreemde wetgeving uit te leggen, het wettig bestaan der bescherming op te zoeken in het land van herkomst, niet alleen wat betreft hetelement van duur en de uitterlijke voorwaarden van vorm, maar zelfs de innerlijke voorwaarden.

De Akte van Berlijn schaft deze verplichting af: de rechter hoeft niet meer na te gaan of de formaliteiten, hetzij ze recht gevend of verklarend zijn of inleidend van rechtsvordering, al dan niet werden vervuld. En, als gevolg, zal geen enkel bewijs meer worden geëischt onder vorm van getuigenschrift, zooals voorzien werd bij het vroeger artikel 11 (zie het tegenwoordig artikel 15).

Dit is het beginsel van de *onafhankelijkheid der rechten*.

De bescherming der Unie wordt dus verzekerd in het land van invoer, zelfs wanneer, in het land van herkomst, het werk van den aanvang af

(1) Zie studie : *Auteursrecht*, 1889, bl. 30.

behoord had tot het openbaar domein, bij gebrek aan eene wettige bepaling die het beschermde, of omdat het daarin vervallen was ten gevolge van de niet-vervulling van eene formaliteit.

De rechter moet er zich niet van verzekeren of het werk door zijnen vestigenden aard een van die werken is welke de wetgeving van het land van herkomst beschermt als letterkundig of kunstwerk.

Het beginsel is echter niet volstrekt, want de kracht van de wet van herkomst blijft bestaan wat betreft het element « *duur* » (art. 7, lid 2 en 3).

Wat verstaat men door voorwaarden en formaliteiten?

Het geldt hier de uitoefening der rechten, door de tot de Unie behoorenden geeischt krachtens de Overeenkomst, en niet der bijkomende rechten. Zoo kan de verkrijger gehouden zijn tot de verplichtingen van burgerlijk of fiscaal recht, betreffende den vorm van al de akten van overdracht. De vreemdeling kan gehouden blijven tot de algemeene verplichtingen van borg te stellen in alle zaken.

De tusschenkomst van artikelen 15 en 16 der Akte was noodig om sommige bepalingen te regelen, betreffende het bewijs of de rechtspleging.

Anderzijds behoudt de wetgeving van het land, waar het werk wordt uitgegeven, het recht aan zoodanige voorwaarden als zij gepast acht, ondergeschikt te maken het bestaan of de uitoefening van het recht op de bescherming van dit land, wat betreft de inboorlingen. Dit is eene zaak van inlandsch recht.

De tekst voorgesteld, bij den aanvang der Unie, door de Deutsche afvaardiging, sprak van « uitdrukkelijke en stoffelijke voorwaarden ». Hij werd vervangen door « formaliteiten en voorwaarden », formaliteiten genomen als beteekenend uitdrukkelijke *voorwaarden*.

Door formaliteiten moet men verstaan de verplichtingen van zuiveren vorm opgelegd aan een auteur, opdat hij worde toegelaten tot de erkenning van zijne rechten. Men kan ze beschouwen als de voorwaarden tot uitoefening van het recht. Het zijn : de nederlegging, de inschrijving op een register, het overhandigen van eene verklaring, de melding van het verbod van reproductie, van den naam van auteur, de melding van voorbehoud, enz ⁽¹⁾.

« De uitdrukking *formaliteiten*, zegde de heer Soldan, bedoelt de eischen van zuiveren vorm ; die van *voorwaarden*, de stoffelijke voorwaarden, de stoffelijke eischen. De voornaamste, en het is niet de eenige dier stoffelijke eischen, is de verplichting de vertaling te voltooien binnen een bepaalden termijn ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Hof van Londen, 6 Mei 1908. *Auteursrecht*, 15 Juni 1901.

⁽²⁾ *Revue du droit*, bl. 407.

In dit opzicht kan men zeggen dat de woorden « voorwaarden en formaliteiten » denzelfden zin hebben. Het zijn uiterlijke elementen van het bestaan van het werk. De woorden « formaliteiten en voorwaarden » bevatten het geheel van wat moet worden in acht genomen, opdat de rechten van den auteur, met betrekking tot zijn werk, kunnen ontstaan (in het duitsch : *Voraussetzungen*).

De uitwerkingen en de gevolgen van de bescherming (in het duitsch : *Wirkungen*), vooral wat betreft de uitgebreidheid van de bescherming, moeten ondergeschikt blijven aan het beginsel van de van kracht zijnde behandeling ten opzichte van de inboorlingen.

Men moet niet verwarren de voorwaarden, gesteld voor het bezit van het recht, met de voorwaardelijkheid.

Het ontwerp van het Deutsche bestuur verklaarde dat de bepaling niet bedoelt « de inlandsche voorwaarden waarvan de verschillende rechten van den auteur afhangen, bijvoorbeeld, de voorwaarde van niet-uitgaaf van een werk, opdat het uitsluitend recht, het in publiek voor te dragen, erkend zij. »

De tot de Unie behorende auteur is vrijgesteld, in het land van invoer, te vervullen de bepaalde akten die de nationale auteur gehouden is te vervullen, om zich het behoud en de uitoefening van zijne rechten te verzekeren.

Buiten twijfel oefent hij zijn recht niet uit in eene betere voorwaarde, of toestand dan die waarin de nationale auteur zich bevindt. Maar men moet niet verwarren de voorwaarden, waarin het recht wordt uitgeoefend, en die de bescherming uitmaken, de voorwaarden van den auteur, met de voorwaarden of lasten opgelegd om in deze voorwaarden gesteld te worden.

De toestand van den vreemdeling is slechts beter dan die van den inboorling door de vrijstelling van die lasten.

Artikel 4, dat de « formaliteiten » bedoelt van het land van herkomst, zwijgt over de « voorwaarden ». Kan men daaruit besluiten voor de rechtbanken van Frankrijk of Engeland, bij voorbeeld, dat een vreemde auteur zijn werk moet nederleggen — de levering van het bewijs van neerlegging in die landen eene voorwaarde zijnde — om den namaker te kunnen vervolgen?

Dit ware eerder een achteruitgang op den tegenwoordigen staat van zaken die wij, in zoodanig geval zouden moeten aanstippen.

Maar dit is zoo niet. Het woord « voorwaarden » werd weggelaten, omdat in den huidige staat van het conventioneel recht, zegden wij, het niets zegt wat de term « formaliteiten » niet reeds zegde. Zoo kan de formaliteit van de nederlegging « eene voorwaarde » zijn van de vervolging in Frankrijk en in Engeland, maar zij is daarom, niettemin, eene formaliteit.

De verkregen vooruitgang bestaat hierin, de rechtsvordering te hebben losgemaakt van de formaliteiten vereischt in het land van herkomst. Het

verslag neemt allen twijfel weg : « Het artikel van het ontwerp spreekt slechts van de formaliteiten, maar men wil bedoelen de *voorwaarden en formaliteiten*, in de Overeenkomst van 1886 vermeld. »

Het verslag geeft in dit opzicht de eenparige meening der afgevaardigden weer. De inlandsche wetgevingen, die van de levering van het getuigschrift van neerlegging eene voorwaarde maken, kunnen die niet vorderen, zelfs indien het geëischt wordt, van de inboorlingen.

Daarenboven neemt de tekst, die verklaart dat het genot en de uitoefening der rechten onafhankelijk zijn van het bestaan en van de bescherming van het werk in het land van herkomst, elken twijfel in dit opzicht weg.

§ III. — AFHANKELIJKHEID VAN DUUR.

De Conferentie van Berlijn kwam niet tot den gewenschte uitslag, door het Duitsche bestuur voorgestaan : de juridische toestanden van het werk in het land van herkomst van alle afhankelijkheid vrij te maken, ze vrij te maken zoowel uit het oogpunt van het bestaan en van de uitgebreidheid van de bescherming, als van dat van haar duur.

Het eerste gedeelte van dit programma werd verwezenlijkt door artikel 4, dat de bescherming eischt in de landen van invoer, zelfs al bestaat de bescherming niet in het land van herkomst.

Het tweede gedeelte van het programma leed schipbreuk wegens de onmogelijkheid het eens te worden over den duur der bescherming, waarvan de gelijkvormigheid beschouwd werd door de Fransche, Belgische, Italiaansche en Zweedsche Afvaardigingen als eene uitdrukkelijke voorwaarde van de volkomen opheffing van afhankelijkheid.

Het beginsel van de afhankelijkheid werd dus behouden wat betreft den duur.

Dit stelsel is datgene van de meeste Overeenkomsten : « Elk recht behouden voor vreemdelingen, wanneer zij van dit recht beroofd zijn in hun eigen land, — zeggen zij, — dit ware de vrije mededinging aan de inboorlingen verbieden terwijl men ze zou toelaten aan de vreemdelingen. »

De theorie, krachtens welke een auteur, vreemd aan het land in hetwelk hij eene conventioneele bescherming eischt, in dit land geene rechten kan genieten van langeren duur dan in het land van herkomst, gaat voort haren invloed uit te oefenen.

Het stelsel, door het Duitsche bestuur voorgestaan, zou het voordeel hebben aangeboden van eene overgroote eenvoudigheid : de rechtbanken zouden, in ieder land tot de Unie behoorende, niets anders meer moeten raadplegen dan de nationale wet voor de werken waarvan dit land het land van herkomst is, en de nationale wet, in verband gebracht met den enkelen tekst van de Overeenkomst, voor de werken in de andere landen uitgegeven.

Toch richtte zich de Conferentie naar de latere eenmaking van den duur van bescherming.

Zij heeft meer dan een wensch geuit : zij heeft een bepaald te bereiken doel aangewezen.

Zij heeft aangenomen dat de bescherming, in beginsel en regel, moet begripen het leven van den auteur en vijftig jaar na zijn dood ⁽¹⁾. De Afvaardigingen der landen, waarvan de inlandsche wetgeving een minderen duur huldigt, hebben echter de werking van deze wetgeving willen voorbehouden en geen enkele vaste verbintenis willen aangaan voor eene wijziging, die werd opgelegd in Duitschland, in Zwitserland, in Japan, in Groot-Brittanje.

De duur van vijftig jaar *post mortem* zal van nu af aan slechts toegepast worden in de betrekkingen tusschen de landen, wier inlandsche wetgeving, ten minste, even volkomen is.

In afwachting dat de eenmaking geschiede, zal een werk niet kunnen beschermd worden in een ander land, gedurende een langeren duur dan in het land van herkomst.

Het is, wat den duur betreft, het behoud van den vroegeren toestand.

De mogelijke verkorting van den duur van bescherming in het land van invoer wordt berekend, rekening houdende met den duur van bescherming in het land van herkomst verleend aan elk der gevorderde rechten : Indien de duur van bescherming van een afgeleid recht minder zou zijn dan die van het hoofdzakelijk recht, dan moest men een onderscheid maken en toepassen den termijn, voor elk hunner bepaald. Veronderstellen wij dat de rechten van vertaling maar gedurende tien jaar gewaarborgd zijn daar, waar de rechten van reproductie in de oorspronkelijke taal vijftig jaar bestaan : het land van invoer zal niet *morten* toestaan eene bescherming van meer dan tien jaar voor de vertalingen.

De Noorweegsche wet laat toe het hardop lezen van een beschermd werk, drie jaar na de uitgaaf; de Zweedsche wet verbiedt de voorstelling van een dramatisch of dramatico-muzikaal werk enkel gedurende het leven van den auteur en dertig jaar *post mortem*. Tijdens de besprekingen vond men het nutteloos door een tekst het behoud dier excepties te regelen : Zoolang dergelijke bepalingen bestaan, is de regel van bescherming van vijftig jaar « niet overeen te brengen met het inlandsch recht ».

De tekst zegt « zal niet kunnen ». Bedoelen deze woorden eene beperkende bepaling van gebiedende orde, die de verschillende wetgevingen niet zouden kunnen wijzigen, in eene akte van edelmoedigheid, door eene

(1) De Britsche Afvaardiging heeft nochtans uitdrukkelijk verklaard, dat zij geene goedkeuring van beginsel gaf aan den aldus vastgestelden duur en dat de Britsche Regeering hare volkomen vrijheid van toepassing wilde behouden voor de voorstellen, die zij aan het Parlement kon doen.

inlandsche bepaling? Bestond er soortgelijke bepaling, moesten dan de tot de Unie behoorenden er van afzien daarvan partij te trekken?

De tekst is hier in kennelijke tegenspraak met den geest van de bepaling.

« Een werk zal maar beschermd zijn in een land — zegt het verslag — gedurende den tijd door de wet van dat land bepaald, bij voorbeeld dertig jaar in Duitschland, totdat de wet van 1904 gewijzigd wordt; maar men kan zich daaraan niet houden, want dan *moest* een Duitsch werk vijftig jaar beschermd worden in Frankrijk of in België, wat overdreven zijn zou, zooals hierboven werd aangetoond. Men moet er dus bijvoegen, dat de bescherming niet kan geëischt worden voor langeren tijd dan in het land van herkomst ⁽¹⁾. »

« Niet kan geëischt worden » moet gelezen worden onder het stilzwijgend verstaan : « krachtens deze Overeenkomst ».

Dit volgt uit de besprekingen van 1896.

De term « mag niet te boven gaan » werd overgenomen door de Overeenkomst van 1886. De Zwitsersche afvaardiging stelde voor, in 1896, te zeggen : « geen enkel land *zal gehouden zijn* aan dit genot van bescherming een duur te verleenen die den duur daarvan, in het land van herkomst verleend te boven gaat en zij wilde daarmede te kennen geven dat de vroegere formule niet van verplichtenden aard was en geenszins de toepassing van ruimere bepalingen uitsloot ⁽²⁾. ».

Dit voorstel werd niet aangenomen omdat, zegt het verslag (bl. 161), « het Zwitsersche voorstel geen enkele tegenwerping ontmoette in den schoot der Commissie, die meende dat eene uitlegging in dien zin in het verslag voldoende was, zonder dat men aan den tekst van de Overeenkomst moest raken ».

Het verslag, een voorbeeld dienaangaande aanhalende, zegde : « Niets verhindert Frankrijk, zoo het wil, de bescherming te verleenen aan een Duitsch of Zwitsersch werk gedurende vijftig jaar, overeenkomstig zijn eigen wet, zonder te letten op den korteren duur door het land van herkomst bepaald. De Overeenkomst geeft aan de verbondene Staten de *vrijheid*, de volheid van de nationale behandeling, op dit punt, niet te verleenen; zij dringt hun niet op en zou hun niet kunnen opdringen de verplichting aldus te handelen. Zij zijn altijd vrij daarboven te gaan. »

Moet men het nog eens herhalen : de Overeenkomst huldigt een minimum van rechten ten gunste van de auteurs.

Artikel 19 van de Overeenkomst mag hier in herinnering worden gebracht in zijn tekst en de beweegredenen die tot het initiatief ervan leidden.

Het genot en de uitoefening van het auteursrecht hangen, wat den duur betreft, af van de wet van het land van herkomst van het werk.

Indien een werk dat, volgens de termen der Overeenkomst, recht heeft

(1) Zitting van 16 April 1896, *Hand*, bl. 112.

(2) Verslag van de Commissie.

op de bescherming, volgens de termen van de inlandsche wetgeving geen enkele bescherming genoot in het land van herkomst, dan zou men niet kunnen vaststellen dat de duur van de bescherming, bepaald in het land van herkomst, verstreken is, dat het werk niet langer beschermd wordt..., omdat het nooit beschermd werd.

Indien eene inlandsche wetgeving elke bescherming weigerde aan de werken van kunst toegepast op de nijverheid of aan de werken van photographie, dan zouden de auteurs van dit land zich dus in veel beteren toestand bevinden dan die van de landen waar die bescherming beheerscht wordt door bijzondere bepalingen, doch gedurende beperkte termijnen.

Maar daaruit moet men niet besluiten dat, indien eene vreemde wetgeving, hoewel het recht zelf erkennende gedurende een bepaalden termijn, weigerde het te beschermen in eene zijner openbaringen — bijvoorbeeld de adaptatie of de vertaling — deze openbaring zou beschermd zijn voor den geheelen duur bepaald in het land van invoer. Het recht van bescherming bestaat voor het werk, schoon onvolledig. Hier moet het element *duur* niet in rekening komen.

De nagelaten werken behooren tot de sfeer van de Overeenkomst, zooals hooger werd uitgelegd. Maar hun duur van bescherming werd op zeer verschillende wijze bepaald (bijvoorbeeld: dertig jaar na den dood van den auteur of tien jaar na de uitgaaf van het werk, in Duitschland; vijftig jaar in Frankrijk). Ook kan het lastig zijn den duur te bepalen, wat betreft de naamlooze werken of de werken uitgegeven onder schuilnaam. Het scheen moeilijk en zonder voldoende belang een internationalen regel op te zoeken. De Overeenkomst verwijst naar de wet van het land waar de bescherming zal geëischt worden, onder voorbehoud van den invloed der wet van het land van herkomst, in den zin dien wij zooeven uitlegden.

Indien de uitgever is een genootschap, een rechtspersoon, zal men beweren dat het recht even lang moet duren als deze zelf, al moest het altijd duren?

Deze stelling werd in Frankrijk verdedigd (zie POUILLET, n° 150), daar de wet erover zwijgt. Vele wetgevingen losten de vraag op door het bepalen van een bijzonderen duur (België, art. 44; Italië, art. 44; Zwitserland, art. 2; Hongarije, art. 45; Spanje, art. 28).

Men moet zich houden aan de wetgeving van elk land, aan wat is aangenomen in het land van herkomst.

Men is het niet eens geworden omtrent den gelijkvormigen duur der bescherming, aan de photographiën te verleenen.

« De landen waar de photographiën beschermd worden als kunstwerken, zullen haar beschermen even lang als deze, wat, bijvoorbeeld, zal worden toegepast in de betrekkingen tusschen Frankrijk, België en Italië. Wordt de bescherming geëischt in Duitschland voor eene Fransche photographie, dan zal zij slechts verleend worden voor den beperkten tijd, door de Deutsche wet vastgesteld; wordt de bescherming geëischt in Frankrijk

voor eene Duitsche photographie, dan zal deze niet langer worden beschermd dan in Duitschland. »

Zeker is het dat het stelsel van afhankelijkheid, wat betreft den duur, zekere verwikkelingen kan doen ontstaan wanneer het zal moeten samengaan met het andere stelsel dat de nationaliteit der werken bepaalt door een verschillenden regel : de nationaliteit van den auteur of het oord van uitgaaf, volgens zij al dan niet zijn uitgegeven.

Een niet-uitgegeven werk kan van nationaliteit veranderen, uit hoofde van de verandering van nationaliteit van den auteur : huwelijk van de vrouw-auteur, naturalisatie.

Een werk kan ook nog van nationaliteit veranderen door het feit van zijne uitgaaf in een ander land dan dat waar de auteur toe behoort.

Veronderstellen wij een niet-uitgegeven photographisch werk van Duitschen auteur; het zal tien jaar worden beschermd als Duitsch werk.

Maar daarna geeft de auteur het uit in België, waar de bescherming vijftig jaar duurt? Ofwel de omgekeerde veronderstelling : een niet-uitgegeven photographisch werk van Belgisch auteur, en dat vijftig jaar bescherming *post mortem* geniet en tien of twintig jaar later in Duitschland wordt uitgegeven.

Hoe den dus ontstanen toestand te ontwarren?

Eerstens is het zeker dat, buiten de conventioneele verhoudingen, de inlandsche wetgevingen al hare kracht blijven behouden : zoo zal het werk Belgisch blijven ten opzichte van de Belgische wet, omdat deze de gedwongene naturalisatie niet aanneemt.

Maar in het domein van de Overeenkomst?

Artikel 7 spreekt van het land van herkomst van het werk, maar men vindt in dezen tekst geen enkel element van oplossing, dewijl artikel 4 het land van herkomst der uitgegeven werken en het land van herkomst der onuitgegeven werken bepaalt.

Wij meenen dat men die vraag moet oplossen in het practisch domein, geleid door de volgende nasporing : Had de verandering van nationaliteit van het werk, al dan niet, plaats op een tijdstip waarop, rekening houdende met de eerste nationaliteit, de duur nog bestond?

Men moet zeker de nationaliteit van den auteur opsporen, indien het werk oorspronkelijk verscheen in een vorm, welke echter geen « uitgaaf » is, in den zin van artikel 4. Volgt uit deze vaststelling, dat vóór de verandering van nationaliteit het recht had opgehouden te bestaan, dan zal dit recht niet herleven door het feit van deze verandering. In het tegenovergestelde geval, zal het onder het regiem komen van de nieuwe nationaliteit, al ware dit min gunstig.

De afhankelijkheid der rechten, wat betreft den duur, berust op de bedoeling van de mede-verdragsluiter, eene gelijkvormige bescherming in te richten, wat den tijd aangaat, en te beletten dat een werk zou kunnen beschermd worden in een land van de Unie, terwijl het, in een ander land, geoorloofd kon worden weergegeven.

Welnu, tot dien uitslag zou men komen, indien men het middel kon vinden de bescherming te doen herleven, een werk te ontnemen aan het openbaar domein door het te ontrukken aan zijne oorspronkelijke nationaliteit; indien een Duitsch werk, Belgisch geworden, als vreemdeling rechten kon eischen, die in Duitschland niet meer bestonden.

Een werk, waarvan de bescherming heeft opgehouden, behoort niet meer tot de Unie. Het kan dus uit het oogpunt van de Unie niet meer van nationaliteit veranderen.

Maar is de duur van bescherming niet verstreken, is er nog stof tot eene beschermde uitgaaf, dan moet men de verandering van nationaliteit beschouwen, de nieuwe nationaliteit.

En dit leidt tot het gewilde gevolg: de auteurs er toe te brengen hunne werken uit te geven in de landen van de Unie waar de bescherming den termijn van vijftig jaar *post mortem* bereikt of dezen het meest nabij komt ⁽¹⁾.

(1) Voornaamste termijnen van bescherming.

I. — ALTIDDUREND. Guatemala, Mexico, Nicaragua, Venezuela.

II. — 1^o LEVEN VAN DEN AUTEUR; 2^o TIJDYAK DAARNA, GEDURENDE :

5 jaar : Chili.

10 jaar : Rumenië.

20 jaar : Haïti (10 jaar voor de erfgenamen andere dan de kinderen; levenslang voor de weduwe), Péru.

25 jaar : Salvador.

30 jaar : Duitschland (en met een minimum van 10 jaar na de eerste uitgaaf van het letterkundig of muzikaal werk), Oostenrijk, Japan, Zwitserland.

50 jaar : België, Bolivia, Costa-Rica, Denemarken (IJsland), Equator, Frankrijk, Hongarije, Luxemburg, Monaco, Noorwegen, Portugal, Rusland (Finland), Zweden, Tunis.

80 jaar : Columbië, Spanje.

III. — DUUR TE REKENEN VAN DE UITGAAF :

15 jaar : Griekenland.

40 jaar : Turkije (en, als minimum, gedurende het geheele leven van den auteur).

50 jaar : Brazilië, Nederland (en, als minimum, gedurende het geheele leven van den auteur, indien deze het recht niet afstond).

IV. — VERSCHILLENDE STELSELS :

28 jaar te rekenen van de eerste uitgaaf, met 28 jaar verlenging ten gunste van de auteurs en de erfgenamen na vernieuwde aanvraag en registratie in den loop van het 27^{ste} jaar, *Vereenigde Staten*.

7 jaar na den dood van den auteur, of 42 jaar na de uitgaaf, voor de letterkundige werken; 7 jaar na den dood van den auteur, voor de werken van schilderkunst, van teekenkunst en photographie; 28 jaar na de uitgaaf, voor de werken van graveerkunst; 14 jaar na de uitgaaf, met 14 jaar verlenging ten gunste van den levenden kunstenaar, die zijn recht behield, voor de werken van beeldhouwkunst : *Groot-Brittanje*.

40 jaar na de uitgaaf als minimum of het leven van den auteur, indien het dit minimum overtreft (1^{ste} tijdvak). 40 jaar van het openbaar domein, betalende (3 t. h. van den hoogen prijs) (2^{de} tijdvak) : *Italië*.

V. — AFWEZIGHEID VAN DUURSBEPALING. — *Liberia*.

HOOFDSTUK V.

Bepalingen betreffende het minimum van uitgebreidheid van bescherming.

Thans vangen wij het onderzoek aan der bepalingen die het minimum huldigen van verplichte bescherming in alle landen en waarvan de erkenning of de wederoprichting den voortuitgang uitmaken, verwezenlijkt door de Conferentie van Berlijn.

I. — VOLKOMEN BESCHERMING DER RECHTEN VAN VERTALING (art. 8).

Van den aanvang af kwam de gelijkstelling, volkomen en zonder voorbehoud, van het recht van vertaling met het recht van reproductie in het algemeen, voor onder de wenschen te verwezenlijken door eene latere conventioneele éénmaking :

De vertaling is de gewone wijze van reproductie in de betrekkingen tusschen landen die niet dezelfde taal spreken : vertalen is weergeven.

Het voorstel te Bern verdedigd door de Fransche Afvaardiging werd bestreden door Zweden, terwijl Duitschland zijne toestemming deed afhangen van een eendrachtig accoord.

De Overeenkomst van 1884 beperkte tot tien jaar het uitsluitend recht van vertaling.

In 1896, vraagden de Afvaardigingen van Duitschland, Frankrijk, België en Zwitserland den wensch van 1886 te verwezenlijken door een nieuwen tekst. Nogmaals was men verplicht tot eene minnelijke schikking te komen.

De Bijkomende Akte van Parijs stelde in de plaats van de beperking der bescherming door een termijn van duur, de verplichting gebruik te maken van het recht binnen een bepaalden tijd, wilde men het behouden.

De Akte van Berlijn volledigt het werk, sedert 1886, als een ideaal nagestreefd.

Het stelt enkel en eenvoudig de vertaling gelijk met de reproductie.

Dit is de huldiging van een billijken en logischen regel : « Het recht van vertaling is het internationaal recht bij uitnemendheid, daar het gelijkstaat met het recht van reproductie, wanneer het werk moet doordringen in landen van verschillende talen. »

Het voorstel was niet alleen gerechtvaardigd door theoretische beschouwingen, maar gesteund door de ondervinding. Duitschland ging in deze zaak door meer dan een regiem : dat van 1886, dat van 1896 en, eindelijk, dat van de gelijkstelling, voortspruitende uit de wet van 1901 op het auteursrecht en uit verschillende overeenkomsten, onlangs door Duitschland gesloten met België, Frankrijk en Italie. Men heeft erkend dat én het publiek én de uitgevers slechts hebben te roemen de bescherming aan den auteur

verleend, en dit is begrijpelijk : de ontkenning van het recht van den auteur vermeerderde soms de *hoeveelheid* der vertalingen, maar ten koste van de *hoedanigheid*.

Het stelsel van de gelijkstelling deed vrees ontstaan van de zijde der Nederlandsche Afvaardiging.

Deze beweerde dat een te strenge regel op de vertaling een hinderpaal kon zijn voor de toetreding der Nederlanden tot de Unie; « de redenen van rechtvaardigheid, ingeroepen ten gunste van het auteursrecht, werden niet ontkend, maar de overgang moest geleidelijk geschieden ». Eene dergelijke bemerking werd gedaan uit naam van de Afvaardiging van Rusland.

Dit was eene der redenen waarom men eene bepaling invoerde die aan de niet-verbondene Staten veroorloofde toe te treden, zich houdende aan de regelen gesteld hetzij in 1886, hetzij in 1896. (Zie artikel 25.)

Japan, een Staat die tot de Unie behoort, deed een uiterst eenvoudig voorstel : « de vertaling in het Japansch van een werk, geschreven in Europeesche taal en wederkeerig, is volkomen vrij ». Het gold niet een algemeen beginsel uit te roepen, maar eene bepaling in te voeren, doelende op den bijzonderen toestand van Japan, ten opzichte van de andere landen van de Unie.

Er bestond geen reden dat de door Japan geëischte uitzondering niet toegepast zou worden op andere talen die zelfs in de Unie, moeilijk weer te geven zijn. Het grondbeginsel werd daardoor omvergeworpen. De Conferentie verwierp het amendement.

De bepaling van artikel 8 maakt eene der verplichtende bepalingen uit, die aan den auteur meer verzekeren dan het nationaal regiem, wat betreft het recht van vertaling, indien het inlandsch regiem min gunstig is dan dat van de Overeenkomst. In 1884 kon, naar luid van artikel 5, de duur niet minder zijn dan tien jaar. Geen enkel land mocht lager gaan dan dit minimum.

De thans vastgestelde duur is die, bepaald door artikel 7 voor het recht op het oorspronkelijk werk, zelfs dan als de inlandsche wet een korteren duur zou vaststellen, wat betreft de vertalingen.

Het verschil van het regiem tusschen een oorspronkelijk werk en de vertaling, ingeschreven in een inlandsche wet, kan geen anderen invloed uitoefenen in de conventionele betrekkingen, dan het beperken van den duur van bescherming der vertalingen, wat betreft alleen de onderhoorigen *van dit land*, en zulks in de andere landen, door toepassing van de vervallenverklaring voorzien bij artikel 7.

Het recht van vertaling, door de Overeenkomst gehuldigd, is aan geen enkele bijzondere formaliteit of voorwaarde onderworpen.

Het wordt niet meer vereischt dat de vertaling begonnen zij binnen een bepaalden tijd, zooals voorzien in het vroeger artikel 5.

De Overeenkomst schaft af, op volstrekke wijze, niet alleen den termijn door verscheidene wetgevingen bepaald voor het gebruikmaken van het recht van vertaling, maar ook dien welke de Overeenkomst zelve vroeger voorzag.

Door het vroeger artikel 5 werd het recht van vertaling voorbehouden aan de auteurs van een der landen van de Unie, maar het was aangenomen dat dit recht eveneens van toepassing was op de niet-verbondenen, die hun werk hadden doen uitgeven op het grondgebied van de Unie.

De thans bestaande tekst komt overeen met het stelsel gehuldigd door de nieuwe artikelen 4 en 6 en lost allen twijfel op.

Het recht wordt verzekerd aan de niet tot de Unie behorende auteurs die hun werk voor de eerste maal doen uitgeven op het grondgebied van de Unie. Het wordt ontnomen aan de tot de Unie behorenden, bij inboorlingsrecht, die voor de eerste maal hebben uitgegeven het werk, dat de stof leverde voor de vertaling, buiten het grondgebied van de Unie.

Daar het hier geldt de vertaling van *letterkundige* werken, ontstaat de uitgaaf uit het feit van het uitgeven van het oorspronkelijk werk : het opgevoerde dramatische werk wordt niet beschouwd als uitgegeven. De niet-onderhoorige ontleent zijn recht enkel aan de uitgaaf binnen de Unie en heeft geen aanspraak op het voordeel van conventioneel recht voor niet-uitgegeven werken. Hij kan zich dus niet beroepen op de Overeenkomst om te klagen over de vertaling van een drama of eene comédie, die volgens het handschrift werd opgevoerd op het grondgebied van de Unie.

De auteurs, wier werken niet vertaald werden binnen den termijn van tien jaar, te rekenen van de eerste uitgaaf van het oorspronkelijk werk, zagen hunne rechten te niet gaan ten opzichte van de Overeenkomst. Zij kunnen dus niet klagen over de vertalingen, gedaan nadat deze termijn verstreken was. Artikel 18 zal dezen toestand regelen, te rekenen van de goedkeuring van de Overeenkomst af.

De auteurs, wier werk niet werd uitgegeven of werd uitgegeven sedert min dan tien jaar, zijn voortaan bevciligd voor deze vervallenverklaring ⁽¹⁾.

(1) Het is nuttig de stelsels aan te wijzen en de uitgebreidheid van den duur, aangenomen in de verschillende landen van de Unie, wat betreft de vertalingen.

A. — *Stelsel van volkomene gelijkstelling met het hoofdrecht.*

DUITSCHLAND — Dertig jaar *post mortem*.

BELGIE, FRANKRIJK, LUXEMBURG, MONACO. — Vijftig jaar *post mortem*.

SPANJE. — Tachtig jaar *post mortem*.

HAÏTI. — Twintig en tien jaar *post mortem*.

B. — *Verschillende stelsels.*

DENEMARKEN. — a) Termijn van het hoofdrecht voor het recht van vertalen in eene der drie Scandinavische talen (Deensch, Noorweegsch en Zweedsch);

II. — VOORWAARDELIJKE BESCHERMING VAN SOMMIGE STUKKEN
UITGEGEVEN IN DE DAGBLADEN EN VERZAMELINGEN (art. 9).

Het tegenwoordig artikel 9 — vroeger 7 — is een van die, waarvan de opstelling aanleiding gaf tot de meest lange en moeilijke besprekingen.

De Overeenkomst van Bern had als systeem ingesteld « de vermoedelijke toelating tot overneming van artikelen van dagbladen of van tijdschriften ».

Dit vermoeden moest wijken voor eene melding van uitdrukkelijk verbod.

Dit verbod was niet toepasselijk :

1^o Op de artikelen van politieke bespreking;

2^o Op de zoogenaamde « nouvelles du jour » en de « faits divers ».

Het dagbladartikel is niet het artikel, uitgegeven in een dagblad : de wijze van uitgaaf verandert niet den aard, eigen aan een letterkundig werk.

Men verstaat onder dagbladartikel, « indien men zich houdt aan de loopende waarneming der feiten, eene korte en vluchtige studie over een onderwerp van onmiddellijk belang en meer bijzonder over een onderwerp van politiek, van bestuur en van kritiek. Deze omschrijving beantwoordt wel aan den aard der zaken, die wil dat het artikel veroudere, in enkele uren, met het toevallig feit dat het heeft ingegeven ⁽¹⁾.

b) Termijn van het hoofdrecht, indien in de eerste tien jaar het werk vertaald werd, in betrekking met de taal voor de vertaling gebruikt;

c) Tien jaar te rekenen van het einde van het jaar der eerste uitgaaf van het oorspronkelijk werk, in elk ander geval;

NOORWEGEN. — a) Termijn van het hoofdrecht voor het recht van vertalen in eene der drie scandinavische talen;

b) Termijn van het hoofdrecht, indien het werk verschijnt gelijktijdig of ten laatste binnen één jaar, op geoorloofde wijze in verschillende talen;

c) Tien jaar te rekenen van het einde van het jaar der eerste uitgaaf van het oorspronkelijk werk, in elk ander geval.

ZWEDEN. — a) Termijn van het hoofdrecht voor het recht van vertalen in eene der drie Scandinavische talen;

b) Tien jaar te rekenen van de eerste uitgaaf van het oorspronkelijk werk, voor de andere talen.

GROOT-BRITTANJE. — Waarschijnlijke toepassing van het hoofdrecht voor de inboorlingen. Voor de vreemdelingen, gelijkstelling van het recht van vertaling, met het recht van reproductie, wanneer, binnen tien jaar, te rekenen van het einde van het jaar der uitgaaf van het oorspronkelijk werk, eene geoorloofde vertaling verscheen in het Engelsch.

ITALIË. — Tien jaar te rekenen van de uitgaaf.

JAPAN. — Termijn van het hoofdrecht, op voorwaarde dat eene vertaling uitgegeven wordt binnen tien jaar, te rekenen van de uitgaaf van het oorspronkelijk werk.

ZWITSERLAND. — Termijn van het hoofdrecht, op voorwaarde dat de auteur eene vertaling uitgeve binnen vijf jaar, te rekenen van de uitgaaf van het oorspronkelijk werk.

⁽¹⁾ *La reproduction des romans-feuilletons dans les journaux.* AUTEURSRECHT 1893, bl. 13. JOURNAL DES TRIBUNAUX, 1893, bl. 305.

Het is de politieke studie, de studie van letterkundige of tooneelkundige kritiek, van politieke of maatschappelijke huishoudkunde, van wetgeving, de waardeering en de bespreking van menschen en van zaken, voorkomende in de orde van de dagelijksche feiten die het openbaar leven van een volk uitmaken ⁽¹⁾.

Het was onbetwistbaar dat een roman-feuilleton nooit een dagbladartikel uitmaakt: de Fransche Afvaardiging had het altijd beweerd. De Afvaardigingen van Groot-Brittanje, Italië en Zwitserland hadden het aangenomen in 1886. De verklaring van 1896 voerde in dit opzicht geene enkele nieuwigheid in. Zij diende alleen als uitlegging.

De novellen — Deze term, gesteld naast dien van roman-feuilletons en tegenover « nouvelles du jour » — duiden aan: kleine romans, vertellingen, samenspraken, geschiedkundige verhalen, fantaziewerken van weinige uitgebreidheid en dikwijls bijeenvergaaard in eene kleine ruimte van het dagblad of van het tijdschrift.

Het zijn de werken aangeduid door « *works of fiction* » in het Engelsch en « *Novellen* » in het Duitsch.

De Conferentie van 1896 stelde vast, dat het geen dagbladartikelen zijn. Zij behoefde ze dus niet meer te vermelden, daar zij als letterkundige werken beheerscht worden door het gemeene recht van artikel 2.

Indien het recht, wat hen betreft, duidelijk werd bevestigd, zonder beperking, dan was dit om het te beveiligen voor elke nieuwe bewijsting.

Er werd tijdens de Conferentie van 1896 voorgesteld te bepalen, dat de andere dagbladartikelen (behalve de artikelen van politieke bespreking, de « faits divers » en de « nouvelles du jour ») voortaan zouden vermoed worden te zijn: ongeoorloofde overneming.

Dit stelsel zegepraalde niet: men behield te hunnen opzichte het stelsel van de vermoede toelating, maar temperde dit door te bepalen, dat het gebruik maken van deze vermoede toelating de verplichting met zich bracht de bron aan te wijzen.

Indien men deze werken beschouwt, in de gevallen van toepassing waar zij letterkundige werken uitmaakten, en indien men vaststelt dat artikel 7 elk verbod van niet-overneming verbood, dan moet men inzien dat deze bepaling een maatregel van onteigening uitmakende, rechtstreeksch in strijd was met de moedergedachte van de Overeenkomst.

De Conferentie van 1908, na bijzonder lange debatten, waarvan de menigvuldige formules van amendementen de strekkingen openbaren, liep, ten slotte, uit op het volgende stelsel:

1^o Al de werken, vatbaar te worden gerangschikt onder de soort van letterkundige en kunstwerken, evenals de teekeningen of andere kunstwerken, worden onderworpen aan het regiem dat nu reeds de roman-

(1) Cfr. P. WAUWERMANS, *Le droit des auteurs en Belgique*, bl. 269, n^o 288.

feuilletons en de novellen genieten : Volkomen bescherming, zonder verplichting van melding van voorbehoud ;

2° Het regiem van vermoede toelating wordt behouden, wat betreft al de werken die kunnen gerangschikt worden onder de dagbladartikelen, maar er werd bepaald dat, indien letterkundige, wetenschappelijke of letterkundige werken dit karakter kunnen dragen van dagbladartikel, hetzelfde nooit het geval is met roman-feuilletons en novellen. Deze worden beschermd zooals al de andere werken van het letterkundig en wetenschappelijk domein en geene enkele beperking wordt toegelaten ;

3° De letterkundige werken (andere dan de romans en de novellen) daarin begrepen voortaan de artikelen van politieke bespreking, hoewel uitgegeven in een dagblad of het karakter hebbende van dagbladartikelen, kunnen de volkomen bescherming genieten, op voorwaarde dat een verbod uitdrukkelijk werd gedaan, en mits aanduiding van de bron.

Het regiem van de vermoede toelating maakt voorzeker eene beperking uit van de uitoefening van het recht der auteurs.

De Belgische Afvaardiging, die het ondersteunde, deed het volgende gelden tot staving van zijn behoud :

« Deze beperking beantwoordt aan de wenschen van de belanghebbende »
 » genootschappen ; zij wordt gerechtvaardigd door de belangen zelf van »
 » de auteurs-dagbladschrijvers. Het overnemen van hunne artikelen door »
 » andere dagbladen is, inderdaad, de beste belooning van hun geestes- »
 » arbeid, en de meest gewenschte. Door het bevestigen en het versterken »
 » van hun gezag en van hunne verdiensten, komt zij aan hunne gelde- »
 » lijke belangen, zoowel als aan hunne moreele belangen ten goede. Zij »
 » is van gewicht voor de dagbladen, waaraan zij medewerken en waarvoor »
 » het overnemen van hunne artikelen, met de melding van de bron wel te »
 » verstaan, eigenlijk eene reclame uitmaakt. Zij dient, ten slotte, de belan- »
 » gen van het publiek, want een groot getal dagbladen, over weinig geld »
 » beschikkende, vooral onder de lokale dagbladen, zouden van eene betreu- »
 » renswaardige onbeduidendheid zijn, indien het hun verboden was hunne »
 » beste elementen te putten uit het overnemen van artikelen, ontleend aan »
 » de groote dagbladen. De bevoegdheid, overigens, aan den auteur voor- »
 » behouden, de reproductie van zijn artikel te verbieden, door eene bijzon- »
 » dere melding, vrijwaart zijn recht, in elke veronderstelling, zelfs in het »
 » zeer uitzonderlijk geval, dat hij bijzondere redenen mocht hebben om te »
 » wenschen dat het artikel niet wordt overgenomen.

» Indien, om een dagbladartikel over te nemen, men vooraf de toe- »
 » lating moet vragen van den auteur, indien deze toelating niet kan worden »
 » vermoed, zoo er geen verbod bestaat, dan zal zij, in de practijk »
 » zelden worden gevraagd ; de toenemende eischen van actualiteit in het »
 » moderne dagbladwezen laten daartoe den tijd niet, en de reproductie »
 » zou niet geschieden, tot groote schade van het drievoudig belang, dat wij »
 » aangetoond hebben. »

Daar het eene beperking geldt, kan zij niet verder worden uitgebreid dan de termen die haar huldigen :

1^o Zij is niet toepasselijk op de kunstwerken : de Belgische Afvaardiging, gesteund door de Zweedsche Afvaardiging, had voorgesteld ze toe te passen op de *teekeningen*. De Conferentie stelde vast dat dit ware « eene beperking waaraan men tot nu toe niet gedacht had ». Het voorstel werd ingetrokken ;

2^o De overneming is slechts geoorloofd uit een dagblad in 'een ander dagblad.

Reeds in 1896 had het verslag gezegd : « De Commissie denkt dat, hoewel het niet uitdrukkelijk gezegd wordt, de overneming die aldus kan plaats hebben zonder voorbehoud, de overneming is in andere dagbladen of verzamelingen. Men zou niet zonder toelating van den auteur kunnen uitgeven een boekdeel, saamgesteld uit eene reeks artikelen. »

Het toepassen van het gemeene recht is heden formeel bevestigd : Het is niet geoorloofd weer te geven in overdruk, in vlugschriften of in boekdeelen, zonder toelating der auteurs, hunne artikelen die in de dagbladen verschenen zijn.

Dit is een juistere omschrijving, maar geene nieuwigheid.

De bepaling kan evenmin worden toegepast op de artikelen uitgegeven in verzamelingen.

De nieuwe tekst werkt, onder dit opzicht, in op de vroegere manier van handelen.

Indien de beperking gerechtvaardigd is wanneer het geldt reproductie van dagblad tot dagblad, dan is zij dit niet wanneer het tijdschriften geldt.

« Geene enkele der professioneele redenen die maken dat de dagblad-schrijver het vermoeden van zijne toestemming tot de overneming van zijne dagbladartikelen, bij gebrek aan voorbehoud, verleent, past op de artikelen van tijdschriften. Anderzijds zou men te vergeefs eene juridische reden zoeken, welke ook, die toelaat op verschillende wijze te regelen het recht van auteur op een letterkundig werk, naarmate het werd uitgegeven of afzonderlijk, of in een tijdschrift. De identiteit van het werk brengt de identiteit der behandeling mede. Daarom is het niet aannemelijk dat het recht van den auteur beperkt moet worden door eene verplichting van voorbehoud of van verbod, indien hij zijn werk uitgeeft in eene verzameling, terwijl zijn recht op hetzelfde werk geen enkele beperking, noch geen enkel voorbehoud met zich brengt, indien hij het afzonderlijk uitgeeft, in overdruk of in vlugschrift ⁽¹⁾.

Geen enkele melding van voorbehoud zal meer noodig zijn voor de artikelen van verzamelingen : dit is een vooruitgang.

(1) Memorie van de Belgische Afvaardiging.

Wat moet men verstaan door dagblad, daar de tijdschriften ter zijde worden gezet?

Volgens de woordafleiding is een dagblad iets wat verschijnt elken dag of van dag tot dag. Indien wij ons niet stipt aan dezen term houden en aannemen, dat er weekbladen, maandbladen zijn, dan moeten wij toch stilstaan bij het karakter aan die uitgaven eigen, waarvan het eigenaardige is het doel van berichtgeving: het dagblad doet kennen, zegt de Academie « het politiek, wetenschappelijk en letterkundig nieuws, de nieuwe artikelen ». Het behelst het verslag van gebeurtenissen, van de feiten, zelfs al waren zij zuiver wetenschappelijk, maar voorgevallen later dan de vorige nummers. « Het dagblad is elke uitgaaf, bestemd den lezer op de hoogte te houden van wat omgaat in het domein waarmede de uitgaaf zich bemoeit. »

De Overeenkomst van 1886 verklaarde dat het verbod uitdrukkelijk moest zijn en, waar het gold een artikel, uitgegeven in eene verzameling, mocht het verbod gedaan worden, op algemeene wijze, aan het hoofd van elk nummer.

Men wilde eene algemeene melding vermijden, die de gewone zegswijze zou worden, maar het voorgeschrevene heeft niets sacramenteels ⁽¹⁾.

De Overeenkomst zegt niet in welke taal het voorbehoud moet worden gedaan: het algemeen beginsel zijnde, dat geene enkele formaliteit vervuld moet worden in het land van invoer, vinden wij daarin eene eerste reden om de taal van het land van herkomst aan te nemen.

Maar er bestaat een veel sterkere practische reden voor deze oplossing: de Staten van de Unie gebruiken acht talen, in drieërlei geschrift.

Hoe kan men elk dagbladartikel doen volgen van verbod, in al deze volkstalen? Om die reden werd het vraagstuk in onzen zin opgelost, door de Engelsche rechtspraak ⁽²⁾.

Indien er geen verbod is, kan een artikel van politieke bespreking, uitgegeven in een dagblad, vrij worden overgenomen in een ander dagblad, maar men moet de bron aanduiden. Op de vraag van de Italiaansche Afvaardiging werd verstaan, in 1896, dat de melding van de bron begrijpt « niet alleen de aanwijzing van het dagblad waar het artikel verscheen, maar ook die van den naam van den auteur, indien het artikel geteekend is ».

Wat zal het gevolg zijn, indien een artikel van dezen aard wordt overgenomen, zonder deze aanwijzing? Men kan beweren dat er daar eene niet geoorloofde reproductie bestaat of een namaaksel, omdat de voorwaarde die de reproductie geoorloofd maakt niet vervuld werd.

Een wetgever kan echter oordeelen dat dit strikt logisch gevolg te streng is en dat eene boete, of zelfs eene burgerlijke vergoeding voldoende is.

(1) ROTHISBERGER, bl. 228.

(2) *Royal Court of Justice van Londen*, 6-7 Mei 1908. *Auteursrecht*, 1908, bl. 79. Cfr. studie *cod. loco.*, 1908, bl. 30.

In elk land zal men vrij zijn te handelen, zooals men het goedvindt.

De Fransche uitdrukking « de bekrachtiging van deze laatste verplichting » is een meer beknopte omschrijving van de formule : de *wettelijke gevolgen van de schending* van deze verplichting. Er werd verstaan dat men in de officieele vertaling de onderstreepte woorden in de plaats kon stellen ; daar zij juist dezelfde beteekenis hebben als het woord : bekrachtiging.

Deze verschillende punten geregeld zijnde, moet men alleen nog maar regelen de wijze van overneming der « nouvelles du jour », eenvoudige persberichten, zonder letterkundig karakter.

De stof lag, als zoodanig, buiten het domein van de Overeenkomst : De formule die, ten opzichte daarvan, voorkomt in de Akte moet worden onderzocht onder den indruk van deze beschouwing, door het verslag van de Commissie uitdrukkelijk vastgesteld : « Wij verklaren enkel, dat de bescherming van de Overeenkomst daarop niet toepasselijk is, omdat het niet behoort tot het auteursrecht. Omtrent dit punt kunnen handelskwesties ontstaan, maar zij liggen buiten ons domein ».

Men moet inderdaad een onderscheid maken tusschen het verstandelijk gedeelte en het handelsgedeelte van een dagblad. Het eerste behoort tot het domein van het auteursrecht : al wat letterkundig is in een dagblad, moet worden beschermd door de wetten en de overeenkomsten op den letterkundigen en artistieke eigendom ; al wat een eenvoudig bericht is, moet duidelijk worden afgescheiden. Het gemeene recht in zake van oneerlijke mededinging moet hier zijne toepassing vinden ⁽¹⁾.

Zoo ware het jammer geweest in de Overeenkomst bepalingen op te nemen, betreffende de telegraphische en telephonische berichten en te beslissen, bij voorbeeld, dat zij slechts binnen een termijn van vier en twintig uur mochten worden overgenomen. Dit verbod zou overigens uiterst teere moeilijkheden van bewijs hebben ontmoet.

Wij hebben de pogingen tot uitbreiding van de Overeenkomst aangeduid alsmede den wensch, door de Belgische Afvaardiging geuit, betreffende de beteugeling van de plundering van berichten.

De berichten van elken aard zijn een gewichtig iets in de moderne pers. Om te worden ingezameld en om te worden overgebracht, veroorzaken zij aanzienlijke kosten en opofferingen.

Hunne waarde bestaat niet in den vorm waaronder zij worden voorgesteld : zij worden meestal uitgegeven uit hoofde van de noodzakelijkheid van eene snelle overmaking en van een onmiddellijke bekendmaking, zonder het stempel te dragen eigen aan den opsteller die er zich toe bepaalt griffierswerk te doen, maar zij hebben aanzienlijke voorschotten vereischt, veel gewichtiger dan eene door bewijsstukken gestaafde studie van een bekend schrijver.

(1) Zie DUPLAT, *Le Journal*, bl. 51 en volg.

Het schijnt in strijd met de rechtvaardigheid dat de uitgever, die deze berichten heeft verzameld, geen enkel uitsluitend recht, geen enkel recht van eigendom bezit.

Sommige vereenigingen van dagbladschrijvers hadden eene bepaling verlangd waarbij aan hen, die het eerst een bericht uitgeven, den uitsluitenden eigendom daarvan gedurende vier en twintig uur werd verzekerd.

Maar hoe kon men een monopolie scheppen, ten gunste van een der dikwijls talrijke getuigen van een bekendgemaakt feit; hoe kon men den voorrang van de inlichting vaststellen? Bestaan er ook niet tal van gevallen waarin het algemeen belang eischt dat een bericht de meest uitgebreide openbaarheid bekomme?

Wat men moet treffen is de oneerlijke mededinging, de « demarquage », de « piracy », den diefstal der telegraphische berichten ⁽¹⁾.

Artikel 9 bevat geene enkele conventioneele beperking van het recht der auteurs, door de intrekking van een gunstiger regiem, gehuldigd door de inlandsche wetten.

Wanneer paragraaf 2 zegt : « indien de overneming daarvan niet uitdrukkelijk verboden is », spreekt het vanzelf dat dit verbod kan voortkomen uit eene bepaling der inlandsche wetten. Wat meer is, paragraaf 3, wat de « faits divers » betreft, heeft zorg te zeggen dat het de bescherming is « van deze Overeenkomst » die hun niet wordt verleend.

III. — BESCHERMING TEGEN DE ONRECHTSTREEKSCH E BEWERKINGEN (art. 10-12).

§ 1. — *Bloemlezingen.*

De Overeenkomst bevestigt het recht van den auteur op zijn werk, wat betreft de reproductie. Indien bijzondere overeenkomsten zich vroeger bezig hielden met de bloemlezingen, dan was dit gewoonlijk om het recht te beperken der auteurs, wier geschriften in deze verzamelingen worden opgenomen, welk recht door de Overeenkomst werd gehuldigd.

Bij gebrek aan eene bijzondere bepaling, waarbij de bepalingen der thans bestaande overeenkomsten worden behouden, zouden deze dus zonder toepassing zijn geworden. Artikel 20 behoudt inderdaad enkel de bijzondere schikkingen, waarbij aan de auteurs rechten worden geschonken meer uitgebreid dan die, verleend door de Unie, of niet in strijd met de Overeenkomst. De overeenkomsten in deze zaak worden echter behouden.

Het is de eenige reden van bestaan van dit artikel, ingevoerd in 1886.

Maar men kan het, in geen geval, beschouwen als instellende eene

(1) Hof van Parijs, 16 nov. 1893. D. 1894, II, 217. — Fransche Cass., 23 Mei 1900, *Ann. prop. ind.*, 1902, bl. 79. Napels, 14 sept. 1878, *Auteursrecht*, 1898, bl. 132.

machtiging tot het doen van ontleeningen, of eene erkenning van het beginsel, dat deze ontleeningen geene beperking zouden zijn van het recht van den auteur ⁽¹⁾.

Het gebrek aan overeenstemming, niettegenstaande de pogingen gedaan in 1884, waar zelfs een tekst werd aangenomen, heeft de regeling van het recht van ontleening belet.

Men is er hier niet toe gekomen het minimum van bescherming, aan de auteurs verzekerd, te verhoogen door een internationaal Wetboek.

Het recht voor de inlandsche wetgevingen, het volstrekt recht van den auteur niet te huldigen, blijft dus behouden op dit punt: de Overeenkomst laat niet toe, noch verbiedt; zij onthoudt zich uitspraak te doen, zij heeft de vraag beslist op eene « zuiver onthoudende » wijze.

De kwestie blijft behooren tot het domein der inlandsche wetgevingen en der bijzondere overeenkomsten.

De Conferentie heeft zelfs niet gemeend de bevoegdheid van ontleening hieraan ondergeschikt te maken, dat « de ontleeningen gedaan worden zonder eenige wijziging ».

Het recht van ontleening zal dus blijven bestaan dàar, waar het bestaat en zal zelfs, zonder vergunning van den auteur, toelaten de schepping van nieuwe werken, van verzamelingen, die, bij voorkomend geval, zelf eene bijzondere bescherming kunnen genieten, uit hoofde van het plan dat ze zal hebben doen ontstaan.

Naast deze ontleeningen — die men niet moet verwarren met de overneming van dagbladartikelen, welke de aard der overgenomen werken onderscheidt — plaatsen zich de aanhalingen: deze leiden tot ontleeningen van minder belang, beoogende eene stelling te versterken, een voorbeeld te leveren. Zij maken het versiersel uit van een tekst, eene op bewijzen steunende getuigenis. Artikel 10 spreekt niet over de aanhalingen, omdat het niet betwist werd dat overal, daaromtrent, een recht bestond.

Maar het zal dikwijls moeilijk zijn het wezenlijk karakter van de ontleening te meten en te wegen, te onderscheiden of de aanhaling niet de critiek inroept als een eenvoudig voorwendsel. Dit is eene kwestie van feit ⁽²⁾.

De bepaling betreffende het recht van ontleening bedoelt, vermeldt alleen, volgens de termen van artikel 10, de letterkundige en artistieke werken.

Wij meenen echter dat men deze opsomming niet kan inroepen om aan de wetgevingen en aan de tractaten het recht te onzeggen eveneens uitspraak te doen, wat betreft de bloemlezingen en de aanhalingen uit

(1) Cfr. SOLDAN, *Rev. du droit*, bl. 498. LAVOLLÉE, *Conf. de Berne*, bl. 24.

(2) Zie *Jurisprudence française*, cit. POUILLET, bl. 511 en 512.

muzikale werken : daar artikel 10 deze zaak niet regelt, blijft het veld vrij.

Te Bern, tijdens de eerste Conferentie, verdedigden de Duitsche gevolmachtigden krachtig een amendement, volgens hetwelk de invoering van muzikale toonzettingen in de verzamelingen voor muziekscholen bestemd, door toepassing van het recht van aanhaling of bloemlezing, verboden zou worden : dit voorstel werd niet aangenomen. Al de overeenkomsten vóór 1886 begripen de muzikale werken in de uitdrukking « artistieke en letterkundige werken », zonder voor deze eene afzonderlijke afdeeling te maken ⁽¹⁾.

De inlandsche wetten en overeenkomsten zullen dus de rechten der auteurs bepalen.

De ontleeningen en citaten blijven veroorloofd daar waar de wetgever de bescherming niet meent uit te breiden in teksten die toelaten ze te verbieden.

Het recht van ontleening zal dus blijven bestaan ten gunste van commentaren, critische studiën en andere werken.

Het zal blijven bestaan binnen de grenzen en onder de voorwaarden van deze vrijheid : zoo zijn in Duitschland, de aanhalingen uit letterkundige werken maar veroorloofd op voorwaarde het werk niet te misvormen; de muzikale werken mogen worden overgeschreven, maar elke aanhaling van kunstwerk is streng verboden.

Frankrijk daarentegen erkent de graphische aanhaling. (Civil Seine, 28 October 1903. *Ann. Pataille* 1903, bl. 314.)

§ 2. — *Adaptaties, bewerkingen, enz.*

Van 1878 af werden de onrechtstreeksche toepassingen — welke in een onlangs ingevoerde benaming de Fransche rechtstaal begrijpt onder den geslachtsterm « adaptations » — aangeklaagd en veroordeeld ⁽²⁾.

De adaptatie, in de bijzondere zaak die ons bezig houdt, is volgens de omschrijving van M. L. Ulbach, « het in orde brengen — of in wanorde — van het oorspronkelijk werk, ten einde het te schikken naar den smaak of den aanleg van een ander publiek. Het is de bijzondere persoonlijke schikking die het bestanddeel van het werk neemt, zonder er den vorm van te nemen ».

De adaptatie staat tusschen de vermomde namaking en de hervorming,

(1) De Fransche en Belgische wetten voorzien niet uitdrukkelijk de aanhaling van muzikale werken, maar de rechtspraak neemt ze in beginsel aan. Seine, 25 Maart 1863. — Namen, 19 Januari 1893. — *Journ. Trib.*, 1893, bl. 363.

(2) Zie Toelichting door Jules Claretie. *Bulletin de l'Ass. art. et littéraire*, 1879, n^o 4.

die het werk geheel verdwijnen doet. Zij maakt een werk uit vathaar voor bijzondere bescherming ⁽¹⁾.

De Conferentie van 1884 bepaalde zich erbij de « bewerkingen van muziek » te verbieden. De Conferentie van 1885 breidde het domein van verbod uit en bepaalde zich er toe de term « adaptatie » te gebruiken als voorbeeld, en bedoelende op algemeene wijze elke onrechtstreeksche bewerking.

De Conferentie van Parijs, bij gebrek aan eenstemming accoord tusschen de Afvaardigingen, was er niet in gelukt in den tekst zelf van de Overeenkomst te doen opnemen « wat zij beschouwden niet als eene *nieuwigheid*, maar als eene *uitlegging* », dat het « dramatisceeren » van een werk kon worden beschouwd als uitmakende eene onrechtstreeksche toeëigening. Deze bepaling, ten gevolge van het verzet van Groot-Brittanie, moest voortkomen in de uitleggende verklaring ⁽²⁾.

Hetzelfde verzet deed zich niet meer voor in 1908 : het werd mogelijk deze « uitlegging » in te voegen met eene lichte bijvoeging (*van een novelle of een gedicht*); deze bijvoeging heeft tot gevolg de bepalingen uit te breiden tot de hervorming van een geschrift, welk ook, in tooneelstuk of wederkeerig.

De beteekenis van het tweede lid van het vroeger artikel 10 gaf aanleiding tot critiek.

Het kon, om gelijk te blijven aan den geest van de Overeenkomst, niets anders beteekenen dan dit : de rechtbanken van elk land moesten in feit beslissen of er al dan niet bewerking bestond. Of het stuk al dan niet was getrokken uit den roman : het vermogen dit te beoordeelen is natuurlijk en noodig, daar de auteurs nog al geneigd zijn zich te beklagen over een plagiaat.

Met deze beteekenis was de bepaling nutteloos. Maar zij werd gevaarlijk, indien zij zich leende tot deze uitlegging dat de rechter, vaststellende dat een stuk inderdaad getrokken werd uit een roman, zou kunnen weigeren den eisch ontvankelijk te verklaren, omdat zijne wet er tegen was. « Hier moet de Overeenkomst vóór de inlandsche wet gaan. Zeker, indien volgens de grondwettelijke bepalingen van het land, de Overeenkomst niet in de wetgeving werd opgenomen, indien de inlandsche wetgeving niet werd gewijzigd in den zin van de Overeenkomst, kan de rechter enkel zijne wet toepassen, maar er zal een rechtvaardige reden van beklag bestaan tegen zijne Regeering, die geen maatregelen zou hebben genomen om op haar grondgebied te doen eerbiedigen de Overeenkomst, door haar geteekend ⁽³⁾.

(1) Volgens artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst, worden de bewerkingen, waarvan hier kwestie is, beschermd als oorspronkelijke werken zonder benadeeling van de rechten van den auteur van het oorspronkelijk werk.

(2) De Engelsche wet verbood een roman te trekken uit een tooneelstuk, maar niet een tooneelstuk uit een roman — behoudens het stuk niet uit te geven.

(3) Verslag van de Conferentie van Berlijn.

IV. — BESCHERMING DER MUZIKALE EN DRAMATICO-MUZIKALE WERKEN (art. 14).

Artikel 14 van de Overeenkomst verzekert aan den buitenlandschen auteur het voorrecht van de nationale behandeling en beschermt hem dus op denzelfden voet als de inboorlingen tegen de niet toegestane voorstelling of openbare uitvoering van zijn werk.

Dus kon men het overtollig achten aan deze zaak een bijzonder artikel te wijden.

Eene wijziging werd gebracht in het tweede lid van artikel 9 der Overeenkomst van 1886 ten einde rekening te houden met de gedane hervorming, wat betreft het recht van vertaling : De auteur is voortaan beschermd tegen de niet toegestane openbare voorstelling van de vertaling van zijn werk, zoolang zijn recht duurt op het oorspronkelijke werk.

De duur van bescherming, aan de vertaling verleend, kan dus voortaan niet meer gelden.

Daar de Overeenkomst in beginsel de vertaling rangschikt onder de beschermde werken, is het logisch gevolg daarvan dat de vertaler hoofdzakelijk het recht bezit van openbare voorstelling der vertaling, onder voorbehoud van de beperkingen aan zijn recht toegebracht door het recht van den oorspronkelijken auteur.

Indien hij het werk heeft vertaald zonder de noodige toelating, kan hij door den auteur worden vervolgd wegens de uitgave van de vertaling evenals wegens de voorstelling die hij ervan geven zou. Dit berooft hem niet van het recht dengene te vervolgen die zich zijne eigene vertaling zou hebben toegeëigend om die uit te geven of te doen voorstellen.

Dit volgt uit de gelijkstelling van de vertaling met een oorspronkelijk werk.

Deze oplossing was reeds bevolen door toepassing van artikel 6 der Overeenkomst van 1886, waarvan lid I zegt dat de « geoorloofde vertalingen worden *beschermd als oorspronkelijke werken* ». Er is enkel sprake van de niet toegestane *reproductie* en niet van het *recht van voorstelling*, van de bescherming van *den oorspronkelijken auteur* tegen de niet toegestane openbare voorstelling van de vertaling, maar dit doet er weinig toe, daar de vertaling beschermd is als een oorspronkelijk werk.

De Conferentie van Parijs had, in 1906, dezen wensch aangenomen :

II. Het is wenschelijk dat de wetgevingen van de landen der Unie de grenzen bepalen binnen welke de aanstaande Conferentie het beginsel zou kunnen aannemen dat de uitgegeven muzikale werken moeten worden beschermd tegen de niet-toegestane uitvoering, zonder dat de auteur gehouden is de melding van voorbehoud te doen.

Deze wensch wordt vervuld door de intrekking van de melding van voorbehoud.

Deze afschaffing van eene formaliteit, voorzien en toegestaan door de

Overeenkomst, « doet zich voor als een terugkeer tot het gemeene recht. De andere rechten, afgeleid uit het hoofdzakelijk recht, het recht van vertaling en het recht van voorstelling gewaarborgd zijnde zonder bijzondere voorwaarde, bestond er geen enkele doctrinale reden om dezen eisch te behouden, ten opzichte van het recht van uitvoering, dat even eerbiedwaardig is ⁽¹⁾ ».

De Conferentie van Parijs had deze hervorming moeten verdagen omdat zij de volstreckte tegenkanting ontmoette van sommige Afvaardigingen. Deze hadden voornamelijk doen gelden « dat de openbare meening in hun land niet zou aannemen dat, bij afwezigheid van uitdrukkelijk voorbehoud, de auteur, of zijne agenten, de openbare uitvoering van zijne muzikale werken konden belemmeren in sommige omstandigheden (concerten gegeven zonder eenig winstbejag te bedoelen, uitvoering van muzikale werken door volksmuziekgenootschappen, door studenten, door militaire muziekkorpsen); men betwistte niet dat er een vooruitgang moest plaats hebben, maar deze vooruitgang scheen af te hangen van een inleidend werk door de nationale wetgevingen te doen, daar men rekening moest houden met gewoonten, aan sommige landen eigen ⁽²⁾ ».

Indien het waar is dat men terugkeert tot het gemeene recht — zooals het Deutsche bestuur het vaststelt en zooals het verslag het herinnert — dan had men zich kunnen onthouden in de Overeenkomst den nieuwen tekst van paragraaf 3 op te nemen en zich bepalen zuiver en eenvoudig de vroegere bepaling af te schaffen.

Men is nog verder gegaan om duidelijk te doen uitkomen dat men een zeer oude praktijk verliet en omdat, anderzijds, het wél verstaan moet worden dat de melding van voorbehoud niet kan geëischt worden in het land waar de bescherming gevraagd wordt uit kracht van de Overeenkomst, zelfs dan, wanneer de wet van dat land deze nog voor de inboorlingen voorziet.

De nieuwe bepaling van artikel 41 heeft een onmiddellijk gevolg: de eigenaars van muzikale werken, niet voorzien van meldingen van voorbehoud, zullen zich op het bezit daarvan niet kunnen beroepen om deze werken uit te voeren zonder de toestemming van den auteur. De afwezigheid van de melding werd nooit beschouwd als eene overlating aan het publiek domein. Het is eene formaliteit die wordt afgeschaft. De afstanddoening wordt niet vermoed.

De inlandsche wetgevingen zullen de zaak der bekrachtiging regelen.

De Britsche Afvaardiging hield zich bezig met den toestand der personen die, onder den invloed van oude gewoonten, te goeder trouw zouden meenen muzikale werken te mogen uitvoeren, waarop zij geene melding van voorbehoud zien. Er werd geantwoord dat de Overeenkomst verplichtte tot bescherming, zonder den vorm der bescherming te bepalen.

(1) Voorstellen van de Deutsche Regeering.

(2) Verslag van de Conferentie van Berlijn. Zie *Actes de Paris*.

Elk land kan rekening houden met de omstandigheden waarin de overtredingen zich voordoen en de straffen toepassen, volgens de omstandigheden. Het eenige wat het niet wettig mag doen, ware een onderscheid te maken naar dat de te beschermen werken van inboorlingen of van vreemdelingen zijn, daar dezelfde bescherming aan alle moet verzekerd worden.

Een merkwaardige vooruitgang werd dus verwezenlijkt; « echter moeten de toondichters, wier recht aldus meer bevestigd wordt, niet meenen dat, voortaan, hunne werken niet meer in het openbaar mogen uitgevoerd worden op het grondgebied der Unie, zonder hunne toelating », zegt het verslag aan de Conferentie. Zij moeten rekening houden met de nationale wetgevingen, die in bepaalde omstandigheden deze uitvoering kunnen toelaten en die het recht hebben hare meening te zeggen over de bekrachtiging te geven aan het recht van uitvoering en, bij voortkomend geval, over de beperkingen, noodig geoordeeld om te voorkomen dat de muzikale gewoonten van een land belemmerd worden ⁽¹⁾.

« Wat deze beperkingen betreft — schrijft de heer Osterrieth, een der Duitsche afgevaardigden ⁽²⁾ — is het niet twijfelachtig, dat ieder land het recht heeft te verordenen dat uitvoeringen van een bepaald soort, bij voorbeeld concerten van liefdadigheid, niet vallen onder het bereik van het recht van den componist. »

Anderzijds, de toelichting van het wetsontwerp van bekrachtiging bij het Fransche Parlement herinnert : « dat het wel verstaan werd, dat artikel 11 niet zou verbinden de bijzondere wetgevingen die de openbare voorstellingen en uitvoeringen zonder toestemming van den auteur veroorloven in een doel van liefdadigheid of menschlievendheid ⁽³⁾.

Onder het beheer van den vroegeren tekst werd deze uitlegging gesteund door den heer Dunant.

Maar zij had als tegenstanders de heeren Darras ⁽⁴⁾ en d'Orelli, die leerden ⁽⁵⁾ dat het laatste lid van artikel 9 van het tractaat van Unie een

(1) Halen wij, bij voorbeeld, aan de bepaling van artikel 27 der Duitsche wet van 19 Juni 1901 op het auteursrecht : « De toestemming van den rechthebbende is niet noodig voor de openbare uitvoeringen van een uitgegeven muzikaal werk, die niet worden ingericht met een doel van winstbejag en waaraan de toehoorders kosteloos kunnen deelnemen. Overigens zijn soortgelijke uitvoeringen, niet toegelaten door den rechthebbende, geoorloofd in de volgende gevallen : 1° wanneer zij plaatshebben bij volksfeesten, met uitzondering van muziekfeesten; 2° wanneer de ontvangsten uitsluitend zijn bestemd voor een werk van liefdadigheid en dat de uitvoerders geen enkele vergelding ontvangen voor hunne medewerking; 3° wanneer zij zijn ingericht door gezelschappen, waarvan de leden alleen, hunne familie inbegrepen, als hoorders worden toegelaten. Deze bepalingen zijn niet toepasselijk op de tooneelsvoorstelling van een opera of van een ander muzikaal werk, vergezeld van een tekst. »

(2) VERSLAG AAN HET CONGRESS VAN KOPENHAGEN. *Bulletin de l'Assoc. art. et litt.*, n° 28, bl. 49.

(3) Kamer van afgevaardigden, stuk 2402, zittingsjaar 1909, bl. 13.

(4) *Journal de droit international privé*, 1892, bl. 823.

(5) *Ibid.*, 1891, bl. 306.

minimum-maatregel van éénmaking was. Deze stellende tegenover artikel 7 van de Zwitsersche wet, zegde dit laatste : « Indien de auteur zorg heeft gedragen uitdrukkelijk te verklaren dat hij uitdrukkelijk verbiedt de openbare uitvoering van zijn werk, dan schijnt het dat de storting van 2 t. h. van de ontvangst niet in staat is in de plaats te treden van zijn gebrek aan toestemming ».

« Echter zou eene wettige bepaling, waardoor het recht van uitvoering krachteloos werd gemaakt, in strijd zijn met den geest van de Overeenkomst », zegt de heer Osterrieth ⁽¹⁾.

Dit is onbetwistbaar.

Wat België betreft, huldigt artikel 16 der wet van 22 Maart 1886 het volstrekte recht van den auteur, in zake van openbare uitvoeringen.

V. --- BESCHERMING VAN DE ARTISTIEKE WERKEN TEN OPZICHTE : a) VAN DE MECHANIEKE MUZIEKINSTRUMENTEN (art. 13); b) VAN DE CINEMATOGRAFIE (art. 14).

Er zijn weinige bepalingen van de Overeenkomst van Bern die meer ruime stof tot geschillen opleverden dan nummer 3 van het Protocol van sluiting.

Door zijne uitlegging stonden tegenover elkander de eischen der kunstenaars en die der fabrikanten, de artistieke eigendom en de industricele eigendom.

Het is niet twijfelachtig dat, op het oogenblik waarop de gevolmachtigden in 1885 deze bepaling in de Overeenkomst invoerden, zij op het oog hadden de bescherming van deze mechanieke muziekinstrumenten, waarvan Zwitserland het quasi-monopolie had van fabrikaat en verkoop en ten gunste waarvan dit land in verschillende handelstractaten eene bepaling had doen opnemen, die trouwens was geschreven in de nationale Zwitsersche wet.

Toch zou het strijden met de werkelijkheid der feiten, te beweren dat de eenige mechanieke instrumenten, destijds bekend, waren : de muziekdoozen, draaiorgels, speelduurwerken en andere stukken van eigenlijke uurwerkindustrie.

De uitvinding van Edison klimt op tot 1897 en werd destijds voorgesteld aan de Academie van Frankrijk. De eerste brevetten werden aangevraagd in 1878.

In 1886 was de phonograaf nog niet in vollen zwang : tot daartoe diende hij meest voor wetenschappelijke of vermakelijke proeven. Binnen die perken werd hij bekend en geëxploiteerd.

Na 1886 ontwikkelde zich in buitengewone verhoudingen de nijverheid der fabricatie van verwisselbare organen, die toelieten tot in het oneindige af

(1) *Loc. cit.*

te wisselen het repertorium van de vroegere mechanische muziekinstrumenten. Eerst waren het de kartons, doorboorde schijven voor aeolians en pianolas. Weldra hielden de gramphoon en de phonograaf op instrumenten te zijn voor kabinetten van natuurkunde en van zuiver wetenschappelijk betoog; talloze rollen en cylinders namen geheel het repertorium over naar gelang van de verschijning van elk nieuw werk en de fabrikanten eischten voor deze toestellen de toepassing van nummer 3 van het Protocol.

Voortaan was het niet meer de Zwitsersche nijverheid die er belang bij had tegenover de auteurs de vrije beschikking te eischen van wat alleen zij, eertijds, beschouwde als een onmishare eerste grondstof: het waren de Fransche en de Duitsche nijverheid, het waren gewichtige huishoudkundige belangen die eene bescherming eischten: fabrikanten tegen auteurs.

Wijzen wij, eerstens, op de verschillende terreinen waarover het geschil liep en de onderscheidene meeningen die bestonden omtrent de beteekenis, toe te kennen aan dit nummer van het Protocol, bij den aanvang van de werkzaamheden der Conferentie van Berlijn, in de rechtsleer en de rechtspraak.

1^o Moet de bepaling van het Protocol worden beschouwd als *uitleggende* de teksten van de Overeenkomst die haar voorafgaan, en heeft zij als eenig doel te verklaren dat de fabricatie en de verkoop van mechanische muziekinstrumenten niet zijn verboden, volgens de termen van deze Overeenkomst, elke natie, daarenboven, vrij blijvende voor het binnenland wetten over deze zaak te maken?

Moet men, integendeel, er eene *beperkende* bepaling in vinden van het recht der auteurs?

2^o Indien de bepaling beperkend is, bedoelt zij al de mechanische muziekinstrumenten, deze uitdrukking al degene aanwijzende, met behulp waarvan men mechanisch muziekarias kan weergeven, of enkel degene bekend in 1886, of waaraan de onderhandelaars van dien tijd waarschijnlijk hadden gedacht (muziekdozen, draaiorgels, speelklokken of soortgelijke instrumenten met niet-verwisselbare organen)?

3^o Bedoelt zij alleen de muziekarias of ook de woord-geluiden?

Voegen wij, ten slotte, hierbij, dat, bij uitbreiding van de stelling « dat nummer 3 aan de verbondene landen het recht behield wetten te maken op de klinkende weergeving door mechanische instrumenten », de meening in Duitschland werd verdedigd « dat de inlandsche wet, zonder in strijd te zijn met de Overeenkomst, de uitvoeringen kon toelaten ten zelfden titel als de reproductie ». Deze meening beriep zich op eene zinsnede van het verslag der Commissie van 1886 (*Handelingen*, bl. 55): « Gezien de moeilijkheid die er bestaat om de kwestie te regelen van klinkende weergeving, stelt de Commissie voor, dat de Conferentie geen meening zal uiten omtrent de kwestie te weten, of de openbare uitvoering van een muzikaal werk, door middel van een der instrumenten, vermeld in nummer 3, al dan niet geoorloofd is. »

Te vergeefs trachtte men een einde te stellen aan de geschillen tijdens de Conferentie van Parijs.

De pogingen der auteurs met dat doel werden nagejaagd in bewoordingen, die veeleer van aard waren de stelling der fabrikanten te bevestigen, te weten dat nummer 3 van het Protocol uitdrukkelijk sommige adaptaties toeliet. De toondichters vraagden, inderdaad, dat « in het stellen der Overeenkomst wel bepaald verklaard zou worden dat artikel 3 van het Protocol van sluiting van gezegde Overeenkomst, *welk een voorrecht schept ten gunste van de fabrikanten van muziekinstrumenten*, niet toepasselijk moet zijn op de fabricatie en den verkoop van doorboorde kartonnen banden en andere soortgelijke voorwerpen, welke onafhankelijk zijn van het instrument, afzonderlijk worden verkocht, welke slechts een vorm zijn van muzikale uitgave ».

Daar de Conferentie van Parijs niet tot een accoord had kunnen komen, kwam de kwestie, in haar geheel, terug voor de Conferentie van Berlijn.

Het schijnt dat de uitlegging van nummer 3 van het Protocol, onder den indruk waarvan de meerderheid der Afgevaardigden heeft beraadslaagd, de volgende is :

1° Eerst en vooral moest afgewezen worden de eisch van de vrije uitvoering van muzikale werken door muzikale instrumenten. (Cfr. Hof van Brussel) 29 December 1907, t. I, bl. 181. — Chimay, 18 September 1908. *Droit d'auteur*, 1909, bl. 37. — Corr. Seine, 24 November 1877. *Le Droit*, 30 November 1877. — Cass. française, 21 Juli 1881. DALLOZ, 1881, d. I, bl. 391.)

2° Nummer 3 is niet eene *uitleggende* bepaling, maar eene *beperkende* bepaling van het recht der auteurs. Het is toepasselijk op al de mechanische instrumenten;

3° De beperking, die het bevat, betreft alleen de muziekarias, dat is, de uitdrukkelijk muzikale werken, zonder woorden ⁽¹⁾.

Dit hadden beslist de Hoven van beroep van Parijs en van Cassatie van Frankrijk (1 Februari 1905 et 24 Juli 1908. *Gazette des Tribunaux*, 6, 7 Augustus 1908. — *Gazette du Palais*, 5, 6, 7 Augustus) ⁽²⁾.

Wat de tegenovergestelde rechtspraak betreft, had die der Duitse rechtbanken in het beginsel uitspraak gedaan in den « uitleggenden » zin

(1) « De wet heeft aan de fabrikanten van phonografen toegelaten kosteloos plaats te nemen aan de tafel der muzikanten; dit veroorlooft hun niet, na bij dezen te hebben onbeten, bij de dichters te gaan middagmalen. » POINCARRE, *Plaidoirie devant la Cour de Paris*.

(2) « Ons voorstel dient tot afschaffing van het voorrecht ingesteld door nummer 3 van het Protocol van sluiting », zegt de toelichting tot staving van de voorstellen der Duitse Regeering. Het verslag van den heer Renault spreekt van den *vrijdom* verleend door de Overeenkomst van Bern.

(Rechtbank van het Keizerrijk, 24 Februari 1899. Auteursrecht 1901, bl. 5) weldra den wetgever er toe brengende gebruik te maken van de hem voorbehouden vrijheid om de wet van 19 Juni 1901 uit te vaardigen.

Italië had dezelfde oplossing aangenomen, deze van het uitsluitend behoud van het recht der auteurs (Hof van Florence, 1 juli 1905. Civil Milaan, 8 februari 1906 en 27 juli 1906. *Droit d'auteur*, 1906, bl. 59 en 103; 1907, bl. 32. Cassat. Turin, 5 december 1908. *Ibid.*, 1909, bl. 27).

De Conferentie van Berlijn heeft allereerst willen bevestigen dat, uitleggende of verklarende, de bepaling van nummer 3 niet verder kon gaan dan de muziekarias alleen.

« Voor de muziekarias — zegt het verslag — werd eene zekere afwijking ingevoerd door het Protocol van sluiting van 1886, maar deze afwijking kan geene uitwerking hebben verder dan de termen van den tekst die ze vaststelt. De *muziekarias* begrijpen geene woorden, zelfs begeleid door muziek. En de beteekenis van de uitdrukking wordt nog bepaald door dit feit dat, in 1886, men voornamelijk op het oog had de muziekdoozen, de draaiorgels die alleen muziekarias weergaven. »

Uitdrukkelijk doelende op het arrest van het Hof van Brussel van 29 December 1905 ⁽¹⁾, gaat het verslag voort :

« Ook hebben wij met spijt bemerkt dat rechtbanken zich somtijds op dit punt vergist hebben.

» Wij houden er aan te bevestigen, dat de Overeenkomst van Berlijn niet behoeft gewijzigd te worden, opdat de auteurs van woorden beschermd worden tegen de weergeving dezer woorden door een phonograaf of een gramoffoon; dat artikel 13 onzer Overeenkomst, 't welk spreekt van *muzikale werken*, moet worden verstaan in denzelfden zin als het Protocol van 1886 dat spreekt van muziekarias. De weergeving der woorden met of zonder muziek ligt buiten de bedoeling van ons ontwerp.

» Wij wenschten deze uitleggingen te geven, omdat men zich zou kunnen verwonderen over het stilzwijgen van het ontwerp over een zoo belangrijk deel van de zaak. De bepaling van artikel 13 op de muzikale werken *laat de kwestie onaangeroerd, betreffende de weergeving of de uitvoering van zangstukken, letterkundige stukken : zij moet worden opgelost door de algemeene beginselen van de Overeenkomst* ⁽²⁾ ».

⁽¹⁾ *Pas.*, 1907, I, 181. « Het Hof van Cassatie van België heeft, bij arrest van 2 Mei 1907 de voorziening verworpen om bijzondere beweegredenen, zijnde het beschikkend gedeelte van het arrest gesteund door feitelijke vaststellingen, « *zelfs veronderstellende dat het Hof van beroep ten onrechte voornoemd artikel 5 heeft uitgebreid tot de woorden, in plaats van het te beperken tot de muziek.* » Aldus deed het hoogste Hof van België geen uitspraak over de kwestie, schoon zich niet toeëigenende de beweegredenen van het arrest van beroep. » Verslag van den heer Renault.

⁽²⁾ Verslag van den heer Renault uit naam der Commissie.

De Conferentie had dus alleen te regelen de kwestie van de toepassing der muziek *arias* op de instrumenten van mechaniek.

Uit de beraadslagingen gehouden met de vertegenwoordigers der nijverheid van de mechanieke instrumenten in Duitschland bleek dat de nijverheid zich in handen bevindt van twee groepen : eenerzijds, sommige groote huizen die over aanzienlijke kapitalen beschikken ; anderzijds, een talrijke groep fabrikanten van meer nederigen stand en die vreesden dat de groote nijverheid, door particuliere tractaten te sluiten met de meestbekende componisten en met de muzikuitgevers, zich een wezenlijk monopolie zou scheppen en zij dus beroofd werden van elk middel om bij hun fabricatie de in zwang zijnde composities te benuttigen.

Deze omstandigheden brachten er het Duitsch bestuur toe te trachten partijen te verzoenen. Het aan de Conferentie onderworpen betoog luidt :

« Deze beschouwingen, waarmede een Staat, bezorgd over de economische belangen der inboorlingen, noodzakelijk rekening moet houden, hebben de keizerlijke Regeering er toe gebracht u een overgangsstelsel aan te bieden : Het uitsluitend recht van den componist zijn werk over te brengen op mechanieke muziekinstrumenten en het werk uit te voeren door middel van deze instrumenten zou in beginsel erkend worden. Doch terzelfder tijd zou hem de verplichting worden opgelegd aan al de fabrikanten die dit vragen eene vergunning te verleenen, tegen een billijken prijs, zoodra hij aan een hunner eene machtiging had gegeven. De componist zou dus volle vrijheid hebben eene machtiging te verleenen of te weigeren aan hem die er het eerst om vraagt. Maar heeft hij eene vergunning gegeven, dan heeft hij niet het recht die te weigeren aan anderen of hun onmogelijke voorwaarden te stellen ⁽¹⁾.

Dit voorstel werd niet aangenomen : Het zou in de Overeenkomst hebben behouden, ten gebiedenden titel, eene beperkende bepaling van het recht der auteurs.

De landen die, zooals Italië, weigerden het beperkend karakter te erkennen van het vroeger artikel 3, zouden het evenmin kunnen aannemen als

(1) Vertoog van den heer Osterrieth tot staving van het voorstel van het Duitsch bestuur :

« PROTOCOL VAN SLUITING N° 3. — *De auteurs van muzikale werken of hunne rechtverkrijgenden zullen in het land der Unie waarin hunne werken zijn beschermd door deze Overeenkomst, het uitsluitend recht hebben : a) deze werken over te brengen op gedeelten van muziekinstrumenten dienende tot de mechanische weergeving van muzikale werken ; b) openbare uitvoering door middel van deze instrumenten toe te staan.*

» *Wanneer de auteur het werk zal benuttigd hebben of veroorloofd het te benuttigen in bovengemelde voorwaarden, zal elke derde persoon, tegen aanbod van eene billijke vergoeding, het recht kunnen eischen van omzetting en openbare uitvoering bepaald onder de letters a) en b) van de vorige alinea.*

» *Het wordt aan de inlandsche wetgeving van de landen der Unie voorbehouden de wijze vast te stellen waarop het bedrag der vergoeding wordt bepaald in de betwistbare gevallen.* »

die welke sedert 1895 de afschaffing van den vrijdom en van het voorrecht der fabrikanten hadden verlangd.

De vroegere toestand, gedeeltelijk *in rechte*, gedeeltelijk *in feite* werd gewijzigd.

De toepassing der arias zonder woorden werd gemachtigd door nummer 3.

Deze machtiging verdwijnt.

Maar het kon onvoldoende zijn de machtiging af te schaffen; men stelde er een verbod voor in plaats: verbod van toepassing der muzikale werken, met of zonder woorden, dit gericht tot hen die de vroegere betwisting zouden willen behouden.

De Unie beging eene fout in 1886, op zijn minst genomen door het aannemen van een dubbelzinnigen tekst.

Dus zocht men het middel om den overgang te bereiden, eene voldoening te geven aan de nijverheidsmannen in de landen, die zouden meenen hunne vragen te moeten inwilligen.

De regel van bescherming werd uitgeroepen, maar hij behoort niet tot het verplichte minimum voor al de onderteekenaars der Overeenkomst. Het is hun toegelaten er van af te wijken, maar alleen wat hun grondgebied betreft, door het voorbehoud en de voorwaarden die zij gepast zullen achten.

Waarin zal dit voorbehoud, deze voorziene voorwaarden bestaan?

De wetgever van elk land is vrij ze te bepalen naar gelang van de plaatselijke omstandigheden: zij kunnen het recht van de auteurs beperken, niet het afschaffen; anders ware het onnoodig geweest in de Overeenkomst op te nemen het beginsel van de eerste alinea.

De tekst der oorspronkelijke voorstellen, door de Deutsche Regeering gedaan, levert een voorbeeld op der stelsels welke zouden overeenkomen met den geest die den overgang ingeeft: Zij voorzagen dat, wanneer een auteur de toepassing zou benuttigen van zijn werk op mechanische muziekinstrumenten, hij dezelfde machtiging zou moeten verleenen aan elken derde, tegen eene billijke vergoeding. De wetgeving van ieder land moest de regelen bepalen voor de vaststelling van deze vergoeding. Dit is het stelsel van de verplichte vergunning ⁽¹⁾.

Aldus loopt de tegenwoordige tekst van de Overeenkomst uit op denzelfden

(1) In dit opzicht werd aangeduid dat er eene wezenlijke moeilijkheid zou bestaan in het vaststellen van eenvormige beginselen voor de berekening van het bedrag der vergoeding: het stelsel der evenredige vergoeding werd bestreden door de fabrikanten, die beweerden dat de prijs, voor den verkoop bepaald, in hoegenaamd geen verband staat met de waarde van het muzikale werk: deze ontstaat hoofdzakelijk uit de persoonlijkheid en de verdiensten van den kunstenaar die vóór het toestel heeft « geïnterpreteerd », vertolkt, en uit de technische volmaaktheid der weergeving.

uitslag, als indien zij den oorspronkelijken tekst had vertolkt met dezelfde beteekenis als sommigen daaraan hechtten: recht aan ieder land voorbehouden de zaak te regelen.

Echter dient opgemerkt dat de toegelaten beperkende regeling voortaan kan gelden niet alleen meer voor de toepassing maar ook voor de uitvoering van mechanieke instrumenten.

Het volstrekte recht der auteurs scheen, wat de uitvoering betreft, tot in 1908, buiten elke aanranding ten opzichte van nummer 3 van het Protocol. Hier ondervinden wij de gevolgen van de Deutsche wetgeving die, in deze, voor de inlandsche wetgevingen het recht van regeling en voorbehoud eischte.

Zijne afgevaardigden wezen er op, ter Conferentie, dat er muziek-instrumenten zijn — van meer bijzonder Duitsch fabricaat — waarvan de aankoop noodzakelijk medebrengt het gebruik in het openbaar: zooals de draaïorgels, de pianos met orgelregister voor danszalen.

De Overeenkomst sloot zich aan, altijd in dezelfde gedachte van overgang, bij het haar gedane voorstel, het verkieslijk achtende in sommige landen de mogelijkheid te ondergaan van voorwaarden en voorbehoud, ten koste van de erkenning van het beginsel ingeschreven in de eerste paragraaf van het artikel (littera *b*), dan de onzekerheid te behouden en de betwistingen door de Deutsche verklaring opgewekt.

Het voorbehoud en de voorwaarden zijn niet verplicht. De tekst zegt het duidelijk. « Voorbehoud... KAN. » Het moet uitdrukkelijk worden vermeld, het beginsel van bescherming is formeel. Zoolang er in een der verbondene landen geene bepalingen zijn genomen in strijd met de gunst der voorbehouden vrijheid, genieten de auteurs hunne rechten ten volle, en artikel 13 van de Overeenkomst zal zijne volkomene toepassing vinden.

Maar men moet echter niet, naar onze meening, dit beginsel tot het uiterste drijven en beslissen dat de vroegere wetten, zooals de Fransche wet van 1866, de Deutsche wet van 1901, de Engelsche wet van 1906, de wet van Monaco afgeschaft worden door het feit van de Overeenkomst en dat de wetgever gebruik moet maken van eene uitdrukkelijke verklaring om er voor de toekomst de gevolgen van te behouden. Het doel van de Overeenkomst is de vrijheid voor te behouden van de verbondene Staten, hun te veroorloven, vóór alle dingen, te behouden wat bestaat, ten titel van matiging, wat betreft de *muziekarias*.

De nieuwe tekst van artikel 13 zegt « de muzikale werken » terwijl de vroegere tekst van nummer 3 zegde « de muziekarias ».

Daaruit moet men echter niet besluiten, dat de beperkingen, toegelaten door de alíneas 2 en 3, kunnen toegepast worden op eene meer uitgebreide stof dan vroeger, en de gezongen melodiën, de arias met woorden bedoelen.

Het blijkt duidelijk uit de voorbereidende werken, uit de verklaringen ter Conferentie gewisseld, uit het verslag van den heer Renault, dat de Con-

ferentie enkel heeft aangenomen, de instelling van een openbaar domein door, ter beschikking van allen, te behouden wat nummer 3 van het Protocol er had doen invoeren en dit na te hebben erkend dat de tekst van 1886 alleen toepasselijk was op de arias zonder woorden. ⁽¹⁾

Het voorbehoud en de voorwaarden, door een land bepaald, zijn zonder invloed buiten de grenzen van dit land. Het werd wél verstaan, dat men niet kon beweren dat werken, geoorloofd krachtens eene wetgeving die zelf veroorloofd was ten opzichte van de Overeenkomst, aan deze omstandigheid een karakter konden ontleenen, hetwelk deze geoorloofde werken moest doen erkennen op geheel het grondgebied van de Unie. Voorwaarden en voorbehoud hebben een uitwerking, alleen op het grondgebied.

Maar *op dit grondgebied* kunnen het voorbehoud en de voorwaarden betreffende de arias zonder woorden, de werken treffen der vreemdelingen ten zelfden titel, als die der inboorlingen ⁽²⁾.

Zeer zeker, de fabrikanten hadden geeischt dat het anders zou zijn, hadden het verschil van regiem ingeroepen, de moeilijkheden van toepassing, voortspruitende uit de inbeslagneming aan de grenzen. Deze beschouwingen werden niet toegelaten en men antwoordde dat de toestand niet verschillend zou zijn van die, welke bestaat in zake van « verdeelde uitgaven ».

Artikel 13, lid 3, gaf reeds aanleiding tot betwisting, wat betreft de terugwerkende kracht.

Zullen de fabrikanten, die zich reeds vroeger hebben onttrokken aan de vergoedingen die zij hadden moeten betalen aan den componist, in het vervolg en voor de toekomstige uitgaven der werken, die zij zich aldus toeëigenden, vrijgesteld blijven van elke vergoeding?

Merken wij allereerst op, dat de kwestie maar kan gesteld worden in de volgende beperkte grenzen, grenzen streng bepaald door de verbinding der drie volgende elementen :

1^o *Muzikale* werken, en niet, letterkundige en dramatico-muzikale werken ;

2^o Landen waar de vroegere wetgeving, (hetzij de inlandsche wet of de uitlegging der Overeenkomst deze toepassingen machtigde van de *muzikale* werken en ze beschouwde als *geoorloofd*.

3^o En uitsluitend, wat betreft den omloop van deze toepassingen, binnen de grenzen van het grondgebied van deze landen.

Dit wel bepaald zijnde, schijnt uit de bepaling van lid 3 te volgen, dat men moet verstaan door « toegepaste werken » niet de exemplaren van de

(1) Zie CONFORME, *Verslag van den heer Reinach*, bl. 33.

(2) REINACH, *Verslag*, bl. 39, nota.

werken, de uitgaven zelf, maar het gewrocht door den musicus geschapen, zooals het de stof opleverde voor de toepassing.

Wanneer de Overeenkomst spreekt op andere plaatsen van de artistieke en letterkundige werken, heeft zij alijd het oog op het gewrocht van den auteur, zelfs indien hij het nog niet heeft uitgegeven, indien er geen enkel exemplaar van bestaat.

En derhalve wanneer lid 4 doelt op de adaptaties gedaan met toepassing van het vorige lid, moet men daar onder niet begrijpen, enkel de schijven of cylinders, vervaardigd op den datum van October 1910, maar al de exemplaren die in sommige landen zullen voortgaan te worden vervaardigd, de nieuwe uitgaven, zelfs geleverd door latere vertolkingen of toepassingen van deze werken.

Frankrijk wilde zijn nijverheid behoeden voor de terugwerkende kracht van de nieuwe bepaling. Zij wilde aan deze eene « stof tot toepassingen » behouden en dit niet, tot den datum van October 1910, maar zonder bepaalde termijnen. Aldus bleef behouden een soort van openbaar domein, ten gunste van de nijverheidsmannen, die eerst het regiem hadden gevraagd van de volstrekte vrijheid, daarna dat van de verplichte vergunning. « Er werd uitdrukkelijk verklaard — zegt de memorie van toelichting ingediend bij de Kamer van afgevaardigden van Frankrijk — dat de muziekarias die vòòr het van kracht worden der Overeenkomst werden toegepast op muziekinstrumenten, zouden beschouwd worden, als gevallen in het openbaar domein ⁽¹⁾. »

De muzikale werken toegepast vòòr October 1910, worden dus onttrokken aan het voorrecht van artikel 13, lid 1 nieuw, binnen de grenzen van deze adaptatie en de auteur herkrijgt niet, ten gevolge van deze bepaling, zijne volle rechten op de muzikale werken : « Dit is zeker een inbreuk op het strikte recht van den componist » — erkent de bovenaangehaalde memorie van toelichting — « maar, voegt zij er aan toe, men kan hem doen opmerken dat, onder het beheer van de Overeenkomst van 1886, het hem eveneens ontroofd werd en dat, bijgevolg, zijn lot niet verslecht is ».

Zonder uitspraak te doen over de waarde van dit argument, moeten wij de vaststelling onthouden.

Volgens deze uitlegging zijn het niet alleen de fabrikanten welke zich

(1) Doc. 2402, bl. 16. Zitting van 25 Maart 1909. Cfr. Verslag van den heer Reinach. Doc. 3226, bl. 34. Zitting van 17 Maart 1910.

De heer Jules de Borchgrave, in zijn vlugschrift over *Les résultats de la Conférence de Berlin*, bl. 45, legt echter de bepaling uit, in dezen zin, dat men « werken » moet verstaan in de beteekenis van exemplaren.

De heer Taillefer legt den tekst der bepaling uit in onzen zin, maar bevestigt « dat dit, natuurlijk, niet was wat de ondertekenaars hebben gewild » (?)

Het *Congres van Kopenhagen* geeft toe dat het geldt de werken, maar beperkt de bepaling tot de *beati possidentes*. (*Auteursrecht* 1909, blz. 96 en 99.)

De heer Poinard, bestuurder van het Bureau van Bern, zegt : « elk muziekstuk, geldig gebruikt vòòr het in werking treden van de Akte te Berlijn opgemaakt, blijft verkregen voor de vrije mechanische weergeving ». (*Annales des sciences politiques*, Maart 1910, bl. 235.)

bediend hebben van een bepaald werk, die er zich nog van kunnen bedienen, maar al de fabrikanten.

Doch, anderzijds, mag men niet uit het oog verliezen dat deze bepaling de uitwerking behoudt van een tekst, het recht der auteurs beperkende, en die, derhalve, stipt moet worden uitgelegd.

Zij eischt dus dat het werk niet alleen het voorwerp was van eene niet enkel geoorloofde maar *werkelijke* toepassing.

Zij gaat niet buiten de grenzen van deze toepassing. Het werk, toegepast onder de vertolking van een kunstenaar, kan, ongetwijfeld, opnieuw worden toegepast met de vertolking van een anderen kunstenaar. Maar men mag niet, uit de weergeving van een fragment van een werk, besluiten tot het recht van weergeving van het geheele werk, noch *a fortiori* van al de werken van dienzelfden auteur, ze te wijzigen, ze te hervormen, het oorspronkelijk werk te hernemen omdat het tot onderwerp diende van eene bewerking of van een « pot-pourri », een werk — bestaande uit woorden en muziek — te behouden omdat men het toepaste zonder de woorden.

Daarenboven maakt artikel 13, lid 3, eene afwijking uit van het beginsel door lid 1 gesteld.

Het staat dus aan den fabrikant, aan den invoerder, aan den verspreider het bewijs te leveren dat het werk deel uitmaakt van het openbaar domein vergund aan de fabrikanten van dit land, uit hoofde van eene geoorloofde adaptatie vòòr October 1910.

Welke zal, bij gebrek aan een in onze inlandsche wet bepaald voorbehoud, de beteekenis zijn van deze bepaling, wat België betreft?

Indien men de rechtspraak aanneemt van het Hof van Cassatie en men derhalve erkent dat nummer 3 van het Protocol, in afwijking van de wet van 22 Maart 1886, in België toestond de toepassing der muziekarias van de auteurs tot de Unie behorende, aan de andere landen van de Unie, indien deze werden geadapteerd vòòr het in werking treden (ten laatste op 1 October 1910, art. 28 en 29) van de Overeenkomst.

A. Behouden hun *geoorloofd* karakter, de toepassingen van muziekarias zonder woorden;

B. Moeten, daarentegen, beschouwd worden als *ongeoorloofd* :

1° Al de toepassingen van woorden, met of zonder muziek ;

2° Al de toepassingen van woorden, *welke zij ook zijn*, gedaan na de in werking treding van de Overeenkomst ;

3° Blijven ongeoorloofd de toepassingen van welkdanige werken die niet behoorden tot de Unie (Rumenische, Russische, Hollandsche, enz., of ook Belgische, in België toegepast door Belgen) ;

4° Blijven ongeoorloofd, al de bewerkingen en hervormingen van muziek

arias gedaan zonder de toestemming van de auteurs en vervolgens toegepast op mechanische muziekinstrumenten ;

5° Blijven ongeoorloofd, al de niet gemachtigde openbare uitvoeringen van muziekarias door mechanische instrumenten.

B. — *Cinematographie.*

Het eerste lid van artikel 14 komt overeen met de algemeene beginselen, welke aan de auteurs van artistieke en letterkundige werken het uitsluitend recht voorbehouden toe te laten of te verbieden openbaar de weergeving en uitvoering van deze werken, en de stof van te maken van onrechtstreeksche toeëigeningen.

Eene eenvoudige toevoeging aan de opsommingen der artikelen 2 en 12 had dienaangaande kunnen volstaan, indien het niet verkieslijk had geschenen onder eenzelfde tekst te rangschikken al wat betrekking heeft op eene wel nieuwerwetsche uitvinding ⁽¹⁾.

Het tweede lid doelt op het geval waar het weergegeven of uitgevoerd werk niet is een artistiek of letterkundig werk, hebbende een eigen vroeger bestaan, en waarvan de cinematograaf de voorstelling opneemt met het oog op eene andere wijze van weergeving, maar eene oorspronkelijke schepping, eene tooneelopenbaring, met het oog op eene cinematographische opteekening.

De auteur bedenkt een onderwerp, bepaalt de tooneelen, regelt de tooneelen, de bewegingen, de machinerieën.

Er bestaat daar eene openbaring van een scheppenden geestesarbeid.

Artikel 2 verklaart mede te begrijpen in de uitdrukking letterkundige en artistieke werken « de pantomimes waarvan de tooneelschikking bepaald

(1) De cinematographie werd uitgevonden door Skladanowsky die, in Juli 1895, zijn toestel « Bioscoop » voorstelde in den *Wintergarten*, te Berlijn. (Zie *Schweizer Photographenzeitung* van 5 Februari 1909, artikel van M. F. Hansen.)

Deze industriele uitvinding leverde uitslagen op van aanzienlijk belang.

Eene enkele Fransche fabriek vervaardigt 100,000 meter film per dag.

De heer Ch. Pathé schat op 500 miljoen de som der jaarlijksche ontvangsten door de cinematografen verwezenlijkt en bepaalt het deel voor Frankrijk in deze ontvangsten op ongeveer 40 miljoen.

Twee vennootschappen werden gevormd hebbende elk hun personeel en hun schouwburg, met het oog op de uitvoering van schouwtooneelen van bekende auteurs door tooneelspelers van eerste orde : De *Film d'art* bestuurd door de heeren Lavedan en Le Bargy, en de *Société cinématographique des auteurs et gens de lettres*, die een groot getal van de meest beroemde schrijvers en kunstenaars tot zich trok.

De phono en de cinemato samenvoegende, heeft de phono-ciné een nieuwen vooruitgang bewerkt : Hij stelt eene strenge volstrekte overeenstemming in tusschen de ontwikkeling van den film op den getanden cylinder, van de schijf op den gramfoon. Een orgaan, orkestdirecteur genoemd, beveelt het gelijktijdig afzetten en herstelt de overeenstemming indien deze om een of andere reden gestoord wordt.

is door geschrift of anderszins ». Artikel 14 is in werkelijkheid eene terugroeping van deze bepaling : « De auteur levere een plan of een schouwtooneel met het oog op eene uitvoering door een stom mechanisme, hij denke, al dan niet, aan de volmaking die dit er zal aanbrengen door zijne vertolking, het is hij, die het verstandelijk werk levert. Het is voldoende dat de kern hem toebehoort.

Indien de cinematographische afbeelding, bij gebrek aan samenspraak, onmachtig is in al hare fijnheden en tinten weer te geven de ontleding der karakters, de psychologische studie waaraan zich de auteur van een dramatisch werk zou hebben overgegeven, toch kan zij, schoon niet anders weergevende als door gebaren voorgestelde tooneelen van zuiver stoffelijke orde, eene voorstelling uitmaken, indien zij voor de oogen van den toeschouwer, met behulp van de ontwikkeling van opvolgende tafereelen, het werk van den auteur doet herleven. Dit is vooral het geval in zake van tooverkluchtspel, van pantomime of van opera, met tooneelschikking, welke zich bijzonder goed leenen tot de cinematographische afbeelding.

Een auteur kan niet een uitsluitend recht van eigendom eischen op een denkbeeld, op zich zelf genomen, daar dit, in werkelijkheid, behoort tot het gemeene erfdeel der menschelijke gedachte. Maar de opstelling van het onderwerp, de schikking en de samenvoeging der tusschentooneelen, een denkbeeld aanbiedende in een concreten vorm en daaraan het leven gevende, maakt eene schepping uit, waarop een dramatisch auteur een recht kan doen gelden van een uitsluitenden eigendom. Deze bestaat, buiten den stoffelijken vorm, dien hij aan deze schepping geeft, in de aaneenschakeling van de toestanden en de tooneelen, in de samenstelling van het plan, begrijpende een uitgangspunt, eene handeling en eene ontkenning. Of de personen spreken door middel van de samen werking van den cinematograaf en van den phonograaf, of dat zij niet spreken, er is daar een dramatisch werk van eene zekere soort, dat men zich niet ongestraft moet kunnen toeëigenen. Elke inbreuk op dit uitsluitend recht van exploitatie, onder welken vorm zij zich ook mogen verbergen, maakt de namaking uit ⁽¹⁾.

Om de vergelijkende beschouwing der cinematographische producten en der andere letterkundige en artistieke werken aan te vullen moest men hier eene soortgelijke bepaling invoeren als die van artikel 2, lid 2. Men heeft zich bediend van een roman om de tooneelen samen te voegen van een cinematograaf; indien dit werk gedaan werd zonder de toestemming van den romanschrijver, maakt het eene namaking uit.

Echter bestaat er geen reden dat een mededinger zich ongestraft het werk van een maker toeëigene. Dit werd hierboren op gezegd betreffende de vertalingen.

(1) Civ. Seine, van 7 Juli 1909.

Artikel 14 is niets anders dan de toepassing van het gemeene recht en van de beginselen door de Overeenkomst gesteld.

Het voorgaande is insgelijks toepasselijk op de soortgelijke werkwijzen als die van de cinematographie, welke ook de uitbreiding zij welke deze tak van nijverheid zal nemen en de uitvindende middelen waarover zij zal beschikken; dit is de uitlegging van het laatste lid van dit artikel.

De cinematographische producten zullen dus verplichte bescherming genieten als letterkundige of artistieke werken, wanneer zij een persoonlijk feit en origineel karakter dragen.

Zij worden op zich zelf beschouwd en niet in hunne wijze van uitvoering.

Zij genieten het voordeel van al de bepalingen betreffende de namaking, de onrechtstreeksche toeëigeningen, de gedeeltelijke weergevingen, de aanhalingen.

Maar, in sommige gevallen zullen deze producten beschouwd worden, niet in hun geheel, als eene *reels* films, maar in hunne wezenlijke elementen, dat is als afzonderlijke photographiën en als zoodanig eene andere bescherming kunnen eischen.

Dus, indien een film afzonderlijk bereid werd als plaat, zou het een werk zijn van de photographie, en, als zoodanig, gemachtigd het voordeel van artikel 3 te eischen.

Het zou in dit geval worden toegelaten tot het regiem door de inlandsche wetten gehuldigd zoowel ten opzichte van de inrichting en de uitgebreidheid der bescherming als van den duur.

De Overeenkomst kon het lot van de cinematographische producten niet regelen, afgezien van een auteur die een persoonlijk en origineel werk had verricht.

Artikel 14 kan dus niet bedoelen de strooken cinematographische films, als zoodanig, afgezien van het onderwerp dat zij voorstellen en enkel beschouwende het stoffelijk werk van vervaardiging.

De cinematographie van een tooneel, van een stoet, ontbloot van oorspronkelijke schepping, zal niet beschermd worden uit kracht van artikel 14 en, bij voorkomend geval, van artikel 3. Maar de bescherming, in dit geval, zal zijn deze die de photograaf in soortgelijke omstandigheden zou bekomen voor de plaat welke dient om deze films voort te brengen : wij vervallen in zake van oneerlijke mededinging.

Zooals wij zegden met betrekking tot de telegrammen, de schijven en cylinders van phonographen, het ware te wenschen dat ieder land eene particuliere bescherming inrichte voor dezen eigendom van bijzonderen aard.

HOOFDSTUK VI.

Vervolgingen en middelen van bekrachtiging.

§ 1. — VERVOLGINGEN.

Artikel 13 regelt kwesties van rechtspleging en niet van voorwaarden of formaliteiten aan welker vervulling de bescherming ondergeschikt zou zijn.

Artikel 4, lid 2, van de Overeenkomst huldigt het verbreken van elken band tusschen den juridischen toestand van het werk in het land waar de bescherming geëischt wordt en den toestand in het land van herkomst; 't gevolg daarvan was het overleggen van getuigschriften, betreffende de formaliteiten in het land van herkomst, overbodig te maken.

Het derde lid van het vroeger artikel 11 was dus bestemd te verdwijnen.

De twee weergegeven alineas van het vroeger artikel 11 stellen vermoedens vast die toelaten den auteur te beschermen, zonder dat deze zou zijn gehouden zijnen waren naam te doen kennen of te bewijzen welke persoonlijkheid gedekt wordt door den verduchten naam, dien hij gekozen heeft.

Bij gebrek aan deze bepaling, zou de uitgever, ingeval van proces, het bewijs moeten leveren dat zijn recht hem regelmatig toekomt door den auteur, het contract te voorschijn brengen. Aldus zou, bij alle betwistingen, de naam van den auteur ontsluit worden.

De tekst schrijft niet uitvoerig voor noch op beperkende wijze hoe de naam van den auteur of die van den uitgever moet worden aangewezen, noch op welke plaats: onderaan de opdracht of de voorrede, aan het einde van het werk, enz.

De melding die de auteur of de uitgever op het werk drukt *geldt als recht*, verschaft den aanvrager vermoeden van de hoedanigheid, verplicht de tegenpartij een tegenbewijs te leveren. Zij vereenvoudigt de rechtspleging en versterkt den toestand van hem die in bezit is.

De bepaling van artikel 13 is van gebiedend recht en gaat vóór alle andere bepalingen betreffende het bewijs in de nationale wetgevingen.

Wanneer het werk verscheen onder den waren naam van den auteur, komt het vermoeden dezen ten goede, en de uitgever zal zijn afgeleid recht moeten vaststellen. Wanneer het werk naamloos is of een verduchten naam draagt, zal, daarentegen, de auteur zijn titel moeten doen blijken en het bewijs van zijne rechten vaststellen.

Indien het werk volstrekt niet melding droeg noch van auteur, noch van uitgever, zou het daarom niet minder bescherming genieten ⁽¹⁾. Dit is het geval voor een groot getal kunstwerken.

⁽¹⁾ Zie: *Des moyens de prouver l'existence du droit d'auteur selon la Convention de Berne*. AUTEURSRECHT, 1899, bl. 50.

Artikel 13 heeft niet ten doel eene formaliteit op te leggen, maar eene gemakkelijkheden (¹) te huldigen, eene *juris presumptio*. De auteur kan er van afzien, maar wanneer hij een naam van auteur of uitgever op het werk gedrukt heeft, wordt de te leveren rechtvaardiging, ingeval van vervolgingen, bijzonder gemakkelijk.

Wanneer dus het werk « geheel naamloos is, zal het bewijs van het auteursrecht worden geleverd door alle rechtsmiddelen (²) : de eischer zal niet het voorrecht genieten van eene der gunstige en doeltreffende bepalingen van de Overeenkomst, maar hij zal niet zonder verdediging worden overgeleverd aan de letterdieverij (³).

Ingevolge het algemeen beginsel gesteld in artikel 4, lid 2, en van de afschaffing van het 3^e lid van artikel 11 der Overeenkomst van 1886, behoeven de auteurs geene enkele rechtvaardiging meer te geven van de vervulling der formaliteiten die geëischt werden in het land van herkomst, om hunne hoedanigheid vast te stellen en om te kunnen optreden voor de rechtbanken van de verschillende landen der Unie.

Maar zijn zij vrijgesteld de cautie *judicatum solvi* te stellen?

De Overeenkomst regelt alleen den aard en de uitgebreidheid van de verleende bescherming — niet de rechtspleging en de vormen die zij moet aannemen.

De bedoelde formaliteiten zijn deze die het werk zelf betreffen en niet de akten van vervolging.

Anders is het recht beschermd te worden, anders het recht voor de rechtbanken zijne verschuldigde bescherming te eischen.

De zaak van de cautie *judicatum solvi* was het voorwerp van andere internationale overeenkomsten (⁴).

§ 2. — BEKRACHTIGINGEN.

De Overeenkomst liet aan elk der verbonden Staten de zorg over, de bekrachtiging te bepalen der inbreuken geschied op het recht der auteurs. Zij bepaalt er zich bij het recht van inbeslagneming toe te staan, daâr zelfs, waar straffen niet zijn voorzien.

De inlandsche wetten worden dus toegepast : sommige staan de vervolgingen toe ambtshalve (Italiaansche wet van 1882, art. 33, Frankrijk, Cf. Pouillet, n^o 623). Andere eischen de voorafgaande klacht. België 1886, art. 26 ; Zwitserland 1883, art. 13).

(1) CONTRA, Hof van Milaan, 10 Januari 1899 ; *Ibid.*, bl. 54.

(2) WAUWERMANS, *Le droit des auteurs*, blz. 199 en 200.

(3) Rouaan, 3 Augustus 1891, *Pas.* 1893, bl. 94, POUILLET, n^o 880, WEISS, II, bl. 251.

(4) Overeenkomst van 's Gravenhage van 14 November 1896, geteekend door België, Spanje, Frankrijk, Italië, Luxemburg, Nederland, Portugal en Zwitserland ; latere toetredingen van Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, Denemarken, Rumenië, Rusland, Zweden en Noorwegen.

Weinige landen vaardigen lijfstraffen uit tegen den namaker. Spanje echter voorziet de gevangenisstraf van ééne tot vier maanden (art. 552, Strafwetboek). De meest algemeene bekrachtiging is de boete ⁽¹⁾.

De meeste landen nemen de verbeurdverklaring aan der namakende voorwerpen of van het product van den namaak : zij voorzien hetzij de toekenning aan den benadeelden auteur van de nagemaakte voorwerpen : de verkoop ervan kan niet geschieden zonder zijne toestemming omdat het eene nieuwe benadeeling van zijne rechten zou zijn.

Indien artikel 16 de inbeslagneming beschouwt als een facultatieve maatregel, is dit niet ten opzichte van de landen der Unie, maar van de belanghebbenden. Deze kunnen, al dan niet, tot de inbeslagneming overgaan. Zijn zij van plan dit te doen, dan moet de wetgeving der tot de Unie behorende landen hun de middelen verschaffen om daartoe over te gaan.

Elke wetgeving moet de vormen bepalen van de inbeslagneming en de bevoegde overheden : zoo zou zij kunnen gedaan worden door de beambten van bestuur, fiscus of tol. De vrijheid der landen van de Unie bestaat slechts wat betreft de vormen en niet het beginsel. ⁽²⁾ Het verslag aan de Conferentie van Berlijn beslechtte in dezen zin de tegensprakelijke uitleggingen die zich voordeden ⁽³⁾.

De inbeslagnemingen kunnen geschieden niet enkel op het oogenblik van den invoer, maar in het binnenland, indien de inlandsche wetgeving van het land het toelaat.

De bijkomende Akte van Parijs heeft in dit opzicht weggelaten de woorden « bij den invoer », maar de Britsche Afvaardiging deed uitschijnen dat, indien in eene kolonie de inbeslagneming in het binnenland niet was toegelaten naar luid van de van kracht zijnde wet, men aan de Regeering niet kon verwijten de Overeenkomst niet te hebben nageleefd.

De belanghebbende heeft het recht van inbeslagneming *op het oogenblik* van den invoer en *daarna*, maar in de vormen en door de overheden die de landen van de Unie te zijner beschikking stellen.

De namaking moet worden geschat met het oog op de wet van het land waar de maatregel wordt gevraagd.

Een werk, veroorloofd te worden weergegeven in een land van de Unie, kan eene namaking genoemd worden in een ander land dat meer eerbied toont voor het recht van de auteurs.

Dit zal het geval zijn wanneer een werk, beroofd van bescherming in het land van herkomst, uit hoofde van niet-ervulling van formaliteiten, nochtans in een ander land het voorrecht zal eischen van artikel 4, lid 2. ⁽⁴⁾ Of

(1) Zie ROTH LISBERGER, *Berner Uebereinkunft*, bl. 260 en 264. *Auteursrecht*, 1904, bl. 15, 17 en volg.

(2) De Britsche Afvaardiging wees er op dat de inbeslagneming enkel kon geschieden door het tolbestuur volgens de *Customs consolidation act*.

(3) D'ORELLI, *Droit d'auteur*, 1889, bl. 14 en *cod. loco*, 1895, bl. 164. SOLDAN, bl. 49.

(4) Antwerpen, 24 Mei 1898. *Pas.* 1898, III, 121. *Droit d'auteur*, 1898, bl. 103.

ook adaptaties op mechanieke instrumenten geoorloofd in een land, door toepassing van artikel 13, lid 2.

Evenzoo voor de gedeelde uitgaven ⁽¹⁾.

Namaaksels van unionistische werken, vervaardigd in een land der Unie met het oog op den uitvoer in een land dat niet tot de Unie behoort en waar zij geoorloofd zouden zijn, in beslag zouden moeten genomen worden ⁽²⁾.

De inbeslagneming kan geëischt worden gedurende gansch den duur verleend voor de vervolging der namaaksels.

Het beslag moet begripen al de exemplaren van het nagemaakte werk : het moet zich niet bepalen tot één exemplaar, dat soms kan volstaan in het verschillend geval van beschrijvend beslag.

Het *moet* niet begripen de producten van de namaking noch de instrumenten die deze kunnen voortbrengen; het is geene verbeurdverklaring.

De inlandsche wetgevingen kunnen alle voorloopige, beschrijvende beslagleggingen, alle verbeurdverklarende inbeslagnemingen toelaten.

Krachtens het hoofdbeginsel van de Overeenkomst van Bern, de gelijkstelling van den auteur die tot de Unie behoort met den nationalen auteur, hebben de auteurs hetzelfde wettig verhaal tegen elke schennis van hunne rechten als ware die begaan ten opzichte van nationale auteurs ⁽³⁾.

§ 3. — RECHT VAN POLITIE VAN ELKEN STAAT.

De Overeenkomst van Bern heeft ten doel de regeling van private rechten en belangen; zij raakt in niets aan het recht van politie van elke Regeering, aan de vrijheid van de pers, enz. Het was, inderdaad, nutteloos op dit onderwerp in te gaan.

De Overeenkomst kon het recht van politie der Regeeringen niet beperken. Deze konden niet eene uitvloeijing van hun recht van souvereiniteit opgeven. Zij moesten vrij blijven, tegenover vreemdelingen zooals tegenover hunne nationalen, te verbieden den omloop, de tentoonstelling, de voorstelling van elk werk dat zij strijdig achten met de zedelijkheid, de openbare orde, uitmakende een gevaar ⁽⁴⁾.

De bepaling van artikel 17 is van openbare orde en niet-beperkend van de internationale bescherming.

De beperking, verschuldigd aan het recht van den auteur, vrijwaart dezen niet tegen de straf die hij belooft, indien hij eenig misdrijf begaat tegen de samenleving.

Maar omdat de uitgave, de verkoop, de uitvoering, de voorstelling ongeoorloofd verklaard worden, is de auteur niet ontzet van zijn recht en

⁽¹⁾ Beroep, Brussel, 6 October 1897. *Pas.* 1897, II, 401. *Droit d'auteur*, 1898, bl. 8.

⁽²⁾ *Droit d'auteur*, 1890, bl. 90.

⁽³⁾ Cf. *Droit d'auteur*, 1904, bl. 15.

⁽⁴⁾ Sommige nationale of oproerige liederen werden verboden : Lodewijk XIV verbood de *Ranz des Vaches* omdat dit lied wegloupingen veroorzaakte in de Zwitsersche garde; het Keizerrijk verbood de *Marseillaise*; de Russische Regeering, de *Chant polonais*.

is hij niet beroofd van de rechtsvordering wegens namaking. In dit opzicht verwacht de Engelsche wetgeving het recht van den auteur en het misdadig karakter van het werk, wanneer zij weigert elke rechtsvordering wegens namaking van de onzedelijke, oproerstokende, eerroovende werken: de Fransche wetgeving neemt deze exceptie niet aan « die slechts de verspreiding van slechte boeken zou bevorderen ⁽¹⁾ ».

HOOFDSTUK VII

Terugwerkende kracht.

Ontsnappen enkel aan de toepassing van de Overeenkomst de werken die, op het oogenblik van hare inwerkingtreding, gevallen zijn in het openbaar domein door afloop van den duur van bescherming in het land van herkomst.

Dit is de toepassing van het nieuwe beginsel der artikelen 4, lid 2, en 7, lid 2.

Bijgevolg zal men niet moeten nagaan of een werk in het openbaar domein is gevallen in het land van herkomst wegens verzuim van zekere voorwaarden of formaliteiten, of dat, uit hoofde van dit verzuim, het niet de conventioneele bescherming kon genieten onder het beheer van de Overeenkomst van Bern.

Maar men moet wél onderzoeken het element van afloop van duur.

Een werk, in het openbaar domein gevallen in het land van herkomst waar de bescherming bestond dertig jaar *post mortem*, zal niet meer in het privaat domein kunnen terugkeeren indien de duur van bescherming gebracht wordt op vijftig jaar gedurende het tijdsverloop van twintig jaar op dit overlijden volgende.

Anders zou het zijn, indien het overlijden van den auteur opklom tot min dan dertig jaar op het oogenblik der herziening van deze wet.

« De regel is namelijk toepasselijk op het recht van vertaling, door artikel 8 van het ontwerp gelijkgesteld met het recht van reproductie. Indien een werk werd uitgegeven sedert min dan tien jaar op het oogenblik van de inwerkingtreding van de Overeenkomst, zal het de nieuwe bescherming genieten; indien het werd uitgegeven sedert meer dan tien jaar en dat uit kracht van de Overeenkomst geoorloofde vertalingen werden uitgegeven in het land waar de bescherming wordt geëischt, zal de bepaling van artikel 8 niet kunnen worden ingeroepen tegen de vertalingen; buiten en behalve dit, zal de auteur het voorrecht genieten van de nieuwe bepaling ⁽²⁾. »

De aanneming van de Overeenkomst van Bern stelde een regiem van bescherming in de plaats van het regiem van vrijheid tot reproductie van sommige werken, dat tot hertoe bestond.

(1) RENOARD, I, bl. 239: II, bl. 96. — POUILLET, n° 532.

(2) RENAULT, Verslag, artikel 18.

Reproducties, geoorloofd onder het vroeger regiem, konden in het tijdvak van uitvoering zijn: moest men het begonnen afdrukken staken, den verkoop verbieden van eene uitgave tot dan toe geoorloofd, den loop der voorstellingen onderbreken? De Overeenkomst moest « een staat van feite verrassen, die niet overal overeenkomstig zou zijn met de door haar gehuldigde beginselen ».

Het vroeger artikel 14 heeft het beginsel uitgeroepen, dat de Overeenkomst van toepassing was op al de werken die niet in het openbaar domein gevallen waren, onder voorbehoud van modaliteiten, door de inlandsche wetgevingen te bepalen.

Sommige landen namen te dien opzichte bijzondere maatregelen ⁽¹⁾.

Daar het geldt modaliteiten enkel bestemd de toepassing te temperen van de nieuwe regelen tegenover belangen, wettig in zekere mate, kunnen deze maatregelen slechts bedoelen het benuttigen der vervaardigde of in vervaardiging zijnde exemplaren en der toestellen dienende tot deze vervaardiging. Maar men beschouwde de uitlegging van Groot-Brittanje als overdreven, zeggende dat « indien instrumenten van weergeving gemaakt waren vòòr de nieuwe wet, men er tot in het oneindige gebruik van kon maken ⁽²⁾ ».

De regelen van 1886 blijven bestaan.

Men zal nog de vraag moeten overwegen van de terugwerkende kracht in al de gevallen van nieuwe toetredingen tot de Unie: het voordeel van deze toetreding zal ten nutte komen aan de werken reeds uitgegeven in de landen andere dan het toetredend land; het land kan, naar luid van onderstaand artikel 18, den overgangstoestand regelen, maar niet voorgeven dat de tot daartoe niet op zijn grondgebied beschermde werken moeten beschouwd worden als er te zijn gevallen in het openbaar domein.

Zoo zou, indien Holland tot de Unie toetrad, elk Hollandsch werk, dat nog den termijn van bescherming genoot van zijne plaatselijke wet, beschermd worden in de andere landen van de Unie, op bovenvermelde wijze en, wederkeerig, zou dit land gehouden zijn, onder dezelfde omstandigheden, te beschermen de unionistische werken die bij hen te huis nog niet waren gevallen in het openbaar domein « door afloop van den duur van bescherming ».

Buiten deze gebeurlijkheid, worden er gevallen van onmiddellijke toepassing door het nieuw regiem in 't leven geroepen.

(1) *Bijzondere wetgerende bepalingen, betreffende de uitvoering der Overeenkomsten van Bern en van Parijs.*

DUITSCHLAND. — Wet van 4 April 1888; keizerlijke decreten, 11 Juli 1888 en 29 November 1897.

BELGIE. — Koninklijk besluit, 15 November 1887.

GROOT-BRITTANJE. — Ordonnantie, 28 November 1887.

ITALIE. — Koninklijk decreet, 15 Januari 1898.

(2) RIVIERE, bl. 192.

Voortaan wordt beschermd eene geheele reeks werken, certijds onder het vroeger regiem van alle bescherming ontbloot.

Zoo, namelijk :

De werken ten opzichte waarvan de auteur verzuimd had de voorwaarden en formaliteiten te vervullen ;

De werken onlangs toegelaten tot de conventioneele bescherming (photographiën, werken van bouwkunde, werken van nijverheidskunst).

Het is billijk te doen opmerken dat lid 3 van het nieuw artikel 18 voortgaat aan de verbondene Staten de bevoegdheid te laten alle maatregelen te nemen, geschikt om het overgangstijdperk te ontzien.

Eveneens blijven de overgangsmaatregelen van toepassing ingeval van nieuwe toetredingen tot de Unie. De landen, die zich aansluiten bij de Unie, kunnen genoodzaakt zijn deze overgangsmaatregelen te nemen, ten zelfden titel als de landen die er vroeger toe behoorden.

Wie zal voordeel trekken uit de verlenging van bescherming, ingeval de auteur niet houder is gebleven van het recht?

Deze kwestie moet worden opgelost door het nagaan der overeenkomsten van partijen, het onderzoek der omstandigheden.

Inderdaad bevat de Overeenkomst van Unie niet eene soortgelijke bepaling, als die van de Belgische wet, naar luid waarvan (art. 39) de verlenging der uitsluitende rechten ten goede kwam aan het openbaardomein, wanneer de auteurs of erfgenamen vroeger hadden afgestaan, en een derde had verkregen, al wat beschermd was op het oogenblik van het contract.

Indien de contracten er volstrekt niets over zeggen, achten de verklaarders dat de auteurs en hunne erfgenamen den voorrang moeten hebben op hunne verkrijgers : hoe algemeen de termen ook zijn van eene overeenkomst, begrijpt deze alleen de dingen, waarover het schijnt dat partijen zich voorstelden te onderhandelen en zij moeten worden uitgelegd en geregeld met het oog op de van kracht zijnde wetten, ten tijde dat zij onderhandelden ⁽¹⁾.

Het behoort aan de inlandsche wetgevingen of de bijzondere tractaten den toestand te regelen.

Maar dit kon niet zijn in den zin van artikel 39 der Belgische wet, door deze rechten toe te kennen aan het openbaar domein.

Veronderstellen wij dat de auteur van een werk, uitgegeven in een land waar het recht van vertaling beschermd is gedurende vijftig jaar *post mortem*, tien jaar na de uitgave ervan, al zijne rechten hebbe afgestaan aan een uitgever van een ander land der Unie, zonder dat eenige vertaling van het werk gedaan werd gedurende dit tijdperk van tien jaar.

Volgens de termen van het vroeger artikel 5 van de bijkomende Akte, had het uitsluitend recht van vertaling opgehouden beschermd te zijn op het oogenblik van dezen afstand, en de vertaling was geoorloofd ten opzichte van hen die behooren tot de landen der Unie en ten opzichte van de Overeenkomst.

(1) POUILLET, n° 161 en nota van de overheden.

Het volstrekte recht wordt thans gehuldigd door de nieuwe bepaling, in geheel de Unie.

Men kon vragen wie, de auteur of de overnemer, voortaan zal genieten van dit recht van vertaling: men kon niet, zonder in te gaan tegen de bepaling van artikel 18, beslissen dat het noch de een noch de andere is.

HOOFDSTUK VIII.

Gedeeltelijke en nieuwe toetredingen tot de Overeenkomst en bijzondere overeenkomsten.

§ 1. — WIJZEN VAN TOETREDING.

Het stelsel van gedeeltelijke bekrachtiging, toegelaten door artikel 27, is de vrucht van eene wending van de hedendaagsche diplomatie, voorgestaan bij de twee Conferenties van den Haag.

Ten einde op sommige punten uitslagen te verkrijgen, zonder geheel te moeten laten varen andere, betwist of kiesch van aard, heeft men er van afgezien de internationale schikkingen te beschouwen als dingen, die men, in hun geheel, moest aannemen of verstooten.

Elk land kan uit deze verdragen verwijderen de bepalingen die hem niet bevallen en verklaren dat het niet verkiest gebonden te zijn door deze of gene bepaling, die hem niet aanstaat.

De Staten der Unie kunnen, den in Berlijn kerzienden tekst bekrachtigende, verklaren dat zij willen beheerd blijven door de bepalingen welke zij verkiezen in den oorspronkelijken tekst van Bern of in de Acte van Parijs.

Dit nieuwe stelstel gaf aanleiding tot critiek.

Om het wel te waardeeren, moet men in aanmerking nemen dat eene internationale overeenkomst alleen kan gewijzigd worden met de eenparige toestemming der partijen.

Eene diplomatische conferentie is niet een Parlement waar de stemming van de meerderheid de minderheid verbindt. Zij is eene vereeniging van afgevaardigden van even oppermachtige Staten, hebbende gelijke rechten, maar dikwijls verschillende belangen, en die niet kunnen gebonden worden door een nieuwen regel, dan voor zoover allen dezen aannemen.

In 1896, te Parijs, was men verplicht twee onderscheiden aktes te maken :

1° Eene *bijkomende Akte* stelt de wijzigingen vast gebracht in de artikelen 2, 3, 5, 7, 12 en 20 van de Overeenkomst en in n^{rs} 1 en 4 van het Protocol van sluiting van 1886;

2° Eene uitleggende Verklaring van sommige bepalingen der Overeenkomsten van 1886 en 1896.

De bijkomende Acte werd onderteeekend door al de Staten van de Unie,

behalve Noorwegen ⁽¹⁾. Zweden, dat tot de Unie toetrad sedert de Conferentie van Parijs, heeft ook niet in die Akte toegestemd. Groot-Brittanje heeft de uitleggende Verklaring niet onderteekend. Daaruit volgt, dat de zoo-gezegde Unie van Bern, in feite twee Unies omvat, de algemeene Unie, gegrond op de Overeenkomst van 1886, en de beperkte Unie gegrond op de Overeenkomst van Bern, herzien door de Conferentie van Parijs.

Indien Groot-Brittanje eene plaats op zich zelve bekleedt in zooverre het niet verplicht is aan de Overeenkomst de uitlegging te geven, in de uitleggende Verklaring bevat, zijn de andere landen der Unie door deze gebonden, zelfs tegenover Groot-Brittanje, zoodat men, dienaangaande, niet behoeft te spreken van eene beperkte Unie.

De Conferentie van Berlijn stelde de wijziging voor van een groot aantal bepalingen : op sommige daarvan kon men het niet eenstemmig eens worden.

Men moest één van de drie besluiten nemen :

Of wel het volledig *statu quo* behouden ;

Of wel *beperkte unies* tot stand brengen tusschen de Staten, die de meerderheid uitmaken ;

Of wel de meerderheid toelaten voorbehoud te maken, de Overeenkomst niet voorstellen als een « ondeelbaar geheel ».

Het eerste besluit ware geweest, zoo niet een bekentenis van onmacht, dan toch ten minste een dwang in de verhoudingen van sommige Staten, waarvan de wetgeving verder gevorderd is. Men zou aldus hebben afgezien van elken stap voorwaarts, van elke propaganda door het voorbeeld.

Het stelsel der beperkte Unies was van aard talrijke bezwaren mede te brengen. Anderzijds, heeft eene nieuwe *Akte toegevoegd* aan de Overeenkomst van Bern, wijzigingen brengende in bijna al de artikelen van die Overeenkomst, en men mag het zeggen, in alle die van eenige beteekenis zijn, een nog al wonderlijk voorkomen.

Dezelfde uitslag in feite als die van de instelling van beperkte Unies werd verkregen door de aan de verbondene Staten gelatene bevoegdheid te verklaren, bij het uitwisselen der akten van bekrachtiging, dat zij wenschen, op dit of dat punt, nog gebonden te blijven door de bepalingen van de Overeenkomsten die zij vroeger onderteekenden.

Het laat toe den wensch V te vervullen van de Conferentie van Parijs :

V. Het is wenschelijk dat uit de beraadslagingen der aanstaande Conferentie een eenige tekst van Overeenkomst ontspruite.

Deze tekst zal ongetwijfeld in de plaats komen van de vroegere teksten alleen voor de Mogendheden, die hem in zijne algeheelheid zullen aannemen. Maar het is geoorloofd de toekomst te voorzien, waarin de afstand van elk voorbehoud van zelf de gelijkheid zal te weeg brengen, zonder dat men

(1) De afgevaardigde van Noorwegen ter Conferentie van Berlijn heeft verklaard « dat de redenen, die de houding van Noorwegen verklaarden, niet langer bestaan » en dat dit land besloten was « een dubbelen stap voorwaarts » te doen.

zijne toevlucht behoeft te nemen tot het overgaan van eene beperkte Unie naar eene andere min beperkte.

De beraadslagingen van de Overeenkomst van Berlijn hadden tot gevolg te wijzigen of te vervangen de artikelen 2 tot 7, 9 tot 12, 14 en 18 van de Overeenkomst van 1886, de n^{rs} 1, 2, 3 en 4 van het Protocol van sluiting en de bepalingen van de bijkomende Akte van Parijs.

De Staten der Unie kunnen voorbehoud maken wat betreft de nieuwe bepalingen: « niet volgen », maar zij kunnen niet achteruit gaan ten opzichte van den tegenwoordigen toestand: Zoo is een Staat op dit oogenblik gebonden door de Overeenkomst van 1886 en de bijkomende Akte van 1896; hij wil niets weten van den regel van het nieuw artikel 8, op het recht van vertaling: hij kan zich houden aan artikel 5 van de bijkomende Akte van 1896, die zijne betrekkingen zal beheeren met de andere Staten, maar niet teruggaan tot artikel 5 van de Overeenkomst.

De Staten, die de Overeenkomst van Berlijn niet bekrachtigen, blijven beheerd *of* door de Akte van Parijs, *of* door die van Bern, *naarmate de eene of de andere van deze twee conventionele Akten voor hen* het tegenwoordig regiem *uitmaakt*; maar zij hebben volstrekt geene keuze *tusschen de twee*. Het is onjuist, volkomen en in elke veronderstelling, dat het aan de verbondene Staten vrij zou staan te kiezen, op het oogenblik der bekrachtigingen, tusschen den nieuwen tekst en den eenen *of* den andere der twee vroegere teksten in hun geheel.

Ingeval van niet-aanneming van den nieuwen tekst van Berlijn, moet de tekst die, op dit punt, in de plaats moet komen, de tekst zijn van de vroegere Overeenkomst, behouden op dit punt.

Het voorbehoud mag geschieden voor sommige bepaalde punten, welke de Overeenkomst van Berlijn wijzigde: het mag worden gedaan voor een tijdperk van overgang of betreffende een deel van het grondgebied.

Men zou zich kunnen denken een Staat die toetrad tot de Akten van 1886-1896 en van 1896 voor zijne koloniën, die voor zich zelf de nieuwe Overeenkomst zou onderteekenen en zijne koloniën onder het vroeger regiem zou laten.

Men kan dus de volgende mogelijkheden voorzien ⁽¹⁾:

- a) Toetreding tot de Overeenkomst van Bern in haar oorspronkelijken tekst;
- b) Samenvoeging van deze oorspronkelijke Overeenkomst met de verklaring van Parijs;
- c) Gelijktijdige toepassing van de Overeenkomst van 1886 en van de bijkomende Akte van 1896;
- d) Gedeeltelijke toepassing van de Akte van Berlijn, sommige nieuwigheden voorbehouden zijnde;
- e) Zuivere en eenvoudige toetreding tot de Akte van Berlijn.

(1) Fr. POINSARD, *La propriété artistique et littéraire et la Conférence de Berlin*. (JAARBOEKEN DER POLITIEKE WETENSCHAPPEN, 1910, bl. 226.)

De hierachter volgende tabel wijst de overeenstemming aan tusschen den nieuwen tekst van Berlijn en de bepalingen der Akten van Bern, gewijzigd te Parijs.

OVEREENKOMST VAN BERN GEWIJZIGD TE BERLIJN.	OVEREENKOMST VAN 1886.		AKTE VAN PARIJS (1896).	
	Akte.	Protocol.	Akte.	Verklaring.
Artikel 1	1			
— 2, lid 1	4	n° 2	Artikel 2, I A.	
— 2, lid 2	6			
— 3		n° 1	Artikel 2, I B.	
— 4	2		Artikel 1, I.	1°-2°
— 5				
— 6	3		Artikel 1, II.	
— 7, lid 1 en 2	2, lid 2.		Artikel 1, I.	
— 8	5		Artikel 1, III.	
— 9, lid 1			Artikel 1, IV.	
— 9, lid 2 en 3	7		Artikel 1, IV.	
— 10	8			
— 11	9			
— 12	10			3°
— 13		n° 3		
— 14				
— 15	11			
— 16	12		Artikel 1, V.	
— 17	13			
— 18, lid 1 en 2	14			
— 18, lid 3		n° 4	Artikel 2, II.	
— 18, lid 4			Artikel 2, II.	
— 19				
— 20	15 en bijkomende.			
— 21	16	n° 5		
— 22		5, lid 3 en 5.		
— 23		n° 5, lid 8.		
— 24	17	n° 6		
— 25	18			
— 26	19			
— 27				
— 28	21			
— 29	20		Artikel 1, VI.	
— 30				

De nieuwe tekst zal in de plaats komen van de vroegere teksten alleen voor de Mogendheden die hem in zijne algeheelheid aannemen : voor diegene welke hem in het geheel niet aannemen of welke hem niet in zijn geheel aannemen, blijven de tegenwoordige teksten geheel of gedeeltelijk bestaan.

*Gevolg van de nieuwe Overeenkomst ten aanzien van de vroegere
conventionele Akten.*

Dit gevolg kan maar ontstaan in de betrekkingen tusschen de Staten die de nieuwe Overeenkomst in haar geheel aannemen. Wat hen betreft, die er vreemd aan blijven, hunne betrekkingen onderling en met de andere Staten blijven beheerscht door de vroegere Akten, dat wil zeggen, volgens de gevallen, door de Akten van 1886 en 1896, of door de Overeenkomst van 1886 alleen.

Zoo heeft de afgevaardigde van Groot-Brittanje uitdrukkelijk verklaard, van den aanvang der Conferentie af, dat het noodig was « dat verstaan werd dat, tot op het oogenblik dat Groot-Brittanje in staat zal zijn eene herziene Overeenkomst aan te nemen, de betrekkingen tusschen Groot-Brittanje en de andere landen der Unie, wat betreft het auteursrecht, moeten blijven onder het regiem van de Overeenkomst van Bern en van de bijkomende Akte van Parijs ».

Welke zijn de landen waarvan men het voorbehoud moest vreezen?

Groot-Brittanje deed er gelden met betrekking tot den duur der bescherming.

Maar dit punt maakt, gezien het opstel van artikel 7, geen stof tot het hier voorziene voorbehoud uit.

Spanje maakte er op twee punten : het recht van vertaling (art. 8) en de onafhankelijkheid der rechten. Japan verstootte alleen de gelijkstelling van het recht van vertaling met het recht van reproductie. Zweden weifelde op het beginsel van de onafhankelijkheid der rechten, op de bescherming der werken van bouwkunde, op de openbare uitvoering der muzikale werken. Zelfs in de veronderstelling dat de internationale pogingen deze drie Staten er niet toe gebracht hadden hun voorbehoud op te offeren in het belang van het werk, in zijn geheel beschouwd, is er geene groote verwikkeling te vreezen, hieruit voortspruitende dat, wat betreft de betrekkingen met Spanje, Japan en Zweden, men, voor de door hen voorbehouden punten, het tegenwoordig regiem in de plaats moest stellen van de bepalingen der nieuwe Overeenkomst.

Anderzijds doet de verklaring van den afgevaardigde van Noorwegen hopen op de zuivere en eenvoudige goedkeuring van den volledige tekst der herziene Overeenkomst.

Wat België betreft, het behoeft geen gebruik te maken van het recht geschreven in artikel 27, zooals de memorie van toelichting het voorstelt en zooals wij het hebben aangetoond : de stap voorwaarts te Berlijn gedaan door de andere ondertekenaars laat ons nog op den eersten rang.

§ 2. — NIEUWE TOETREDINGEN.

Het beginsel is dat de aan de Unie vreemde Staten op hun verzoek tot de Unie kunnen toetreden.

Men had de oorspronkelijke Overeenkomst kunnen laten bestaan en de toetreding kunnen toestaan aan hen die, op sommige punten, bijvoorbeeld op dat van de vertaling, thans niet verder willen gaan. Men achtte het verkieslijk de Staten te veroorloven toe te treden tot de nieuwe Overeenkomst, behalve voorbehoud van de punten die hun, voor het oogenblik, onmogelijk aanneembaar schijnen. Deze bepaling komt overeen met het stelsel van artikel 27.

Kennis gevende van hunne toetreding, zullen zij de nieuwe bepalingen doen kennen, waaraan zij voorloopig niet meenen hunne goedkeuring te kunnen hechten. Wil dit zeggen, dat zij in de plaats daarvan de bepalingen kunnen stellen die hun passen? Natuurlijk niet, dat zou de anarchie zijn. Zij mogen kiezen, maar uit de Overeenkomst van 1886, of uit de bijkomende Akte van 1896, die bepalingen waaraan zij de voorkeur geven.

Het eenige onderscheid tusschen de al dan niet tot de Unie behorende, wat de voorbehoudingen betreft, bestaat dus hierin, dat zij het recht hebben de Overeenkomst van Bern aan te nemen, gelijk zij werd aangenomen in 1886, zonder meer, terwijl ditzelfde recht niet meer behoort aan de Staten der Unie (met uitzondering van Zweden en Noorwegen) vóór welke de bijkomende Akte van Parijs een toestand is beneden welken zij niet mogen blijven.

§ 3. — TOETREDING DER KOLONIËN.

Het diplomatisch akkoord is niet *ipso facto* toepasselijk op de koloniën en de vreemde bezittingen : voor deze is een bijzonder beding noodig ⁽¹⁾. Maar de verbondene Staten kunnen ze tot hen uitbreiden, door eene wilsverklaring bij het onderteekenen of het bekrachtigen der Overeenkomst, of door eene latere kennisgeving. Het beginsel van artikel 18 der Overeenkomst van 1886 wordt behouden met de aanvulling dat de toetreding der koloniën, na de bekrachtiging, aanleiding moet geven tot eene kennisgeving evenals de toetreding van een Staat. Het spreekt van zelf dat de verklaringen gedaan in 1886 en 1887 door Spanje, Frankrijk en Groot-Brittanje nopens hunne bezittingen of koloniën (proces-verbaal van onderteekening van 9 September 1886 en Protocol van uitwisseling der akten van bekrachtiging van 5 September 1887) hare volle waarde behouden.

(1) Hof van Parijs, 5 Juli 1879. *Journal de Clunet*, 1879, bl. 548

§ 4. — BIJZONDERE SCHIKKINGEN.

Bij artikel 15 der Overeenkomst van 1886, hebben de Regeeringen der landen van de Unie zich respectievelijk voorbehouden het recht om elk voor zich, onderling, bijzondere schikkingen te nemen. Dit is het stelsel der *beperkte Unies* waarop werd gezinspeeld in de algemeene beschouwingen van dit Verslag. Eene groep Staten kan zich vormen, bijvoorbeeld, om de auteurs beter te beschermen tegen de adaptaties van hunne werken door de phonographen, tegen hunne toeëigening in de bloemlezingen of betreffende de overneming door de dagbladen.

Een *bijkomend artikel* werd gesteld in dezelfde orde van gedachten. « De op dezen dag gesloten Overeenkomst raakt geenszins het behoud der thans bestaande overeenkomsten tusschen de verbondene landen, voor zoover deze overeenkomsten aan de auteurs of aan hunne rechtverkrijgenden meer uitgebreide rechten schenken, dan die door de Unie verleend of dat zij andere bepalingen bevatten die niet strijdig zijn met deze Overeenkomst. » Frankrijk stelde deze bepaling voor, omdat het overeenkomsten had die beter de auteurs beschermden dan de Overeenkomst van Bern, vooral met het oog op de vertaling ⁽¹⁾.

Elk tractaat dat minder gunstige beschikkingen inhield en zich zou verzetten tegen de toepassing van de meest voordeelige gunstige behandeling of van de Overeenkomst wordt afgeschaft uit kracht van artikel 20.

Artikel 20 verbiedt er nieuwe te sluiten welke de rechten der auteurs zouden beperken, en dit in den vorm van bijzondere tractaten of van beperkte unies.

Om de weifelingen te doen ophouden nopens het punt te weten welke de bepalingen zijn die kunnen geacht worden nog van kracht te zijn, had de Conferentie van Parijs den volgenden wensch uitgedrukt :

III. Het is wenschelijk dat de bijzondere overeenkomsten gesloten tusschen landen, die deel uitmaken van de Unie, worden onderzocht door de respectieve verdragsluitende Partijen met het oog op de aanwijzing der bedingen die kunnen beschouwd worden als van kracht gebleven, overeenkomstig het bijkomend artikel der Overeenkomst van Bern, dat de uitslag van dit onderzoek bekrachtigd wordt door eene authentieke Akte en ter kennis gebracht van de landen van de Unie door tusschenkomst van het internationaal Bureau, vóór de bijeenkomst van de aanstaande Conferentie.

De Regeering van het Duitsche Keizerrijk heeft dezen wensch verwezenlijkt wat dit Rijk betrof en, in overeenstemming met de landen waarmee het was verbonden, in den aangewezen zin, zijne tractaten vernieuwd

⁽¹⁾ Cfr. uitlegging van artikel 20 van het Fransch-Zwitserisch tractaat van 1882. — Burgerlijk Hof van Geneva, 23 Mei 1889. — Rechtbank van Bern, 26 juli 1889. — Federale Rechtbank, 28 September 1891. — *Droit d'auteur*, 1889, bl. 77-99; 1891, bl. 130.

met België, Frankrijk en Italië. De nieuwe Overeenkomst met Frankrijk werd ondertekend 8 April 1907; die met België, 16 December 1907, en die met Italië, 9 November 1907.

In deze bijzondere tractaten worden reeds verwezenlijkt, bij voorbaat, sommige voorstellen door de keizerlijke Regeering onderworpen aan al de tot de Unie behorende landen, vooral wat betreft het recht van vertaling en het weglaten van de melding van voorbehoud. Deze bijzondere overeenkomsten zullen nog dienen als middelen van éénmaking, dank zij het beding van de meest begunstigde natie. Ten slotte vormt de overgangsbepaling, welke in de drie tractaten voorkomt, nog een middel van éénmaking op een punt van zeer groot belang.

Zoodra deze nieuwe tractaten bekrachtigd en in werking getreden waren, werd de dus ontstane verandering in de internationale betrekkingen tusschen landen der Unie medegedeeld aan de Besturen van de landen die de Overeenkomst van Bern hadden ondertekend, bij omzendbrief van het internationaal Bureau, gedagteekend 27 Juli 1908.

Het is te wenschen dat deze vereenvoudiging, door het initiatief van Duitschland ingewijd, navolgers moge vinden; dat al de teksten die onnoodig werden of dubbelen dienst doen ten gevolge van het in werking treden van de tegenwoordige Overeenkomst verdwijnen; dat het getal der bijzondere schikkingen, bestaande naast het Tractaat van Unie verminderde, en dat de behoudene bepalingen tot het strikt minimum worden herleid. De landen die dezen regel volgen, maken zeker de taak van hunne rechtbanken minder zwaar, door de toepassing van de Overeenkomst gemakkelijker te maken.

De nog bestaande tractaten en schikkingen tusschen landen tot de Unie behorende, zijn opgesomd in de onderstaande tabel als bijvoegsel tot de « Akten van de Conferentie ».

A. — Eigenlijkgezegde letterkundige tractaten.

Duitschland-België.	16 October 1907 . . .	In de plaats gekomen van het tractaat van 12 December 1883.
Duitschland-Frankrijk . . .	8 April 1907	In de plaats gekomen van het tractaat van 19 April 1883.
Duitschland-Italië	9 November 1907 . . .	In de plaats gekomen van het tractaat van 20 Juni 1884.
België-Spanje	16 Juni 1880	9 artikelen.
Spanje-Frankrijk	16 Juni 1880	11 artikelen, protocol van sluiting, proces-verbaal van uitwisseling.
Spanje-Italië.	28 Juni 1880	8 artikelen.
Frankrijk-Italië.	9 Juli 1884	15 artikelen; protocol. Frankrijk : decreet en omzendbrief van 20 April 1885. Italië : omzendbrief van 14 April 1885.
Italië-Zweden en Noorwegen.	9 October 1884	5 artikelen. Italië : Omzendbrief van 1 Januari 1885. Noorwegen : koninklijk besluit van 6 December 1884. Zweden : koninklijk besluit van 7 November 1884.

B. — Eenvoudige schikkingen.

Denemarken-Zweden-Noorwegen.	27 November 1879 .	Uitgewisselde verklaring; wederkeerige nationale behandeling.
Denemarken-Frankrijk . . .	6 November 1858 en 5 Mei 1866	Deensche koninklijke ordonnantiën : wederkeerige nationale behandeling.
Frankrijk-Monaco	9 November 1865 .	Overeenkomst van tolwezen en van nabuurschap, artikel 8 : verbod van de niet geoorloofde Fransche uitgaven.
Frankrijk-Zweden en Noorwegen.	30 December 1881 en 13 Januari 1892	Handelstractaat, bijkomend artikel : wederkeerige nationale behandeling.
Frankrijk-Zweden	15 Februari 1884 .	Schikking alleen bindend voor Zweden en den vorm voorziende van het getuigschrift in te brengen voor de rechtbanken van het ander land.
Japan-Zwitserland	10 November 1896 .	Tractaat van vriendschap, van vestiging en van handel, artikel 11 : wederkeerige nationale behandeling.
Noorwegen-Zweden	17 November 1877 en 4 Februari 1881.	Dubbele koninklijke besluiten : wederkeerige nationale behandeling.

HOOFDSTUK IX.**Maatregelen van inrichting.**

Zwitserland deelt met België de gunst, door welgemeende instemming van de andere volken, het *home* te zijn van de Internationale Unies ⁽¹⁾.

De oorzaak van deze keuze ligt, klaarblijkelijk, in den wensch der natiën deze instellingen te plaatsen in toevluchtsoorden, beschut tegen de ijverzucht tusschen de natiën en het gevaar van oorlog : de onzijdigheid van het land, de vastheid der instellingen, moeten het besturend middelpunt der Unies omringen met een dubbelen schutsmuur tegen de onlusten van buiten en de storingen van binnen.

Er bestaan te Bern vijf van die kantoren, te weten :

- 1° Dat van de Algemeene postunie ;
- 2° Dat van de Unie der Telegrafen ;
- 3° Dat van de Unie voor nijverheid ;
- 4° Dat van de letterkundige en artistieke Unie en, ten slotte,
- 5° Dat van de Unie voor het vervoer per spoorweg.

Deze kantoren genieten niet de exterritorialiteit, maar volgen het lot van het land zelf.

Ontstaan door eene internationale wet, hebben zij een eigen bestaan, erkend en gehuldigd door de verbondene landen.

Een wetsontwerp werd in België neergelegd, ten einde toe te laten de

(1) Redevoering van den heer Adams bij de Conferentie van Bern in 1886.

burgerlijke persoonlijkheid te verleenen aan instellingen van dezen aard : het is wenschelijk dat, zoo spoedig mogelijk, eene oplossing worde gevonden, ten einde de volledige werking van deze nuttige organismen in ons land te verzekeren en te ontwikkelen ⁽¹⁾.

De Federale Raad oefent het hooge toezicht uit, dat hem toekomt, door tusschenkomst van een van zijn departementen, hetwelk de bestuurders en de secretarissen benoemt, de begrootingen vaststelt, daarinbegrepen de jaarwedden van het personeel, de noodige fondsen voorschiet, de jaarlijksche verslagen nagaat en deze ronddeelt.

Deze kantoren bevinden zich niet in het Federaal Paleis, maar zijn verspreid in de stad en als verborgen in gehuurde appartementen ⁽²⁾.

Het Kantoor voor de bescherming der letterkundige en artistieke werken, geopend in Januari 1888, werd geplaatst, om redenen van vereenvoudiging en bezuiniging, onder hetzelfde bestuur als het Kantoor van den nijverheidseigendom.

Een reglement, opgemaakt in 1892 en toegepast sedert 1 Januari 1893, regelt zijne werking ⁽³⁾.

Het hooge toezicht, behoorende aan den Federalen Raad, wordt hier uitgeoefend door het Departement van Justitie en Politie.

De Conferentie hield zich bezig met de werking van dit Kantoor.

Dit kon slechts zijn om eene instelling te bevestigen, die zoovele diensten bewees en die, door zijne verstandige werkzaamheid, veel heeft bijgedragen tot den vooruitgang van de Unie. Zij behoefde slechts de bestaande bepalingen te behouden, die zich bevonden, hetzij in de Overeenkomst zelf van 1886, hetzij in het toegevoegde Protocol van sluiting, door ze alle op te nemen in den tekst van de nieuwe Overeenkomst, wat eene vereenvoudiging uitmaakt. Te dien einde nam de Conferentie een tekst aan, voorbereid door het Deutsche bestuur.

Men behoefde niet te spreken van de instelling van een Kantoor, dat sedert meer dan twintig jaar werkt, maar van zijn behoud.

In uitvoering der voorschriften van het Protocol van sluiting, vereenigt het Kantoor van Bern de bijzondere wetgeving betreffende de zaak en geeft die uit.

Het heeft daarenboven, sedert zijne stichting, een aanzienlijk getal documenten en inlichtingen van allerlei aard bijeengebracht, betreffende de bescherming der letterkundige en artistieke werken : te dien einde, houdt het zich in voortdurende betrekkingen met de vereenigingen van schrijvers,

(1) Men zal met belangstelling het zoo volledig werk raadplegen, betreffende internationaal leven en instellingen : *Annuaire de la vie internationale*, uitgegeven door het CENTRAAL BUREAU DER INTERNATIONALE INSTELLINGEN.

(2) MOYNIER. *Les bureaux internationaux*, passim.

(3) Bijlagen der Akten van de Conferentie van Parijs, bl. 206.

van kunstenaars, van uitgevers en van boekhandelaren en heeft het, op officieuze wijze, de vereenigingen en congressen bijgewoond, waarvan het de toebereiding en de goede besturing te hulp kwam.

Het orgaan, waarvan het Protocol van sluiting de uitgave voorzag, verschijnt maandelijks te Bern, sedert 15 Januari 1888, onder der titel van *Le Droit d'auteur*. Het is de kostbaarste en meest aanzijnlijke bron van documenten, studiën, het snelste en het meest volledige orgaan van inlichtingen betreffende de bijzondere zaak, die ons bezig houdt.

Volgens de termen van de Overeenkomst van 9 September 1886, mochten de uitgaven van het Kantoor, tot nader besluit, per jaar niet hooger gaan dan de som van zestig duizend frank, vatbaar, echter, voor verhooging door eene eenvoudige beslissing der conferentien, voorzien bij artikel 17 (n^o 5 van het Protocol van sluiting).

Er werd door het Duitsch bestuur op gewezen, dat, van de vijf Kantoren te Bern ingericht, het Kantoor van de letterkundige en artistieke Unie, alléén, geene onderstandskas bezat, waardoor aan elken ambtenaar, dien ouderdom, ziekte of verzwakking van vermogens beletten zijne functien te vervullen, een pensioen werd verzekerd, berekend naar den grondslag van het vierde van zijne laatste jaarwedde, verhoogd met het tachtigste van gezegde jaarwedde, voor elk jaar dienst boven tien.

De Conferentie besloot die kas in te richten. Dientengevolge, moest het stichten van zijn waarborgfonds worden bepaald, te vormen door eene of meerdere stortingen.

Het moest, bij benadering, hetzelfde bedrag bereiken als dat van het kantoor der Unie voor nijverheid, dat ongeveer 70,000 frank bedraagt, som die, ieder jaar, vergroot wordt door de bijkomende interesten.

Het gemiddelde der jaarlijksche uitgaven van het Kantoor klom gedurende de laatste vijf jaren (1903 tot 1907) tot 38,500 frank, tot welke som de bijdrage der verbondene landen werd beperkt. Men besloot dus de jaarlijksche bijdrage te brengen op het maximum cijfer van 60,000 frank, tot algeheele vorming van het hulpfonds. Men zal aldus beschikken over een jaarlijksch gemiddelde som van 20,000 frank, na betaling der gewone uitgaven van het Kantoor, zoodat dit fonds binnen korten tijd zal zijn bijeengebracht.

Om deze redenen, heeft de Conferentie het dubbele voorstel van de Duitsche Regeering aangenomen :

1^o *De Conferentie van Berlijn verzoekt de Zwitsersche Regeering voor het personeel van het internationaal, letterkundig en artistiek Kantoor der Unie, eene hulpkas in te richten, berustende op dezelfde grondslagen als die, bestaande in de vier andere internationale kantoren, te Bern gevestigd ;*

2^o *Voor de jaren 1908 tot 1911 zal de jaarlijksche bijdrage der Staten van de Unie worden gebracht op het cijfer van zestig duizend frank, voorzien bij n^o 5 van het Protocol van sluiting der Overeenkomst van Bern*

van 9 September 1886 en de som die beschikbaar zal blijven, na de betaling der uitgaven van het Kantoor, gedurende deze vier jaren, zal het waarborgfonds stichten van de Hulpkas van dit Kantoor.

De rangschikking der landen van de Unie, met het oog op de regeling van het bijdragend deel, wordt vastgesteld als volgt :

- 1^{ste} KLAS. — Duitschland, Frankrijk, Groot-Brittanje, Italië ;
- 2^{de} KLAS. — Spanje, Japan ;
- 3^{de} KLAS. — België, Zwitserland, Zweden ;
- 4^{de} KLAS. — Denemarken, Noorwegen ;
- 5^{de} KLAS. — Haïti, Liberia ;
- 6^{de} KLAS. — Tunis, Luxemburg, Monaco.

HOOFDSTUK X.

Bekrachtigingen en verschillende aanzeggingen.

§ 1. — BEKRACHTIGING.

De bepalingen der Overeenkomst betreffende deze punten, kunnen geene moeilijkheden veroorzaken en vragen geene verklaring.

Men stelde voor, een nog al langen termijn te geven voor de uitwisseling der bekrachtigingen.

Overeenkomstig hetgeen men deed in den laatsten tijd, werd er maar één exemplaar van de Akte gemaakt, dragende de onderteekening der verschillende Gevolmachtigden ; eensluidend verklaarde afschriften worden daarna overhandigd aan de verschillende Mogendheden, langs diplomatieken weg. Dit is eene groote vereenvoudiging.

§ 2. — AANZEGGING DER BESLUITEN GENOMEN DOOR DE VERBONDENE STATEN, WAT BETREFT DEN DUUR DER BESCHERMING EN HET AFZIEEN VAN HUNNE RECHTEN.

Er kunnen in de verschillende landen van de Unie feiten voorkomen, waarbij alle belang hebben ze te kennen, omdat zij gevolgen medebrengen voor de door de Overeenkomst geregelde betrekkingen.

1^o Volgens artikel 7 van het ontwerp begrijpt de duur der bescherming het leven van den auteur en vijftig jaar na zijn dood. Al de Staten zijn niet bereid deze bepaling toe te passen, omdat de wetgeving van sommige hunner slechts een korteren duur toelaat. Totdat zoodanige wetgeving gewijzig wordt, is het de duur van dertig jaar die in aanmerking wordt genomen in de betrekkingen dier Staten met degene die een duur hebben

van 50 jaar. Indien een Staat zijne wetgeving wijzigt en er den termijn van 50 jaar invoert, is dit een feit, waarin al de andere landen der Unie belang stellen, in het bijzonder die, welke dezen termijn reeds bepaalden. Hij zal worden toegepast in hunne betrekkingen met den Staat wiens wetgeving gewijzigd werd. Dus moet dit feit op regelmatige wijze worden bekendgemaakt aan allen.

2° Staten van de Unie kunnen de Overeenkomst slechts bekrachtigen onder voorbehoud, ten einde op een of ander punt den bestaanden regel te behouden. Dit kan ook voorkomen voor niet tot de Unie behorende Staten die, wenshende tot de Unie toe te treden, op enkele tusschengelegene halten willen stilstaan eer zij hunne oudere vervoegen. Het is te wenschen dat hier slechts een overgangstoestand bestaat, en dat, na zekeren tijd, alle hun voorbehoud zullen laten varen en de nieuwe Overeenkomst in haar geheel aannemen.

Deze feiten geven aanleiding tot eene officieele akte der verschillende Regeeringen ten zelfden titel als eene nieuwe toetreding.

Het is noodig dat de verschillende besluiten, genomen in den door ons aangeduiden gedachtengang, ter kennis van alle worden gebracht.

De dus verwittigde Staten nemen de noodige maatregelen opdat de nieuwe toestand zijne uitwerking hebbe op hun grondgebied. Bijvoorbeeld, rechtbanken en bijzonderen zullen door eene officieele afkondiging verwittigd worden.

De bijeenkomst der aanstaande Conferentie werd bepaald binnen een termijn van zes jaar minimum en tien jaar maximum, naar luid van een besluit genomen door de Conferentie van Berlijn, 13 November 1908.

Zij zal gehouden worden te Rome.

De door de Conferentie van Berlijn genomen besluiten gaven aanleiding tot rechtsplegingen van bekrachtiging in verschillende landen der Unie.

De Boodschap van den *federalen Zwitserschen Raad* in datum van 8 October 1909 besloot tot de bekrachtiging der Overeenkomst, zonder voorbehoud. Deze bekrachtiging werd gestemd, 16 December 1909, met algemeene stemmen, door den *Nationalen Raad*.

Groot-Brittanje stelde eene voor-raadgevende Commissie in, gelast haar advies te geven over de herziening van Berlijn en de veranderingen aan te wijzen die deze met zich zou kunnen brengen, ten einde het wettig inlandsch regiem eenstemmig te maken (1).

Het Fransche Parlement verwees eerst den tekst van Berlijn naar zijne Commissie van onderwijs en schoone kunsten. Deze won insgelijks het advies in van de voornaamste groepen belanghebbenden. Op verslag van

(1) Deze Commissie heeft zestien zittingen gehouden en vijf en veertig getuigen (*witness*) gehoord. Het verslag is neergelegd in het « *Blue book* » : *Minutes of evidence taken before the law of copyright Committee together with an appendix and table of contents.*

den heer Th. Reinach, heeft de Kamer der afgevaardigden de Overeenkomst bekrachtigd op 4 April laatstleden, doch zij noodigde de Regeering uit gebruik te maken van het voorbehoud van artikel 27 en de bescherming van de werken van kunst en nijverheid ondergeschikt te maken aan de vervulling der voorwaarden en formaliteiten van het land van herkomst.

De Duitsche Regeering diende op 15 Februari 1910 bij den *Reichstag* een wetsontwerp in, bestemd om de inlandsche wetgeving in overeenstemming te brengen met de herziene Overeenkomst.

Door het onderzoek van dit belangrijk document kan men reeds besluiten dat de Keizerlijke Regeering niet de uitbreiding van den duur van bescherming zal voorstellen en in Duitschland, met behulp van artikel 27, zal inrichten het stelsel der verplichte vergunning — trouwens voorgestaan door zijne afgevaardigden bij de Conferentie — in zake van toepassing op mechanische instrumenten.

Uit de door ons ontleden elementen blijkt dat het werk der Conferentie van Berlijn in al de vertegenwoordigde landen het beste onthaal heeft gevonden.

België kan zich daarmee slechts gelukwenschen, want elke nieuwe toetreding, elke opheffing van voorbehoud brengt, ten gunste van onze nationalen, voordeelen mede, waarvan wij den prijs reeds vooraf betaald hebben.

Het ware te wenschen dat bij de uitwisseling der bekrachtigingen — *welke te Berlijn moet plaats hebben uiterlijk 1 Juli 1910* — eene nieuwe verstandhouding der afgevaardigden, sommige onderteekenaars die voorbehoudingen wenschen te maken, er toe kon brengen die te laten varen. De Commissie is overtuigd dat, indien een voorstel op dit oogenblik werd gedaan om, enkel en eenvoudig, de werken van toegepaste kunst gelijk te stellen met de andere artistieke werken, deze bijkomende bepaling, overeenkomstig artikel 21 van onze wet, steun zou vinden bij de Belgische Regeering.

De kwestie werd eveneens gesteld te weten of deze bekrachtiging hare uitwerking alleen tot het Belgische grondgebied moest beperken.

Artikel 26 van de Overeenkomst bepaalt, immers, dat de verbondene landen het recht hebben te allen tijde tot de Overeenkomst toe te treden voor hunne koloniën of vreemde bezittingen.

De Onafhankelijke Congostaat kwam niet voor onder de onderteekenaars van de Overeenkomst van Bern en heeft, als zoodanig, niet deel genomen aan de werken van de Conferentie te Berlijn.

Sedert ontstonden het tractaat en de wet van inlijving.

De Commissie verzoekt de Regeering dezen nieuwen toestand wel te willen onderzoeken, en, aan dat verzoek gehoor gevende, heeft de achtbare Minister van Buitenlandsche Zaken op 7 April een amendement neergelegd tot aanvulling van het oorspronkelijk ontwerp.

Dit amendement, waarbij zich de Commissie aansluit, luidt aldus :

Een artikel 2 toe te voegen, luidende als volgt :

De Regeering is gemachtigd, tot gezegde Overeenkomst voor Belgisch-Congo toe te treden.

Ajouter un article 2 ainsi conçu :

Le Gouvernement est autorisé à accéder à ladite Convention pour le Congo belge.

Er dient op gewezen dat België jegens Duitschland gebonden is door de Overeenkomst van 16 October 1907.

Eene wisseling van nota's had plaats tusschen Duitschland en Frankrijk op 13-14 November 1908 ⁽¹⁾.

Daaruit bleek, dat de Keizerlijke Regeering deed verklaren, bij monde van de Duitse afvaardiging ter Conferentie van Berlijn, dat het Keizerrijk toetrad tot de Overeenkomst van Bern, voor zijne landen van beschermheerschap, van af 1 Januari 1909. Het Departement van Buitenlandsche Zaken van het Keizerrijk achtte dat deze toetreding tot de Overeenkomst van Bern, insgelijks insloot de toetreding van deze territorien tot de bijzondere Fransch-Duitsche Overeenkomst van 8 April 1907, gesloten om, volgens haar artikel 2, de Overeenkomst van Bern aan te vullen.

Het lokte de verklaring uit, dat dit tractaat, dientengevolge, toepasselijk was, *ipso jure*, op de koloniën der twee verdragsluitende landen.

De Regeering der Fransche Republiek verklaarde het met deze uitlegging eens te zijn.

Dezelfde uitlegging schijnt te moeten worden gegeven aan de Duitsch-Belgische Overeenkomst, zooeven door ons aangehaald, en, tengevolge van de toetreding van Belgisch-Congo tot het herziene stelsel van de Overeenkomst van Bern, moet het tractaat zijne uitwerking hebben van koloniën tot koloniën, gelijk van moederland tot koloniën of tot landen van beschermheerschap van den anderen medeverdragsluiter.

De bekrachtiging voortvloeiende uit de aan het Parlement onderworpen wet zal tot gevolg hebben, dat de Regeering bekleed zal zijn met al de noodige rechten om de noodige nota's en verklaringen uit te wisselen.

De Commissie heeft dus de eer u de aanneming voor te stellen van het wetsontwerp, waarbij zuiver, eenvoudig en zonder voorbehoud (art. 25), de Overeenkomst van Berlijn wordt bekrachtigd en aan de Regeering toegelaten te bewerken de toetreding van België tot deze Overeenkomst voor Belgisch-Congo.

Nochtans schijnt deze verklaring te moeten worden uitgesteld totdat de bescherming van het recht der auteurs door de inlandsche wetgeving van de Kolonie verzekerd is.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. BEERNAERT.

(1) Nota's opgenomen in de *Feuille impériale des lois* (*Reichsgesetzblatt* van 27 November 1908), overgenomen in de *Droit d'auteur* van 1909, bl. 18.